

# « L'Economie » : la tentation protectionniste

## Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14971 - 7 F.

MARDI 16 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

### Compromis entre le gouvernement et l'opposition en Allemagne

## L'accord sur le « pacte de solidarité » relance l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt allemands

### Remise en ordre

La classe politique allemande est félicitée de l'accord intervenu, samedi 13 mars, sur le « pacte de solidarité » entre le gouvernement, l'opposition et les responsables régionaux. Un bon résultat, a déclaré le chancelier Kohl tandis que M. Björn Engholm, le dirigeant du Parti social-démocrate, a estimé avoir fait « un grand pas vers la réalisation de l'unité allemande ». Le ministre des finances, M. Theo Waigel, espère que cet accord contribuera au rétablissement de la conjoncture et au desserrement des taux d'intérêt par la Bundesbank.

Le pacte avait pour objectif de rééquilibrer les finances publiques - centrales et régionales - mises à mal par l'unification économique. Le débat portait à la fois sur le partage politique du fardeau - quelles classes sociales devaient payer pour l'Est - et sur la répartition entre le gouvernement fédéral et les régions. Les partis politiques ont tergiversé plus que de raison. Tant M. Kohl, que M. Engholm ont donné l'impression de flotter et de ne pas tenir leurs troupes. Des mois de disputes avaient fini par laisser l'impression, comme en témoignent les élections de Hesse, il y a une semaine, marquées par le recul de la coalition au pouvoir et du SPD.

Le compromis enfin trouvé permet une certaine remise en ordre. Le premier élément est que le gouvernement a cédé des recettes budgétaires importantes issues de la TVA aux régions. Le caractère fédéral de l'Allemagne est ainsi confirmé, alors que les besoins de l'unification pouvaient entraîner une dynamique centralisatrice.

La deuxième élément est un donnant-donnant. Le SPD a obtenu que les coupes prévues par le gouvernement dans les prestations sociales soient abandonnées. En échange, le gouvernement a réussi à repousser les hausses d'impôts au 1<sup>er</sup> janvier 1995 (création d'un impôt de solidarité et augmentation de l'impôt sur le capital).

M. Kohl évite ainsi de taxer les contribuables avant les élections de 1994. Cela rassure aussi les milieux économiques, pour qui une hausse immédiate des impôts, comme le réclamait le SPD, aurait un peu plus porté préjudice à la conjoncture.

La satisfaction de la classe politique est donc justifiée : l'Allemagne a su trouver un consensus, même laborieux, sur une question controversée et capitale. Mais les milieux financiers pourraient être déçus. « Pour l'économie, le pacte est lourd de risques parce que, d'un point de vue financier, il repose presque uniquement sur des hausses d'impôts », note lundi 15 mars la « Frankfurter Allgemeine Zeitung ». Et de rappeler que la Bundesbank avait souligné que la solution devait être trouvée dans des coupes budgétaires plutôt que dans des impôts nouveaux.

En outre, faute de recettes suffisantes dans l'immédiat, il est prévu de creuser à nouveau, pour plus de 60 milliards de marks, l'endettement du pays. On aurait donc tout de trop spéculé sur une satisfaction de la Bundesbank.

MD147 - 0316 0 - 7.00 F



Le gouvernement allemand et l'opposition se sont mis d'accord, au cours du week-end, à Bonn, sur le « pacte de solidarité » qui doit permettre une remise à flot de l'économie est-allemande sans augmentation des impôts directs d'ici à 1995 (un impôt de solidarité sera créé à cette date). « Je suis convaincu que ce résultat sera apprécié de manière positive par la Bundesbank », a déclaré le ministre des finances, M. Theo Waigel, faisant allusion à l'annonce - espérée par tous les pays européens - d'une possible baisse des taux directeurs de la banque centrale, jeudi 18 mars.

Les dirigeants allemands sont parvenus à un consensus difficile à imaginer dans nombre d'autres pays. A Bonn, à la chancellerie, samedi 13 mars en fin de journée, étaient réunis autour du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl, son rival, le président du SPD, M. Björn Engholm, le chef du Parti libéral FDP, M. Otto Lambdendorff, et les représentants des Länder de l'Est. L'objet de cette conférence de presse ecuménique : célébrer la signature du « pacte de solidarité » grâce auquel l'Est de l'Allemagne devrait sortir du sous-développement. Coûteux, le programme d'aide ne sera pas financé par une réduction des

prestations sociales. Ni contrairement à ce que réclamait le SPD, par une augmentation immédiate de l'impôt sur le revenu, dont le relèvement n'est prévu qu'à partir de 1995, pour ne pas aggraver la récession. En fait, l'essentiel des sommes engagées pour relancer l'économie de l'ex-RDA viendront du budget, dont certaines dépenses seront supprimées et dont le déficit va sans doute s'accroître au cours des prochains exercices, tout comme l'endettement du pays.

Lire page 18.  
Article d'HENRI DE BRESSON

### Avant de rencontrer M. Mitterrand à Moscou

## M. Eltsine accuse le Congrès russe de violer la Constitution

M. Boris Eltsine, qui doit recevoir, mardi 16 mars, M. François Mitterrand à Moscou, a accusé, lundi, le Congrès des députés de Russie d'avoir « mis en péril les structures d'Etat et l'ordre dans le pays » et de s'être engagé « sur la voie de la violation de la constitution » après avoir « refusé au peuple le droit de s'exprimer par référendum ». Dans un communiqué, constituant sa première réaction aux décisions du Congrès qui s'était achevé samedi, le président de Russie a annoncé qu'il rendrait publiques « prochainement » ses « appréciations globales... sur l'ampleur du préjudice politique porté au régime constitutionnel ».

MOSCOU

de notre correspondant

La cause est entendue. M. Eltsine a perdu la bataille du Congrès, ses amis sonnent le tocsin, et l'Occident s'inquiète. Cette défaite, pourtant, était tout sauf inattendue : on peut même dire qu'elle était programmée, y compris par le président russe, bien en mal de trouver un autre moyen de sortir de la nasse où il s'était enfoncé. Et il n'est pas sûr que cet échec, certes douloureux pour le prestige d'un président décidément usé, soit pour autant catastrophique, ou même qu'elle

change fondamentalement grand chose à la situation d'une Russie embourbée, déçue par les réformes mais pas prête pour autant à en revenir à l'ordre ancien.

Au terme de quatre jours de drame en forme de « remake » du Congrès précédent, les députés ont certes voté une loi de non-recevoir aux demandes du président. Ils ont refusé, à une très forte majorité, d'organiser le référendum que M. Eltsine, pour la forme, continuait à réclamer.

JAN KRAUZE

Lire la suite et l'article d'ALAIN FRACHON page 4

### Le général Morillon à Srebrenica



Lire nos informations page 3  
et la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 23

### L'ÉCONOMIE

#### Un point de vue sur la France d'Olivier Blanchard, économiste au MIT

Pour Olivier Blanchard, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), le chômage politique français a les moyens de relancer l'économie et de vaincre le chômage. Il faut pour cela relancer la demande, en abaissant les taux d'intérêt, quitte à faire cavalier seul en Europe, si nécessaire.

Lire notre supplément « Le Monde-L'Économie » pages 25 à 36

#### Interminable chômage

Un entretien avec M. de Foucauld, commissaire au Plan.

page 2

## Ile-de-France (I) : l'échec majeur du PS

Dans une région en constante évolution les socialistes n'ont pas réussi, en douze ans, à s'implanter

par Thierry Bréhier

« Nous arrivons à un moment de vérité. Ce qui se fera en Ile-de-France sera décisif pour l'avenir du socialisme démocratique en France. » Jean-Paul Planchou ne manque ni d'ambition ni d'inquiétude, lui qui risque fort, dans sa circonscription de Seine-et-Marne, d'être victime de la vague qui, sous les vents conjugués de l'écologie et de la droite, pourrait faire disparaître, presque totalement, le PS de la région parisienne.

Cette déroute, les socialistes franciliens ne la devaient pas seulement aux échecs de leurs délégués au pouvoir d'Etat, mais aussi, et d'abord peut-être, à eux-mêmes. Dans les huit départements de la région capitale, où sont concentrés, comme nulle part ailleurs en France, des employés et des cadres moyens, des salariés solidement formés, des habitants jeunes, rebelles à tous les conservatismes, ils auraient dû, ils auraient pu être chez eux. Ils le furent aux législatives, celles de 1981, comme celles de 1986 et même de 1988, puisqu'ils détinent encore 35 des 99 sièges en jeu, et cela malgré la résistance du PC, qui, pendant un demi-siècle, fut « la » gauche, autant à Paris

que dans sa banlieue, et malgré la pression de la droite qui suit fiers mieux que résister dans ses fiefs traditionnels.

Ces relatives victoires législatives ne furent jamais concrétisées, ni aux cantonales ni aux municipales : dans les Hauts-de-Seine, le PS a plus de parlementaires que de conseillers généraux et de maires ; dans la circonscription de 140 000 habitants que représente Jean-Paul Planchou, ses amis ne détenaient pas une seule mairie, et un canton sur cinq ; dans celle de Michel Collin, aux frontières du Val-d'Oise et de la Seine-Saint-Denis, où la gauche dépasse facilement les 55 % des suffrages exprimés, elle ne peut s'appuyer que sur une commune de 1 500 habitants. La situation est, pour elle, tout aussi grave dans les conseils généraux, puisque, après les rêves fous, nés

au lendemain de 1981, non seulement le PS n'a pu prendre ceux de l'Essonne et du Val-d'Oise, mais il a dû abandonner celui de Seine-et-Marne. Aussi, alors que la droite tient solidement six des assemblées départementales, seul le PC a réussi à conserver ses fiefs de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Malgré l'importance politique et numérique (elle élit près du sixième des députés français) de l'Ile-de-France, le PS, en fait, n'y a jamais investi véritablement. Ses dirigeants parisiens, comme Lionel Jospin et Paul Quilès, aux circonscriptions de plus en plus menacées par la domination des amis de Jacques Chirac sur sa ville, au lieu de suivre leurs électeurs, chassés en banlieue par la spéculation immobilière, ont préféré s'exiler dans des terres plus accueillantes de province. Même Pierre Joxe n'a fait qu'un aller et retour et, aujourd'hui, il ne reste plus que Michel Rocard, parmi les grands dirigeants socialistes, à tenter de conserver une implantation francilienne. Le symbole de l'incapacité de la gauche socialiste à bâtir une vraie civilisation de la ville, pourtant un temps promise par François Mitterrand, est là, éclatant.

Lire la suite page 8

Lire page 10

Les programmes des principales forces en présence

## ROBERT MERLE L'Enfant-Roi

Henri IV assassine, le petit Louis XIII a neuf ans. Sa mère, la Reine, le meprise et le hait. La Cour le moque. Il est seul.

Pour l'Enfant-Roi, ce sont les années de toutes les menaces qui commencent.

Éditions de Falois  
PARIS

### La mort de Sylvain Floirat

L'ancien président-directeur général de Breguet-Aviation, Miro et Europe 1, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-trois ans, était l'un des plus illustres figures de l'industrie et de la presse.

Lire page 15 l'article de CLAUDE DURIÉUX

### L'affaire Botton : un réquisitoire supplétif vise M. Michel Mouillot

Dans le cadre de l'affaire Botton, le parquet de Lyon a déposé, lundi matin 15 mars, un réquisitoire supplétif visant le chef de race et d'abus de biens sociaux et concubinage M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Carnes.

Lire page 13



## DÉBATS

## Un entretien avec Jean-Baptiste de Foucauld

«L'exclu lutte seul, tant qu'une main n'est pas tendue»

«L'exclusion nous fait-elle passer d'une société d'exploitation, de lutte des classes, à une société de ségrégation, sur un modèle anglo-saxon?»

— Il est certain qu'en France nous sommes politiquement sensibles à cette question parce que notre tradition républicaine repose sur l'égalité et l'intégration. Mais au la traite de façon trop affective et insuffisamment sociale. Comme il était indiqué dans le «Manifeste contre l'exclusion, Appel aux initiatives», rédigé fin 1990 par un certain nombre d'associations, l'exclusion constitue un phénomène nouveau dans nos sociétés, et ne peut être assimilée ni à la pauvreté ni à l'exploitation. Il y a des sociétés pauvres qui ne sont pas des sociétés exclues, car elles ont conservé des liens sociaux forts. Quant à ce qui différencie l'exploitation de l'exclusion, c'est l'absence de rapport social : l'exclu ne se situe plus dans un rapport d'échange avec autrui, il est le plus souvent seul, avec son indépendance propre, sans droits sur autrui parce qu'il ne représente plus d'utilité pour lui.

» Les rapports d'exploitation peuvent être corrigés parce que celui qui est en position de faiblesse peut s'organiser pour rétablir un meilleur équilibre. Ainsi, les salariés sont regroupés dans un lieu commun ; ils ont progressivement forgé des moyens d'expression, une identité de groupe ; ils ont des moyens de pression, ils peuvent faire grève. Les exclus sont totalement privés de tout cela : ils sont dispersés, ils n'ont pas d'expression en tant que tels. Et contre qui pourraient-ils faire grève ? L'exclu lutte seul contre tous, tant qu'une main ne s'est pas tendue.

» Il y a là un phénomène nouveau, qui nous prend à revers. Non pas que les situations d'exclusion n'aient pas existé dans toutes les sociétés ; mais jusqu'alors le lien social de base, familial ou géographique était très présent, voire pesant ; de la sorte, l'expulsion hors des circuits d'échange économiques ne privait pas d'une insertion dans la société. Aujourd'hui, l'urbanisation, la mobilité géographique, l'instabilité familiale, l'individualisation croissante des modes de vie ont fait que la société est pleine de trous. Et cela, d'autant plus que le droit à se séparer d'autrui contre son gré, sans l'accompagner ou l'aider s'est répandu, que ce soit dans le couple, dans l'entreprise, ou parfois dans les relations avec l'Etat-providence.

» Ainsi, les liens sociaux, comme les emplois, se détruisent plus facilement qu'ils ne se recréent, et les solutions de continuité se multiplient. D'où l'importance fondamentale du revenu minimum d'insertion.

» Il y a des fractions entières de la population qui ne sont même plus atteintes par le virus de la citoyenneté, n'est-ce pas là ce qui déprime profondément la société française ?

— Il faut d'abord rappeler que le souci de lutter contre l'exclusion et d'élargir l'accès à l'emploi ne justifie pas une baisse des minimaux



sociaux, qui serait source de pauvreté accrue et d'effets pervers considérables (délinquance, activités occultes, etc.).

» Il convient plutôt que l'exclusion soit considérée comme un véritable péril intérieur et traitée avec la même mobilisation que le fut le péril extérieur, à certaines époques.

«Il faut passer des prouesses humanitaires au rétablissement des liens communautaires»

Cela suppose que trois conditions soient réunies : premièrement, il faut que les exclus existent davantage dans la vie sociale, donc qu'ils se voient et s'expriment. S'ils restent cachés, s'il n'y a pas de frottement social avec les inclus, chacun s'enferme dans l'indifférence et la culpabilité mutuelles. Le problème de la participation à la vie sociale des exclus est un problème commun qui n'est pas suffisamment traité.

» Certes, il y a le souci de ne pas figer les exclus dans leur situation ou la constatation que les chômeurs sont trop hétérogènes pour se rassembler et qu'ils ne le souhaitent pas. Mais ce sont de mauvais arguments. Une personne en situation

de chômage ou d'exclusion ne doit absolument pas rester seule : plus elle reste seule, plus elle s'enferme ; plus elle recrée du lien social, plus elle a de chances de retrouver un lien économique. Tant ce qui incite les personnes en risque d'exclusion à rester dans un syndicat ou à adhérer à une association de son choix est utile. C'est précisément parce que l'organisation ou l'expression des exclus ne va pas de soi qu'elle doit être soutenue. Le fait que les cadres soient particulièrement touchés par les licenciements actuels peut d'ailleurs favoriser cette évolution. Ainsi la proposition d'un chèque syndical ou associatif qui serait versé à tout demandeur d'emploi de plus de six mois pour qu'il bénéficie d'une incitation forte à aller dans les structures d'accueil de son choix, et aussi pour que des structures d'accueil adaptées se créent méritent d'être expérimentées dans quelques régions. De même pourrait-on expérimenter différentes modalités de relations plus partenariales entre les agences locales de l'emploi et leurs usagers, comme le propose la commission du Plan sur l'amélioration de la vie quotidienne des demandeurs d'emploi (1).

» Deuxième condition : il faut qu'une coopération s'instaure entre exclus et non-exclus. On ne sort pas quelqu'un de l'exclusion sans sa participation, et l'on ne peut pas sortir tout seul non plus de l'exclusion : il faut qu'un autre donne une chance.

» Troisième condition : que des initiatives émergent pour fournir de l'activité à des personnes sans emploi. On a commencé à le faire avec les contrats emploi-solidarité. Il y a des besoins sociaux non satisfaits, il y a des financements

publics, il y a des personnes sans emploi, il y a des bénévoles, au moins potentiellement les retraités : on peut combiner tout cela selon la logique de l'économie solidaire, analysée par Bernard Emé et Lavielle, pour recréer de l'activité, du revenu et de la socialisation. Lutter contre l'exclusion exige donc simultanément de l'expression — qui peut être conflictuelle — de la coopération et de l'initiative. Or on ne sait pas combiner ces trois comportements. Ceux qui portent l'expression et le conflit ne sont pas des moteurs de coopération, et inversement, ceux qui s'engagent à porter la coopération et l'initiative ont un peu peur du conflit.

» Au total, il nous faut retrouver des formes nouvelles de partenariat collectif pour lutter contre l'exclusion. Le XI<sup>e</sup> Plan 1993-1997 peut

«Il y a une écologie du temps à réinventer»

en être l'occasion. Ne pourrait-on envisager un engagement collectif de performance pour l'emploi entre les entreprises et le patronat (ce qui favoriserait au modèle rhénan ou au modèle anglo-saxon ?), les partenaires sociaux (les comités d'entreprise ne pourraient-ils pas être plus présents dans la lutte contre l'exclusion), le mouvement associatif (qui a beaucoup de choses à dire sur ce sujet), les collectivités locales, les d'Etat-providence, les services publics qui traitent de l'emploi ou de la formation, et, bien entendu, l'Etat lui-même. Entre ces six pôles, pourquoi pas un jeu d'engagements mutuels où chacun apporterait sa contribution pour l'emploi, en utilisant les différents leviers bien mis en valeur par le rapport de Bernard Brunhes *Choisir l'emploi* (2) ? Le chômage est une question posée à la société autant qu'au gouvernement.

— Cette lutte contre l'exclusion peut-elle passer d'un combat moral — un droit humanitaire aujourd'hui — à un débat politique ? On n'y répond pas politiquement, n'est-ce pas condamné à ne faire que de l'humanitaire et de l'entrepreneuriat, à un face-à-face entre l'abbé Pierre et Bernard Tapie ?

Profondément, il faut passer de l'appel à l'Etat, conforté par des prouesses humanitaires, au rétablissement de liens communautaires ou sociétaires, qui concilient liberté individuelle et responsabilité à l'égard d'autrui. Nous sommes dans une phase d'innovation de l'action publique — le RMI, la politique de la ville et la lutte contre le chômage de longue durée, — de prouesse humanitaire : des associations se sont créées pour combler les vides du social, prendre des initiatives audacieuses, intéressantes, souvent en liaison avec l'Etat. Mais ces initiatives planaient assez vite et se heurtaient à de multiples dysfonctionnements. Il faut donc un relais, au niveau de la communauté politique tout entière. C'est là que la politique doit intervenir et que le besoin d'un contrat collectif se fait sentir. Notre déficit contractuel le grand cloisonnement de la société française, la mauvaise interaction entre tous les acteurs : tout cela nous coûte cher.

Dans le cadre de l'enquête que nous consacrons à ceux qui subissent un «interminable chômage», commencée par la publication d'un entretien avec Jean Gandois, PDG de Pechiney et auteur d'un rapport remarqué sur la compétitivité française, nous publions les réflexions de l'un des principaux spécialistes français de l'exclusion, Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan.

Né en 1943, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, Jean-Baptiste de Foucauld a été conseiller au cabinet de Jacques Delors, alors ministre de l'économie (1982-1984), dont il est resté proche puisqu'il anime le club *Echanges et Projets*, avant de rejoindre le Commissariat du Plan comme second (de 1988 à 1992) puis comme patron. Il est notamment l'auteur de «Le Fin du social-colbertisme» (Belfond, 1988).

par blocs homogènes et séparés oblige les individus à se contorsionner dans des moules qui ne correspondent pas exactement à leur équation temporelle personnelle, pour utiliser l'expression de William Grossin (3). Un assouplissement bien organisé des usages du temps dans la société permettrait de répartir l'activité marchande et non marchande de façon beaucoup plus harmonieuse. Le temps est peut-être le plus important des biens, et c'est aussi celui qui est échangé de la façon la moins souple dans notre société. De ce point de vue, les dispositions prises par le gouvernement pour encourager le développement du travail à temps choisi sont importantes. Il reste à les appliquer, ce qui n'est pas facile, car les résistances culturelles sont grandes.

» Il faudra bien arriver à casser cette coupure entre la culture d'initiatives et la culture du partage, entre la culture du temps de travail et la culture du temps libre et trouver de nouvelles formes d'interprétation entre elles qui faciliteront l'expression de l'intérêt d'autrui, le développement des activités désintéressées et la réalisation de l'équilibre personnel de chacun. Il y a toute une écologie du temps à réinventer qui va de pair avec une écologie sociale plus protectrice des individus et avec l'écologie tout court.

— Oui, mais l'intégration reste l'intégration par l'emploi, par le travail, alors que l'on devrait s'interroger sur la possibilité d'une identité sociale, qui ne soit pas l'identité par le travail. Comment avancer dans cette direction ?

— L'identité par le travail monopolise trop le champ social et monopolise trop la personnalité de certains individus. Il n'y a rien à perdre ni pour la société ni pour l'individu à ce qu'elle joue un rôle moins grand. Mais il faudrait faire l'inverse de ce qu'on fait. Quelqu'un qui aujourd'hui adopte des conduites un peu originales en matière de gestion de son temps est perçue et inséparable, voire pénalisée alors qu'il redistribue l'emploi et le pouvoir.

» Il reste que nous ne pouvons pas traiter tous ces problèmes extrêmement complexes sans nous appuyer à une théorie de la justice. Or, sur ce sujet, les débats ont beaucoup avancé, aux Etats-Unis avec John Rawls et Michael Walzer et aussi en France (4), et le Commissariat du Plan souhaite les replacer dans le débat public. A un niveau microsocial, on est en permanence confronté à des problèmes

«Retrouvons une certaine conception de la justice»

de justice, tantôt quand on s'occupe des problèmes d'exclusion. Faut-il aider celui qui en a le plus besoin, mais qui va accaparer l'énergie disponible, ou faut-il aider ceux qui peuvent être aidés facilement, mais avec le risque de délaissés des personnes qui vont sombrer ? On ne peut disjoindre le quantitatif et le qualitatif. Comment répartir-on des organes rares face à des malades qui tous en ont besoin ? Dans l'entreprise aussi, la résolution des problèmes de justice est un facteur d'efficacité, comme l'a montré la contribution de M. Praderie au colloque précité. Nous sommes sortis d'une vision naïve de l'égalité, ne tombons pas dans une vision simpliste de l'indépendance, condition obligée de performances, et retrouvons une certaine conception de la justice. C'est ainsi que nous pourrions aborder et traiter simultanément et correctement la double question de l'exclusion et de l'indépendance.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

1) Rapport sur l'amélioration de la vie quotidienne des demandeurs d'emploi. La Documentation française, 1989.

2) *Choisir l'emploi*. Rapport du groupe Emploi, présidé par Bernard Brunhes. Préparation de XI<sup>e</sup> Plan 1993-1997. A paraître à La Documentation française.

3) *Emploi, croissance et société*. Rapport de Guy Rostaing, Commissariat général du Plan. La Documentation française 1991.

4) *De la justice*. Les économies de la grandeur. Luc Boltanski et Laurent Thévenot, NRF « Essais », Gallimard, 1991.

FACE AUX MAIRES  
RTL Le Monde  
MARDI 16 MARS  
INTERVIEW  
FABRIZIO  
DEBATTANT AVEC  
OLIVIER MAZARD  
EN DIRECT SUR  
RTL



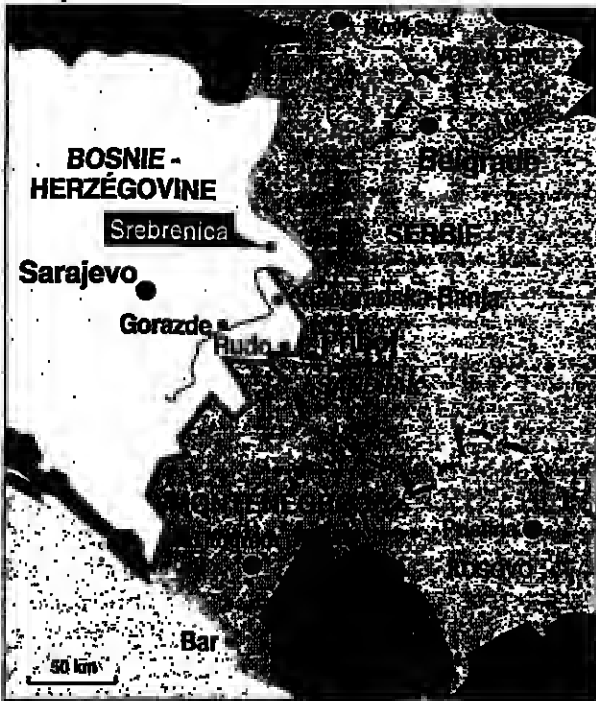
## ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie

# Le général Morillon tente de sauver les Musulmans de Srebrenica

Le commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour la Bosnie, le général français Philippe Morillon, retenu, dans un premier temps, par la population de Srebrenica, enclave musulmane de Bosnie orientale assiégée par les forces serbes, a décidé de rester de son plein gré sur place pour « essayer de sauver la population d'une attaque serbe », alors que de violents combats se poursuivaient dans cette région. Cette décision a été saluée comme un « acte exemplaire » par M. Pierre Bérégovoy, qui l'a « approuvé sans réserve ».

« Pleinement conscient qu'une tragédie majeure risquait de se produire à Srebrenica, je m'y suis rendu délibérément et j'ai maintenant décidé d'y rester pour calmer l'angoisse de la population, pour tenter de la sauver », a indiqué le général Morillon dans un message diffusé de Srebrenica. « La semaine dernière, il est devenu clair que les Serbes n'arrêtaient pas leur offensive dans l'est de la Bosnie, non pas tant pour occuper du terrain, mais parce qu'ils étaient furieux après la découverte d'une fosse commune à



Kamenica », ajoute-t-il. Face aux Serbes, qui ont décidé « de faire justice eux-mêmes », le général Morillon a demandé l'ouverture d'un couloir routier pour ravitailler Srebrenica et d'un couloir aérien « pour évacuer les centaines de blessés graves par hélicoptère ». Il a demandé, en priorité, le libre passage d'un convoi d'aide destiné à cette ville et bloqué depuis plusieurs jours par les forces serbes ainsi qu'un arrêt immédiat de l'offensive serbe. « Comme cela avait été promis » par le quartier général des forces serbes en Bosnie. Mais les Serbes ont fait savoir qu'ils bloqueraient les convois humanitaires destinés à Srebrenica tant que le général Morillon n'aurait pas quitté cette ville, a annoncé, lundi 15 mars, un porte-parole de l'ONU à Zagreb.

### Situation « désespérée »

Selon le docteur George Dallemagne, membre de Médecins sans frontières (MSF), qui accompagnait le chef de la FORPRONU et qui a pu quitter Srebrenica dimanche, « le général Morillon joue l'une de

ses dernières cartes, peut-être la plus forte, pour sauver la ville ». Le général « a bien joué. Avec la pression internationale, il a peut-être une chance. Sinon la ville tomberait dans quelques jours », a, pour sa part, estimé un membre du HCR, M. Laurens Jolles. En décidant samedi de s'adresser publiquement à la population de Srebrenica, en lui promettant de rester à ses côtés et d'augmenter l'opinion internationale, le général Morillon a opéré « un extraordinaire retournement de situation », a encore dit M. Jolles. « De quasi-otages que nous étions, il est devenu le héros de la ville. » Selon M. Jolles, le général Morillon est fermement décidé à rester lui-même dans l'enclave tant qu'un convoi d'aide ne sera pas parvenu à Srebrenica et que ne soient déployés des observateurs militaires de l'ONU.

La situation est « désespérée » pour quelque 90 000 personnes bloquées dans l'enclave de Srebrenica et dans celle, voisine, de Konjic Polje, a quant à lui déclaré le médecin britannique Simon Mardel, de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), de retour de

cette région où il vient de passer une semaine. « Le nombre de blessés augmente chaque jour alors qu'il n'y a plus ni anesthésiques ni pénicilline. Chaque obus tue ou blesse quelqu'un. La population souffre de toutes sortes d'infections et de pneumonie, symptômes caractéristiques de la malnutrition », a ajouté le dr Mardel, pour qui l'estimation selon laquelle entre 20 et 30 personnes meurent chaque jour paraît « réaliste ».

La situation semble ou ébrécher britannique d'autant plus insoluble que « toute tentative des organisations humanitaires internationales de parier secours est déjouée par les Serbes bosniaques » et que les parachutages de vivres ne permettent de fournir qu'un repas par jour à une personne sur quatre. Quant à la nourriture de base des survivants de Srebrenica et Konjic Polje, qu'ils ne peuvent se procurer qu'en prenant d'énormes risques, elle est composée, selon le docteur Mardel, d'écorces rugueuses, de grains non identifiées et de baies « pour le thé ». Le pain est fabriqué avec des épis de maïs. — (AFP, AP, Reuters.)

## M. Izetbegovic mandaté pour obtenir des modifications au plan de paix

Le président Alija Izetbegovic a obtenu, dimanche 14 mars, l'aval des dirigeants musulmans de Bosnie pour tenter d'obtenir une modification de l'accord de paix des médiateurs internationaux, MM. Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE). Quelque 200 responsables civils et militaires réunis à Sarajevo semblent avoir donné carte blanche au président musulman aux pourparlers de paix qui doivent reprendre cette semaine à New-York.

Après la réunion, M. Izetbegovic a réaffirmé que la carte du découpage de la Bosnie-Herzégovine, qui

constitue un volet essentiel du plan de paix Vance-Owen, n'était pas acceptable sous sa forme actuelle. « J'ai dit à M. Vance, il y a trois jours, que je ne pouvais signer la carte sous cette forme, que personne n'était prêt à l'accepter, surtout en ce qui concerne le statut de Sarajevo », a-t-il déclaré. La carte en question divise la République en dix provinces quasi autonomes répondant à des critères principalement ethniques et place la capitale, assiégée par les Serbes depuis onze mois, sous le contrôle conjoint des Serbes, des Musulmans et des Croates de Bosnie pendant une

période de transition. Les Serbes bosniaques, maîtres de 70 % du territoire, rejettent également la carte des médiateurs, qui réduirait leur contrôle à 43 % de la République.

### « Sauver les gens avant l'Etat »

Les Musulmans veulent faire modifier certains tracés de frontières et réclament des garanties internationales pour le cas où les Serbes refuseraient de signer le document. Ils veulent aussi des précisions sur les relations entre le

gouvernement central et les dix provinces envisagées.

Le vice-président Ejup Ganic, dont on s'attendait à ce qu'il s'oppose à la poursuite des négociations, a déclaré : « Il leur serait très difficile [à MM. Vance et Owen] de refuser ces changements. » Un autre adversaire des pourparlers, le colonel Jovan Divjak, commandant adjoint des forces gouvernementales bosniaques, a dit, quant à lui, que « l'armée est pour la paix (...) Nous appuierons ce que les politiques décideront ». Le président Izetbegovic a, pour sa part, déclaré aux participants à la réunion : « Vous devez décider si vous voulez la paix ou encore combattre. Je me soucie davantage des gens que de l'Etat. Nous devons tenter de sauver les gens avant l'Etat (...) Nous pourrions tenter de sauver l'Etat, mais cela prendrait deux, cinq ou sept ans et nous n'aurions alors plus de peuple ».

Une soixantaine de parlementaires bosniaques n'ont pu assister à la réunion de dimanche, les Serbes ayant établi un point de contrôle, samedi, sur la seule route d'accès à Sarajevo, ce qui a empêché les « casques bleus » d'assurer leur sécurité.

Par ailleurs, le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, n'a pris aucun engagement au nom des Serbes de Bosnie lors de ses entretiens à Paris avec MM. Vance et Owen ainsi qu'avec le président Mitterrand, a déclaré leur leader Radovan Karadzic cité par l'agence yougoslave Tanjug. « Le président Milosevic a clairement fait savoir à ses interlocuteurs qu'il n'avait aucune influence sur les Serbes de Bosnie notamment lorsqu'il s'agit des cartes de découpage de la Bosnie et que la solution passe par un consensus des trois parties engagées » (serbe, musulmane, croate), a déclaré M. Karadzic. Ce dernier a accepté une invitation des parlementaires russes otage de la situation de la « situation de la Bosnie » — à se rendre en Russie. — (AFP, Reuters.)

## Océanie

AUSTRALIE : cinquième victoire consécutive du Labor

## Les travaillistes remportent à l'arraché les élections législatives

Après une campagne difficile et bousculant les derniers sondages, le premier ministre travailliste australien, M. Paul Keating, a remporté les élections législatives tenues samedi 13 mars. En dépit de l'usure du pouvoir et d'indicateurs économiques désastreux, les électeurs ont préféré la stabilité que proposait un chef de gouvernement jeune et à la ligne combative, à une opposition conservatrice arc-boutée sur une TVA fortement impopulaire (le Monde daté 21-22 février).

SIDNEY

de notre correspondante

Après un véritable bras de fer entre les deux chefs de parti rivaux, les travaillistes australiens ont remporté les élections fédérales avec au moins 51 % des voix. M. Paul Keating, qui avait supplanté M. Bob Hawke en décembre 1991 à la tête du gouvernement, a ainsi gagné son pari de conduire le Labor à sa cinquième victoire consécutive, fait sans précédent pour son parti.

« Le miracle Keating », « une victoire époustouflante », « un remarquable triomphe personnel », commentaient les journalistes. Le doute a plané jusqu'au dernier jour de la campagne. La barre du million de sans-emploi avait été franchie le mois dernier, et de nouvelles statistiques confirmaient la montée du chômage (11,1 %) à l'avant-veille du scrutin. La majorité des quotidiens avaient recommandé de mettre fin à une décennie de travailisme, sans toutefois manifester un grand enthousiasme pour la coalition des partis libéraux et nationaux. L'alternance semblait si probable que plusieurs personnalités éminentes du Labor ont avoué, une fois la victoire acquise, qu'ils ne l'avaient pas cru possible.

Rompant avec la tradition, le bouillant Keating n'a pas attendu que son rival, M. John Hewson,

concede la défaite pour remercier les Australiens. Il a cependant admis que les voix recueillies par le Labor étaient autant l'expression d'une confiance renouvelée que la marque d'une méfiance envers le programme radical de la coalition. « J'espère que nos prochaines élections, la victoire sera 100 % due à notre bonne gestion », a-t-il ajouté.

### L'obstination de M. Hewson

Poor M. Hawke, ancien chef de l'opposition, il ne fait pas de doute que la coalition aurait gagné si elle ne s'était pas obstinée à vouloir introduire une TVA de 15 % en dépit des réticences de l'opinion. La promesse de démanteler le marché du travail semble également lui avoir nui, si on en juge par les gains du Labor dans la Victoria, dirigé depuis octobre par les libéraux.

En cinq mois, de nombreuses coupes ont été opérées dans le secteur public, et les accords tripartites (syndicats, patronat, gouvernement) sur les salaires et les conditions de travail ont été abolis. C'est dans cet Etat que les travaillistes ont récolté leur plus belle moisson. Ils ont récupéré d'autres sièges en Tasmanie et en Nouvelle-Galles du Sud et minimisé leurs pertes en Australie-Occidentale et en Australie-Méridionale où le Labor local n'avait pas brillé par sa gestion.

Le dépouillement se poursuivait lundi, et le bilan définitif se fera encore attendre quelques jours en raison de la complexité du système électoral. Le Labor a déjà recueilli 77 sièges contre 62 pour la coalition et deux pour les indépendants. En y ajoutant quelques gains probables dans les cinq circonscriptions dont le résultat n'est pas encore connu, il obtiendrait une majorité d'une dizaine de sièges.

Les amis de M. Keating attribuent cette réussite à sa personnalité combative et à sa force de conviction. « Lorsqu'il a pris le pouvoir, nous étions loin dans les

sondages. La plupart d'entre nous pensions qu'il pourrait limiter les dégâts, mais nous n'attendions guère plus », a déclaré M. Graham Richardson, ancien ministre des transports. Pour éviter de s'aliéner l'aile gauche du parti, M. Keating avait dû conserver un certain nombre de proches de M. Hawke. Ces précautions semblent moins nécessaires, et on s'attend à ce que le gouvernement soit « rajoint ».

Reste à savoir si les promesses généreuses pourront être tenues. Difficilement, si on en croit le directeur de la Banque de réserve. Voilà qui donnera de nouvelles munitions à M. Hewson puisqu'il entend rester chef de l'opposition. Il a cependant promis de ne plus parler de TVA.

SYLVIE LEPAGE

## Un militaire atypique

A plusieurs titres, le général Philippe Morillon a eu une carrière atypique. Il est saint-cyrien, mais, à vingt-sept ans, capitaine, il lui prend l'envie de suivre les cours de l'Ecole supérieure d'électricité, dont il obtiendra la maîtrise tout en préparant les cours de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMST). C'est un expert des blindés, mais c'est aussi un passionné de voile. Général de l'armée de terre, il accepte en 1987 de servir un temps à la délégation générale pour l'armement, à une époque où ces ventres, d'une « maison » à l'autre, ne sont pas à la mode. En 1991, il est à l'état-major de la 1<sup>re</sup> armée à Strasbourg, après avoir commandé la 1<sup>re</sup> division blindée en Allemagne, mais, à peine nommé, il se porte volontaire en 1992 pour une mission de paix à Sarajevo sous les couleurs de l'ONU.

Philippe Morillon a servi en Algérie, en 1956, dès sa sortie de Saint-Cyr — où il est un condisciple du futur général Arméda Morchel, l'actuel chef d'état-major de l'armée de terre — puis de l'école

d'application de l'arme blindée et cavalerie. Il alternera ensuite les postes de part et d'autre du Rhin. Ces multiples séjours, qui l'amèneront à fréquenter des officiers alliés, expliqueront qu'il parla l'allemand et l'anglais. En 1984, avec le grade de colonel, il sera l'un des experts militaires auprès de la commission de la défense et des forces armées à l'Assemblée nationale et il conservera, de cette expérience de deux ans le sens et le goût des contacts avec le milieu politique comme avec le monde des médias.

« Courageux », on le salue souvent pour cible à Sarajevo — et sincère, cet homme de cinquante-huit ans, avec ses fines lunettes et ses cheveux grisonnants, est un général tout terrain, au parler lent qui, depuis octobre 1992, en Bosnie, cherche à ne privilégier aucune des parties en présence tout en désignant, à chaque fois qu'il le faut, le ou les camps qui « trichent », comme il le dit lui-même, selon les circonstances.

J. L.

## Suite du procès d'un soldat serbe accusé de viols et de meurtres

Le soldat serbe Borislav Herak, principal accusé du premier procès pour crimes de guerre en Bosnie (le Monde daté 14-15 mars), a déclaré, dimanche 14 mars, comment avec ses compagnons il avait violé collectivement neuf prisonnières musulmanes. Sa « préférence », dit-il, était Ina, une adolescente qu'il a tuée d'une rafale de pistolet-mitrailleur. Au cours de ce second jour d'audience, il a raconté comment avec ses compagnons il avait effectué neuf visites en août et septembre dernier dans la prison de Vogošca, au nord de Sarajevo, où étaient détenues des femmes

musulmanes. A chaque visite, une femme était sélectionnée, violée collectivement, puis éliminée dans les bois et assassinée.

« C'est toujours moi qui les tuais, j'étais le moins gradué », a-t-il expliqué en énumérant les prénoms de ses victimes, Amelia, Mejra, Ina, qui avait dix-sept ou dix-huit ans. Chacune des cent cinquante soldats de son unité se rendait dans cette prison environ tous les trois jours selon Herak. A la question du juge, qui lui a demandé s'il prenait plaisir aux viols, il a répondu : « Non, pas du tout, mais je devais le faire. » (AP.)

**SOFRES**

**L'état de l'opinion 1993**

présenté par

**Olivier Duhamel**

**Jérôme Jaffré**

**Une mine pour qui veut comprendre les faits politiques de l'année.**

La Croix

Avec la contribution de

Gérard Grunberg, Jean Charlot, Nonna Mayer, Pascal Perrineau, Elisabeth Guigou, Philippe Séguin, Martine Aubry, le bâtonnier Philippe Lafarge, Jean-Louis Missika...

**Editions du Seuil**



## EUROPE

## RUSSIE : la fin du Congrès

## Le président accuse les députés de violer la Constitution

Suite de la première page

Et ils ont également refusé de prolonger les pouvoirs d'exceptionnels revendiqués par le président pour poursuivre les réformes économiques, reprenant du même coup les très larges prérogatives que la Constitution reconnaît au Congrès, prérogatives qui dans le système soviétique étaient pure fiction, et dont les élus entendent à présent faire une réalité.

Il n'y a donc cette fois aucun «compromis», rien qui permette au président de sauver la face. Le Congrès s'est achevé sur un impasse. Et la démocratie parlementaire, de la bouche de M. Roussan Khasboulatov, «dans un Etat démocratique, l'ordre commence par le respect de la Constitution», a déclaré le président du Parlement, indifférent à l'amer ironie d'élus «éternels» déçus qui lui suggéraient de revendiquer désormais le poste de président de la Russie et de secrétaire général du Parti... M. Khasboulatov a poursuivi sa leçon de démocratie en expliquant qu'il ne fallait pas faire «une tragédie» du désaccord entre l'exécutif et le législatif, et renvoyer à cette recherche de «l'unité» caractéristique de l'époque soviétique. C'était clairement un discours de vainqueur, où ses adversaires verraient un monument d'hypocrisie, mais

bien dans la manière d'un personnage complexe, tour à tour manœuvrier et impulsif, aussi cynique que peut l'être son adversaire Boris Eltsine, et qui se proclame tout aussi «réformateur» que lui.

Pour faire bonne mesure, le Congrès a décidé de consacrer à l'aide aux officiers et à leurs familles les 20 milliards de roubles qu'aurait, selon les estimations, coûté l'organisation du référendum. Ce qui revient à surcroît à augmenter les soldes de l'armée, et à se concilier les bonnes grâces de généraux.

M. Eltsine sort donc du Congrès les mains vides, sans référendum et sans accord constitutionnel. Mais il était clair que son enthousiasme pour le référendum avait considérablement baissé au cours des dernières semaines, au point que le président avait tout fait pour inciter les députés à l'annuler. D'abord en retardant à l'extrême la publication des questions qu'il souhaitait voir posées, ensuite en y incluant une question dont il savait pertinemment que le Congrès ne pourrait l'accepter : «Etes-vous en faveur d'un régime présidentiel ?» Et enfin, lors de la quatrième et dernière journée du Congrès, en demandant aux élus d'approuver à l'avance un référendum pour le 25 avril, mais de renon-

cer à tout contrôle sur l'écoulement des questions comme sur les modalités d'organisation.

L'échec de ce projet de référendum était en fait inscrit dans le «compromis» passé en décembre dernier avec le Congrès. Après avoir lancé l'idée d'un appel au peuple comme un véritable défi aux députés, M. Eltsine avait accepté que cette consultation fût l'objet de négociations avec les mêmes députés. Pour les amadouer, il leur avait concédé un nouveau premier ministre, mais ce dernier n'avait nullement infléchi la politique économique dans le sens souhaité par les «centristes» dont la collaboration était indispensable au président. M. Eltsine, pris au piège, avait donc exploré à l'avance d'autres voies, agité la vague menace de «mesures extrêmes».

Il en est à aujourd'hui, et ne peut guère se permettre de ne pas réagir sans baisser pavillon et prendre le parti de sa défaite. Mais pour l'instant la seule réaction de M. Eltsine a été la publication, lundi en fin de matinée, d'un communiqué au ton certes assez belliqueux, mais plutôt dilatoire quant au fond. Il accuse le Congrès d'avoir «mis en danger les structures d'Etat et d'ordre dans le pays» et de revendiquer tout le pouvoir. Mais la présidence ajoute aussitôt que M. Eltsine «ne veut pas de la seule personne qui ait été élue à la présidence», ce qui revient pour le président, dont on attendait une solennelle intervention télévisée depuis plusieurs jours, à se ménager un délai de réflexion.

Ses options, à vrai dire, ne semblent pas très nombreuses. La proclamation d'un quelconque état d'urgence, voire le recours à la force, risquerait surtout d'accroître le désordre dans le pays, les tendances centrifuges des Républiques autonomes, voire des régions.

## Les appels de «collectifs de travailleurs»

Dans l'état d'anarchie où se trouve aujourd'hui la Russie, il faudrait d'ailleurs pour obtenir un quelconque résultat recourir à la force la plus brutale, une situation dans laquelle M. Boris Eltsine perdrait son âme. Reste alors cette issue de secours imaginée à l'avance, cette porte étroite d'une fausse consultation populaire en forme de «plébiscite», voire de simple «sondage», puisqu'il semble acquis pour le président et ses amis que la seule solution véritablement démocratique, un appel à de nouvelles élections, est impensable parce que trop dangereuse. C'est d'ailleurs là un des points de rencontre du président et de la majorité des députés, ces derniers ayant préféré samedi reporter à plus tard, éventuellement au prochain Congrès, prévu pour juin, une décision concernant la tenue d'élections anticipées : pour l'une comme pour l'autre partie, il n'est pas question aujourd'hui d'un véritable appel à la volonté populaire, même si chacun fait semblant de le vouloir.

L'organisation d'un quelconque plébiscite pourrait être appuyée par

une grande campagne de propagande, à vrai dire déjà largement entreprise par la télévision, qui cite sans relâche les appels de «collectifs de travailleurs» proclamant leur soutien au président et leur indignation à l'égard du Congrès. Mais le procédé rappelle trop ceux du passé pour être très efficace, et à trop en abuser, le contrôle de la télévision, autre objet de conflit avec le Parlement.

Une autre possibilité, esquissée dans la déclaration publiée lundi, est de contester la légalité des décisions du Congrès. Mais un recours devant le Tribunal Constitutionnel risque fort de s'avérer décevant pour l'exécutif. M. Zorkine, le président du Tribunal, semble en effet faire de plus en plus cause commune avec M. Khasboulatov, l'un et l'autre plaçant pour le respect de l'actuelle Constitution, alors que M. Eltsine a indiqué à plusieurs reprises qu'elle lui inspirait les plus grandes réserves et que d'ailleurs il n'avait pas prêté serment sur le texte actuellement en vigueur.

En un mot, il ne semble pas que M. Eltsine ait aujourd'hui les moyens de s'engager dans un bras de fer véritable avec le Congrès. Ni d'ailleurs que le Congrès ait lui-même l'intention de pousser son avantage actuel, lui-même assez superficiel. Les quelques députés extrémistes qui ont réclamé la mise en route d'une procédure de destitution du président n'ont nullement été suivis. M. Eltsine, tout emporté qu'il soit dans les fils qu'il a lui-même tissés, reste sans

concurrent à son niveau (M. Khasboulatov ne joue absolument pas dans la même catégorie, ne serait-ce que parce qu'il est tchétchène et non russe, et chargé à ce titre de tous les péchés du Caucase). De même, il est très égaré de dire que l'actuel Parlement paralyse la conduite des réformes, qui, dans certains domaines comme la privatisation, vont leur train. Les hésitations, les coups de frein et les contradictions viennent certes des pressions des centristes, voire des néo-communistes, mais aussi, pour partie, de l'exécutif lui-même, et les propres hésitations de M. Eltsine jouent un rôle non négligeable.

Il n'est donc pas exclu que, par-delà leur affrontement, les deux branches du pouvoir continuent à vivre chacune leur vie, ignorant plus ou moins les décisions de l'autre. Certes M. Eltsine aura plus de mal que par le passé à gouverner par décrets successifs, et d'ailleurs pas toujours appliqués, mais, à l'inverse, le gouvernement, à la suite d'un vibrant appel du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, a obtenu un certain accroissement de ses responsabilités, en particulier en matière monétaire. Paradoxe parmi tant d'autres, M. Tchernomyrdine est d'ailleurs venu en remerciement chaleureusement les députés, sans émettre le moindre commentaire sur les revers infligés à son président.

JAN KRAUZE

## La France et l'Arménie signent un traité d'amitié

Le président arménien Levon Ter Petrossian a achevé, dimanche 14 mars, une visite à Paris au cours de laquelle il a signé un traité bilatéral avec la France.

Ce traité d'amitié, d'amitié et de coopération «n'est pas de pure forme» — contrairement à ce que l'on pouvait penser, — a déclaré après sa signature M. Mitterrand. En effet, s'il se rapproche des documents semblables déjà échangés par la France avec d'autres Républiques de l'ex-URSS, notamment «européennes», il n'y a eu que M. Boris Eltsine pour signer, avant le président français, un tel traité avec l'Arménie. Les autres capitales en repoussent l'échéance dans l'attente de progrès vers une solution du conflit du Haut-Karabakh qui permettraient de signer en même temps des accords avec Bakou et Erevan. Mais pour la France, «il est normal», a déclaré M. Mitterrand, qu'elle se considère liée par sa longue amitié avec l'Arménie et le traité franco-arménien «en une signification profonde en lien direct avec l'Histoire».

Plus prosaïquement, il a aussi été signé en extrême avant les élections en France où la communauté arménienne compte, dit-on généralement, quatre cent mille personnes, ainsi qu'Erevan était demandeur depuis de longs mois, suivi d'ailleurs par Bakou, intéressé par des accords de coopération. La signature du traité franco-arménien a été précédée par des efforts diplomatiques français pour faci-

## M. Clinton réaffirme son soutien à M. Eltsine

WASHINGTON

de notre correspondant

Impuissants, les dirigeants américains n'ont assisté avec inquiétude à la défaite politique que le Congrès des députés de Russie, dominé par les conservateurs, a infligé à un Boris Eltsine tenu par les Etats-Unis pour le garant de la démocratie et des réformes économiques en Russie.

Pour Washington, l'enjeu est de taille. Si le Congrès, qui ne cache pas ses sentiments anti-occidentaux, devait l'emporter, c'est un pan entier des relations américano-russes qui serait remis en cause : des accords sur le désarmement nucléaire à la gestion en commun de certains conflits régionaux, parmi les plus chauds. Ce n'est pas un hasard si un des deux ministres dont les conservateurs réclament la démission est le chef de la diplomatie, M. Andreï Kozirev, accusé de «avoir aliéné la Russie sur les intérêts des Occidentaux, dans l'ex-Yougoslavie comme ailleurs (en Irak, par exemple).

Le président Bill Clinton avait réitéré samedi son soutien à M. Eltsine et à sa politique. «Pour ce qui me concerne, il est toujours la seule personne qui ait été élue à la tête du pays», a observé M. Clinton, avant d'ajouter : «Je pense qu'il croit sincèrement dans le bien-fondé des réformes économiques et de la démocratie politique et je pense que c'est quelque chose que nous devons soutenir».

Au-delà de ces déclarations de soutien — répétées chaque jour depuis près d'une semaine, — l'administration est consciente d'être dans une situation délicate. M. Clinton a trop reproché à ses prédécesseurs, M. George Bush,

d'avoir abusivement et trop longtemps «collé» à M. Mikhaïl Gorbatchev, pour ignorer les dangers d'une politique qui consisterait à faire de même avec M. Boris Eltsine.

## La «Realpolitik» de M. Kissinger

Interrogé sur ABC, M. Henry Kissinger tenait, dimanche, des propos qui sont sans doute partagés par quelques-uns des responsables de l'administration. «La bataille pour le pouvoir ne se poursuit à Moscou», a déclaré l'ancien secrétaire d'Etat, «et nous commettrons une grosse erreur en nous en mêlant, en soutenant tel individu particulier plutôt qu'un autre».

L'issue de cette bataille risque fort d'être un «régime autoritaire ou semi autoritaire» dirigé par l'un des protagonistes actuels, peut-être M. Boris Eltsine, a poursuivi.

M. Kissinger, qui s'est prononcé contre «l'établissement d'un lien» entre la poursuite de l'aide occidentale à la Russie et le maintien de tel ou tel dirigeant au pouvoir à Moscou. C'est là un discours empreint de «Realpolitik» bien différent de celui que tenaient d'autres républicains, comme MM. George Bush et James Baker, qui avaient expressément, et très idéologiquement, conditionné l'aide américaine à Moscou au passage immédiat de la Russie à une économie de marché la plus transparente.

Pour une administration démocrate qui clame haut et fort son attachement à la démocratie, la situation pourrait devenir particulièrement délicate si M. Eltsine devait prendre des mesures «autoritaires», contre le Congrès, à quelques jours de la rencontre qu'il doit avoir à Vancouver (Canada),

les 3 et 4 avril, avec M. Clinton. Un des commentateurs du Washington Post, M. Jim Hoagland, imaginait une situation pire encore pour l'administration : «Eltsine termine ses conversations avec Clinton (à Vancouver) et retourne dans son pays pour prendre des mesures draconiennes contre ses ennemis en laissant entendre qu'il a obtenu, pour ce faire, le feu vert du président américain».

Cet ensemble de considérations sur les périls politiques à venir explique sans doute qu'un haut fonctionnaire de l'administration confie au New York Times que «M. Clinton ne voulait pas donner l'impression de trop étroitement étendre» M. Eltsine.

ALAIN FRACHON

## Les pays du G7 poursuivront leur aide

Pour le président Boris Eltsine, une éclaircie est venue ce week-end de Hongkong, où étaient réunis, sous présidence japonaise, les représentants des chefs d'Etat et de gouvernement — les «shekpas» — dans le cadre de la préparation du prochain sommet du G7, début juillet à Tokyo. «En cette période critique, nous avons réaffirmé la détermination de nos dirigeants à soutenir le processus de réforme en Russie», a souligné le ministre japonais des affaires étrangères, M. Keichiro Maekawa, lors d'une déclaration préliminaire faite

au nom des Sept dans la colonie britannique. «Nous sommes déterminés à poursuivre l'octroi d'aide et à soutenir les efforts de réforme économiques du président Eltsine et de son gouvernement», a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse à laquelle participait d'ailleurs le vice-premier ministre russe, M. Boris Fyodorov.

Pour autant, aucune enveloppe, aucun paquet financier n'a été annoncé, dimanche 14 mars à Hongkong. Les Sept se sont contentés d'indiquer qu'ils allaient «intensifier leurs discussions sur les

moyens concrets d'older ces réformes». Vu la rapidité de la dégradation de la situation économique en Russie, une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères et des finances du G7 devrait avoir lieu à la mi-avril, voire quelques jours avant la rencontre prévue début avril entre les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine. «Un accord sur la réunion d'avril n'a toutefois pas été formellement arrêté», a Hongkong, cependant tenu à préciser un participant à la réunion des «shekpas».

## PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE POITIERS DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Par arrêt en date du 30 janvier 1992 la Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel de POITIERS a condamné M. Gérard BAUVASSIS le 27.01.1992 (1931) à SAINT-PHILBERT-SUR-ORNE (61), à une peine de 4 ans d'emprisonnement et ordonné la publication du dispositif de l'arrêt dans les journaux Centre Presse, la Nouvelle République, la Charente libre, le Figaro, et le Monde, pour escroqueries, tentative d'escroquerie et publicité mensongère. Et ce, après avoir de la Cour de Cassation du 16 novembre 1992 ayant rejeté le pourvoi formé par M. BAUVASSIS. Pour extrait certifié conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

OISE

L'ANGLAIS A OXFORD pour adultes

L'expertise d'une école britannique leader, pour maîtriser vos besoins en anglais.

Mirella GRANT 21, rue Tiquet, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

## Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce ses nouvelles parutions d'études :

- L'électroménager en Europe
- La vente par correspondance et à distance en Europe
- Le leasing en Europe
- La distribution de médicament en Europe
- La parapharmacie en Europe
- L'industrie chimie mondiale
- Les fabricants de jeux et jouets dans le monde
- Les mutations dans la production et la distribution européenne d'électricité
- La compétitivité des groupes automobiles mondiaux

et vous rappelle ses études récemment réalisées :

- Le financement de l'hôtellerie en France
- La distribution de matériels informatiques en Europe
- L'assurance de protection juridique en Europe
- Le transport routier en Italie
- Les banques italiennes

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contactez : EUROSTAF 60-62, rue d'Hautville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

## HONGRIE : au cours d'une visite à Budapest

## M. Kiejman a voulu dissiper un «malentendu» franco-hongrois

BUDAPEST

de notre correspondant

M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, a voulu dissiper au cours d'une visite à Budapest les 11 et 12 mars le «malentendu» dans les relations franco-hongroises provoqué par le voyage éclair de M. Roland Dumas en janvier en Roumanie et en Slovaquie, deux pays qui abritent d'importantes minorités magyares et avec lesquels Budapest a des relations difficiles. Le fait que le ministre français des affaires étrangères ne se fût pas alors arrêté en Hongrie

avait froissé certaines sensibilités à Budapest.

M. Kiejman a tenu à rectifier le tir : «La France et la Hongrie n'ont pas de contentieux ou de différends de fond à résoudre, a-t-il dit. Nous éprouvons de temps en temps le besoin de dire que nous nous aimons». Le message a été parfaitement reçu du côté hongrois. M. Gyula Kodolányi, le conseiller des affaires étrangères du premier ministre, a salué la visite comme «la reconnaissance des relations les plus cordiales entre nos deux pays depuis 1914».

Y.-M. R.



OVA'O

STRATÉGIE DE MARQUE  
ETUDE DE POSITIONNEMENT  
CRÉATION DE NOM DE MARQUE  
CRÉATION D'IMAGE DE MARQUE  
LIFTING D'IMAGE INSTITUTIONNELLE  
CRÉATION PACKAGING ET DESIGN  
SÉMINAIRES DE FORMATION I.E.M.

Tél. (1) 40 28 00 92

Stratégie et développement d'image de marque

## ANDORRE

## La première Constitution a été adoptée à une forte majorité

La première Constitution de la principauté d'Andorre a été adoptée, dimanche 14 mars, par référendum, avec 74,2 % de votes positifs. La participation au scrutin, supérieure à ce qu'attendait généralement la population andorraise, a été de 75,7 %.

Les partisans du «non», qui ne l'ont emporté sur le «oui» dans aucune des sept paroisses (communes), ont réalisé leurs meilleurs résultats dans les secteurs les moins peuplés. Le «oui» a été cependant largement majoritaire dans les «paroisses» urbaines, telles que la capitale Andorre-la-Vieille (1 610 contre 562) ou plus fortement urbanisées, comme Saint-Julie-de-Loria.

La nouvelle Constitution consacre notamment la souveraineté populaire par l'institution d'une chambre élue au suffrage universel et l'instauration d'une séparation des pouvoirs, tout en laissant aux deux coprincipes — le président de la République française et l'évêque d'Urgel — la représentation de la souveraineté nationale (le Monde du 13 mars). — (AFP.)

مكتبة النسخ



## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : face à l'exacerbation des violences

# Le gouvernement appelle la population à garder son sang-froid

Tandis que la tension entre Palestiniens et Israéliens ne fait que s'exacerber dans la bande de Gaza, un touriste étranger a été blessé à coups de couteau, lundi 15 mars, par un Arabe à Afoula, au nord de Tel-Aviv. Presque au même moment, sur le plateau du Golan, un habitant druze a été grièvement blessé par un civil israélien. En Cisjordanie, deux colons israéliens ont été tués et un troisième blessé après avoir été heurtés par une voiture à plaque d'immatriculation palestinienne, et dont le chauffeur a pris la fuite.

JERUSALEM

de notre correspondant

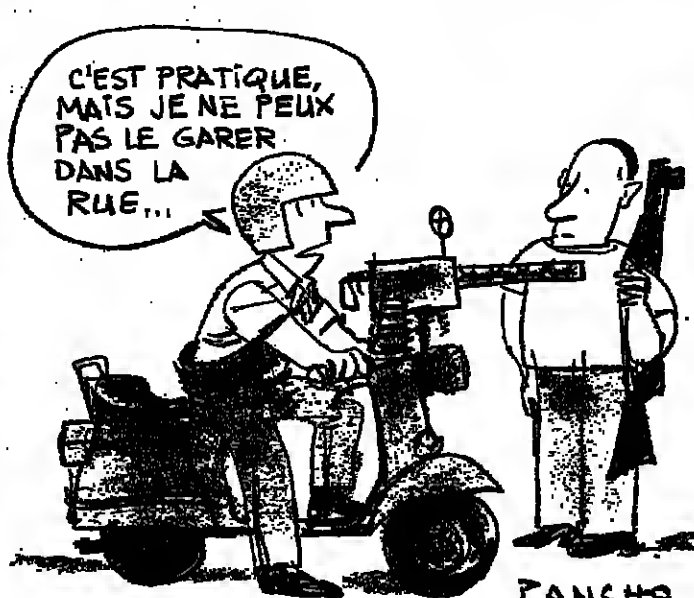
Les Israéliens sont nerveux. C'est en tout cas la conviction de leur gouvernement, dont la réunion hebdomadaire, dimanche à Jérusalem, s'est conclue par un appel aux citoyens pour que, face à la vague d'attentats palestiniens en cours, « l'une des plus graves auxquelles nous ayons été confrontés », écrivent dimanche Haaretz, ils « gardent leur sang-froid » et « respectent les lois ».

Vendredi dernier, le chef de la police s'était cru autorisé à appeler les civils détenteurs d'un permis à porter leur arme en toutes circonstances (le Monde daté 14-15 mars). Il s'est fait crânement rappeler à l'ordre, y compris par son ministre, M. Moshe Shaleh. « Pas question, ont dit deux autres ministres, de transformer le pays en Far West. » « Il y a déjà trop d'armes en circulation dans ce pays », a estimé M. Arye Deri, chef du parti religieux Shas et ministre de l'Intérieur.

Renforts à Gaza et aide aux colons-cultivateurs

Entre deux cent cinquante mille et trois cent mille Israéliens - selon les sources - c'est-à-dire plus d'un adulte juif sur dix, les permis étant généralement refusés aux citoyens israéliens arabes, sont légalement autorisés à porter une arme. La plupart se contentent de pistolets de petit calibre, d'autres, surtout chez les cent mille colons des territoires occupés, possèdent des fusils-mitrailleurs. Cet arsenal s'accroît lors de chaque vague d'attentats et, depuis quelques jours, les armuriers enregistrent de confortables hausses de leurs chiffres d'affaires. A cela s'ajoute la « quinquillerie » des dizaines de milliers de soldats et soldats qui, en caserne ou en permission, sur les plages ou chez le marchand de glaces, brandissent en permanence leur M 16 réglementaire sous le nez des touristes. Dans les colonies s'émeuvent, mais aussi dans plusieurs grandes agglomérations et particulièrement à Jérusalem, Israël et les territoires occupés ont déjà l'air d'un « Far West ».

La capacité dissuasive des forces de l'ordre a-t-elle tant diminué que les citoyens doivent maintenant assurer eux-mêmes leur sécurité ?



PANCHO

C'est encore une fois Haaretz qui posait dimanche la question, prévenant ses lecteurs que l'appel aux armes du chef de la police risquait sérieusement « de faire couler le sang ». Alors, pour essayer de calmer un peu les choses, le gouvernement, en l'absence de M. Itzhak Rabin en visite aux Etats-Unis, et sous l'autorité de M. Shimon Pérès, premier ministre par intérim, a pris deux décisions.

D'abord envoyer des renforts, conséquents mais non chiffrés, dans la « poudrière de Gaza » parce

que c'est là que la situation est la plus explosive. Trois des six Israéliens tués depuis le début du mois et certains des treize autres blessés pendant la même période ont été à Gaza. Ensuite, il a été décidé que les autorités allaient « prendre toutes les mesures légales nécessaires, qui seront employées avec le maximum de force contre les meurtriers déguisés qui s'en prennent à d'innocents civils ». Fortes paroles qui s'accompagnaient d'un appel solennel aux populations pour

qu'elles rejoignent les « volontaires de la garde civile ».

Créée il y a vingt ans à la suite d'une précédente vague d'attentats, la structure paramilitaire est composée de plus de quarante mille supplétifs qui patrouillent un peu partout dans les agglomérations d'Israël sous l'encadrement de trois cent cinquante policiers. Ces derniers, qui sont actuellement dix-huit mille, pourraient voir leurs effectifs augmenter de dix pour cent, le gouvernement ayant « enregistré » avec faveur une proposition en ce sens. D'autres idées surgissent. C'est ainsi que la commission parlementaire de l'Intérieur devait débattre lundi d'une suggestion de son président, M. Yehoshua Matza (Likoud), de créer une « milice civile » dont les membres, recrutés chez les chômeurs, seraient employés à temps plein et rémunérés.

Enfin, le pouvoir a pris la décision, à l'encontre de sa politique annoncée, d'aider financièrement les colons-cultivateurs installés dans le territoire occupé de Gaza. C'est ainsi que le trésor public financera une partie des salaires et du transport de tous les chômeurs juifs qui accepteront d'aller dans les colonies remplacer les quelques milliers de journaliers arabes qui ont été collectivement licenciés à la veille du week-end.

PATRICE CLAUDE

## ÉGYPTE

# Cinquante-deux blessés lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre

LE CAIRE

de notre correspondant

Cinquante-deux personnes, dont onze policiers, ont été blessées, certaines grièvement, à la suite d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre dans la ville de Qalyoub, à une quarantaine de kilomètres au nord du Caire, dans la soirée du samedi 13 mars et la matinée de dimanche. Des dépendances et le portique d'une église ont été brûlés au cours des violences. La police a interpellé soixante-dix-huit personnes.

Les troubles ont été provoqués par la décision du ministre de l'Enseignement, il y a deux semaines, de renvoyer quatre étudiants et de muter une enseignante d'une école secondaire de Qalyoub, pour avoir diffusé des cassettes « portant à la sédition confessionnelle » ; cette mesure a provoqué des manifestations de solidarité de la part des étudiants. Les autorités locales sont intervenues auprès du gouverneur de la province de Qalyoubeya, afin

qu'il fasse annuler la « décision injuste » du ministre. L'enquête ayant prouvé que la cassette incriminée était agréée par l'université d'Al-Azhar, la « Sorbonne » de l'Islam sunnite. A la suite des directives du premier ministre et du président, le ministre de l'Enseignement a reçu dimanche les étudiants renvoyés, a décidé de les réintégrer et s'est engagé à réexaminer la mutation de l'enseignante.

Tension croissante avec le Soudan

Par ailleurs, la tension est montée entre l'Égypte et le Soudan à la fin de la semaine dernière. Dans un entretien publié samedi par le quotidien koweïtien *Al Anba*, le président Hosni Moubarak a mis en garde contre une présence militaire iranienne dans ce pays. « Si cela se réalisait, nous ne nous tairons pas et nous avons les moyens de faire face à une telle situation », qui s'accompagnerait d'un appel solennel aux populations pour

qu'elles rejoignent les « volontaires de la garde civile ».

La police avait annoncé vendredi que les renseignements généraux avaient reçu une lettre de l'organisation extrémiste musulmane Jamaa Islamiya, menaçant de faire sauter au Caire le café Naguib Mahfouz, du nom du Prix Nobel de littérature. Ce café est fréquenté par des touristes, mais surtout par des Égyptiens. Manière pour les services de sécurité qui font, pour la première fois, ce genre de révélation, de nourrir les sentiments anti-étrangers qui vont croissant depuis le récent attentat à la bombe contre un café de la place Tahrir, au centre du Caire.

D'autre part, le ministère des Affaires étrangères a protesté contre la décision « hémionale et regrettable » du Soudan de prendre le contrôle de l'université égyptienne de Khartoum, fondée en 1955, fréquentée par près de vingt-cinq mille étudiants et à laquelle le Caire alloue un budget d'une quinzaine de millions de dollars par an.

La décision soudanaise de nationaliser l'université égyptienne, indique-t-on au Caire, fait partie d'une série de mesures de « dés-égyptianisation » adoptées par le régime islamiste de Khartoum. Au mois de décembre, le Soudan avait nationalisé les écoles égyptiennes dans plusieurs villes, alors que leur statut et celui de l'université n'avaient jamais été remis en cause par les précédents régimes.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : l'attentat contre le World Trade Center

# Réouverture de l'enquête sur l'assassinat du rabbin Meir Kahane

L'enquête sur l'assassinat du rabbin Meir Kahane, en 1990 à New-York, a été réouverte par la police de cette ville pour déterminer s'il existe un lien entre l'homme acquitté de cet assassinat et les trois suspects de l'attentat contre le World Trade Center, n'annoncé vendredi 12 mars la police de New-York. Le *New York Times* de samedi rapporte que le meurtrier présumé mais acquitté du rabbin Kahane, El Sayyid Nosair (d'origine égyptienne), va être inculpé de tentative d'évasion de la prison d'Attica (New-York).

Nosair, bien qu'acquitté de l'assassinat du rabbin Kahane, avait été condamné pour avoir tiré sur un agent de sécurité en s'enfuyant du lieu du meurtre et purge actuellement une peine de prison. Des faux passeports et certificats de naissance à son nom ont été décou-

verts au domicile d'Ibrahim Gaborony, son cousin, inculpé d'obstruction à la justice dans l'enquête sur l'attentat du World Trade Center du 26 février. Selon des sources policières, la réouverture de l'enquête sur l'assassinat du rabbin Meir Kahane, le 5 novembre 1990 dans un hôtel de New-York, remet également en question la théorie acceptée jusqu'à ce jour que Nosair était le seul suspect de ce crime dont il a été acquitté.

L'hebdomadaire *Newsweek* affirme d'autre part, dans sa dernière livraison, que l'Iran a secrètement subventionné le cheikh Rahman, ce religieux égyptien installé aux États-Unis, dont le principal suspect dans l'attentat du World Trade Center, M. Mohammed Salameh, suivait les sermons (le Monde du 18 mars). - (AFP, AP)

# M. Clinton promet une aide fédérale aux zones touchées par les fermetures de bases militaires

M. Bill Clinton a promis samedi une aide fédérale aux zones touchées par les fermetures de bases militaires annoncées vendredi par le secrétaire à la défense, M. Les Aspin. Quelque 31 bases, principalement situées autour de la baie de San-Francisco, doivent être fermées, et 134 autres établissements verront leur activité réduite. Le commandement des forces américaines en Europe avait par ailleurs annoncé vendredi l'évacuation totale ou partielle de 28 bases en Europe (le Monde daté 14-15 mars).

M. Clinton a invité les habitants de la région de la baie de San-Francisco à faire part de leurs doléances à une commission spéciale. Le président propose au Congrès de consacrer 20 milliards de dollars (112 milliards de francs)

sur cinq ans à l'aide à la reconversion des zones affectées par ces fermetures. Certaines installations militaires pourraient en particulier être transformées pour servir à la production civile. Toutes ces fermetures vont réduire la croissance dans un premier temps, mais devraient bénéficier à l'économie à long terme, a déclaré dimanche le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan. « Les coupes militaires vont gêner la croissance à court terme, comme c'est évident en Californie, mais l'économie va en bénéficier à long terme parce qu'elles vont libérer des ressources pour augmenter les opportunités dans le pays », a dit M. Greenspan qui s'adressait à un auditoire de banquiers à San-Diego (Californie). - (AFP, AP)

SALVADOR : le rapport d'une commission de l'ONU

# Six chefs militaires sont déclarés responsables de l'assassinat de six jésuites en 1989

Six chefs militaires salvadoriens, dont le ministre de la défense René Emilio Ponce, sont responsables de l'assassinat de six jésuites salvadoriens en 1989, selon une commission spéciale créée par l'ONU qui réclame leur destitution dans un rapport publié lundi 15 mars à New-York. Dans ce rapport sur les violations des droits de l'homme commises pendant la guerre civile au Salvador, la « commission de la vérité » affirme en outre que plusieurs dirigeants du Front Farabundo-Martí de Libération nationale (FMLN), l'ex-guérilla salvadorienne, sont impliqués dans de graves violations des droits de l'homme commises pendant la guerre civile. Elle recommande en conséquence que ces dirigeants, dont Joaquín Villalobos, Ana Guadalupe Martínez et Jorge Meléndez, se voient interdire à vie d'occuper des fonctions publiques.

Le général René Emilio Ponce, principale personnalité mise en cause dans ce rapport, a annoncé

vendredi qu'il remettrait son poste de ministre de la défense « à la disposition » du président salvadorien Alfredo Cristiani. Les autres chefs militaires désignés par la commission comme responsables de l'assassinat des jésuites sont le général Orlando Zepeda, vice-ministre de la défense, le général Innocente Montano, le colonel Oscar Alberto Leon Linarez, Elena Fuentes (dont le grade n'est pas indiqué) et Juan Rafael Bustillo, commandant en retraite de l'armée de l'air.

Les États-Unis ont donné une semaine au gouvernement salvadorien pour qu'il relève de leurs fonctions les militaires compromis, n'ayant pas déclaré dimanche M. Peter Romero, chargé d'affaires américain à San-Salvador. Le président Cristiani a de son côté demandé une « amnistie générale » pour tous les crimes commis pendant la guerre civile et invité ses concitoyens à se pardonner mutuellement. - (AFP)

□ JAMAÏQUE : un membre de l'opposition mortellement blessé lors d'un meeting électoral. - Un militant du Parti travailliste de Jamaïque (opposition) a été mortellement blessé vendredi 12 mars à coups de couteau en plein meeting électoral. La campagne électorale en vue des élections législatives du 30 mars donne actuellement lieu à de violents incidents malgré les appels au calme des partis politiques. - (Reuters)

□ VENEZUELA : le président Pérez se déclare prêt à démissionner. - Le président Carlos Andrés Pérez s'est déclaré samedi 13 mars disposé à abandonner ses fonctions au cas où la Cour suprême le lui demanderait pour le juger dans une affaire de détournement de fonds publics. M. Carlos Andrés Pérez est soupçonné d'être impliqué dans le détournement de 11 millions de dollars après sa réélection à la tête de l'État en février 1989. - (AFP)

Seul monde  
multilingue  
Pourquoi  
prévoir aujourd'hui  
ce qu'on nationalisait  
hier ?  
Consultez  
**L'HISTOIRE**  
**AU JOUR LE JOUR**  
pages 514 et 515

**mba**  
**INSTITUTE**  
Groupe IPESUP  
Enseignement supérieur  
international Bure  
(1) 42 78 95 45

Prépas HEC :  
un M.B.A.  
à Wharton, MIT,  
Northwestern, Cornell, etc.  
après 3 ans  
de gestion bilingue  
au sein du département  
international d'IPESUP

LA RATP INFORME  
SES VOYAGEURS  
DE L'ÉTAT DU TRAFIC  
LIGNE PAR LIGNE.



N° Vert 05 15 11 11  
APPeler GRATUIT



## AFRIQUE

SÉNÉGAL : vingt jours après le scrutin

## Le Conseil constitutionnel a confirmé la réélection du président Diouf

Le Conseil constitutionnel a annoncé, samedi 13 mars, soit vingt jours après le scrutin du 21 février, la réélection du président du Sénégal, M. Abdou Diouf, au premier tour, avec 58,4 % des suffrages exprimés. M. Abdoulaye Wade, son principal rival, est arrivé en deuxième position, avec 32,03 % des voix. La participation a été de 51,46 %. Cette élection consacre la bipolarisation de l'échiquier politique sénégalais :

M. Landing Savané, du Parti africain pour la démocratie et la socialisme (PADS), n'a obtenu que 2,91 % des suffrages ; M. Abdoulaye Bathily, 2,41 % ; M. Iba Der Thiam, 1,61 % ; M. Madiou Diouf, 0,97 % ; M. Mamadou Lô, 0,85 % ; M. Babacar Niang, 0,81 %.

Peu après l'annonce de ces résultats, des centaines de jeunes gens ont attaqué des gendarmes à coups de pierres, dans deux

quartiers de Dakar. Plusieurs centaines de manifestants ont érigé des barricades et incendié une voiture particulière. En 1988, la publication des premiers résultats partiels, favorables au président Diouf, avait entraîné de violentes manifestations de rue. L'état d'urgence avait été décrété à Dakar, et de nombreux dirigeants de l'opposition avaient été arrêtés. (AFP)

## Un troisième mandat qui s'annonce difficile

Il faudra du dévouement à M. Abdou Diouf pour mener à bien le troisième mandat qui vient de lui être confié. La profonde aspiration au changement exprimée par les villes - Dakar lui a retiré son soutien - traduit en effet une usure du pouvoir que seules des réformes radicales peuvent enrayer. Mais plus que l'homme, c'est le régime qui est en jeu, le système socialiste, en place depuis l'indépendance (1960), qui a fait l'objet d'un violent rejet à l'occasion de ce scrutin.

La vie de M. Diouf se confond avec celle de l'Etat sénégalais de l'après-indépendance. En 1970, à l'âge de trente-cinq ans, il était premier ministre. Onze ans plus tard, « dauphin » du président Léopold Sédar Senghor, il succédait à la magistrature suprême. Son nouveau mandat (de sept ans renouvelables) achevé, il aura dirigé le pays pendant trente ans. Si cette perspective le désert dans les milieux urbains, avides d'alternance, elle est, ailleurs, un gage de stabilité.

## L'année 1988

Sur la scène internationale, son profil d'« homme de paix », sa réserve, mêlée à un souci de participer aux affaires mondiales, en font un interlocuteur incontournable dans le domaine de la diplomatie africaine. Sa réputation à l'étranger et l'avance dont il se targue en matière d'ouverture démocratique valent au Sénégal d'être l'un des pays subsahariens les plus aidés. Un atout à double tranchant : les bailleurs de fonds occidentaux reprochent aujourd'hui au régime de s'être laissé imprégner



par une mentalité d'« assisté » et par la corruption. Le président n'est pas personnellement mis en cause, mais une partie du cercle du pouvoir l'est, tout comme des membres de sa famille proche.

Lui-même garde l'image d'un grand technocrate, homme de dossiers avant tout. Le quotidien *le Soleil* ne lui connaît que deux passe-temps : le basket et le jeu de dames. Au lycée déjà, ses camarades le surnommaient « Abdou sans faute ». Il commença sa carrière comme administrateur, puis gouverneur de région. Le président Senghor le remarqua et en fit, en 1963, son directeur de cabinet, puis son premier ministre, en 1970. Dix ans plus tard, le « président-père » lui laisse sa place. Il terminera le mandat de son prédécesseur et se fera élire en 1983, puis réélire cinq ans plus tard.

En 1988, sa victoire - avec 73 % des suffrages contre 26 % à son rival, M. Abdoulaye Wade - marque le début d'une période trouble. Emeutes et manifestations se succèdent pendant des mois ; les leaders de l'opposition sont arrêtés pour avoir encouragé les mouvements de rue en dénonçant les fraudes qui avaient entaché le scrutin. Un an plus tard, les massacres de Maniraniens au Sénégal et de de Senghalais au Mali ont porté un nouveau coup au pays. Le malaise social ne s'apaisera qu'en avril 1991, avec la formation d'un gouvernement d'union nationale entre une partie de l'opposition et le pouvoir. M. Wade, l'opposant de toujours, était devenu ministre d'Etat sans portefeuille, le président Diouf trouva quelque répit.

## Prochaine échéance : les législatives de mai

La « cohabitation » durera dix-huit mois. A l'approche de l'élection de février 1993, M. Wade quitte le gouvernement, apparemment décidé à jouer son va-tout. Six mois avant le scrutin, il évoque un « gentlemen agreement » qui le lierait à M. Abdou Diouf : quel que soit le vainqueur, l'un et l'autre seraient assurés de faire partie du prochain gouvernement. La question demeure de savoir si l'expérience de 1991-1992, synonyme de paix sociale pour M. Diouf, se pourrait être renouvelée. Pas question de tout cas d'une nouvelle alliance Diouf-Wade dans l'immédiat, puisque la fièvre électorale ne retombera pas avant quelques mois - les états-majors préparent en

effet les élections législatives du 9 mai prochain.

Dans cette perspective, le président doit faire face à une urgence : dénouer le Parti socialiste, à l'occasion des investitures, afin de garder la majorité à l'Assemblée nationale. M. Abdou Diouf a pu voir, pendant la campagne électorale, à quel point les responsables locaux du parti dont il est le secrétaire général sont contestés. Plusieurs d'entre eux se sont fait buser pendant les meetings du président. Lui-même, peu à l'aise en public, n'a pas milité dans les faibles aussi enthousiastes que celles attirées par le cri de ralliement de son challenger, « Sapi ! » (« changement » en wolof). Il ne lui reste plus qu'à tirer la leçon essentielle de ce scrutin : sauf à se faire en personne le promoteur du changement, il risque de se trouver face à un pays, et plus particulièrement une capitale, difficilement gouvernable.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Quatre morts dans des attaques attribuées aux indépendantistes. Un militaire a été tué et onze autres blessés, dimanche 14 mars, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Ziguinchor, capitale régionale de la Casamance, au cours d'un affrontement avec des hommes soupçonnés d'appartenir au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), a-t-on appris de source sûre à Dakar. Vendredi, trois personnes avaient été tuées et six blessées, dans la région, lors de trois attaques attribuées également au MFDC. (AFP)

## DIPLOMATIE

Après le retrait de Pyongyang de l'AIEA

## Washington considère que la politique nucléaire de la Corée du Nord constitue un « danger »

Deux jours après avoir annoncé son retrait de l'Agence internationale de l'énergie atomique (le *Monde* daté 14-15 mars), la Corée du Nord a exigé, lundi 15 mars, de l'AIEA qu'elle « s'excuse pour les crimes qu'elle a commis contre le peuple coréen ». Samedi, le vice-ministre des affaires étrangères de Pyongyang avait averti des « graves conséquences » qu'aurait la prise de nouvelles sanctions contre son pays à la suite de son refus de se soumettre aux inspections internationales exigées par l'AIEA. « Si de telles mesures étaient prises, a-t-il ajouté, nous sommes entièrement prêts à prendre les contre-mesures appropriées ».

D'autre part, la Corée du Sud a mis ses troupes en état de prudence et demandé aux forces américaines sur son territoire de faire de même. Le porte-parole du nouveau président, M. Kim Yung-

sam, a annoncé qu'il allait demander l'aide de la Chine et de la Russie, qui « ont une certaine influence » sur le régime du maréchal Kim Il-sung. En attendant, il n'y aura aucun échange économique avec le Nord tant que la question ne sera pas réglée.

Aux Etats-Unis, le secrétaire à la défense, M. Le Aspin, a déclaré dimanche que la nouvelle situation créée par la Corée du Nord était un « danger » et que Washington allait lancer une offensive diplomatique majeure pour faire revenir celle-ci sur sa décision. Enfin, le département d'Etat a fait remarquer que le traité de non-prolifération nucléaire dant Pyongyang vient de se retirer, lui donnait l'obligation de continuer à accepter des inspections de ses installations nucléaires pendant encore quatre-vingt-dix jours.

## ASIE

CHINE : ouvrant la session annuelle du Parlement chinois

## M. Li Peng s'en est pris vivement à la politique britannique à Hongkong

Ouvrant, lundi 15 mars, la session annuelle du Parlement de Pékin, prévue pour durer dix-sept jours, le chef du gouvernement chinois, M. Li Peng, a vivement dénoncé l'action « perfide et arbitraire » du gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, pour sa décision d'aller de l'avant vers une démocratisation des institutions avant la rétrocession de la colonie britannique en 1997.

que par les documents déjà signés et par ce qui a été convenu entre les deux parties. En guise d'exemple, il a loupé l'attitude du Portugal, qui a abdiqué depuis longtemps toute responsabilité politique dans sa colonie de Macao, promise à rétrocession deux ans après Hongkong.

Ce n'était sans doute pas un hasard si ce passage du rapport du premier ministre venait dans la phase d'une promesse d'accélération de la modernisation de l'armée, pour laquelle M. Li a invoqué la volonté de M. Deng Xiaoping, le patriarche absent de la session parlementaire mais que l'on sait tenu informé sur les travaux du cours. Le renforcement de l'appareil militaire au service d'une conception impériale de l'unité de la Chine est un des principaux thèmes de la réunion. M. Li a annoncé un effort accru dans ce sens ainsi que des moyens en augmentation pour les services de police, en particulier le « KGB » chinois.

PÉKIN

de notre correspondant

Le régime chinois avait déjà mis la gabelle de la propagande en position de tir automatique depuis que M. Patten avait décidé vendredi de rendre officielles ses propositions de représentation accrue des élus dans les institutions de la colonie à partir de 1995. Les principaux médias de Pékin y étaient allés de leur commentaire indigné devant cette « machination de vieux colonialistes » concoctée par Londres.

La Chine, y apprenait-on, se doutait bien que le gouvernement britannique n'était animé « d'aucune sincérité » dans son désir proclamé de parvenir à un arrangement avec elle. Le régime chinois tenait en particulier contre l'idée que l'on puisse douter qu'il fût habilité à parler au nom des cinq millions et demi de Hongkongais.

Mais, en s'en prenant lundi devant les près de trois mille députés de l'Assemblée nationale populaire à M. Patten et à Londres, M. Li est allé plus loin : le refus du compromis sur Hongkong, désormais introduit dans le rapport du premier ministre, devient du même coup principe politique de l'Etat chinois, et le chef du gouvernement n'a pas mâché ses mots : « Les autorités de Hongkong et de Grande-Bretagne, a-t-il dit, cherchent en fait à gagner des troupes et à faire obstacle à une position pacifique des pouvoirs à Hongkong. Cela n'a aucun rapport avec le problème de la démocratie (...). Nous voulons la coopération et non la confrontation, mais le gouvernement chinois ne saurait transiger sur ses principes. La seule solution qui reste au gouvernement britannique est de revenir au plus vite dans la bonne voie, celle indi-

## Pas d'engagements précis

Si la Chine montre ainsi les dents sur Hongkong, M. Li s'est montré plus modéré quant aux « forces étrangères » accusées de « chercher à faire obstacle à la réunification pacifique » de Taiwan au continent. « Nous adopterons toutes les mesures énergiques nécessaires pour faire cesser les activités indépendantes visant à créer un Taiwan indépendant et à diviser la patrie », a-t-il prévenu, sans mettre en cause commémorant la France et les Etats-Unis pour leurs ventes d'armes à Taïpei.

L'essentiel de son discours, lu d'un ton morne, était consacré à un inventaire économique dépourvu d'engagements précis mais censé aller dans le sens de « l'économie de marché socialiste » voulue par M. Deng. M. Li a annoncé un dégrèvement de 25 % d'une administration aux effectifs pléthoriques. Il a admis, et la, l'existence de problèmes. La perception des impôts « laisse beaucoup à désirer » ; une réforme de la fiscalité est une nécessité « d'une extrême urgence ». Un malaise rural apparaît.

M. Li l'a attribué à un écart croissant entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles et à la perception abusive de taxes par les autorités locales. Il n'a pas mentionné la cause qui a provoqué, ces derniers mois, plusieurs manifestations paysannes en province : le paiement des récoltes par l'Etat au moyen d'assignats, les autorités préférant réserver leur trésorerie à des projets dans le secteur des services.

Le chef du gouvernement a promis un effort dans la lutte contre la corruption, le clientélisme, la criminalité. Il a, en tout état de cause, inscrit toute réforme dans le strict cadre du socialisme. « La démocratie est une caractéristique fondamentale du socialisme », a-t-il assuré, avant d'annoncer un renforcement du rôle des comités de quartier et autres organes « de la dictature démocratique populaire ».

Dès avant l'ouverture du Parlement, des policiers anti-émeute avaient pris position en divers points sensibles de la ville. Place Tiananmen, des militaires saluaient les berlines noires des serviteurs du peuple arrivant pour se joindre aux députés dans la grande salle du Palais du peuple. Les serviteurs prirent place sur le podium, les députés au parterre. Le prochain président de l'Assemblée, M. Qiao Shu, président de séance, fixa la salle des yeux dans une parfaite immobilité pendant presque deux heures. Il dirigeait jusqu'à présent, et continuera sans doute de diriger l'ensemble des polices du régime.

FRANCIS DERON

## EN BREF

AFRIQUE DU SUD : MM. Mandela et Buthe ont lancé un appel à la paix au Natal. Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a terminé, dimanche 14 mars, une visite de trois jours au Natal en lançant une campagne de paix dans cette province déchirée par la violence. La veille, lors des funérailles de six enfants tués dans une

embuscade le 2 mars, M. Mangosuthu Buthe, le dirigeant du parti Inkatha à dominante xhosa, avait lui aussi appelé à la réconciliation. M. Nelson Mandela avait renoncé à se rendre à ces obsèques, « pour des raisons de sécurité », selon des responsables de l'ANC. (AFP, Renter)

ALGERIE : un membre du Conseil consultatif national gravement blessé dans un attentat. M. Hafid Senhadri, membre du Conseil consultatif national (CCN) - qui tient lieu de Parlement - a été gravement blessé par balles, dimanche 14 mars, à Alger, par des hommes armés qui ont réussi à prendre la fuite. D'autre part, un adjudant-chef de gendarmerie qui circulait à bord de sa voiture personnelle, a été assassiné, vendredi, à El Harrach, dans la banlieue sud-est de la capitale, par des inconnus qui n'ont pu être arrêtés. (AFP)

MAROC : condamnation à mort du commissaire Tabet. Le commissaire principal des renseignements généraux de Casablanca a été condamné, dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 mars, à la peine capitale par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca. M. Mohamed Mustafa

Tabet avait contraint plus de cinq cents femmes à avoir des rapports sexuels avec lui. Ce scandale avait soulevé une grande émotion dans le pays. A cette occasion, partis associatifs avaient demandé « l'assainissement de certaines administrations » (le *Monde* du 13 mars). (AFP)

MAROC : M. François Létard reçu par Hassan II. Le souverain chérifien a reçu, samedi 13 mars, M. François Létard, maire de Fès, en visite privée au Maroc. Hassan II avait rencontré, ces dernières semaines, plusieurs responsables de la droite française, dont MM. Jacques Chirac, Charles Pasqua et Valéry Giscard d'Estaing. (AFP)

CAMEROUN : un prêt français de 100 millions de francs. Une convention portant sur un prêt de 5 milliards de francs CFA (100 millions de francs) a été signée, vendredi 12 mars à Yaoundé, a déclaré M. Philippe Jurgensen, directeur général de la Caisse française de développement (CFD). M. Jurgensen a précisé que cette somme servira à la reconstruction du système bancaire. (Renter, AFP)

IRIS-L'HARMATTAN

RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

LA POLITIQUE ETANGERE DE LA FRANCE DEPUIS 1789

260 P. 90 F. - tel : 49 40 33 36

## SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Pierre Bérégovoy

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

MARDI 16 MARS  
8h / 9h

هناك نواقل



هكذا من الشكل

CLM/BBDO

QUALITE DES CARBURANTS				
	Normes françaises	Normes TOTAL *	Votre station habituelle	Votre grande surface habituelle
Soufre (Gazole)	0,30%	0,15%		
Oxygène (Super sans plomb 98)	Non obligatoire	+1%		
Additifs de Propreté (Tous carburants)	Non obligatoire	OUI		

\* dans plus de 3000 stations-service affichant les normes Total.

**Nous avons pris l'engagement de mettre  
à votre disposition des carburants moins polluants.  
Il serait normal que vous puissiez comparer.**

Quel carburant choisir alors qu'en apparence tous se ressemblent ? Pour que vous puissiez désormais faire la différence, nous, Total, avons pris l'initiative de la transparence. Dès maintenant, dans plus de 3000 stations-service du réseau Total, vous pouvez comparer les normes Total avec les normes françaises sur des points essentiels pour l'écologie et constater vous-même les progrès que nous avons accomplis pour mieux respecter l'environnement. Vous découvrirez par exemple que 0,15% de soufre dans Total Gazole Premier, au lieu de 0,30% dans un gazole ordinaire, représente en moyenne 4 kg de soufre en moins par véhicule et par an ; qu'un apport d'1% d'oxygène dans Total Super Premier 98 permet de réduire de 10% les émissions toxiques à l'échappement. En matière de respect de l'environnement, il est de l'intérêt de tous que plus personne ne choisisse son carburant par hasard. **VOUS NE NOUS CHOISIREZ PLUS PAR HASARD.**





## POLITIQUE

## Les élections législatives

Les élections sont en retard. On perd du temps. Les citoyens de la deuxième circonscription de Polynésie, eux, donnent l'exemple : ils n'ont fait ni une ni deux, pour élire député, dimanche 14 mars, au premier tour, M. Gaston Flosse, RPR, président du gouvernement territorial. Ailleurs, il faudra encore attendre le 21 mars, voire le 28, pour vérifier ce qu'annoncent les sondages.

Que faire dans ce temps mort ? Campagne ? Aucun responsable politique ne paraît imaginer qu'il puisse influencer le moindre électeur d'ici au scrutin. Chacun se garde, au surplus, de lancer le moindre débat compromettant. « Il est impératif d'attendre d'alléger les prélèvements obligatoires », répète lundi, dans les Echos, M. Jacques Chirac, fidèle au classicisme le plus pur. « L'opposition considère qu'elle est déjà au pouvoir et elle étale ses contradictions », affirme M. Pierre Bérégovoy, à tout hasard, dans le Journal du dimanche, en ajoutant, sans illusion : « Il faut que les Français se ravivent ».

Réaliste, M. Michel Rocard a prédit, dimanche 14 mars, à Sarcelles, « une remontée de conservatisme », qui va faire « prendre du retard » au pays, « notamment sur le plan du partage du travail ». Mesuré, M. Ségolène Royal, qui participait à un débat avec M. Dominique Voynet (Verts) et M. Jacques Toubon (RPR) et Pierre Zarka (PCF), sur TF 1, s'est inquiétée des risques qu'une victoire « trop écrasante » de la droite ferait courir à la démocratie. Heureusement, il y a la première présidence de la Cour des

comptes, vaste sujet qui se prête à d'innombrables commentaires. « Pierre Joxe est nommé [à ce poste] parce qu'il a souhaité se retirer de la vie politique active », a déclaré M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, dimanche sur Radio J. Si son nom est tenu là, on aurait pu se demander si elle entendait vraiment justifier le genre de retraite active qu'a prise son collègue de la défense. Aussi

a-t-elle précisé qu'il « présente toutes les qualités pour exercer cette fonction ». M. Bérégovoy confirme : « Depuis 1988, c'est la compétence qui dicte les choix ».

M. Rocard a rappelé que des responsables nommés par la droite entre 1986 et 1988 avaient été maintenus en fonction, ensuite, par la gauche. Les

de la marge d'erreur inhérente à ces enquêtes. Les jeux paraissent faits, il est temps de se projeter dans l'après 28 mars. « Je souhaite que mon successeur soit un homme ou une femme ayant le sens de l'Etat et du dialogue », indique M. Bérégovoy, qui n'en peut mais. « Dans le domaine de la politique étrangère comme dans les autres, le gouvernement, appuyé sur sa majorité, devra pleinement exercer ses responsabilités », prévient M. Chirac. Le président du RPR précise, d'autre part, que la nouvelle majorité « sera d'une extrême fermeté dans les négociations agricoles au sein du GATT ». M. Bérégovoy l'approuve.

Le premier ministre propose d'explorer d'autres pistes de consensus, en invitant la future Assemblée à se saisir du projet de loi sur les retraites qu'il présentera le 17 mars au conseil des ministres et auquel, souligne-t-il, « les syndicats sont plutôt favorables ». M. Rocard, de son côté, recommande, dans le Parisien du lundi 15 mars, une « charte » commune à la gauche et à la droite sur la politique de l'immigration. Vous avez dit « entente » ?

PATRICK JARREAU

## Temps mort

demiers sondages légalement publiés - l'un de la SOFRES, pour TF 1, fait le 12 mars auprès de mille personnes dans cent circonscriptions de métropole, l'autre de l'IFOP pour le Journal du dimanche, réalisé du 10 au 12 mars auprès de mille personnes - indiquent une baisse des intentions de vote pour les écologistes, que la SOFRES situe à 12 % et l'IFOP à 14,5 %. Pour le reste, tout est stable, dans les limites

## D'UNE RÉGION A L'AUTRE

## Ile-de-France : l'échec majeur du PS

Suite de la première page

Depuis douze ans, le chef de l'Etat a semblé privilégier, fidèle à ses moines, la France rurale, la France des villes moyennes. Echec politique ancien. Echec économique récent. Dans cette région longtemps relativement favorisée en matière d'emploi, le chômage devient aujourd'hui l'ennemi. Même dans les quartiers les plus huppés, les candidats, toutes étiquettes confondues, sont surpris de constater que ce thème est devenu la première des préoccupations. Le cadre, même supérieur, s'inquiète pour lui, et surtout pour ses enfants, qui, malgré la qualité de leurs diplômes, ne trouvent pas de travail.

La crise du logement, fruit de la spéculation immobilière, frappe ici plus durement qu'en province, et les gouvernements socialistes en sont rendus responsables. Comme on leur fait supporter, puisqu'ils sont au pouvoir, tout le « mal vivre », conséquence de transports en commun toujours insuffisants et d'un urbanisme mal maîtrisé.

La seule tentative pour mettre un peu d'ordre dans ce conglomérat de villes jalouses de leur indépendance, surtout depuis les lois de décentralisation, celle de la réforme du schéma directeur entreprise par Michel Rocard, s'est même retournée contre les socialistes. Dans ce qui était qu'une projection de la croissance naturelle afin de tenter de la maîtriser, les Franciliens n'ont vu que la photo de ce qui les attendait au début du vingt et unième siècle, et ils ont frémé d'horreur : leurs derniers espaces verts étaient grignotés par les logements, les voies ferrées, les autoroutes. Ce projet devait servir la campagne des socialistes ; il est devenu un instrument pour la droite

et surtout pour les écologistes. Dans cette région sociologiquement socialiste, mais où les habitants n'ont pas obtenu du passage de leurs amis au pouvoir les satisfactions qu'ils attendaient, ceux qui se sont mis en position de recueillir les voix des « écologistes » ne peuvent qu'être en terrain favorable.

En grande couronne, là où le mot « campagne » a encore une signification, la défense de l'environnement est un thème porteur. En petite couronne, les classes moyennes sont attirées par ceux qui leur promettent le changement, en leur assurant que toutes leurs difficultés viennent d'une mauvaise organisation de la société.

## Un électoral en déséquilibre

Le PS n'a pas été en état de résister, lui qui a jamais su structurer un électoral laissé en déséquilibre par la déliquescence du communisme. La tâche aurait été, en tout état de cause, rude, tant ici les habitants sont volatils (d'une élection à l'autre, les logements HLM changent facilement de 20 % à 25 % de leurs occupants) et tant l'absence d'une forte presse locale réduit le lien entre les citoyens et leurs représentants. La prime aux « sortants » ne peut être que plus faible en Ile-de-France qu'en province. Dans une région qui, de tout temps, a été particulièrement sensible à tous les vents des modes électoraux, le terrain était propice aux écologistes, même si la nouveauté de leur présence rend difficiles les prévisions sur leur intégration dans le jeu politique.

Les résultats des élections régionales de l'été dernier peuvent laisser des espoirs fous aux amis de Brice

Lalonde et d'Antoine Waechter : même si le PS a mieux résisté à leur percée dans Paris intra muros, ils ont devancé les socialistes dans la plupart des circonscriptions de banlieue. Le PS n'est resté devant eux que dans sept des soixante-dix-huit circonscriptions de la couronne : une appartient à la droite, celle de Patrick Balkany dans les Hauts-de-Seine ; les six autres sont socialistes,



celles de Jacques Guyard dans l'Essonne, de Claude Bartolone dans la Seine-Saint-Denis, de Laurent Calbais, René Rouquet et Patrick Sève dans le Val-de-Marne, celle de Dominique Strauss-Kahn dans le Val-d'Oise.

Qu'un tel succès écologiste se renouvelle aux législatives, et c'en est fini du PS en Ile-de-France ! Les dirigeants de GE et des Verts en rêvent bien entendu. Armés de sondages, ils se voient déjà faire entrer à l'Assemblée nationale une vingtaine de députés élus dans la région capitale. Surtout si de multiples triangulaires, voire des quadrangu-

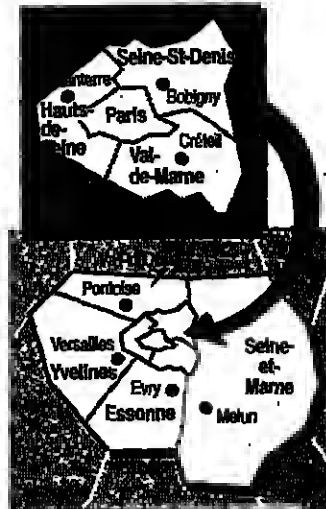
laire, leur permettent de « perturber le jeu » comme ils ne cachent pas vouloir le faire. Malheureusement pour eux, il y a de multiples « dissidences », même si, comme ils le disent, elles ont permis de procéder à un « autonettoyage » des militants. Car elles peuvent suffire à leur faire perdre les quelques points qui leur auraient été indispensables pour devancer le sortant socialiste et sur-

aussi compter avec la persistance de l'implantation des communistes qui, profitant de la perte d'audience des socialistes, ambitionnent, non sans raison, de reprendre des sièges qu'ils avaient dû abandonner à leurs alliés de la défunte union de la gauche. Aux régionales, le PC a devancé le PS dans dix-neuf circonscriptions de banlieue. Certes, onze d'entre elles sont celles des députés communistes sortants, et comme dans celles-ci la gauche est largement majoritaire, le PC est pratiquement assuré de retrouver ses sièges.

Pour ne pas prendre de risques, il a accepté de faire la part du feu avec ses « contestataires », même si certains d'entre eux redoutent toujours une offensive discrète des « Kimers rouges » qui préfèrent un parti réunifié sur une ligne dure, même s'il doit être privé d'un groupe parlementaire. Les rapports sont particulièrement tendus avec le maire de Montreuil, Jean-Pierre Barad, qui a refusé que le parti soit associé d'une manière ou d'une autre à sa campagne. Le PC peut aussi s'inquiéter pour la réélection de Georges Marchais, tant le candidat Vert, Alain Lipietz, offre, pour la première fois, une alternative crédible à tous ceux qui ne supportent plus le secrétaire général du PC. Mais un deuxième tour entre le communiste et l'écologiste serait sur tout catastrophique pour le PS, qui serait là devant un choix corréatif engageant toute sa stratégie à venir. Certes les dirigeants socialistes savent qu'une telle hypothèse peut se produire ailleurs, mais la force symbolique de ce cas-ci domine.

En attendant, s'ils n'ignorent pas qu'ils n'ont rien à attendre des deux circonscriptions de droite, celle de Michel Giraud et de Robert-André Vivien dans le Val-de-Marne, où le PC a devancé le PS aux régionales, ils craignent pour l'avenir de leurs six sortants qui sont dans une situation semblable : c'est le cas de Julien Dray, dans l'Essonne, même si tous les observateurs locaux pensent qu'il devrait s'en sortir, de Michel Sapin et Philippe Bassinet dans les Hauts-de-Seine, qui d'avaient devancé de fort peu leurs challengers communistes au premier tour de 1988, de Gilbert Boocemaison en Seine-Saint-Denis, dont l'usure face aux problèmes de sécurité pourrait faciliter la tâche de sa rivale communiste, même si, dans ce département où le PC obtient tout le pouvoir, il ne peut pas facilement que le PS la responsabilité de ce qui ne va pas.

Même situation pour Roger-Gérard Schwartzberg dans le Val-de-



Marne, qui doit compter avec une forte présence communiste dans sa ville de Villecoublé-Saint-Georges et la présence d'un bon candidat centriste, Jean-Marie Poirier, et pour René Rouquet à Alfortville. Celui-ci a été devancé de peu par le PC aux régionales, mais il doit faire face à la candidature « sauvage » de Serge Franceschi. Le seul nom du fils de l'ancien maire de la ville, qui fut un proche de François Mitterrand, peut priver celui qui a succédé à son père à la mairie des voix nécessaires pour devancer le candidat communiste, Paul Mercier. Le moins que l'on en puisse dire est que les socialistes val-de-marais prennent cela très mal. Ils s'étonnent que « Paris » ne soit pas intervenu vigoureusement et menacent de maintenir, en tout état de cause, la candidature de René Rouquet au deuxième tour, dans une circonscription acquise à la gauche.

La droite ne peut, en effet, profiter de ce désaccord particulier à gauche. Il en va bien autrement ailleurs. D'autant qu'elle peut surfer, pendant sa campagne, sur un autre échec des socialistes au pouvoir : le développement de l'insécurité dans les banlieues.

THIERRY BRÉHIER

## Prochain article

Ile-de-France (II) : les divisions de la droite compliquent ses assauts.

## Seine-et-Marne : le Vert et le député « de terrain »

Rien n'égale autant M. Jean-Pierre Fourré, député socialiste sortant de Seine-et-Marne, que d'imaginer que, s'il ne devait y avoir qu'une seule circonscription en Ile-de-France pour tomber dans l'escarcelle des Verts, ce pourrait être la sienne. Cette circonscription, la huitième, avec quelque cent cinquante mille habitants, la ville nouvelle de Marne-la-Vallée et le gigantesque parc, très controversé, d'EuroDisney, est la plus à gauche du département. M. François Mitterrand y avait recueilli près de 58 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle de 1988, et, la même année, M. Fourré avait lui-même été réélu avec 57,5 % des voix face à l'un de ses concurrents d'aujourd'hui, M. Gérard Surlat (RPR).

Député « de terrain », M. Fourré a multiplié les interventions en cours de la législature, et il en tient un compte minutieux : cent soixante-huit permanences, au total, les lundis, dans chacune des vingt-six communes de la circonscription. Il a obtenu la création d'un « observatoire local d'EuroDisney », créé une association pour un contrat de valorisation de l'environnement et du patrimoine local. Il anime, depuis dix ans, un comité local pour l'emploi qui débattait de beaucoup les limites de la circonscription, mais, lors des élections régionales, les écologistes ont engrangé jusqu'à 23,6 % des suffrages sur l'ensemble du sec-

teur, et voici qu'avec le reflux ennamé de la gauche le député sortant, proche de M. Jean-Pierre Chevènement et surtout, d'anc, par le Mouvement des citoyens, est jugé menacé par l'un des principaux animateurs du groupe des Verts au conseil régional d'Ile-de-France, M. Alain Rist.

## Querelle fratricide à droite

« C'est dommage que s'élève sur lui, reconnaît ce dernier, car Jean-Pierre Fourré a une vraie sensibilité à l'environnement. Il a voté contre la guerre du Golfe et s'est abstenu sur Maastricht. » Mais la logique de M. Rist, ancien ministre des années 70, est implacable : « Lorsque les écologistes obtiennent 14 % sur le plan national, le département nous donne 19 %, et la circonscription, 23 %. » Toujours en 1992, M. Rist avait même devancé assez nettement, au premier tour, le candidat socialiste dans le canton de Torcy et réalisé, du même coup, précise-t-il, « le meilleur score des Verts aux élections cantonales dans toute l'Ile-de-France ». Si le courant de l'écologie politique demeure porteur, il ne désespère donc pas de devenir l'un des rares députés « écologistes » de la future Assemblée. « Pour la première fois, dit-il, le problème n'est pas d'exister, mais de gagner. » Le patron de l'une des plus grandes entre-

prises de la circonscription ne l'a-t-il pas déjà convié récemment à déjeuner en lui disant : « M. Rist, puisque nous allons devoir désormais travailler ensemble... »

Ce duel obligé entre deux hommes également passionnés par l'aménagement de la grande banlieue de Paris s'accompagne d'escarmouches, rendues obligatoires par la campagne électorale. L'un s'interroge avec envie sur les effets de la candidature d'un socialiste classé, M. Eric Surokine. L'autre cherche naturellement à mettre en valeur un autre candidat écologiste, M. Daniel Bonato, patronné par les disidents de Génération Ecologie. Cependant, la seule véritable lutte fratricide est celle qui oppose le maire (UDF-PR) de Torcy, M. Gérard Jeffrey, investi par l'UPF, à son premier adjoint, M. Burel, soutenu par les instances locales du RPR.

Dans un tel contexte, tous les rêves sont permis. M. Rist se dit qu'avec un peu de chance, aucun candidat de droite ne passera le seuil de 12,5 % des électeurs inscrits (soit environ 18 % des suffrages exprimés) nécessaire pour accéder au second tour. M. Fourré, lui, préfère se souvenir que rien n'est jamais joué d'avance : lors de sa première élection, aux cantonales de 1978, il l'avait emporté de quatre voix.

J.-L. S.

## Le duel PC-écologistes fait peur

Quelques espoirs sérieux subsistent quand même pour eux. Le plus crédible est dans la 8<sup>e</sup> circonscription de Seine-et-Marne, où le sortant communiste, Jean-Pierre Fourré, est, semble-t-il, usé. Son concurrent écologiste, Alain Rist, est depuis longtemps implanté, et il pourrait profiter de la bataille que se livrent, à droite, le maire UDF de Torcy et son premier adjoint RPR. La situation est comparable dans la circonscription de la division du RPR entre son candidat officiel, Marcel Porcher, et le maire de Goussainville, Elisabeth Hervani, et cela dans une circonscription où le Front national est solidement implanté.

C'est aussi, paradoxalement, sur le FN que comptent les écologistes pour aider Harlem Désir dans la onzième des Yvelines, contre Guy Malandain, qui peut légitimement arguer de son travail tant au Palais-Bourbon que dans sa circonscription, largement implantée dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, peuplée de cadres moyens et supérieurs. Mais celui-ci sera aidé par les divisions de la droite, la candidature officielle de l'UPF, Jeanine Cayet (UDF-PR), étant contrée par un dissident RPR, et par un ancien député giscardien, Nicolas Aboul, maintenant très proche du RPR. En fait, tout dépendra de la personnalité de ceux qui auront la capacité de se maintenir au deuxième tour, comme ce sera le cas dans toutes les autres circonscriptions visées par les écologistes. Y compris dans la quatrième du Val-d'Oise, où GE espère que François Gayet, transfuge du MRG bien implanté, pourra trouver un créneau pour empêcher la réélection de Francis Delattre (UDF-PR), même si le PS n'a guère envie de faciliter la tâche d'un homme qui n'a pas été très correct avec lui.

Se garder à droite, mais aussi à gauche : le combat pour le PS se joue sur les deux fronts. Il lui faut

## A la télévision et à la radio

## Le programme officiel des interventions

Sur France 2 après le journal de 20 heures, sur France 3 à 14 h 10. - Lundi 15 mars : FN, UDF, PS, Parti des travailleurs (1 minute), PS (3), UDF (2), RPR (1). - Mardi 16 mars : RPR, Nouveaux Ecologistes, Union des Indépendants (1 minute chacun), PS (2). - Sur France 2 après l'émission de deuxième partie de soirée, sur France 3 avant le jeu « Questions pour un champion », à 19 h 15. - Lundi 15 mars : PC (2 minutes), PS, RPR, UDF (1 minute chacun). - Mardi 16 mars : UDF, PS, A gauche vraiment (LCR), RPR, Alliance populaire (1 minute chacun). - Sur France 2 après le météo du journal de 13 heures, sur France 3 après le météo du journal Soir 3. - Lundi 15 mars : FN (4 minutes 30), UDF (4), RPR (5,5). - Mardi 16 mars : CNL (4 minutes 30), PS (6), RPR (4,5), UDF (4). - Sur France-Inter avant les informations de 14 heures. - Lundi 15 mars : PS (3 minutes), CNL, Alliance populaire, UDF, RPR

(1 minute chacun). - Mardi 16 mars : Parti des travailleurs (1 minute), PS (3), UDF (2), RPR (1).

- Sur France-Inter après le journal de 20 heures. - Lundi 15 mars : CNL (5 minutes), UDF (4), PS (6), Parti des travailleurs (5), RPR (5). - Mardi 16 mars : PS (6 minutes), RPR (5), UDF (4), PC (6).

Cette semaine, dialoguez avec Georges Marchais 3617 POLITIQ





## POLITIQUE

des 21 et 28 mars

PAROLES D'ÉLECTEURS

### «La droite leur fait tourner la tête»

Il n'y a plus de tradition. Dans sa salle à manger, seul l'affichage du règlement des débits de boisson sur le papier fleuri, entre l'horloge et la cheminée, rappelle qu'on est ici dans un restaurant. «Mathé» (Marie-Thérèse pour les inconnus) le dit. Elle qui, à soixante ans, roule encore ses pommes dauphines à la main, fait «des choses simples», un filet de charolais aux câpres, un pâté à la crème ou un fauilleté aux champignons — «comme on est loin de tout, au lieu de faire vingt kilomètres pour les courses, je fais tout moi-même» — trouve que «les mentalités ont changé».

Bien sûr, la vie était différente lorsqu'elle est arrivée. Il y a quarante-cinq ans, pour reprendre le flambeau de sa grand-mère aux cuisines. Les pêcheurs d'Auberson (Creuse) venaient taquiner la truite à la rivière et s'attardaient à la table du restaurant; l'épicerie, dans la pièce d'à côté, était encore imprégnée de l'odeur du café que l'on faisait moussa, et son mari, Germain, devait, certains matins, taper plus fort et plus vite encore sur son enclume, «le nez dans le feu», parce que les paysans attendaient, chacun son tour, avec leurs chevaux dans la cour du restaurant.

#### Malaise

Aujourd'hui il y a bien longtemps que l'école a fermé ses portes, que les deux églises de l'Ardeuse, un petit village au nord de la Creuse, ne servent plus à rien. L'arrivée des tracteurs a tué le métier. Germain a bien travaillé quelques années pour adapter le matériel de labour aux machines. Mais ensuite...

«Et puis, il y avait une règle qui voulait que le paysan paie son forgeron à la fin de chaque

année», explique Mathé, mais, progressivement, ils se sont mis à payer avec de plus en plus de retard, cela devenait tous les deux ans... Autrefois, «le paysan tenait à son artisan, maintenant il va au moins cher». Germain se souvient des grandes années «60, 70». «Les mûriers étaient d'aplomb, il y avait de belles fermes, ce tournait. Aujourd'hui, il les voit produire deux fois plus de bêtes qu'il y a trente ans tout en étant moins riches». «Ça ma dépasse». Germain défend peut-être sa chapelle, mais «la mécanisation, elle a conduit au malaise». «Même ceux qui n'avaient pas le sou ont engagé des frâs at, maintenant, ils doivent payer». Pour autant, les jeunes auraient tort de «se figurer si vite qu'ils seraient mieux dans d'autres métiers à la ville». «Il ne faut pas croire que ça va briller partout».

Germain dit que «ce n'est pas la première fois que la campagne connaît des moments difficiles». Seulement, autrefois, «on criait moins, mais on se donnait plus facilement des coups de main». Ici, dans cette zone de moyennes d'ouvriers agricoles et de maçons, qui allaient faire la saison à Paris, il y avait une tradition : on votait communiste ou socialiste. «Cela vient de nos grands-parents, ceux qui ont trîné à la guerre de 14-18 et même d'avant», explique Germain. Quelque chose est en train de changer, sans doute. Mathé et Germain trouvent que «les jeunes, enfin ceux qui ont cinquante ans, ne sont plus prêts à suivre la tradition». «On dirait que la droite leur fait tourner la tête, c'est peut-être parce qu'elle leur propose des miracles», dit Germain.

Pour Mathé, les choses sont pourtant simples : «Ils, dit-elle en parlant de la «gauche», sont quand même plus proches de ceux qui travaillent, de l'ouvrier. Les autres sont fiers». Mathé ne voudrait pas choquer : «Nous sommes peut-être trop dans notre petit coin pour pouvoir juger».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Le premier tour ayant été avancé dans le territoire

## M. Gaston Flosse (RPR) est élu député de la Polynésie

Le premier tour des élections législatives dans les deux circonscriptions de la Polynésie française a été organisé samedi 13 mars, un délai plus long étant nécessaire, pour des raisons géographiques, entre les deux tours de scrutin. Le second tour aura lieu, comme en métropole, le 28 mars. M. Gaston Flosse (RPR), président du gouvernement territorial, a été élu dès le premier tour dans la deuxième circonscription.

#### PAPEETE

de notre correspondant

Ancien député, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique-Sud dans le gouvernement de cohabitation de M. Jacques Chirac, M. Gaston Flosse (RPR) ajoute une nouvelle fois à ses fonctions de maire de Pîrac et de président du gouvernement territorial celles de député, ravis à M. Emile Vernaudon. L'ancien secrétaire d'Etat, qui fut aussi député européen, a rassemblé la majorité des suffrages de la deuxième circonscription, malgré une campagne très offensive de ses opposants portant, notamment, sur la moralisation de la vie publique. M. Flosse a en effet été condamné, en avril 1992, à une peine de prison de six mois avec sursis pour ingérence.

Dans la première circonscription, le candidat indépendantiste, M. Oscar Temaru, a obtenu presque autant de voix que le candidat de la majorité locale, M. Jean Juvenin, président de l'Assemblée territoriale. Le maire de Faaa a largement amélioré ses précédents scores électoraux, grâce à son discours sur la moralisation de la vie publique, en posant vraisemblablement une grande partie de ses voix : électorales au sein de la jeunesse sans emploi issue de l'ethnie polynésienne. M. Temaru est l'un des rares hommes politiques polynésiens à ne pas avoir eu maille à partir avec la justice.

Naguère porté sur une ligne dure insérée de l'expérience vécue pendant le conflit algérien et convaincu de la légitimité de la revendication canaque, M. Temaru, chef du Front de libération polynésien, est un séparatiste «jusqu'au-boutiste». Sa cam-

pagne a révélé néanmoins certaines concessions : la Polynésie peut être indépendante tout en restant ouverte à tous, sans discrimination ethnique aucune, à condition qu'elle obtienne toutefois de la France la restitution de sa souveraineté.

Convaincu du droit des Polynésiens à l'accès à la terre selon le seul droit coutumier, il a soutenu, pendant la campagne, les opposants au projet de construction d'un hôtel de la chaîne Le Méridien, avec l'appui tacite du Aia Api, le mouvement présidé par le député sortant de la deuxième circonscription, M. Emile Vernaudon. M. Temaru peut, d'ores et déjà, espérer de ce dernier un report des voix en sa faveur pour le deuxième tour du 27 mars.

MICHEL YIENG KOW

#### Les résultats

1<sup>re</sup> (Ouest)  
I. 64 440 ; V. 42 007 ; A. 34,81 % ; E. 41,41 %  
Jean Juvenin, RPR, m. da Papeete, cons. ter., 13 870 (33,49 %); Oscar Temaru, indép. m. de Faaa, cons. ter., 11 206 (27,06 %); Alexandre Léontieff, d. s., pdt ass. ter., UDF, 7786

#### EN BREF

■ M. Waechter compte sur le second tour. — Invité à commenter la baisse des intentions de vote en faveur des écologistes, révélée par les derniers sondages, M. Antoine Waechter a déclaré, dimanche 14 mars, sur RTL, que «les électeurs savent corriger, entre les deux tours, le mode de scrutin majoritaire et reporter leurs voix sur les écologistes». Il a réaffirmé que, «pour l'essentiel», il n'y aurait pas de retrait des candidats écologistes en situation de se maintenir au second tour des élections législatives.

■ Décès de Joseph Phœnix, ancien député du Puy-de-Dôme. — Joseph Phœnix, député (PS) du Puy-de-Dôme de 1962 à 1976, est décédé, le 12 mars, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

[Né le 8 avril 1915 à Aydat (Puy-de-Dôme), Joseph Phœnix, entrepreneur de travaux publics, avait été maire de Puy-de-Dôme de 1944 à 1992. Conseiller général de Vio-le-Comte de 1946 à 1992, membre du Parti socialiste SFIO, il avait été député dans la troisième circonscription du Puy-de-Dôme en 1962 et constamment réélu jusqu'en 1978, année où il s'était retiré. Frère de M. François Mitterrand, il avait eu comme assistant parlementaire M. Michel Chassagné.]

(18,80 %); Jean-Marius Raapoto, div. d., 2 593 (6,26 %); Pierre Dehors, Maj. p. m. de Moorea, cons. ter., 2 568 (6,20 %); Moni Teuanui, divers gauche, m. de Tahaa, cons. ter., 1 480 (3,57 %); Léon Cérat-Jerusalem, maj. p. cons. ter., 862 (2,08 %); Jacques Bryant, GE, 771 (1,86 %); François Nanai, div. g., 281 (0,68 %).

[Les résultats du premier tour des élections du 12 mars 1993 ont été les suivants : inscrits, 64 075, vot., 32 766, abst., 48,86 %, suffr. expr., 32 354; Alexandre Léontieff, RPR-cent. PS, 13 225 (40,87 %); Edouard Fritch, URC-RPR, 7 960 (24,60 %); Oscar Temaru, ext. g., Patrick Ravault, maj. p-cent., 2 171 (6,71 %); Jacky Gréffe, UDF-PR, 1 611 (4,98 %); Jean-Paul Theron, div. d., 1 515 (4,61 %); Emmanuel Nanta, indép., 592 (1,88 %); Jean-Charles Tekuta, div. g., 406 (1,29 %).

2<sup>e</sup> (Est)  
I. 46 141 ; V. 32 010 ; A. 30,63 % ; E. 31,47 %

Gaston Flosse, RPR, pdt. gvt. ter. m. de Pîrac, 15 787 (50,15 %); Emile Vernaudon, maj. p. d. s., m. de Mahina, 8 523 (27,8 %); James Salmon, indép., 4 654 (14,79 %); Jean-Paul Theron, div. d., 1 515 (4,61 %); Emmanuel Nanta, indép., 592 (1,88 %); Jean-Charles Tekuta, div. g., 406 (1,29 %).

[En 1988, premier tour : inscr., 43 856, vot., 24 725, abst., 43,62 %, suffr. expr., 24 245; Emile Vernaudon, maj. p-div. g., 11 817 (48,73 %); Gaston Flosse, URC-RPR, 11 416 (47,08 %); James Salmon, 1 012 (4,17 %). Second tour : inscr., 43 858, vot., 27 993, abst., 36,16 %, suffr. exp., 27 563; Emile Vernaudon, 13 923 (58,51 %); ELU; Gaston Flosse, 13 640 (49,49 %).

Nouveau, 1700 pages, des milliers de tableaux et d'exemples chiffrés, mise à jour minitel et papier, facile à emporter, le Pratique Lamy Fiscal c'est toute la fiscalité à portée de main.

**Pratique Lamy Fiscal 1993 : à découvrir d'urgence !**

Lamy

POUR AGIR EN CONNAISSANCE DE CAUSE

En vente en librairie ou directement au 16 (1) 44 72 12 12

**7H - 8H RTL NEWS**

**7H20**  
MARC DE MARC  
Le 1<sup>er</sup> ministre

**7H25**  
FLORENCE BELADON  
Le 1<sup>er</sup> ministre

**7H42**  
JEAN-YVES BOLLINGER  
Le 1<sup>er</sup> ministre

**7H48**  
JEAN-YVES BOLLINGER  
Le 1<sup>er</sup> ministre

**7H50**  
JEAN-YVES BOLLINGER  
Le 1<sup>er</sup> ministre

JACQUES ESNOUS  
VÉRONIQUE SALMAN

LES GENS LES MIEUX INFORMÉS SONT SUR RTL

**RTL**

**ESTIMATION**

**IPROS**

**CIRCONSCRIPTION PAR CIRCONSCRIPTION : LES VRAIES CHANCES DES CANDIDATS.**

**LE POINT**

**spécial législatives**

**Voire département, Voire député**

**ANALYSES, SONDAGES, REPORTAGES**

**IMPORTANT : 23 ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES**

LE POINT publie cette semaine 23 éditions différentes couvrant les départements de métropole et 4 d'outre-mer.

Si vous souhaitez pouvoir disposer des articles, sondages et reportages couvrant un département qui vous concerne particulièrement, vous pouvez vous les procurer :

**EN ÉCRIVANT** (joindre un chèque de 20,00 F)

**LE POINT - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 140, rue de Rennes 75006 PARIS**

**À PARIS** (points de vente sélectionnés)

**RELAIS H**

GARE MONTPARNAISE (halls central et grandes lignes - porte Oratoire - presse jouets)

GARE D'AUSTERLITZ (sous-sol banlieue)

GARE ST LAZARE (portes 44-45 et 12 - galerie marchande Havre)

GARE DE L'EST (voies 4-5-11-12)

GARE DU NORD (quai B et passage 2/3)

GARE DE LYON (plateformes voies N et 13 - salle TGV central)

AÉROGARE ORLY QUET (halls 2-3 et central)

**MAQUAISINS LE TEMPS DE VIVRE**

12 rue de Passy 75016 PARIS et Centre Commercial LES 4 TEMPS - LA DÉFENSE

**Relais H**

**le temps de vivre**

TOUT POUR LIRE, TOUT POUR ÉCRIRE



## POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993

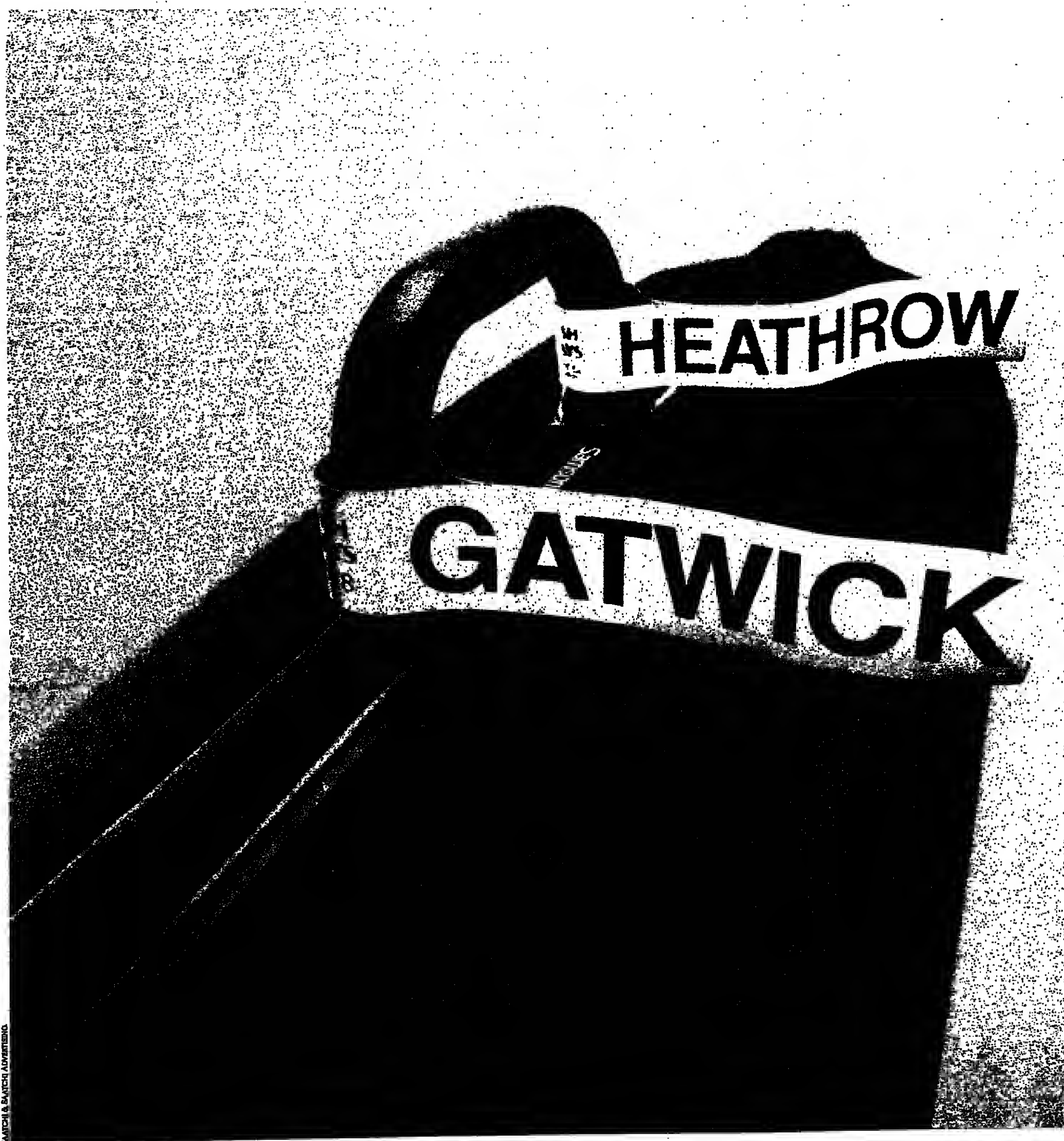
## Les programmes des principales forces en présence

	Parti communiste	Parti socialiste	Entente des écologistes	Union pour la France	Front national
<b>Economie emploi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affirmer la nécessité de produire et de créer des emplois ; tarifier la spéculation et l'exportation de capitaux afin d'encourager l'investissement ; refuser toute dévaluation, même déguisée, du franc ;</li> <li>- Aller vers les 35 heures, sans diminuer les salaires ni accroître la précarité par la généralisation du travail à temps partiel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'économie mixte ;</li> <li>- Favoriser une initiative européenne de croissance au service de l'emploi ;</li> <li>- Aménager le travail en ouvrant des négociations par branche ;</li> <li>- Encourager le partage du travail ;</li> <li>- Instaurer une véritable gestion prévisionnelle des effectifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer toutes les formes d'occupation par l'encouragement de l'économie non marchande ;</li> <li>- Promouvoir le partage du travail par le passage direct aux 35 heures négocié secteur par secteur, sans perte de revenus pour les salariés ;</li> <li>- Instaurer une véritable gestion prévisionnelle des effectifs ;</li> <li>- Donner la priorité aux politiques locales de l'emploi.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définir dès la prochaine session un programme de privatisation dont le produit serait affecté pour partie à la réduction du déficit budgétaire ;</li> <li>- Présentation d'un collectif budgétaire pour économiser 20 milliards de francs ;</li> <li>- Assurer par une loi l'indépendance de la Banque de France ;</li> <li>- Prise en charge progressive par l'Etat des cotisations familiales ;</li> <li>- Adoption d'une loi-cadre prévoyant de nouvelles formes d'emplois à charges sociales et à cotisations allégées, ainsi que la rénovation et la décentralisation de l'ANPE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Protéger le marché intérieur, organiser une relance non-inflationniste de l'activité, conforter la stabilité du franc, assurer la priorité d'emploi pour les Français et organiser le départ des immigrés ;</li> <li>- Réduire les dépenses publiques (350 milliards de francs en 7 ans) et les prélèvements obligatoires, privatiser à hauteur de 300 milliards de francs les entreprises d'Etat, augmenter les bords salaires, préserver les acquis sociaux, supprimer progressivement l'impôt sur le revenu et améliorer la rémunération de l'épargne.</li> </ul>
<b>Protection sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revaloriser le RMI, en multipliant par quatre l'impôt sur les grandes fortunes ;</li> <li>- Abroger la contribution sociale généralisée ;</li> <li>- Assurer un financement équilibré de la Sécurité sociale en augmentant les cotisations des entreprises et en diminuant les cotisations salariales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un fonds de solidarité, financé par l'Etat, regroupant les dépenses sociales relevant de la solidarité ;</li> <li>- Consolider le droit à la retraite à soixante ans ;</li> <li>- Mettre les dépenses de santé sous contrainte de leur couverture ;</li> <li>- Equilibrer la situation de l'UNEDIC par l'instauration d'un « malus » pour les entreprises qui licencient et d'un « bonus » pour celles qui forment et requalifient.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduire une réforme en profondeur de la protection sociale, permettant un financement juste et pérenne de la solidarité ;</li> <li>- Anticiper les besoins de la gestion des caisses, cotisations assises sur l'ensemble des revenus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confier aux caisses d'assurance-maladie une pleine responsabilité de gestion et de décision ;</li> <li>- Garantir le droit à la retraite à 60 ans et favoriser la constitution d'une épargne-retraite complémentaire, grâce à un avantage fiscal ;</li> <li>- Etablir une nouvelle organisation des rapports entre les établissements de soins, les finances et les autorités de tutelle ;</li> <li>- Engager un programme d'urgence pour le logement des sans-abris.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réserver l'aide et les prestations sociales aux Français, séparer totalement les trois branches de la Sécurité sociale (maladie, vieillesse et allocations familiales), créer des caisses pour les étrangers, développer l'assurance privée et la retraite par capitalisation.</li> </ul>
<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en œuvre des plans de développement prioritaires ; engager un plan d'urgence de construction, de rénovation et d'équipement de locaux scolaires et universitaires ;</li> <li>- Donner à chaque enfant un bon niveau de connaissances, l'objectif à atteindre étant l'acquisition d'une qualification au niveau du baccalauréat ;</li> <li>- Revaloriser la fonction enseignante.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer le système éducatif en déconcentrant la gestion et la politique des programmes ;</li> <li>- Accueillir les enfants dès l'âge de deux ans dans le service public ;</li> <li>- Bâtir une politique de l'alternance, en s'appuyant sur la réussite du baccalauréat professionnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engager une nouvelle étape de la décentralisation, adopter un plan d'urgence pour les collèges, établir une charte d'accompagnement pour chaque élève, déconcentrer l'enseignement supérieur (Génération Ecologie).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux parents de choisir librement l'école de leurs enfants ;</li> <li>- Laisser les collectivités locales financer en toute équité, écoles publiques et écoles privées ;</li> <li>- Permettre aux écoles, collèges et lycées d'opter pour un contrat d'autonomie, pour échapper aux tutelles trop contraignantes ;</li> <li>- Faciliter la création d'établissements d'enseignement supérieur libres ;</li> <li>- Attribuer aux régions la charge de la formation professionnelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir le libre choix des établissements scolaires dont l'autonomie sera assurée, créer des universités privées et rétablir l'enseignement de l'instruction civique ;</li> <li>- Promouvoir les universités françaises.</li> </ul>
<b>Sécurité justice</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer à tous l'exercice des libertés fondamentales et le droit à la sécurité ;</li> <li>- Démocratiser l'utilisation de la force publique ;</li> <li>- Développer le droit de grève, améliorer le code du travail, garantir les libertés syndicales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer le droit à la sûreté des biens et des personnes, en poursuivant la politique de prévention, de dissuasion et de répression ;</li> <li>- Développer la politique de coopération européenne en matière de sécurité aux frontières ;</li> <li>- Simplifier et améliorer le fonctionnement de la justice : créer des procédures de conciliation, d'arbitrage et de médiation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la garantie des droits fondamentaux de chacune des personnes qui vivent dans notre pays ;</li> <li>- Renforcer les moyens du pouvoir judiciaire et assurer son indépendance (Génération Ecologie).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engager une loi-programme, renforcer les moyens de la justice et de la police ;</li> <li>- Faire du Conseil supérieur de la magistrature un conseil supérieur de la justice, indépendant du pouvoir politique ;</li> <li>- Réviser la récente refonte de la procédure pénale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer l'Ecole nationale de la magistrature, unifier et renforcer les services de police, faciliter les contrôles d'identité, généraliser les titres légers infaillibles, inverser les flux migratoires, rétablir la peine de mort et les quartiers de haute sécurité (QHS), expulser les délinquants étrangers.</li> </ul>
<b>Environnement aménagement du territoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener une grande politique de la ville avec la réhabilitation des grands ensembles et la construction de nouveaux logements sociaux ; lutter contre la désertification rurale en refusant la réforme de la PAC et les accords du GATT ;</li> <li>- Diversifier l'approvisionnement énergétique en mettant l'accent sur la sécurité de la filière nucléaire et sur la réorption des pollutions et nuisances des autres sources énergétiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner la priorité aux transports collectifs en milieu urbain ;</li> <li>- Relancer le logement local social ;</li> <li>- Maintenir, adapter les services publics et favoriser la localisation des PME-PMI en milieu rural ;</li> <li>- Renforcer la péréquation des ressources fiscales entre zones urbaines et zones rurales, entre régions riches et régions pauvres ;</li> <li>- Appliquer les écotaxes contre les pollueurs ;</li> <li>- Créer un service civil volontaire et européen de « casques verts ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déconcentrer les créations d'emplois afin de limiter la croissance des grandes villes et remédier à la dévitalisation d'une partie du territoire ;</li> <li>- Se dégarer à terme de la production électronucléaire, développer massivement le recours aux énergies renouvelables, réviser à la baisse le programme autoroutier, moderniser le réseau ferroviaire ;</li> <li>- Mettre en place une fiscalité écologique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compléter la décentralisation en transférant, par exemple, la formation professionnelle aux régions, la gestion du RMI aux départements ;</li> <li>- Présenter un code de l'environnement instituant un délit d'atteinte à l'environnement ;</li> <li>- Engager un programme pluriannuel de réforme de la DGF ;</li> <li>- Créer des zones de revitalisation rurale ;</li> <li>- Définir pour les banlieues des contrats de responsabilité engageant l'Etat, les régions et les préfets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser le référendum local pour les problèmes d'environnement, rendre les pollueurs économiquement et pénalement responsables, privilégier les villes moyennes, promouvoir l'agriculture biologique et faciliter l'accès aux transports en commun.</li> </ul>
<b>Institutions vie démocratique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire élire le président de la République pour sept ans non renouvelables par le Parlement réuni en Congrès, et non plus au suffrage universel ;</li> <li>- Rétablir le scrutin proportionnel pour l'élection de l'Assemblée nationale ;</li> <li>- Rendre obligatoire l'examen de toute proposition de loi présentée par au moins 2 % des électeurs inscrits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le rôle du Parlement, contrôler plus directement l'activité gouvernementale, généraliser l'évaluation des lois et règlements ;</li> <li>- Garantir le retour à l'activité professionnelle, après l'exercice d'une fonction élective, notamment dans le secteur privé ;</li> <li>- Assurer les garanties de l'indépendance des magistrats ;</li> <li>- Limiter la compétence de la Haute Cour aux cas de haute trahison et de crimes contre la sûreté de l'Etat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter le scrutin proportionnel pour les élections législatives et assurer le plein respect des droits du Parlement ;</li> <li>- Instaurer le référendum d'initiative populaire au niveau local ;</li> <li>- Poursuivre la décentralisation, avec un réajustement des pouvoirs entre l'Assemblée régionale et l'Etat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etendre le champ du référendum sur les grands sujets de société ;</li> <li>- Instituer un droit d'initiative populaire permettant aux citoyens de provoquer l'organisation d'un référendum.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inscrire la préférence nationale dans la Constitution, établir le scrutin proportionnel, créer le référendum d'initiative populaire, supprimer l'ENA, abroger les lois réprimant la négation des crimes contre l'humanité commis pendant la seconde guerre mondiale, donner un fondement constitutionnel aux pouvoirs des médias.</li> </ul>
<b>Nationalité immigration</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'acquisition de la nationalité française en refusant toute réforme régressive du code de la nationalité ;</li> <li>- Accorder aux immigrés le droit de vote aux élections locales et européennes après cinq ans de présence en France ;</li> <li>- Assurer une maîtrise nationale, démocratique et solidaire de l'immigration ;</li> <li>- Appliquer rigoureusement la loi antiraciste.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maîtriser les flux d'immigration, lutter contre le travail clandestin et les détournements de procédures ;</li> <li>- Préserver la tradition ancestrale du droit d'asile.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Génération Ecologie : garantir aux étrangers une égalité de traitement en matière de logement et d'éducation, donner une certaine sécurité à l'accès à la nationalité française ;</li> <li>- Les Verts : accorder aux résidents étrangers, à partir d'une durée de résidence légale de cinq ans, le droit de vote et l'éligibilité aux élections locales, maintenir le code de la nationalité actuel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acheter la réforme du code de la nationalité, déjà adoptée par le Sénat ;</li> <li>- Abolir les lois Joux sur les reconduites à la frontière ;</li> <li>- Réformer la législation relative au regroupement familial et renforcer la répression du travail clandestin.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instaurer le droit de sang, établir la naturalisation comme unique moyen d'obtention de la nationalité française, rendre impossible la double nationalité, rétablir l'accès à la propriété des étrangers, s'opposer à l'influence politique de l'islam, démanteler les ghettos ethniques, rendre impossible l'immigration légale et mettre fin au regroupement familial.</li> </ul>
<b>Europe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Demander que soit inscrite, dans toutes les directives sociales de la Communauté, la garantie explicite du maintien des acquis sociaux dans chaque pays concerné ;</li> <li>- Permettre un contrôle effectif du Parlement français sur l'action européenne du gouvernement ;</li> <li>- Elargir les prérogatives du Parlement européen, notamment pour contrôler la commission de Bruxelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Défendre les intérêts de la France dans les négociations internationales comme le GATT, en usant du droit de veto contre tout accord contraire à ses intérêts fondamentaux ;</li> <li>- Etendre les pouvoirs du Parlement national comme du Parlement européen ;</li> <li>- Rassembler les forces de gauche et les syndicats sur des objectifs communs, tels que les trente-cinq heures de travail hebdomadaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre la construction d'une Europe politique, démocratiser les institutions européennes, développer l'Europe sociale et l'Europe de l'environnement ;</li> <li>- Construire une Europe des régions (Les Verts).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposer au partenaire allemand de prendre en commun une initiative politique dans le domaine monétaire ;</li> <li>- Veiller au strict respect du principe de la subsidiarité ;</li> <li>- Améliorer le fonctionnement des institutions européennes pour donner un nouvel élan à la construction européenne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dénoncer comme caduque le traité de Maastricht, abroger la révision constitutionnelle de juin 1992, supprimer la Commission de Bruxelles, créer la Confédération de l'Europe des patries, protéger le grand marché européen, instaurer des mécanismes de sécurité collective.</li> </ul>
<b>Nouvel ordre mondial</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'élimination complète des armes nucléaires de la planète ; abolir le commerce des armes ; agir pour un système de sécurité collective ;</li> <li>- Annuler les dettes des pays du tiers monde ou les transformer en un fonds national d'investissements productifs ;</li> <li>- Revaloriser le rôle de l'Assemblée générale de l'ONU et attribuer des pouvoirs accrus à son secrétaire général.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer une cour internationale des droits de l'homme ;</li> <li>- Légaliser le droit d'ingérence des Nations unies en faveur des personnes et des minorités ;</li> <li>- Créer une banque de développement, notamment en faveur du Maghreb et de l'Afrique noire ;</li> <li>- Instaurer, sur le plan international, un système de dépôts minimum pour les mouvements de capitaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définir les moyens d'une sécurité commune à l'ensemble du continent européen ;</li> <li>- Proposer une stratégie ambitieuse d'aide au développement, la reconversion programmée de l'industrie d'armement et la renouveau au commerce des armes ;</li> <li>- Prendre des initiatives en faveur d'un processus collectif d'abandon de l'arme atomique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participer au développement des pays les plus pauvres en restaurant notamment les modalités de coopération avec l'Afrique ;</li> <li>- Affirmer partout l'action de la France en faveur de la paix et l'opposition à la prolifération des armes de destruction massive.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rééquilibrer les relations France-Etats-Unis, résister aux assauts économiques du Japon, refuser le prétendu « nouvel ordre mondial », développer les coopérations bilatérales, proposer des accords avec le Maghreb favorisant le retour des ressortissants immigrés.</li> </ul>
<b>Défense</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décider l'arrêt définitif des essais nucléaires ;</li> <li>- Maintenir la conscription, reconnaître les droits des citoyens à tout soldat, sous-officier, officier, ainsi que ceux des objecteurs de conscience ;</li> <li>- Refuser toute intégration dans une défense européenne et adhérer à tous les traités internationaux existants en faveur de la paix et du désarmement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le processus de désarmement nucléaire ;</li> <li>- Fixer au « juste nécessaire » les dépenses de défense nationale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre fin aux essais nucléaires de Mururoa, diminuer le budget militaire, compléter le service militaire proprement dit par un service civil ;</li> <li>- Construire une défense européenne (Génération Ecologie) ; substituer au concept de défense nationale celui de sécurité commune (Les Verts).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un pilier européen de sécurité à partir de l'UEO, dans le cadre de l'Alliance atlantique ;</li> <li>- Fonder une agence européenne des armements ;</li> <li>- Conserver la capacité de dissuasion nucléaire de la France.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en œuvre une alliance militaire européenne, créer une force terrestre d'intervention polyvalente, renforcer les capacités d'intervention marine, accroître les moyens opérationnels de la force aérienne tactique, créer une défense nationale, constituer une garde nationale de volontaires, créer un organisme de défense des frontières et de contrôle des populations étrangères, remplacer la conscription par le « volontariat ».</li> </ul>



هكنا من الفضل

Maintenant,  
British Airways dessert Londres *et* Londres.



Au départ de Paris, Nice, Lyon et Marseille, British Airways dessert désormais Londres-Heathrow et Londres-Gatwick, pour qu'il vous soit plus pratique d'aller à Londres.  
Paris: 10 vols Heathrow, 8 vols Gatwick. Nice: 3 vols Heathrow, 1 vol Gatwick. Lyon: 2 vols Heathrow, 2 vols Gatwick\*. Marseille: 1 vol Heathrow, 2 vols Gatwick\* (à partir du 1<sup>er</sup> mars 1993).

\*Vols British Airways en association avec TAT European Airlines.

**BRITISH AIRWAYS**

La compagnie que le monde préfère

Découvrez les avantages qui vous sont réservés à Londres-Gatwick et profitez d'un billet de train Aller-Retour Gatwick-Victoria Station offert par British Airways pour tout achat d'un billet British Airways Plein Tarif, Club Europe ou Euro Traveller. Offre valable jusqu'au 30.06.93. Il vous suffit de compléter et de renvoyer ce coupon à British Airways France, "Opération Gatwick", Tour Winterthur cedex 18, 92085 Paris-La Défense.

Nom \_\_\_\_\_ Prénoms \_\_\_\_\_ Adresse ☐ Professionnelle ☐ Privée (cochez la case de votre choix)  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Téléphone professionnel \_\_\_\_\_ Téléphone privé \_\_\_\_\_ ☐ Chargé de voyages ☐ Voyageur d'affaires

Combien de voyages avez-vous effectué ces 12 derniers mois sur des vols internationaux?  
☐ 1  
☐ 2 à 5  
☐ 6 à 10  
☐ Plus de 10

Quelles sont vos principales destinations?  
☐ Royaume-Uni  
☐ Europe (sauf Royaume-Uni)  
☐ Moyen-Orient  
☐ Amérique  
☐ Afrique  
☐ Asie

Ces renseignements, destinés au seul usage des services British Airways, feront l'objet d'un traitement informatisé et resteront strictement confidentiels. Conformément à la loi, vous disposez d'un accès aux informations vous concernant.

MD



## SOCIÉTÉ

## CATASTROPHES

De la Floride à la frontière canadienne

## Le «blizzard du siècle» a fait plus de cent victimes dans tout l'est des Etats-Unis

Une exceptionnelle tempête de neige a affecté, samedi 13 et dimanche 14 mars, l'ensemble de la façade orientale des Etats-Unis, causant la mort d'une centaine de personnes et de nombreux dégâts.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Américains de la côte est ont essuyé, pendant le week-end, un véritable «big bang» météorologique : celui-ci a pris la forme d'un monstrueux blizzard, dont les chutes de neige ont résulté de la rencontre d'une vague de froid polaire, dernier vestige de l'hiver, et d'une masse d'air chaud et humide, premier signe annonciateur du printemps. «La plus grosse tempête de neige» que les Etats-Unis aient connue depuis 1888, a soufflé pendant une trentaine d'heures, de la Floride à la frontière canadienne, avant de partir sur l'Atlantique et d'arriver - peut-être, dans quelques jours, sur l'Europe occidentale. Elle a provoqué la mort de plus d'une centaine de personnes et d'impressionnantes dégâts sur des milliers de kilomètres.

Aucun Etat de la façade orientale du pays n'a été épargné. La Floride et la Géorgie ont connu des chutes de neige sans précédent à ces latitudes, accompagnées d'une cinquantaine de tornades, cependant que des vagues monstrueuses s'abattaient sur des rivages dévastés par des vents soufflant à plus de 150 km/h. «Du jamais vu»,

disaient les météorologistes pour décrire une situation où se conjuguèrent chutes de neige et bourrasques hivernales avec les coups de tonnerre et les éclairs d'un orage d'été.

Dimanche 14 mars, de la Virginie à la Nouvelle-Angleterre, le sol était recouvert de plusieurs décimètres de neige, que le froid avait transformés en une épaisse couche de glace rendant toute circulation difficile sur plusieurs milliers de kilomètres. Le redoux annoncé pour cette semaine obligea la population à passer les prochains jours dans la boue. Comme si la météo voulait s'entêter à démentir Tocqueville, qui affirmait, un peu vite, qu'«aux Etats-Unis (...), la nature elle-même travaille pour le peuple».

## Une tempête «entièrement prédite»

L'état d'urgence a été déclaré tout au long de la côte, dans vingt-six Etats. La tempête a figé presque toute activité. Les trains étaient bloqués, les routes pour la plupart impraticables, et les aéroports fermés d'Atlanta à Boston. A Washington, la capitale fédérale, seuls quelques grands axes étaient utilisables; les autres rues étaient accessibles qu'aux véhicules tout terrain et la population se tenait à l'abri. Dès la fin de la semaine, des milliers d'Américains s'étaient rués sur les supermarchés pour faire des provisions de temps d'urgence : sucre, lait, lampes de poche, casseroles, etc.

En Floride, encore mal remise du ouragan Andrew d'octobre

dernier, deux millions d'habitants étaient sans électricité. Ailleurs, sur la côte, des localités ont dû être évacuées, du fait des vagues et des inondations. Plusieurs personnes ont été tuées par des chutes d'arbres ou de pylônes électriques, ébranlés sous l'effondrement de leurs maisons, victimes de noyades après avoir été happées par des vagues de plus de 7 mètres déferlant sur les bords de mer. Plus au nord, une demi-douzaine de sans-abri sont morts de froid, et des personnes âgées ont succombé aux suites d'attaques cardiaques.

Il n'y a que les spécialistes de la météorologie qui affichaient une certaine satisfaction, toute professionnelle. M. John McCarthy, du National Weather Service, déclarait au Washington Post : «Ce fut une tempête entièrement prédite, les modèles (calculés sur ordinateur) se sont montrés parfaitement exacts». Depuis plusieurs jours déjà, les météorologistes avaient averti, en effet, qu'un étrange phénomène météorologique allait se produire. Venue du cercle polaire, dans le Nord-Ouest canadien, une vague de froid est descendue jusqu'au golfe du Mexique pour remonter le long de la côte est où elle est entrée en contact des premières masses d'air chaud et humide printanières. Les historiens ont noté que «la tempête du siècle» a frappé le jour du cent cinquantième anniversaire du «grand blizzard» de 1888, qui recouvrit la même côte d'un demi-mètre de neige et fit plusieurs centaines de morts.

A. F.

## FAITS DIVERS

## Une «tentative de parricide» à Chambéry

## Héritage au propane

CHAMBERY

de notre correspondant

M. Bruno Charles, substitut du procureur de la République de Chambéry (Savoie), a procédé, samedi 13 mars, à la mise en examen pour «tentative de parricide» de deux lycéens de dix-huit ans, Véronique Girard, et pour «complicité de tentative d'assassinat» de deux chômeurs, Fabien Hans (vingt et un ans) et Nicolas Dolques (vingt-deux ans), ses complices. Les trois jeunes gens ont été incarcérés dans la soirée à la maison d'arrêt de Chambéry.

Véronique Girard et Fabien Hans, qui sortaient ensemble depuis septembre dernier et avaient besoin d'argent, avaient imaginé de supprimer les parents de la jeune fille ainsi que sa soeur âgée de dix-sept ans, pensant ainsi récupérer un héritage estimé à 900 000 francs. Ils avaient promis à leur ami, Nicolas Dolques, 250 000 francs en échange de son aide.

Le trio opéra dans la nuit du 11 au 12 mars. Ayant pénétré dans l'appartement des parents situé au rez-de-chaussée, les trois jeunes gens ouvrirent les vannes d'une bouteille de propane volée auparavant à la SNCF et placée dans le chambre de Véronique, ainsi que les boutons d'une gazinière. Un coup de téléphone donné une heure plus tard était censé provoquer une explosion. Il a eu pour unique effet de réveiller M. Girard qui, sentant le gaz et découvrant la bouteille de propane, alerta la police.

PHILIPPE REVIL

## DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

## Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

## De magnitude 5,9 et 6,3

## Les séismes de Futuna ont provoqué la mort de trois personnes

Les séismes de magnitude 5,9 et 6,3, qui ont frappé la petite île française de Futuna dans la nuit du 12 au 13 mars, ont tué trois personnes (un adulte et deux enfants) et en ont blessé gravement une dizaine d'autres. Des habitations ont dur se sont effondrées, des routes ont été obstruées en plusieurs endroits, les réseaux de distribution d'électricité et d'eau ainsi que le réseau téléphonique ont subi des dommages importants. M. Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, a annoncé, le 14 mars, qu'«une première aide financière d'urgence d'un montant de 200 000 francs» serait déléguée aux autorités locales et que des mesures préparatoires à l'indemnisation seraient engagées dès lundi 15 mars.

L'île de Futuna, qui ne couvre que 92 kilomètres carrés et compte quelque trois mille habitants, est située à 14,29 sud et à 178 ouest, c'est-à-dire dans une région à la tectonique extrêmement complexe, à 500 kilomètres à l'ouest des Samoa occidentales et 400 kilo-

mètres au nord-est des Fidji. Les Samoa occidentales sont bordées au sud par un fossé qui fait suite en se courbant vers l'ouest au fossé sud-ouest-nord-est des Tonga (lequel prolonge le fossé des Kermadec qui vient de Nouvelle-Zélande).

Après cette courbe, le fossé des Samoa fait place à une faille transformante analogue à la célèbre faille de San Andreas de Californie. Son côté nord glisse vers l'ouest par rapport à son côté sud au rythme moyen de 12 à 15 centimètres par an. Or, Futuna et sa petite soeur l'île Aloï sont situées à 20 kilomètres au nord de cette faille, comme nous l'a expliqué Rémy Louat, chargé de recherche à l'ORSTOM et spécialiste de la tectonique de cette région. En outre, les deux îles sont situées au-dessus d'un système complexe d'autres failles. Ce sont ces dernières failles qui ont dû jouer le 13 mars, comme elles l'avaient déjà fait le 27 mars 1986 sans faire de victimes.

Y. R.

## MÉDECINE

Dans un rapport remis au gouvernement

## Le professeur Ruffié propose que la transfusion sanguine devienne «une discipline universitaire autonome»

Le rapport «Enseignement-formation-recrutement en transfusion sanguine», remis il y a quelques jours à M. Bernard Kouchner et Jack Lang, respectivement ministre de la santé et de l'action humanitaire et ministre de l'éducation nationale et de la culture, par le professeur Jacques Ruffié, coauteur-titulaire du même rapport sur la transfusion sanguine et les produits sanguins qui lui avait été confié en février 1984 par M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la santé et qui, depuis, est resté lettre morte. Tout porte à croire en tout cas que ni M. Kouchner ni M. Lang n'auront la possibilité de le mettre en œuvre. Leurs successeurs auraient pourtant tort de s'en désintéresser.

Il s'agit d'un document de 53 pages destiné à fournir au gouvernement des propositions relatives à l'enseignement de la transfusion sanguine. Rappelant que «curieusement, la réforme «Debré 1960», qui avait prévu fort justement l'intégration hospitalo-univer-

sitaire de toutes les branches d'activités médicales, a oublié la transfusion sanguine», le professeur Ruffié propose une véritable «mise en conformité» de l'activité transfusionnelle avec les autres spécialités médicales. Cette interdisciplinarité, explique-t-il, qui nécessite de nombreuses compétences, en particulier dans les domaines de l'immunologie, la virologie, l'hématologie, la biochimie, la biologie moléculaire, la biologie cellulaire et la gestion, doit pouvoir bénéficier d'une formation initiale adaptée et spécifique et d'un recyclage permanent. En d'autres termes, le professeur Ruffié estime qu'il n'est que temps de mettre fin à la situation qui prévaut actuellement et qui fait de la transfusion sanguine une parent pauvre de l'hématologie.

On dénombre aujourd'hui dans ce secteur 1 500 médecins, dont 700 vacataires, 110 pharmaciens, 3 400 techniciens et 1 300 infirmiers. Depuis dix ans, un seul hôpital universitaire (immunologie) a été nommé directeur d'un éta-

## RELIGIONS

L'abbé Laguerie rétabli dans ses fonctions de curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet

## Les traditionalistes accusent l'épiscopat et l'Etat de vouloir leur asphyxie financière

Le supérieur de la Fraternité traditionaliste Saint-Pie X a annoncé, dimanche 14 mars, le levée de la sanction qu'il avait prise contre l'abbé Philippe Laguerie, curé «désigné» de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (le Monde du 12 et 13-14 mars). Il a violemment pris à partie l'épiscopat français, accusé de faire pression sur le gouvernement pour bloquer les legs et dons faits au profit des traditionalistes.

Il y avait la foule des grands jours, dimanche matin, sur le parvis de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Au grand complet, la famille traditionaliste de Paris était venue aux nouvelles, après une semaine folle marquée par l'«occupation» de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (1), par la «désinstitution» pour indiscipline de l'abbé Philippe Laguerie, figure emblématique de ce fief intégriste, et la mobilisation de ses fidèles. Elle va se terminer sur un coup de théâtre.

Après un Evangile tombant à pic («Tout Royaume divisé contre lui-même...»), l'abbé Laguerie, en surplis blanc, sort des stalles et, devant deux mille fidèles, se lance dans une autocritique que le prêtre repoussé devait renouveler lors des cinq offices de la journée. Revenant sur la «prise» de Saint-Germain-l'Auxerrois, il la justifie par les locaux devenus trop petits de Saint-Nicolas, et ajoute : «Cette aventure se serait bien passée, si le cardinal Lustiger n'avait décidé de finir de vider son église avec deux cent cinquante CRS!»

## Changement de rôles

Puis il bat sa coulpe. Il porte, dit-il, la responsabilité de ce coup de force. L'abbé Laguerie reconnaît d'avoir infligé à l'un de ses supérieurs et demandé à Dieu et à l'abbé Aulagnier, qui officie de lui accorder son pardon. La soumission est la seule issue, explique-t-il, pour que «le démon ne profite pas de notre trouble».

A son tour, l'abbé Aulagnier, en chasuble violette, descend de l'autel. Pour justifier la «désinstitution» du curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, le supérieur de la Fraternité Saint-Pie X invoque l'unité, qui garantit «le trésor de la tradition et le dépôt de la foi». Mais au pêcheur repent, Dieu accorde sa miséricorde. Et magnanime, louant l'abbé Laguerie pour ses excuses et sa docilité - «une nouvelle pierre à votre couronne», - il annonce la levée de la sanction. Dans l'église, l'émotion est à son comble et les applaudissements crépitent.

Meis les deux acteurs avaient échangé leur rôle. D'ordinaire vindicatif, l'abbé Laguerie, tête basse, avait rangé ses coups. Au contraire, le rond et bon abbé Aulagnier moque à l'assaut et enfile la voix contre l'épiscopat français,

révélant du même coup les raisons de sa colère après le «coup de force général» contre Saint-Germain-l'Auxerrois : cette action risquait de contrarier la négociation de la Fraternité Saint-Pie X avec le gouvernement pour tenter de régler le dossier des legs «indûment gelés», dit-il, sous la pression de l'épiscopat.

## «Que faites-vous de notre bon droit?»

«Mgr Lustiger, Mgr Duval, je vous interpelle, interroge-t-il. Que faites-vous des volontés testamentaires de nos défunts?» Le supérieur de la Fraternité souligne le manque à gagner dû au blocage des legs pour les séminaires, prières et autres chapelles traditionalistes. «Nos défunts prennent des dispositions testamentaires pour nos œuvres. Ils le font sans aucune connivence avec un parti politique. C'est notre développement qui vous inquiète. Il faut l'empêcher, mais que faites-vous du droit, de notre bon droit?», s'égaille le prêtre dans une église où occupent illégalement, bravant toutes les décisions de justice, depuis dix-sept ans.

Il s'appuie sur un avis favorable à sa cause du Conseil d'Etat et oppose la bonne volonté du gouvernement socialiste aux pressions ostensibles de la hiérarchie catholique. «C'est un scandale, s'écrit-il, faisant résonner la voix. Sous votre influence, le premier ministre ne signe pas le décret nous autorisant à recevoir ces legs.» Et il interpelle, à leur tour, le cardinal Decourtray, puis le secrétaire d'Etat du Vatican et le «ministre des affaires étrangères du pape», Mgr Tournier, «mon ancien compagnon du séminaire français à Rome», enfin le Père Bernard Lagonie, secrétaire général de

l'épiscopat français, qualifié de «sectaire».

Le supérieur de la Fraternité Saint-Pie X en appelle enfin au sens de la justice du ministre de l'intérieur, avec lequel il aurait eu «un contact fort bon, agréable, aimable», et du premier ministre : «Allez-vous attendre encore longtemps avant de faire respecter le droit? Nous sommes aussi des citoyens français. Nous voulons croire que nous sommes encore dans un Etat qui respecte le droit.» Et prenant à revers ses fidèles, cet ennemi de la laïcité, nostalgique des régimes chrétiens d'autan, réclame haut et fort «la séparation des pouvoirs politique et religieux, la séparation de l'Eglise et de l'Etat».

C'est le monde à l'envers. Mais dehors, les tracts électoraux du Front national circulent. Devant tant d'affluence, les vendeurs de National hebdo se frottent les mains et, à la sortie, les commentaires des fidèles vont bon train. Toutes les polémiques de la semaine sont effacées sur le dos de Mgr Lustiger. «Tout cela, c'est la foute à Lustiger, temple d'un paroissien, Lustiger avec la PS, on aura tout vu! C'est la foute à la juiverie, à la franc-maçonnerie.» Sa voisine s'acharne : «Lustiger, c'est Judas. Tout ce qu'il veut, c'est être pape, et malheureusement il le sera.» Et d'un pas décidé, elle va brider un cerf pour fêter l'unité de sa paroisse retrouvée.

HENRI TINCO

(1) Voir le Monde du 9 mars. Outre le Père Michel Gilton, curé de l'église occupée, le maire du 1<sup>er</sup> arrondissement, M. Michel Cidolgues, a porté plainte. Quatre jeunes gens avaient été interpellés.

## Un préjudice de 50 millions de francs

Un casse-tête juridico-financier oppose, depuis l'excommunication de Mgr Lefebvre, le 30 juin 1988, les traditionalistes français à l'Etat. Une quarantaine de dossiers d'excommunication de legs au profit de la Fraternité Saint-Pie X, représentant une valeur d'environ 50 millions de francs, se trouvent bloqués à la préfecture des Hauts-de-Seine, où est déclarée l'association. En effet, à cause du schisme à l'intérieur de l'Eglise catholique, la Fraternité, érigée en 1970 par Mgr Lefebvre, aujourd'hui décedé, n'est plus habilitée à revendiquer un statut d'association cultuelle catholique (loi de 1905), donc à recevoir des dons et legs exonérés des droits de succession.

Les demandes d'exonération sont soumises à un arrêté préfectoral et, au-delà de 5 millions de francs, à un décret pris par le premier ministre et contre-signé par le ministre de l'intérieur. Or, depuis quatre ans, entre la Fraternité Saint-Pie X et l'administration n'a abouti. Plus tôt favorable à la requête des traditionalistes, un avis du Conseil d'Etat, du 24 janvier 1989, n'a été suivi par aucun des trois gouvernements successifs depuis cette date (le Monde du 13 octobre 1992).

## Un sonci de laïcité positive

Les pressions exercées sur la hiérarchie catholique officielle n'ont pas eu plus de succès. L'épiscopat estime également que, même si elle s'annonçait dans ses statuts à la qualification de «romaine» (ce qui est un comble pour une association si fière de tradition), la Fraternité schismatique ne peut plus se prévaloir de la participation à l'exercice du culte catholique en France.

Si l'Etat «ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte» (loi de séparation de 1905), il apprécie le but culturel des associations, certaines pouvant bénéficier des mêmes avantages financiers que les associa-

tions reconnues d'utilité publique. Dans cette affaire de legs traditionalistes, les services juridiques du ministère de l'intérieur - actuellement en concertation avec ceux du Quai d'Orsay - ne font qu'interpréter le statut légal de l'Eglise de France établi en 1923, deux ans après le rétablissement des relations entre la Saint-Siège et l'Etat. Un échange de lettres entre le président du conseil de l'époque, Raymond Poincaré, et le nonce Carot attestait que Rome a reçu de l'Etat français la garantie que ne seraient reconnues comme catholiques que les seules associations «en communion avec Rome». Prudence préliminaire de la diplomatie vaticane!

Il est clair que toute association, bouddhiste, musulmane ou gallicane peut bénéficier de la reconnaissance légale et qu'il suffirait que la Fraternité Saint-Pie X prouve toute autre dénomination que celle de «catholique», pour que soit mis fin au préjudice financier qui la touche. En rigueur de termes, la laïcité n'autorise pas l'Etat à s'ingérer dans les affaires internes aux différentes organisations cultuelles. Mais la position actuelle du ministère de l'intérieur témoigne d'un assés de laïcité positive. L'Etat laisse aux autorités confessionnelles représentatives le soin d'assurer leur discipline interne. Pour la même raison, chez les juifs, les loubavitch ne sont pas autorisés à avoir leur propre régime d'abattage rituel.

La paradoxe veut que les traditionalistes misent sur un gouvernement de gauche pour obtenir une interprétation plus stricte de la laïcité. Comme la montre la dernière affaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, ils font le forcing sur l'administration et l'épiscopat, sachant qu'un gouvernement RPR-JDF ne prendra pas la risque d'apparaître plus belliqueux vis-à-vis de la hiérarchie catholique que la gauche au pouvoir.

H. T.



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

L'instruction de l'affaire Botton

## Un réquisitoire supplétif visant M. Michel Mouillot, maire de Cannes, est délivré par le parquet de Lyon

LYON

de notre bureau régional

A la demande du juge Philippe Courroy, chargé de l'instruction du dossier Botton, le parquet de Lyon a délivré, lundi matin 15 mars, un réquisitoire supplétif visant le chef de réclut, d'abus de biens sociaux et de détournement de fonds, Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes (Alpes-Maritimes) et candidat aux élections législatives. M. Mouillot doit donc recevoir un courrier l'informant de sa mise en examen et l'invitant à choisir un avocat, avant d'être convoqué par le juge d'instruction en première comparution.

Vieille relation de l'homme d'affaires lyonnais Pierre Botton, M. Mouillot aurait perçu des sommes s'élevant globalement à 673 000 francs versées par plusieurs sociétés du groupe Botton au début de l'année 1990. M. Mouillot a ainsi perçu du 1<sup>er</sup> février au 31 mars 1990, 110 000 francs nets versés par la SARL Bailly, une somme de 189 000 francs du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet 1990 versée par la SARL 30 Rhône et 994 000 francs de la SARL ENFIN (créée par Yves Mouroussi et vendue à Pierre Botton) entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 juillet. Les investiga-

tions menées par le juge et les déclarations de plusieurs témoins, dont M. Marc Bathier, bras droit de M. Pierre Botton, amènent à penser que M. Mouillot n'a pas en rôle effectif dans ces entreprises, où il n'a pas effectué de travail et où il n'a pas même pas été présent à cette période qui suivait l'élection municipale partielle de Cannes, au cours de laquelle sa liste avait été élue au premier tour de scrutin, le 28 janvier 1990. M. Pierre Botton avait personnellement pris part à la campagne électorale de M. Mouillot et aurait pu ainsi la « sponsoriser » (le Monde du 19 février).

A deux reprises, les 11 et 18 février dernier, le juge avait souhaité faire entendre le maire de Cannes par le SRPJ de Lyon. Mais M. Mouillot avait présenté des problèmes de santé en produisant des certificats médicaux détaillés pour ne pas se rendre à ces deux convocations. Estimant que les présomptions étaient trop précises pour permettre une audition comme simple témoin, le magistrat instructeur avait, au début du mois de mars, réclamé au parquet un réquisitoire supplétif lui permettant seul de mettre en examen le maire de Cannes.

ROBERT BELLERET

## La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia se prononcera le 23 avril sur la catastrophe de Furiani

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia rendra son arrêt le 23 avril sur les responsabilités pénales dans la catastrophe de Furiani qui a fait 15 morts et 2 117 blessés dans l'effondrement d'une tribune provisoire installée lors de la demi-finale de la Coupe de France de football opposant, le 5 mai 1992, le Sporting Club de Bastia (SCB) à l'Olympique de Marseille. La décision des magistrats s'appuiera, d'une part, sur un réquisitoire de 150 pages rédigé, dès le 19 février, par le procureur général Christian Rayssiguier, d'autre part, sur les réponses apportées, les 11 et 12 mars, par les parties concernées par la catastrophe.

BASTIA

de notre correspondant

Le procureur général requiert le rattrapage devant le tribunal correctionnel de douze des dix-huit personnes inculpées dans le cours de l'instruction judiciaire. Il requiert aussi six non-lieux, dont un au bénéfice de M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF). M. Bertrand Philippot, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia, a entendu, jeudi 11 mars, à huis clos, les réponses aux réquisitions du procureur général formulées par les conseils des cent soixante-sept familles de victimes constituées partie civile.

La défense des inculpés s'est exprimée aussitôt après, à l'exception de celle du premier inculpé de l'affaire, M. Jean-Marie Boismont, directeur technique de la société Sud-Tribune qui a supervisé le montage de la tribune qui s'est effondrée. Une absence à l'audience qui, selon certaines victimes, pourrait être le signe indicateur d'une « requête en déguisement pour raison de sûreté publique » de la part de M. Boismont. En effet, le délibéré de la chambre d'accusation, dans son arrêt du 23 avril, aura notamment à fixer le lieu du procès dont les inculpés ne

contestent d'ailleurs pas la tenue à Bastia. En revanche, les débats ont été plus animés à propos des responsabilités pénales de la tragédie. Trois groupes de responsabilités complémentaires sont distingués. D'abord, la responsabilité technique qui met en cause le constructeur et installateur de l'édifice. A ce sujet, un rapport d'expertise judiciaire offre peu de marge de manœuvre à Sud-Tribune et à son directeur, affirmant que « la probabilité de ruine de l'édifice était proche de 100 % ». Le seul blanchon de salut pour l'installateur reste la mise en cause de la Spoteo, société chargée du contrôle des travaux. Mais M. Daniel Soulez-Larivière a d'ores et déjà pris date : « Nous n'avons pas été consultés sur le montage de la tribune. Notre nom a été abusivement utilisé ».

Le deuxième groupe de responsabilités concerne l'ensemble du « pouvoir sportif ». Les débats ont permis de mesurer l'ampleur de l'abus dont a fait l'objet la FFF. Son avocat, M. Jean Appietto, a expliqué que la fédération n'est pas réglementairement concernée par l'organisation de la Coupe de France, ce qui justifierait le non-lieu requis au bénéfice de son président. Restent ceux qui sont supposés avoir orchestré les manœuvres, souvent cupides et finalement meurtrières, du 5 mai 1992. Les dirigeants du SCB et de la Ligue corse de football cumulent diverses inculpations, pour « homicide et blessures involontaires » et pour « faux et usage de faux en écritures privées ».

Enfin, les cent soixante-sept parties civiles ont déposé des mémoires dans le but de mettre en cause une dernière dimension des responsabilités du drame. Celle qui concerne l'administration de l'Etat, avec à sa tête M. Henri Huraud, préfet de la Haute-Corse au moment des faits. La seule inculpation de M. Raymond Lodon, son directeur de cabinet, est présentée par les conseils de certaines victimes comme insuffisante. L'argument est fondé sur le fait que la délégation de pouvoir d'un préfet au bénéfice de son subordonné direct n'est pas applicable en matière de commission départementale de sécurité. Or les carences de cette commission sont patentées : « On ne peut-on limiter la responsabilité de l'Etat au niveau d'un simple directeur de cabinet ? » interroge M. Charles Santoni, bâtonnier de l'ordre à Bastia.

MICHEL CODACCIONI

### EN BREF

■ Nucléaire : saisie de 5 kilos de matières suspectes à Berlin. - La police berlinoise a arrêté, jeudi 11 mars, un passeur polonais porteur de 5 kilos de matières « contenant probablement de l'uranium ». Le parquet de la ville, qui, pour faciliter l'enquête, a attendu quelques jours avant d'annoncer la nouvelle, a demandé que des analyses soient faites pour préciser la nature exacte de la cargaison. Ce type de trafic en provenance des pays de l'ancien bloc communiste se développe sans qu'il ait été possible à ce jour de découvrir de véritables filières de matières radioactives. Le plus souvent, les produits proposés jusqu'à ce jour étaient peu radioactifs, sans intérêt stratégique ou industriel et tout au plus capables de duper des non-spécialistes, comme l'ont montré les cinq prises faites depuis juillet 1992 en Allemagne et recensées par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

■ Un ancien candidat du Front national condamné à huit ans de prison pour le meurtre d'un fils de harki. - Emilian Bonnal, ancien policier municipal de Trets (Bouches-du-Rhône) et militant du Front national, a été condamné à huit ans de réclusion criminelle, vendredi 12 mars, par la cour d'assises du Var, pour le meurtre, en 1985, d'un jeune homme de vingt-trois ans. Les jurés ont suivi les réquisitions modérées du procureur de la République selon qui l'accusé, ancien d'Algérie et d'Indochine, avait « tout sacrifié à la France ». Le 18 septembre 1985, un fils de harki, Abdallah Mokhari, avait tué Emilian Bonnal, soixante ans, candidat aux élections cantonales sous l'étiquette Front national, alors qu'il colait des affiches. Au cours de la dispute, Emilian Bonnal avait sorti un fusil à pompe de sa voiture et tiré en direction du jeune homme, le tuant sur le coup.

Le congrès du Syndicat général de la police

## Les policiers parisiens appellent le prochain gouvernement à la « sagesse républicaine »

Majoritaire chez les vingt-trois mille policiers en tenue affectés à Paris et en petite couronne, le Syndicat général de la police (SGP) a consacré son trente-deuxième congrès au thème « Mégapoles, mégapolice ». Réunis du 8 au 11 mars à Nanterre (Hauts-de-Seine), les sept cents délégués syndicaux ont avancé leurs propositions pour adapter la « police républicaine » aux enjeux de la sécurité urbaine. Le prochain gouvernement a été invité à « ne pas déstabiliser l'institution policière » par M. Richard Gerbaudi, qui a été élu secrétaire général du SGP.

« Ce n'est pas parce qu'un gouvernement de gauche n'a rien compris à la police que ses projets ne pourront être repris par ses successeurs de droite », a prévenu M. Gerbaudi. Le dirigeant du Syndicat général de la police (SGP), qui est aussi celui de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les policiers en tenue, met notamment en cause le projet de loi présenté par le ministre de l'inté-

rieur sur les polices municipales. Demandant aux prochains gouvernants de « jeter ce texte au panier », il a reproché à M. Paul Quilès d'avoir cherché à « déposséder la police en permettant aux policiers municipaux d'être armés et de procéder à des interpellations et à des vérifications d'identité ». « Favoriser la municipalisation de notre institution, a-t-il ajouté, ce serait suicidaire ».

Après avoir insisté sur le rôle de « la police républicaine dans un combat des libertés qui rendra, ces prochains mois, une teneur particulière », le dirigeant du syndicat majoritaire en région parisienne a lancé, à l'adresse du prochain locataire de la place Beauvau, un appel à la « sagesse républicaine ». Placés aux premiers postes de la crise urbaine, les syndicalistes savent que leurs collègues sont exposés aux sirènes de l'extrémisme sécuritaire et du racisme. « On joue souvent les pompiers pour ramener les plus agités à la raison », explique un brigadier de Seine-Saint-Denis.

Des policiers de Berlin, de Chicago et de Moscou avaient été invités au congrès : « Ils s'interrogent eux aussi sur l'efficacité de la police », commenté M. Gerbaudi. Il faut éviter que, dans cinq ou dix ans, ce

village paisible de dix millions d'habitants qu'est la région parisienne ne connaisse la même situation que les mégapoles américaines. Pour le SGP, il s'agit d'adapter l'outil policier aux nouvelles demandes sociales. Le syndicat a ainsi proposé de créer des « structures anti-drogue composées de policiers en tenue » dans les commissariats, réclamant que les gradés et les gardiens puissent devenir officiers de police judiciaire. Afin d'adapter la politique de prévention et de répression ou encore de « s'attaquer aux « bou-chons » routiers, le SGP a demandé qu'une « réorganisation complète de la police soit mise en chantier à l'échelle régionale, celle de la mégapole ».

### Contestation à l'intérieur de la FASP

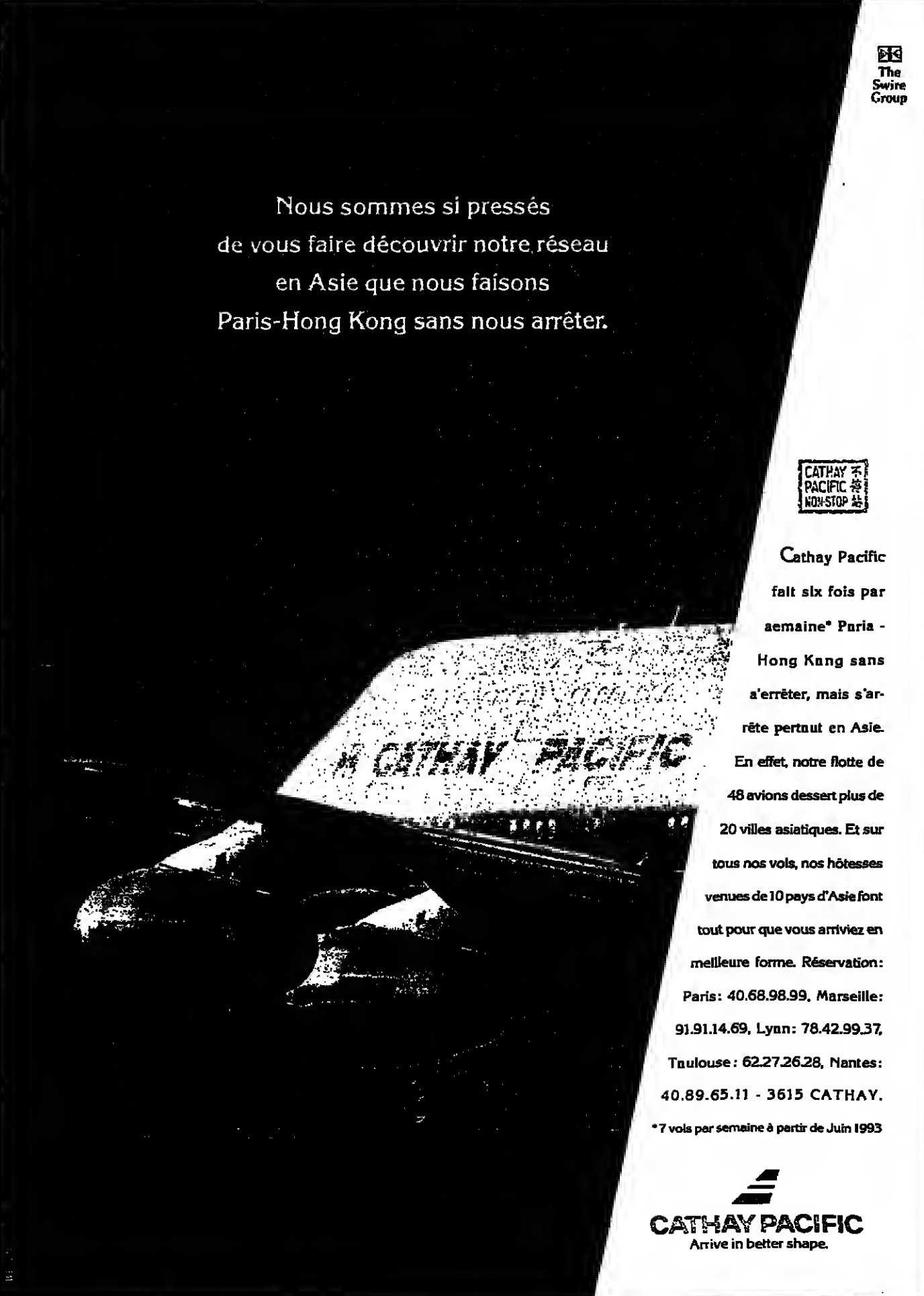
A propos de la sécurité dans les transports en commun, M. Gerbaudi s'est dit favorable à l'instauration d'une prime (200 francs mensuels) versée aux policiers volontaires ; ceux-ci seront dotés d'un brassard et d'une alarme électronique lors des trajets entre leur travail et leur domicile, afin d'intervenir lors d'éventuels incidents. Comme pour souligner à quel point les policiers

sont plongés dans les grands problèmes de l'époque, un gardien de la paix « atteint du virus du sida » est intervenu à la tribune pour inviter ses collègues à signer une pétition lancée par le groupe ESPOIR (Entraide - Sida - Police-Information-Réflexion), qu'il a créé avec d'autres policiers.

Réuni à la tête du SGP, qui avait sévèrement chuté aux élections professionnelles de décembre dernier, M. Gerbaudi va maintenant devoir affronter la contestation qui s'est développée au sein de la FASP. Le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT, composante la plus nombreuse de la fédération, regroupant les gardiens et gradés de province) a demandé, le 3 mars, que « la politique globale impulsée par Richard Gerbaudi » soit débattue au sein des instances dirigeantes de la FASP et que ce débat soit sanctionné par un « vote de confiance ». Non sans laisser planer la menace d'un éclatement fédéral : « Le SNPT tirera très rapidement ses conclusions quant à sa participation à l'intérieur de la fédération ». Cependant, M. Gerbaudi reste confiant : « Contrairement à la FEN, qui sort brisée de la tempête, la FASP est à l'abri d'une implosion politique ».

ERICH INCINYAN

Nous sommes si pressés  
de vous faire découvrir notre réseau  
en Asie que nous faisons  
Paris-Hong Kong sans nous arrêter.



SC  
The  
Swire  
Group

CATHAY  
PACIFIC  
NON-STOP

Cathay Pacific  
fait six fois par  
semaine\* Paris -  
Hong Kong sans  
s'arrêter, mais s'ar-  
rête partout en Asie.  
En effet, notre flotte de  
48 avions dessert plus de  
20 villes asiatiques. Et sur  
tous nos vols, nos hôtesse  
venues de 10 pays d'Asie font  
tout pour que vous arriviez en  
meilleure forme. Réservation:  
Paris: 40.68.98.99, Marseille:  
91.91.14.69, Lynn: 78.42.99.37,  
Toulouse: 62.27.26.28, Nantes:  
40.89.65.11 - 3615 CATHAY.  
\*7 vols par semaine à partir de Juin 1993

**CATHAY PACIFIC**  
Arrive in better shape.



## SPORTS

AUTOMOBILISME : Alain Prost remporte le Grand Prix d'Afrique du Sud

## Chronique d'une victoire annoncée

Pour son retour en formule 1, Alain Prost (Williams-Renault) s'est imposé dans le Grand Prix d'Afrique du Sud disputé dimanche 14 mars à Kyalami. Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Ford) a terminé deuxième devant le Britannique Mark Blundell (Ligier-Renault), qui a offert à l'écurie française sa première place sur un podium depuis 1986. Cinq voitures seulement ont pu franchir la ligne d'arrivée de ce grand prix achevé sous un violent orage.

KYALAMI

de notre envoyé spécial

Pâle, les traits tirés, Alain Prost n'avait rien d'un triple champion du monde retrouvant avec plaisir la formule 1 après une année subaquatique. « Aux plans physiques et techniques, tout va bien, assurait-il au volant de la Williams-Renault. Psychologiquement, c'est moins bien. » A trente-huit ans, malgré ses trois titres et ses quarante-quatre victoires en grand prix, son avenir sportif se jouait à deux dates très rapprochées. Le 14 mars, à l'occasion du Grand Prix d'Afrique du Sud, où il devait démontrer qu'il pouvait viser une quatrième couronne et faire oublier le panache de son prédécesseur Nigel Mansell. Le 18 mars, devant le conseil mondial de la Fédération internationale automobile (FIA), où il risquait une suspension pour des propos jugés inconvenants à l'encontre des principaux dirigeants de la formule 1.

Au soir de sa quarante-cinquième victoire, le pilote français pouvait s'avouer « très fatigué, mais soulagé ». Son week-end se soldait par une large victoire, assortie de la pole position aux essais et du meilleur tour de course, mais ses retrouvailles avec Ayrton Senna, son grand rival en formule 1, n'avaient pas été de

tout repos. Pendant l'été, avant même que le contrat de deux ans ne soit signé entre Frank Williams et Alain Prost, le Brésilien avait su provoquer un conflit dans lequel le Français avait eu le mauvais rôle aux yeux de l'opinion.

En confirmant en septembre l'existence d'un premier accord de principe avec Prost et en proposant ses services sans contrepartie financière à l'écurie britannique, Ayrton Senna avait permis à Frank Williams d'imposer à Nigel Mansell une réduction de salaire après son titre. Le pilote britannique avait préféré s'exiler aux États-Unis. En révélant aussi le veto mis par le Français à son recrutement, le Brésilien montrait que ce dernier refusait désormais la confrontation avec lui à matériel égal.

## Des paramètres différents

En laissant enfin planer le doute jusqu'à début mars sur sa présence en 1993, Ayrton Senna faisait d'Alain Prost un bouc émissaire en cas de championnat dévalé par un cavalier seul de Williams-Renault.

Près de 10 000 kilomètres parcourus en essais depuis le 28 septembre 1992 n'avaient pas suffi à rassurer le Français sur sa capacité à maîtriser parfaitement les réglages de son nouveau châssis à suspension réactive. « Il m'a fallu oublier ce que j'ai fait pendant vingt ans et assimiler chaque changement de comportement entraîné par une mise au point faite avec des paramètres différents », confiait-il. Malgré ses treize années de présence en formule 1, c'est avec un trac de débutant qu'il a découvert le nouveau circuit de Kyalami.

Pour Alain Prost, le test le plus redoutable était celui de l'ultime séance de qualification, qui désigne le bénéficiaire de la pole position au départ du grand prix. Depuis ses débuts en formule 1, Ayrton Senna a démontré à plusieurs reprises une supériorité technique et une maîtrise dans cette discipline de

vitesse pure, où il s'agit de se montrer le plus rapide sur un tour lancé. Le Français, qui n'avait plus réussi de pole depuis le Grand Prix de France 1989 au Castellet, ne prise plus guère cet exercice, où il convient de prendre tous les risques, mais les quatorze pole position en seize grands prix signés l'année dernière par Nigel Mansell avec la Williams-Renault l'obligent à relever le défi. En forçant visiblement sa nature après un temps époustouflant réussi par le Brésilien, Alain Prost s'imposait pour 88/1 000 de seconde.

Le pilote français semblait ainsi avoir fait le plus difficile pour la course. C'était compter sans un mauvais réglage d'embrayage, qui lui faisait rater son départ. Dans la confusion, Ayrton Senna s'élançait en tête, suivi de Damon Hill (Williams-Renault), qui partait aussitôt en tête-à-tête. Alain Prost se retrouvait troisième, juste derrière Michael Schumacher (Benetton-Ford). Après quelques tentatives de dépassement, le Français devait attendre le vingt-quatrième des soixante-douze tours pour doubler le Brésilien, ralenti par des problèmes électroniques, et s'envoyer vers une confortable victoire.

## Chez Renault un rêve secret

Dix ans après, Alain Prost a ainsi effacé le mauvais souvenir qu'il gardait de Kyalami. Sur le circuit sud-africain, il avait dû laisser échapper, dans la dernière course de la saison 1983, un premier titre de champion du monde qui lui semblait promis. La suspicion qu'il avait permis à Nelson Piquet de faire couronner pour la première fois le moteur turbo (BMW) en formule 1 avait constitué l'ultime point de friction dans le retentissant divorce entre le pilote français et Renault.

« Notre victoire de l'an passé ne nous a pas fait complètement oublier la déception et l'amertume

que nous avions ressenties lorsque le titre nous avait échappé pour quelques points en 1983 », affirme Patrick Faure, président de Renault Sport. Un titre avec Alain Prost, année après année, était une revanche sur le destin. Je crois que, depuis longtemps, nous rêvons tous en secret chez Renault de cette victoire-là. » L'aisance manifestée par Alain Prost aux essais comme en course serait plutôt de bon augure pour atteindre cet objectif, à condition qu'elle ne le desserve pas le 18 mars lorsqu'il comparaitra devant le conseil mondial de la FIA.

Pour un entretien publié dans un magazine spécialisé (1) où il critiquait sévèrement les compétences et le comportement de Beriole Ecclestone, président de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), et de Max Mosley, président de la Fédération internationale de sport automobile (FISA), Alain Prost se voit menacé d'un blâme ou d'une suspension pour avoir nui aux « intérêts du sport automobile ». Si le pilote français ne nie pas le fond de cet entretien, il en conteste la forme et entend le prouver en présentant la bande magnétique sur laquelle il a été enregistré.

Puis que les propos du pilote, Bernie Ecclestone redoutait sur tout, pour l'intérêt du spectacle et des chaînes de télévision qui le retransmettent, une trop grande domination d'Alain Prost et des Williams-Renault. Pour limiter ce risque, il avait même proposé en vain en début d'année de tester les voitures les plus performantes (500 grammes par point marqué en championnat). La proposition avait été repoussée après l'opposition de Frank Williams. Peut-être pensait-il arriver à un résultat comparable à l'écurie britannique en privant de son meilleur pilote pendant quelques courses.

GÉRARD ALBOUY

(1) Auto plus, 5 janvier 1993.

PATINAGE ARTISTIQUE : championnats du monde

## Oksana Baiul en tête d'affiche

Oksana Baiul a gagné, samedi 13 mars, à Prague, le titre de championne du monde de patinage artistique. Deuxième à l'issue du programme original, vendredi, l'Ukrainienne, âgée de seize ans, s'est imposée, dans le libre, devant la Française Surya Bonaly et la Chinoise Lu Chen.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Il a fallu que le public frappe dans ses mains en cadence pour qu'Oksana Baiul montre enfin le bout de son nez en trompette et grimpe sur le podium pour recevoir sa médaille d'or. Surya Bonaly, elle, a gratifié les Praguais de son célèbre saut périlleux arrière. Il ne suffisait donc pas d'être championne du monde, pour l'Ukrainienne, ou vice-championne, pour la Française; encore fallait-il conquérir les cœurs. A l'issue de ce dernier combat, la palme est encore revenue à Oksana Baiul. Décidément, ces championnats du monde 1993 auront inspiré les passions. Après les hommes, jeudi (*Le Monde* du 13 mars), les dames ont aussi donné dans la comédie.

Avec le culte de ses seize ans, Oksana Baiul s'est permis des caprices de star pendant toute la compétition. Comme une « pro », elle n'a jamais refusé d'offrir son visage de porcelaine aux télévisions. Sur la glace, elle semblait repousser l'instant du départ, elle tournait dans une dernière hésitation avant d'envoyer la musique, se signait ou balayait un faux pli. Ces gestes sont désormais un rituel. Il pourrait être agaçant, ils ont fait sourire, venant d'une gamine, prétendant à un numéro de talent et de grâce. Oksana Baiul est un elfe. Elle paraît s'envoler dans les triples sauts, ses pirouettes et ses volutes sont des instants d'harmonie. Avec elle, le patinage semble facile et l'effort inutile.

Est-ce cette aisance affichée qui a déçuté l'Américaine Nancy Kerrigan ? Première après le programme original, celle-ci a craqué lors du libre, dégringolant à la cinquième place. Avait-elle été per-

turbée par la brièveté de l'entraînement matinal de l'Ukrainienne qui avait préféré consacrer son temps à une chaîne de télévision américaine? L'arrogante Kerrigan ignorait manifestement qu'Oksana ne peut se permettre de gaspiller ses forces avant l'épreuve du programme libre.

A l'inverse de l'Ukrainienne, Surya Bonaly peut se dépenser sans compter. Patinant derrière Oksana Baiul lors du programme libre, samedi, elle a réalisé deux triples sauts de plus que sa rivale. Cela n'a pas suffi. Il a manqué ces petits riens qui auraient donné à la prestation athlétique un supplément d'émotion.

## Trop boulotte à trois ans

Tout oppose la poupée de porcelaine et la porte coïte. La glisse d'Oksana est une caresse, celle de Surya, un feu d'artifice. L'Ukrainienne vient, pour ainsi dire, de nulle part. Absente des championnats du monde juniors - parce qu'elle n'avait jamais été qualifiée - cette enfant prodige se retrouve, dès sa première saison internationale, vice-championne d'Europe et championne du monde... Championne d'Europe depuis trois ans, la Française butait au pied des podiums olympiques (cinquième à Albertville) et mondiaux (onzième à Oakland) et désespérait d'obtenir cette légitimité internationale à laquelle elle a droit.

Surya a été adoptée à huit mois, Oksana est quasiment orpheline depuis l'âge de quatorze ans. Sa mère est morte, son père s'est volatilisé. Elle vit à Odessa dans la famille de son entraîneur Galina Zmievskaya. Mais, l'autisme dernier, la patinoire d'Odessa est tombée en panne et il lui a fallu retourner à Dnepropetrovsk, sa ville natale, pour préparer sa première saison. De tout cela, Oksana Baiul n'aime guère parler. Elle raconte seulement ses débuts. A trois ans, jugée trop boulotte pour être ballerine, elle est venue au patinage afin de perdre quelques kilos. Elle y est restée, en rêvant de devenir une étoile.

BÉNÉDICTE MATHEU

## Les résultats

## AUTOMOBILISME

Grand Prix d'Afrique du Sud

1. A. Prost (Fra., Williams-Renault), les 306,792 kilomètres en 1 h 39 min 45 s (moyenne : 186,403 km/h); 2. A. Senna (Bré., McLaren-Ford), à 1 min 18 s; 3. M. Blundell (Angleterre-Renault), à 1 tour; 4. C. Fittipaldi (Bré., Minardi-Ford), à 1 tour; 5. J. Lehto (Fin., Sauber), à 2 tours; 6. G. Berger (Aut., Ferrari), à 3 tours.

## CYCLISME

Paris-Mico

Alex Zülle a remporté dimanche 14 mars le Paris-Mico devant les Français Laurent Bezault et Pascal Lenoir. Le Suisse est le septième coureur à porter le maillot de leader de bout en bout depuis la création de l'épreuve en 1933. Jean Bobet, en 1955, Eddy Merckx, en 1971 ou Sean Kelly, en 1986, avaient notamment réalisé cette performance.

## FOOTBALL

Championnat de France

Deuxième division

(Vergo-système joué)

## GROUPE A

\* Nancy b. Mulhouse, 3-0  
\* Sedan b. Perpignan, 1-0  
\* Valenciennes b. Lorient, 1-1  
\* Annecy et Rodez, 0-0  
\* Martignes b. Luchan-Castellon, 1-0  
\* Cannes b. Epinal, 5-1  
\* Nîmes b. Châteauneuf, 2-0  
\* Ajaccio b. Ales, 2-0  
\* Bastia b. Créteil, 4-1  
Classement. - 1. Martignes, 34 points; 2. Nancy, 31; 3. Cannes et Sedan, 30; 4. Bastia, 28; Châteauneuf et Valenciennes, 29.

## GROUPE B

\* Tours b. Guingamp, 1-0  
\* Reims et Beauvais, 0-0  
\* Red Star b. Rouen, 1-0  
\* Laval et Dunkerque, 0-0  
\* Bourges b. Gueugnon, 1-0  
\* Rennes b. Arcen, 3-0  
\* La Roche-sur-Yon et Le Havre, 1-1  
\* Angers et Le Mans, 1-1  
\* Amiens et Châteauneuf, 1-1  
Classement. - 1. Angers, 37 points; 2. Rennes et Rouen, 35; 3. Beauvais, 33; 4. Red Star et Reims, 32.

## HANDBALL

Championnats du monde

en Suède

En battant la Roumanie (23-22), dimanche 14 mars, à Karlstad, l'équipe de France de handball s'est qualifiée pour la deuxième

tour des championnats du monde. Elle y rencontrera successivement la formation des Républiques tchèques et slovaques (jeudi), l'Espagne (vendredi) et l'Égypte (samedi). Si les tchèques remportent ces trois matches, ils se qualifieront pour la finale, samedi 20 mars à Stockholm.

## SKI ALPIN

Coupe du monde dames à Lillehammer

L'Autrichienne Renata Goetsch a remporté dimanche 14 mars le slalom de Lillehammer. L'Autrichienne, dont c'est la première victoire en Coupe du monde, précède la Suédoise Kristina Andersson et la Française Patricia Chauvet. La veille, lors de la descente, la Canadienne Kate Pace s'était imposée devant l'Américaine Picabo Street et la Française Carole Monillet.

## SAUT A SKI

Concours de Holmenkollen

(Norvège)

Le Français Didier Modard s'est classé deuxième du prestigieux concours de Holmenkollen, comptant pour la Coupe du monde. En tête à l'issue du premier saut, il a laissé la victoire au Norvégien Espen Bredesen dans la deuxième manche.

FOOTBALL : l'Ajaccio, adversaire de l'AJ Auxerre en coupe d'Europe

## L'étrange murmure d'Amsterdam

L'AJ Auxerre doit rencontrer l'Ajaccio d'Amsterdam, mardi 16 mars aux Pays-Bas, en match retour des quarts de finale de la Coupe d'Europe de l'UEFA. Lors de la première manche, en Bourgogne, les Auxerrois s'étaient imposés (4-2). Aux Pays-Bas, l'Ajaccio est considéré comme le club de la communauté juive d'Amsterdam et fait l'objet d'attaques antisémites.

## AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Les stades néerlandais bruisent parfois d'un étrange murmure. Une sorte de sifflement, entre le jet de la douche et une fausse de jazz. De traverses en traverses, il prend de l'ampleur et fait sursauter les jeunes supporters. Surtout ceux qui détestent l'Ajaccio d'Amsterdam. Car ce sifflement, anodin en apparence, évoque bien des choses, celles des camps de concentration, et des émanations de gaz, celles du génocide. Pour ceux qui ne sont pas juifs, la chorale des hooligans conclut souvent sa prestation d'une série de cris sans équivoque : « Juifs, juifs, juifs... chassons les youpins ! »

Les « youpins », ce sont donc ceux d'Amsterdam. Joueurs, dirigeants et supporters. De Rotterdam à La Haye, rares sont les stades où ils ne sont pas insultés de la sorte tant l'Ajaccio, jaloux pour son palmarès exceptionnel, est également haï pour ses liens présumés avec la communauté juive de la ville. Des liens qui ne résistent pourtant guère à une brève étude de l'histoire du club et de son public.

Certes, dans les années 30, l'équipe était appréciée de la bourgeoisie locale - et notamment des commerçants juifs - mais elle ne pouvait être considérée comme le porte-drapeau officiel d'une communauté ou d'une autre.

C'est toujours le cas lorsque, aux plus tard, les dirigeants estiment que 20 % des spectateurs

(17 000 en moyenne, à chaque match à domicile) sont israéliels. La proportion est encore moindre (5 à 10 %) au sein des instances dirigeantes. « L'Ajaccio est juste le reflet de la population d'Amsterdam », constate le président du club, M. Michael van Praag. Cette image de marque ne me dérangeait pas le moins du monde, bien au contraire, si elle ne favorisait une montée de la haine et de la violence. Le plus grave, c'est que les instances dirigeantes, dont neuf sont juives, ont permis au début des années 80, en marge d'un essor spectaculaire du hooliganisme.

En janvier 1983, lors d'un match contre La Haye, deux bombes explosent dans une tribune réservée aux supporters de l'Ajaccio. Bilan : vingt blessés, dont un grave. En octobre 1989, dix-neuf personnes sont blessées, dont neuf grièvement. A l'occasion d'un match contre Feyenoord Rotterdam, après l'explosion de deux petites bombes lancées par des jeunes gens. En septembre 1991, un match prévu à Groningue contre l'équipe locale doit être annulé par crainte d'un attentat. La veille de la rencontre, la police trouve des engins explosifs, ainsi que des tracts appelant les hooligans de Groningue à « attaquer les juifs de façon organisée pour les chasser hors de la ville ».

## Racisme banalisé

Contrairement à ce qui peut se passer dans certains stades allemands, en particulier à l'Est, ces incidents restent davantage d'une érotisation effrayante du hooliganisme que d'une véritable résurgence du nazisme. Les jeunes gens qui hurlent ainsi leur haine des « youpins » militent rarement au sein de groupuscules d'extrême-droite. Ils cherchent avant tout à provoquer leurs adversaires et à déstabiliser les joueurs de l'Ajaccio. Mais le résultat est identique. La violence gagne du terrain. Le racisme est banalisé.

Il est d'autant plus que les jeunes supporters amsterdamais, qui figurent parmi les plus violents du pays avec ceux de Feyenoord et de La Haye, se sont pris au « jeu »

Certains d'entre eux viennent au match avec des drapeaux israéliens, qu'ils accrochent aux grilles des tribunes. Lorsque leurs adversaires hurlent : « Juifs, juifs, juifs... », ils répondent : « Oui, oui, oui... ». Les supporters d'Ajaccio hooligans, vendus sous le manteau près du stade, sont toujours orés d'une étoile de David. Ces casiers sont-ils israéliens pour autant ? « Bien sûr que non », sourit un jeune homme qui se dit tout de même juif par son grand-père - « mais pas au-delà ». « Simplement, on finit par se sentir solidaires. C'est excitant d'avoir ainsi une cause à rallier, surtout si l'on est du côté de la minorité qui résiste. » Le président Michael van Praag s'avoue impuissant face à cette réaction. « J'ai vu ces jeunes. Je leur ai fait remarquer qu'ils étaient juifs comme moi je suis chinois, mais cela n'a rien changé. »

Les responsables du football néerlandais, tout comme les autorités politiques, ont tardé à prendre conscience de la gravité de la situation. Depuis quelques mois, pourtant, les initiatives se multiplient afin de mettre un terme à ces pratiques. En novembre, toutes les équipes du pays se sont associées à une journée antiraciste. En janvier, la police d'Amsterdam a renvoyé chez eux deux mille supporters d'Utrecht qui descendaient d'un train en scandant leurs slogans habituels.

En outre, les policiers interpellent parfois des spectateurs en flagrant délit de haine raciale. Mais les condamnations sont rares, comme le regrette M. Van Praag. « Les juges ne sont pas assez sévères. Ils ne connaissent rien au football et aux supporters. Sept types sur dix sortent sans être inquiétés. Un jour, un para qui faisait le bruit de la douche est arrivé devant un magistrat. Il a dit qu'il s'amusaient simplement à faire « pochiiiitt » avec quelques copains et qu'il n'avait rien contre les juifs. Le juge l'a cru, estimant que le lien n'était pas « évident » entre le bruit en question et les chambres à gaz. »

PHILIPPE BROUSSARD

مكتبة الشارقة



## COMMUNICATION

### Sylvain Floirat est mort

Le charbon milliardaire

Sylvain Floirat, l'ancien président-directeur général de Breguet-Aviation, Matra et Europe 1, est mort lundi 15 mars, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il était l'un des plus illustres self-made-men français.

« Le profit est l'axe de tout. Sans profit, pas de dividende, ce dividende qui est aussi sacré que la paix du personnel, qui passe même avant la machine. Chaque fois que l'on oublie le profit, on fait machine arrière. » Ainsi s'exprimait, en 1967, devant les anciens élèves de l'ENA, Sylvain Floirat, ancien élève de l'école communale de Naillat (Dordogne), titulaire du seul certificat d'études, et l'un des derniers self-made-men milliardaires. Dans le langage simple et rocailleux qui était le sien, à l'image de son style de vie, il disait volontiers : « *Faut que ça fasse du gras* », signifiant par là qu'il fallait réaliser des profits.

Né le 28 septembre 1899 à Naillat, commune dont il sera le maire sans discontinuer depuis 1959, Sylvain Floirat est fils d'un employé des Postes. Il est apprenti charbonnier à Périgueux en 1910. Ce rude et précoce démarrage le marquera de manière indélébile et l'incitera à prendre sa revanche. Carrossier à La Plaine-Saint-Denis en 1926, il est ensuite gérant de société dans l'automobile juste avant la seconde guerre mondiale. Mais l'enfant de la Dordogne a du flair : c'est dans la communication au sens large (séminaire, transports, puis médias) qu'il décèle les voies de l'avenir et du profit. L'homme, qui avait ignoré la « stratégie », qui savait exploiter les opportunités avant tout le monde, sut effectivement faire de l'argent, tout en restant attaché à son Périgord natal, où il développera la cueillette des noix, du tabac et où il se lancera dans la promotion de la truffe.

#### Avions et piastres

Ainsi, constructeur d'autocars et transporteur routier avant guerre, Sylvain Floirat sauta, à la Libération, le futur rôle du transport aérien. Il racheta aux Américains cinq avions commerciaux « *crétapés* », qu'il affecta aux lignes d'Extrême-Orient, sous le label d'Aigle Azur, compagnie qu'il exploitait mais qui ne possédait qu'un vieux Junker. Quand il le revendra, et qu'elle deviendra la compagnie UAT, Aigle Azur vaudra 3 milliards de francs grâce au transport militaire de la guerre d'Indochine et au rapatriement des piastres.

Parallèlement, en 1954, Sylvain Floirat va s'occuper, à la demande du gouvernement, des ateliers d'aviation Louis-Breguet, qui connaissent des difficultés financie-

res, ainsi que de RBV-Radio Industrie, qui fabrique des radars pour la marine. Quand Sylvain Floirat revendra Breguet à Marcel Dassault en 1967, l'affaire, après des mois de discussions entre experts, est conclue pour 3 milliards de francs lors d'un simple déjeuner entre ces deux hommes, que tout (formation, genre de vie) séparait mais qui se tutoyaient. Avec son flair prodigieux, il sort aussi, en 1957, la société des engins Matra de ses difficultés de trésorerie et la remet sur les rails de la prospérité.

Comme pour l'avion, il comprend, à l'orée des années 60, l'importance à venir de l'audiovisuel. C'est dans le portefeuille de RBV-R1 qu'il découvre le « *paquet* » d'actions d'une certaine Société Images et Son-Europe 1, bientôt sujette à un krach financier. Sylvain Floirat devient alors le « *patron* » de la station radiophonique Europe 1 et de Télé-Montecarlo, dont l'actionnaire majoritaire est à l'époque le Sofirad, société holding de l'Etat. Très présent à la station radiophonique, il est également le promoteur infatigable de la télévision en couleur en France, quitte à tenter d'implanter le Secam au Liban. En 1973, à soixante-quatre ans, Sylvain Floirat — qui confiait qu'« *au fond l'argent ne m'intéresse pas, c'est le travail qui me passionne, c'est ma joie de vivre* » — fait d'un certain Jean-Luc Lagardère son digne héritier à la tête de Matra. Mais sa succession n'aura réellement lieu qu'en 1980.

Président et administrateur d'une trentaine de sociétés, Sylvain Floirat — dont la biographie occupe une demi-colonne de *Who's who* — s'est intéressé aux activités les plus diverses : l'hôtellerie (le Byblos à Saint-Tropez, l'Hôtel Vanier en Solagne), l'agriculture (la pomme Golden, la truffe du Périgord) dont il préside la Fédération de producteurs... Il s'est même intéressé à la presse écrite, avec un journal gratuit d'abord, *Hebdo Toulouse* (revendu à la *Dépeche du Midi* en 1969) puis *Un jour* dont il cédera toutefois rapidement le contrôle.

Sa réussite et sa fortune restent liées à quelques entreprises industrielles-clés, comme Aigle Azur ou Matra, au long desquelles court le fil d'Ariane des commandes de l'Etat. Mais l'homme d'affaires sut se tenir proche du pouvoir sans en être le vassal. Il suivait toujours de près l'évolution de son empire et des développements que lui a donnés après lui M. Lagardère : Matra et ses filiales, Europe 1 puis l'hebdomadaire dont il était administrateur depuis 1981. La légende péripétieuse retiendra surtout le nom de l'apprenti charbon devenu milliardaire, grâce à son génie des affaires. Veuf, il laisse une fille, Simone, qu'il avait su préparer à prendre la relève.

CLAUDE DURIUEUX

#### EN BREF

■ Neuf quotidiens régionaux créent une société d'investissement. Neuf quotidiens régionaux indépendants ont constitué une Société d'investissement d'éditeurs de presse (SIEP), société anonyme destinée à renforcer leurs moyens et leurs capacités d'intervention, afin de « *garantir leur indépendance et leur spécificité* ». Les actionnaires de la SIEP sont les sociétés éditrices de l'Alsace, la *Manche libre*, le *Midi libre*, la *Montagne*, la *Nouvelle République du Centre-Ouest*, *Ouest-France*, *Sud-Ouest*, le *Télégramme de Brest*, la *Vieille France*, ainsi que la Compagnie française des papiers de presse, chargée de négocier l'achat de papier. Aucun de ces titres, dont la diffusion moyenne représente au total plus de 2 millions et demi d'exemplaires, n'appartient au groupe Hersant, chef de file de la presse quotidienne française, dont les journaux représentent une diffusion de l'ordre de 1 million et demi d'exemplaires. Les fondateurs de la SIEP ont prévu de porter ses capitaux propres à hauteur de

100 millions de francs en fonction des opérations de « *solidarité et d'intervention* » que la société anonyme déciderait de mener, mais d'autres montages financiers pourraient être décidés ultérieurement.

■ Le *New York Post* change de propriétaire. Le plus ancien quotidien des Etats-Unis, le *New York Post*, créé en 1801, va changer de propriétaire. Un juge des faillites en a confié la gestion, vendredi 12 mars, à un investisseur immobilier de soixante-quatre ans, M. Abe Hirschfeld, ancien trésorier du Parti démocrate dans l'Etat de New-York, qui s'est engagé à apporter au journal 4 millions de dollars en capital ainsi que des garanties pour les 4 millions et demi de dollars de taxes que ce titre doit acquitter. A la fin du mois de janvier, le précédent propriétaire, M. Peter Kalikow, avait été déclaré en faillite personnelle. Le *New York Post* tirait actuellement à environ 550 000 exemplaires et emploie 716 salariés.

**7700F** REPRISE DE TOUT IBM-PC OU Compatible, de tout Apple, Mac II + logiciel(s) de gestion lors de l'achat d'un Centris, LC III, Duo + Dock ou d'un Quadra accompagné d'un logiciel de gestion Microland.

Montrez-moi votre ancien ordinateur et je vous offre 1500 F de réduction sur votre nouveau Macintosh.

**4000 PRODUITS MAC** • VISIONS

Apple Center PARIS 11 40 70 10 11

## CARNET DU Monde

#### Décès

— M. Robert Barzant, son épouse, M<sup>me</sup> Joëlle Barzant, M. et M<sup>me</sup> Philippe Duchaufour, Le docteur et M<sup>me</sup> André Rencou, Et leurs familles, M. et M<sup>me</sup> Jacques Dessaint, M. et M<sup>me</sup> Louis Julia, Et leurs familles, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Jehanne BARATIER,

survenue le 10 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu le 17 mars, à 14 heures, en l'église Sainte-Cécile de Boulogne-Billancourt, 44, rue de l'Est.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, allée de Belle-Feuille, 92100 Boulogne-Billancourt.

— Saint-Etienne, Aix-en-Provence, Petrosbach, Strasbourg, Paris, Saint-Martin, Grenoble.

M<sup>me</sup> Elisabeth BÉRAUD, née Jovy,

s'est éteinte, dans sa cent cinquantième année, le 3 mars 1993, en Alsace.

Nous l'avons beaucoup aimée et entourée.

Hélène et Jean Chevalier, Madeleine Chevalier, ses enfants, Marie-Hélène Chevalier, Elisabeth Chevalier, Jean-Jacques et Brigitte Chevalier, Gilles et François Chevalier, Patrick et Murielle Chevalier, François Chevalier et Nathalie Bourrier, Marie-Laure et Yves Benard, Etienne et Phat Chevalier, ses petits-enfants, Et ses dix-sept arrière-petits-enfants.

— Jean et Françoise Camplan, Fanny Pierre,

Colette et Hervé Hatin,

Marjolaine et Michel Glazier, Aurélie et Eric Mériaux, Guillemette Pierre, Sidonie Camplan,

Vincent, Marie et Clémence,

ses enfants, sa nièce, ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants ont la tristesse de faire part du décès de

Peggy CAMPLAN,

survenue à son domicile, le 11 mars 1993, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les membres fondateurs de l'association Le Renouveau, Le conseil d'administration, Le directeur et les amis de l'association, ont la douleur de faire part du décès de

Peggy CAMPLAN, médaillée de la Résistance, membre fondateur et trésorière de l'association.

— M. et M<sup>me</sup> Philippe Duret, M. et M<sup>me</sup> Alain Dumont,

Ses petits-enfants, Ses neveux, Son oncle, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DUMANT, administrateur civil, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole, chevalier des Palmes académiques,

survenu le 12 mars 1993, à soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 mars, à 14 heures, en l'église de Villeblevie (Yonne), suivie de l'inhumation.

— Neuilly-sur-Seine.

Les familles de la Fontinelle, Hinton, Leroy, Kasser, Lurquin, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Yvette de la FONTINELLE, née Robert-Dumas, conservateur honoraire de la Bibliothèque nationale, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques, veuve de

Jean de la FONTINELLE, artiste peintre,

survenue à Saint-Mandrier (Var), dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Alfredo GASPART, artiste-peintre,

survenu à Paris, le 12 mars 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 17 mars, à 11 h 15, au cimetière ancien du Chailou (Yvelines).

— M. et M<sup>me</sup> Gabriel Jaufré, Anne et Isabelle van den Plas, M. et M<sup>me</sup> Albert Gazier, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Louise GAZIER,

survenue à Toulon le 11 mars 1993.

Ils associent à son souvenir celui de son épouse,

M. Roger GAZIER, ancien préfet.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale, à Saint-Deus-en-Vall (Loiret).

— Tours.

M<sup>me</sup> Denise Gorrichon, son épouse, Martine Gorrichon,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Louis GORRICHON, ancien interne des hôpitaux de Nantes, survenue le 9 mars 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu à Tours, le 12 mars, dans l'intimité.

180, boulevard des Océanides, 44380 Pornichet, 16, rue Croix-Pasquier, 37100 Tours.

— Yves Gourvil, Mirella Giardelli et Olga, Olivier Gourvil, Muriel Pagès, Gabriel et Romain, ont la douleur de faire part de la mort de

Colette GOURVIL, née Kornfeld, survenue le 11 mars 1993.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 mars, à 10 heures, au cimetière communal de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Noëlle de LEIRIS, agrégée de sciences physiques, ancienne élève de l'école normale supérieure de la rue d'Ulm,

survenue à Paris le 6 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

1, rue Philippe-de-Rouvers, 21000 Dijon.

— Sa famille a la tristesse de faire part du décès de

Auopette LÉVY-FREY, administrateur civil retraité, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 14 février 1993.

— Serge Perkowski, son fils, Olivier et Yveline Perkowski, ses enfants, Toute sa famille et ses proches, ont la tristesse de faire part du décès de

Samuel PERKOWSKY,

survenue à Paris, le 10 mars 1993.

L'inhumation aura lieu à Castries (Hérault), dans la plus stricte intimité.

Serge Perkowski, 125, route de Dieppe, 76250 Deville.

— M<sup>me</sup> Charles Rickard, Les familles Rickard, Hauteville, Poujol, Dubois,

ont la douleur de faire part du décès de

Charles RICKARD, préfet honoraire, président d'honneur de la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Arts et des Lettres,

survenue à Cahors le 13 mars 1993, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Claude, Jean, Claudine, Jacques, Martine, ses enfants, Et leurs familles, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Osmae ROLLEY, née Nadezma,

survenue le 7 mars 1993.

Les obsèques ont eu lieu à Pontaubert, le mercredi 10 mars.

— Aix-en-Provence.

Joseph et Geneviève Lillo-Royer et leurs enfants, Alain et Claude Royer et leurs enfants, Ainsi que toute leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Hubert ROYER,

survenue le 11 mars 1993.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste du Faubourg, le samedi 13 mars.

— M<sup>me</sup> Françoise Réveillaud, son épouse, Patrice et Jean-François Réveillaud, ses enfants, M<sup>me</sup> Madeleine Watson,

sa sœur, et son épouse, leurs enfants et petits-enfants, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur René-Jean RÉVEILLAUD,

survenue le 13 mars 1993 en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Cloud, le 16 mars, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Louvecy, en Charente, dans l'intimité familiale.

La présent avis tient lieu de faire-part.

4, boulevard de la Bastille, 75012 Paris.

— L'association Aide à l'enfance nébulaire, a la douleur d'annoncer le décès de sa fondatrice,

Annie SUDRAT,

survenue dans la nuit du 12 au 13 mars, à la suite d'une longue maladie.

La cérémonie aura lieu au funérarium d'Arpajon, le mardi 16 mars, à midi.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. Jean Tabary, son épouse, Jean-Luc et Cécile Lafont, François et Martine Brocard, ses enfants, Agathe, Léon et Pauline, ses petits-enfants, Les familles Fourment, Tabary, et Renard,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean TABARY, née Claude Fourment,

veuve de

M. Guy BROCARD,

survenue le mercredi 3 mars 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

46, rue Cortambert, 75116 Paris.

— Le 9 mars 1993, à l'âge de trente-huit ans,

Pierre TARDY

décédait du sida.

De la part de Emmanuel Trenado, son ami, René et Suzanne Tardy, ses parents, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et de toute sa nombreuse famille.

Le corps a été inhumé au cimetière de l'Est (Père-Lachaise), à 11 h 30.

Une célébration religieuse réunira ceux de sa famille et de ses amis qui le désireront pendant cette incinération à la chapelle de l'Est (Père-Lachaise), à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Que ceux qui le souhaitent fassent une offrande à une association de solidarité ou de recherche médicale, selon leur propre choix.

17, boulevard Voltaire, 75011 Paris, 24, rue Rieucau, 78220 Viroflay.

— Emile et Odile Trystam, ses frère et belle-sœur, La famille Calamard, La famille Giras, La famille Trystam, La famille Derris, Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul TRYSTRAM, professeur émérite à l'université Paris-I,

survenue le 7 mars 1993, dans sa quatre-vingt-une année.

15, quai de Bourbon, 75004 Paris.

— M. Olivier Roussin, son fils, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Nelly VIGNON,

survenue le 12 mars 1993, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 18 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-I<sup>re</sup>, suivies de l'inhumation au cimetière parisien d'Auteuil.

18, rue de Richelieu, 75001 Paris.

#### Remerciements

— Le Père provincial de la Compagnie de Jésus, Les membres de la communauté, Jéssite de la rue de Grenelle, La famille du

Père Michel RIQUET,

remercient toutes les personnes qui lui ont manifesté leur sympathie et leur attachement à l'occasion de ses obsèques.

#### Anniversaires

— Le 16 mars 1986, notre fille bien-aimée,

Florence GUIGUI,

prend la décision de nous quitter.

Ne l'oubliez pas.

— In memoriam.

Il y a un an nous quitte notre très cher

Jacques VATINE.

Une affectueuse pensée de ceux qui ont aimé cet homme de cœur et de devoir.

#### Conférences

— « *Secrets du visage et des mains* », d'après la Kabbale. Mercredi 17 mars 1993, à 20 h 30 ; dimanche 21 mars, à 18 heures. Centre de la Kabbale, 20, passage Turquetil, Paris-I<sup>re</sup>. Tél. : 43-56-01-38.

#### Soutenances de thèses

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, Jean Duchêne : « *Mgr Leclerc de Jigné (1728-1811)* », archevêque de Paris de 1782 à 1801 », mercredi 17 mars 1993, à 14 heures, salle Louvois-Liard, 17, rue de la Sorbonne (thèse d'histoire préparée sous la direction de M. le professeur Pierre Chauvi).

— « *Aspects juridiques de l'eudémisme international*. L'expérience du Brésil », par Isabella Soares-Micali, le mardi 16 mars 1993, à 9 heures, à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, 12, place du Panthéon, Paris-5, salle 6.

#### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5997

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**HORIZONTALEMENT**  
I. Qui a l'air pincé. — II. Place pour un gailard. — III. Du vent ! Le sujet. — IV. Ne sont pas comme des fourmis. — V. Qui a repris un siège. — VI. Bas, ce n'est pas le paradis. Fait passer. — VII. Porter dans une bête. — VIII. Noir dans les champs. Peut être pulsionnel pour le psychanalyste. — IX. N'aime pas qu'on lui serve des crudités. — X. Qui n'ont pas pris la bonne moitié. — XI. Partie de la Suisse. Dieu.

**VERTICALEMENT**  
1. Parfum souvent les cocottes. Un préfixe quand on fait les choses à moitié. — 2. Pour un nom de savant. Peut remplir un panier. — 3. Font de sérieuses économies de blanchissage. — 4. Crache en fumant. S'échappe quand on ouvre le bec. — 5. Mauvaises habitudes. Doit raisonner comme une pantoufle. — 6. Un vague sujet. Vital, pour Bergson. Choisi comme un domicile. — 7. Naus sommes tous passés par là. Outil de cordonnier. — 8. Divinité. L'osier, par exemple. — 9. Sort de l'enveloppe. Utile pour calculer un quotient.

**Solution du problème n° 5996**  
**Horizontalement**  
1. Estafades. DCA. — II. Toiles. Sorti. H.I. — III. Abri. Ancre. Lear. — IV. Bramahuis. Albi. — V. Légère. Gras. — VI.



## CULTURE

## THÉÂTRE

## Les complicités haineuses

Luc Bondy mène Ibsen du drame bourgeois à la tragédie

JOHN GABRIEL BORKMAN  
à l'Odéon, à Paris

Dehors il neige, c'est la nuit. Une pièce basse mal meublée. Au-dessus, des bruits de pas. Une femme. Derrière les fenêtres, elle aperçoit la silhouette d'une autre femme, la fait entrer. Elles se connaissent, elles sont deux sœurs, Gunhild (Bulle Ogier), la maîtresse de maison, et Ella (Nada Strancar). Deux rivales, deux femmes frustrées devenues mères abusives. Leurs rapports sont tendus, la cause en est le fils de Gunhild, le fils de la maîtresse de maison, le fils de la femme qui ne peut pas avoir d'enfant. Mais il l'a fait, et c'est condamné à cinq ans de prison.

A présent, il est sorti, il est là en haut, c'est lui que l'on entend marcher. Il ne descend jamais, ne voit jamais sa femme, elle se refuse à faire les premières pas. Par compensation, elle a réécrit son fils, et aujourd'hui sa sœur vient pour le reprendre, l'adopter. Plus tard, on apprendra qu'Ella a été le premier, le seul amour de Borkman, la seule personne qu'il n'a pas ruinée. Mais il l'a ruinée, et c'est condamné à cinq ans de prison. Il a voulu la jeter dans les bras d'un avocat, elle s'y est refusée, l'avocat s'est vengé en dénonçant ses malversations.

Au-delà  
des péripéties

Une histoire bien sordide à la Dallas. Seulement, au-delà des péripéties de fait-divers, il y a la force d'Ibsen pour fonder dans la magna bourgeois qui sous-tend la vie quotidienne, sa rage d'extirper des vérités en lambeaux, comme un psy brutal, un exorciste qui ne cherche pas à classer le «démon», mais au contraire à bien l'étudier, se réjouissant de le voir si costaud, si complexe.

Les personnages ressentent leurs angoisses, et connaissent leurs réels griefs sans plus avoir besoin d'en parler. Ce qui les unit tient de la haine et de la dépendance. Une vraie famille, en somme, et personne n'a su couper le cordon, pas même en fuyant. On peut imaginer que le fils (Bernard Nisselle), partant avec une femme plus âgée et très belle, très vivante (Catherine Frot, splendide) assez prévoyante pour emmener avec elle la jeune Frida (Christine Vuilleumier), va s'en sortir. Mais ce n'est pas certain du tout.

Le spectacle de Luc Bondy, présenté à l'Odéon après Lausanne et Bruxelles (le Monde du 4 mars), impose le mystère de cette ambiance lourde, de plus en plus envahissante tandis que l'espace se dilate : après la pièce basse où vit Gunhild, l'immense ébène éblouissante de cordons où Borkman a reconstruit l'enfermement de sa cellule. Il tourne en rond, parcourant des chemins de boues noires posés sur des meubles, et qui zigzaguent inutilement. Environné de livres, de maquettes, il reprend les pièces de son dossier, attend que le monde vienne lui faire des excuses, lui redonner son rang, prenant la pose à chaque fois que quelqu'un frappe à sa porte. Ce n'est jamais ceux qu'il espère. Il voit uniquement Frida, qui vient jouer du piano pour lui, et son père, comptable, campagnon fidèle. Et puis, ce jour-là, Ella...

Freud  
n'est pas loin

A la fin, Borkman descendra, tentera de rétrograder son fils, il s'arrêtera, et il y aura le paysage étouffé sous la neige, où il va mourir. Le décor est d'Erich Wonder, les lumières d'André Diot, les costumes, sobres et beaux, de Béatrice Leppert.

Poursuivis par leur passé, les personnages progressivement se confient, se dévoilent, se débattent en vain contre des culpabilités qu'ils refusent - pareils au Gullat des Travailleurs de la mer dans les bras visqueux d'un poule monstrueux : Freud n'est pas loin. Luc Bondy, avec une grâce suprême, une finesse inextinguible, fait se côtoyer le mental et le quotidien. L'ironique et le concret, tout naturellement, sans avoir l'air d'y toucher. Les deux mondes sont là, toujours, se reflétant, s'enchevêtrant. Et net, clair, l'histoire suit son cours. Indiscutable.

Le spectacle, c'est vrai, bénéficie



Michel Piccoli et Roland Amstutz

## ARTS

## Cultures sans frontières

Deux expositions retracent l'itinéraire de Wifredo Lam  
un peintre partagé entre plusieurs mondesBARCELONE  
de notre envoyé spécial

Le 8 décembre 1902, Lam Yam, quatre-vingt-quatre ans, commerçant chinois faisant fonction d'écrivain public à Cuba, devenait le père d'un huitième enfant, Anna Serafina, son épouse, était une métisse hispano-africaine, qu'on disait un peu sorcière. Leur jeune fils, Wifredo, allait connaître un destin peu ordinaire.

En 1923, ce dernier débarque de son île natale en Espagne, pour étudier la peinture avec le directeur du Prado, Fernando Alvarez de Sotomayor. Il découvre le marxisme et les jolies filles, tout en pratiquant une peinture traditionnelle mêlée de surréalisme. Lam se cherche, et ses tableaux révèlent des emprunts nombreux, tantôt au cubisme, tantôt à Paul Klee. Mais, petit à petit, il dégage un style qui lui est propre. C'est à ce moment qu'éclate la guerre civile espagnole. Lam combat dans les rangs républicains comme artilleur, malade, il est évacué à Barcelone, où il rencontre le sculpteur Manolo Huguet, qui lui donne une lettre d'introduction auprès de son ami Picasso.

Lam traverse la frontière et gagne Paris. Picasso s'enthousiasme du jeune Cubain, lui fait rencontrer Miro, Eluard, Tzara et Breton, et le recommande au marchand Pierre Loeb, qui lui propose son premier contrat, bientôt suivi d'une exposition personnelle. En 1939, il expose en duo avec Picasso à la Paris Gallery de New York. Wifredo Lam est lancé. Sa peinture au graphisme épuré, inspiré des sculptures africaines, et aux thèmes simples et universels - famille et maternité, en particulier - rencontre un certain succès, qu'il interromp, d'ailleurs, un nouveau conflit.

Lam quitte Paris, fuyant les nazis, et se réfugie à Marseille, où il retrouve le groupe des surréalistes réfugiés dans la villa Air-Bel. Il dessine essentiellement, illustre le poème d'André Breton *Fata Morgana*, et participe à quelques «cadavres exquis». En 1941, il s'embarque avec Breton vers le Nouveau Monde, et retrouve Cuba. De retour à La Havane, le choc est rude. La misère y règne. Le banditisme et la corruption lui font prendre conscience des méfaits de la colonisation.

Lam se replie alors vers Haïti et ses cultes vaudous, qui, avec la santería que pratiquait sa grand-mère, deviennent ses sources d'inspiration. Là est le meilleur de Lam, dans ces grandes et terrifiantes forêts vierges où passent les ombres des dieux du panthéon caribbe. Lam emporte ses

visions avec lui lorsqu'il retourne en Europe après la seconde guerre mondiale. Deux thèmes prédominent alors dans son œuvre, désormais reconnue : la femme-oiseau, dont il fait le symbole de la culture afro-cubaine, et la femme-cheval. Il recourt à New-York les principaux représentants de l'art moderne, et à Paris ceux du groupe Cobra. L'entre eux, Asger Jorn, lui fait découvrir, pris de Gènes, une petite station balnéaire, Albissola, fréquentée par une importante colonie d'artistes attirés là par une tradition locale de la céramique. Lam s'y adonne, en alternance avec le dessin - qu'il pratique de préférence à la peinture.

Mais Cuba reste au premier rang de ses préoccupations : il y soutient les étudiants qui protestent en 1955 contre la dictature de Batista. Parfois il amplifie publiquement à l'entrée de Fidel Castro à La Havane. Invité par le nouveau gouvernement cubain, il sera à l'origine, en 1967, d'une exposition aujourd'hui légendaire regroupant une centaine d'artistes parisiens de Salon de Mai qui seront conviés à montrer leurs œuvres et à réaliser une peinture murale collective à La Havane. Lors de sa mort à Paris, en 1982, Cuba lui fera des funérailles nationales.

C'est ce parcours peu banal d'un artiste cosmopolite qui révèle aujourd'hui trois expositions, l'une au Palazzo della Permanente de Milan (montrant soixante-dix œuvres provenant des collections italiennes), les deux autres à Barcelone. La capitale catalane rend ainsi un brillant hommage à cet homme d'origine qui n'hésita pas à la défendre, le moment venu. La Fondation Miro présente un ensemble de tableaux, échelonnés chronologiquement de 1933 à 1970 : l'exposition dépeint, sans que l'on sache si cela est dû à un accrochage peu inspiré, ou si Philippe Soupault n'avait pas raison lorsqu'il remarquait que l'on peut retrouver et reconnaître dans ses toiles les plus explicites cette volonté de saisir, d'élaborer, d'inscrire.

Les dessins, gouaches, gravures et aquarelles qui sont montés au Centre culturel de la Fondation La Caixa, avenue Diagonal, 621-628, Barcelone (Espagne). Jusqu'au 21 mars.

## HARRY BELLET

Peintures, à la Fondation Miro, et œuvres sur papier, au Centre culturel de la Fondation La Caixa, avenue Diagonal, 621-628, Barcelone (Espagne). Jusqu'au 21 mars.

d'une distribution hars pair, y compris pour les «seconds rôles» - la réputation de Luc Bondy comme directeur d'acteurs n'est pas usurpée, une telle cohésion est rare. D'autant qu'il faut s'aligner, tenir, aux côtés de trois «monstres».

A tous les instants, Michel Piccoli est grandiose. Qu'il grimpe à l'échelle avec la rapidité de l'habitue et l'agilité d'un étrange insecte : que sans un mot, il affirme la possession de cette chambre dont il a fait une prison et son royaume ; qu'il domine, rugisse, qu'il se comporte en tyran déchu, qu'il erre dans la neige, ou Lear pathétique et terrible usant ses dernières forces, il bouleverse et inquiète.

Dans ses affrontements avec ses deux femmes, dans leurs affrontements entre elles, on quitte le drame pour le tragique : duo Nada Strancar et Bulle Ogier, unies par une haine complice, duel de deux forces irrépressibles, et qui provoque un véritable effroi. Bulle Ogier, bégayante dans des certitudes auxquelles elle s'efforce de croire encore, veut faire effacer «la faute» du mari par le fils. Nada Strancar, farouche, forte d'un amour auquel elle ne croyait plus, se bat avec l'énergie de qui n'a plus rien à perdre. Au sens fort, elles étonnent.

## COLETTE GODARD

Théâtre de l'Odéon, place de l'Odéon, grande salle, du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Jusqu'au 12 mai. Tél. : 44-41-34-36.

## Visite d'un disparu

Koltès, de l'enfance sombre à Metz  
aux grands soirs de NanterreL'ENTRETIEN DU SOLITAIRE  
à la Main-d'Or à Paris

Bernard-Marie Koltès, quinze jours avant sa mort le 15 avril 1989, s'entretenait languement, pour France-Culture, avec Lucien Attoun. En 1970 et 1971 il avait fait ses débuts à Strasbourg, mettant lui-même en scène ses adaptations de Gorki, de Dostoïevski, et du *Comique des contes*. Et c'est Lucien Attoun qui, onze ans avant la création de *Combats de nègres et de chiens* par Chéreau, fit connaître Koltès (il avait vingt-quatre ans) par une plus grande audience, en diffusant sur France-Culture, dans son émission *Le Nouveau Répertoire dramatique*, la pièce *l'Héritage*, mise en ondes par Catherine Frémy.

En avril 1989, Bernard-Marie Koltès s'exprimait donc une dernière fois sur lui, son enfance, son adolescence, sur le théâtre. Les premières années difficiles à Metz en l'absence du père, officier de carrière retenu en Indochine, puis en Algérie, ce père que Koltès dit n'avoir «compris» que trop tard.

Ce qu'il y avait de très beau, dans cet entretien diffusé sur France-Culture le 14 avril 1990, c'était la simplicité du ton, la vérité de la voix, la confiance des souvenirs et des réactions, et aussi ce qui n'était pas dit. Koltès ne disait pas, entre autres choses, si l'incidence des guerres coloniales sur la durée du foyer a déterminé plus tard sa «haine» pour les «Occidentaux», le malaise qu'il allait ressentir parmi eux, et son besoin de chercher la paix dans les cafés fréquentés par les immigrés, ou à l'étranger. Comme sa décision d'employer ses droits d'auteur à la création d'un hôpital à Lagos.

Lucien Attoun, lorsqu'il conduisait cet entretien, ne pouvait pas deviner que Koltès n'avait que quelques jours à vivre. S'il l'avait su, il n'aurait pas posé des questions «vivoires», donnant lieu à des réponses, à des projets d'avenir qui provoquent une lumière tragique. Mais la mère et le frère de Bernard-Marie Koltès, invités à entendre cette «dernière bande», se prononcèrent pour la diffusion intégrale.

Telles quelles, ces cent minutes et quelques de dialogue ne sont pas seulement un témoignage très précieux et poignant sur l'un des très grands auteurs dramatiques de ce temps : l'élévation de la pensée, le bégayement des paroles, la charge affective de la voix, les ouvertures si personnelles de l'éthique de Koltès, ainsi que les hasards, les reprises, les silences de cette rencontre, font naître peu à peu une réelle œuvre dramatique.

Jean-Gabriel Nordmann a eu l'idée, et a su obtenir les différents accords, pour mettre en scène cet entretien. Dans un lieu sobre, modeste (décor de Vincent Debats), l'acteur Michel André tient la «rôle» de Bernard-Marie Koltès, et ce ne pourrait pas être plus juste, plus authentique, plus éloquent. L'interprétation de Lucien Attoun a été confiée à une femme, Pauline Sales, nécessité de cette bonne vieille distanciation, plus drôle que gênante. Une soirée d'une densité rare, très belle et touchante, qui prendra fin bientôt : y songer.

## MICHEL CURNOT

Théâtre de la Main-d'Or, 15, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Jusqu'au 28 mars. Tél. : 48-06-67-89.

## MUSIQUES

## L'Arlésienne de Gounod

Découvrir ou redécouvrir un ouvrage parfait

MIREILLE  
à l'Opéra-Comique à Paris

Consacrer sa soirée à Mireille ? Livret adapté de Mistral, drame d'intérêt régional, histoire de petite bonne femme, musique «à l'occident»... Grimaire s'obtient du mélomane. Il s'est fait son idée de l'opéra de Gounod. Pour avoir chanté à l'école le chœur des magnaneries sans avoir jamais entendu ce que ce mot signifiait («magna la reine ?»), il croit en avoir humé de près le parfum bon marché. Opéra français populaire. Affaire classée.

Une Mireille venue d'Avignon, et que recevront plusieurs scènes en coproduction, arrache en ce moment des braves amateurs au public de la salle Favart à Paris. Il ne faut pas la dédaigner. Mireille est ici donnée dans sa version originale en cinq actes et sept tableaux - faute de *happy end*, la partition fut considérablement trébuchée au lendemain de sa création en 1864. Elle laissera stupéfaits les ignorants dont nous sommes, ceux qui n'avaient jamais vu l'ouvrage représenté et n'avaient accordé à ses enregistrements qu'un intérêt distrait. C'est dans son genre, un opéra parfait.

Mais quel genre ? Tout est là, précisément. La fille d'un riche élu d'Arles aime un pauvre vanner, une graine leur prêche un avenir sombre, rendez-vous en cas de malheur, aux Saintes-Maries-de-la-Mer. On se croit embarqué dans un vaudeville romanesque. Débarquent le père de la fiancée avec ses airs de patriarche archaïque, et Aurias le manadier, rival bédouin, un peu d'Ancien Testament, un peu de *Georgiques*. L'acte trois

nous trimbale chez Hoffmann et chez Weber (le *Freischütz*), soit en plein fantastique allemand, avec Val d'Enfer, malédiction, fantômes aquatiques, passeur fatal et assassin abîmé dans les flots (souvenir de *Don Giovanni*).

Juste le temps de souffler aux feux de la Saint-Jean. Le rêve, à nouveau, s'installe. Un berger joue les pâtres sur le rocher. Mireille, sacrifiant ses bijoux à la Vierge, dit adieu à sa petite sœur égarée, la Marguerite de *Faust* (antérieur de cinq années). Et ça ne fait que commencer. Notre Arlésienne, croisée moderne, parcourt à pied la trentaine de kilomètres qui la séparent des Saintes-Maries, Jérusalem lui apparaît dans un accès de délire mystique. On la croit morte. La voici ressuscitée. Pour un chemin de croix en bonne et due forme, qui la porte des bras de son amoureux retrouvé jusqu'à l'apothéose d'un ultime contre-ut gagné degré par degré avant que Dieu la rappelle à ses côtés. Voix céleste.

Un sujet plus  
français que français

Comment écrivait-on de l'opéra dans la France du second Empire, juste avant la vogue wagnérienne ? La réponse, c'est Mireille, opéra français sur un sujet plus français que français, destiné à ces voix très intelligentes, très articulées, fortes et légères, simples et nuancées, ouvrage-clé pour la connaissance du grand style vocal français. Avec une assurance d'académicien, mais sans une once d'académisme - avec, tout simplement, du métier. - Gounod trouve la solution, juste aux situations dramatiques les plus outrées. La musique coule, sans

être facile, sûre de ses effets, savoureuse, chalcronneuse, jamais bouillotte.

On chante toujours Wagner tant bien que mal. Est-on encore capable de bien chanter Gounod ? La distribution réunie à l'Opéra-Comique laisse perplexe, surtout la Mireille de Michèle Command. Tout va bien dans le médium, mais la voix est trop lourde pour que l'articulation, dans l'acte, passe compréhensible. Luca Lombardo (le Cassio d'*Otello* à la Bastille) se cantonne dans un registre nasillard et crispé : le rôle de Vincent demande plus d'innocente facilité. Rita Gori en Taven joue les monstres sacrés. L'Ouriis de Marcel Vanaud est d'un style plus sobre (l'opéra français du dix-neuvième siècle doit beaucoup à ce baryton belge). Alain Verbes est une basse lyonnaise, parfaitement distribuée dans le beau rôle patrilial de Ramon. La direction de Cyril Dieckhoff, à la tête des Chœurs de l'Opéra-Comique, de la Maîtrise des Hauts-de-Seine et d'un Orchestre Colonne en bonne forme (pas un canard du côté des cornistes), nous a semblé à la fin ferme et sensible, concentrée, fervente.

La mise en scène est de Robert Fortune. L'équipe d'Antoine Bourgeois a choisi de rajouter Mireille de près d'un demi-siècle et de la transporter en pleine révolution industrielle, dans une Provence en passe d'être coupée de ses valeurs ancestrales. On aperçoit à peine le passage d'un vélo, les costumes trois-pièces des bourgeois au dernier tableau. Dans des décors réduits à l'essentiel, il y a du soleil et des parfums sur scène. La mort porte sa faux sur l'épaulé. L'âme de Mireille est un tissu léger qui tressaille dans le ciel bleu.

## ANNE REY

Jusqu'au 25 mars à l'Opéra-Comique, 6, rue Favart, 75009 Paris. Tél. : 42-60-04-99. A 19 h 30 et le dimanche à 17 heures. Puis aux Opéras de Lausanne, de Nantes et au Grand Théâtre de Tours. A lire : Charles Gounod, *Mémoires d'un artiste*, édité et présenté par Claude Goussier, Calmann-Lévy, 1991 - 237 pages, 92 F. L'enregistrement de Mireille réalisé en 1955 au Festival d'Aix-en-Provence, avec Janette Vivalda, Nicolai Gedda, Christiane Gayraud, Michel Duna et André Vessières, direction André Cluydts, a été réédité en 1992 chez EMI-UMI (un album de deux CD).



Parc des Expositions  
Porte de Versailles  
Paris  
17-18-19 mars 1993

Le salon des produits et  
des services pour la Restauration  
la Reconversion et la Réhabilitation  
des bâtiments et sites anciens  
Minitel 3616FTB-BATI3R Tel 31 85 12 69



## CULTURE

### GALERIES

#### La rigueur du hasard

Trois expositions démontrent la variété et la vitalité de l'abstraction géométrique

**DUBREUIL**  
à la galerie Vivox  
**CUZIN**  
à la galerie Jordan  
**PERROT**  
à la galerie Barbara

Epicure lui attribue la production du monde. Après les physiiciens, les économistes l'ont intégré : le hasard — et sa sœur l'incertitude — est au centre de la démarche de nombreux artistes surréalistes en tête. Pourtant, il semble aujourd'hui qu'il faille en chercher les développements les plus prometteurs du côté de ceux qui furent les frères ennemis des surréalistes dans les années 30 : les abstraits géométriques. Ils souffrent, depuis Mondrian, d'une réputation de rigorisme, pansée d'un soupçon d'emui ; or, sans être exactement de joyeux lurons, ils produisent actuellement des œuvres qui sont paradoxalement parmi les plus variées qui soient, et les plus justes aussi.

On a pu en voir quelques exemples ces derniers temps avec les expositions d'Elsworth Kelly et de François Morellet, qui utilisent tous deux des formes élémentaires, des grandes surfaces de couleur à la facture soignée, employées dans des formats souvent inhabituels. Ils recherchent l'absence de composition et usent pour cela du hasard et de la répétition.

#### Un don du ciel

« A quel bon tant s'agiter pour des choses que le hasard distribue ? », semble se dire Jean-François Dubreuil. Il sollicite la presse internationale de la manière la plus pertinente qui soit, en utilisant la configuration des maquettes et des mises en page pour déterminer l'agencement de ses tableaux. Mais la rigueur reprend immédiatement ses droits : les publicités sont cadrées de rouge, les photographies revêtent du gris ou du blanc. Le tirage au sort intervient à nouveau pour déterminer l'ordre d'apparition des autres couleurs.

Le hasard joue d'une autre manière dans le travail de Christophe Cuzin, sous cette forme ancienne qu'on appelle un don du ciel : un beau matin, ouvrant la porte de son atelier, il trouve sur le seuil une plaque métallique rouillée qui affectait la forme de la lettre « E ». Apparemment innocent, le petit objet finit par envahir tout son travail, sous les formes classiques du dessin et de l'estampe. Cette lettre banale, mais dit-on la plus fréquemment utilisée, au point que Georges Perec crut nécessaire de l'escamoter d'un de ses romans, est devenue reine. Elle sait aussi s'adapter, et le hasard intervient à nouveau : les trois sculptures que Cuzin montre en ce moment ont des dimensions calculées en fonction de l'échelle de la galerie qui les accueille. Les trois « E » mesurent ici 2,80 m, chacun se tord

selon sa propre logique et repoit une couleur déterminée par la palette restreinte mise à la disposition des carrossiers par les fabricants d'appareils industriels. Le résultat est étonnant : vues de l'extérieur, les fenêtres de la galerie irradient une sourde pulsation colorée ; à l'intérieur, le spectateur est baigné dans cette lumière qui l'attire vers ces constructions, à la fois imposantes et légères comme une voyelle.

Antoine Perrot est le plus proche de l'image traditionnelle que l'on se fait d'un abstrait géométrique. L'exposition que lui consacrait il y a deux ans la galerie Lahumière portait en exergue une citation de Clement Greenberg, qu'il avait adoptée : « L'éclectisme extrême qui domine l'art aujourd'hui est malsain et il faudrait lui résister, même au prix du dogmatisme et de l'intolérance ». Luttant contre la médiatisation qui oblitère les œuvres au profit des artistes, Perrot utilise le hasard pour s'effacer derrière ses tableaux : c'est le hasard qui détermine la répartition des éléments composant les collages servant de point de départ à des œuvres plus importantes. Pour le reste, l'exposition est accrochée avec une grande rigueur : la galerie est tout entière au service d'une progression qui conduit vers une œuvre superbe, G. 1993. Le spectateur est d'abord insidieusement attiré à l'intérieur par de très séduisantes pièces composées d'une partie peinte et d'une autre recouverte d'une feuille de plomb. Ensuite, le plomb verni capte la lumière, huit sous des reflets qui fascinent.

On passe ensuite à quatre pièces monochromes, verticales et droites, marquées de curieuses découpages qui gardent l'entrée comme de modernes totems. Plus loin, deux panneaux au profil ondulé, retour du hasard, esquissent au mur le geste d'un gigantesque pinceau et couvraient au tableau du fond pour lequel toute l'exposition semble avoir été organisée. Il le mérite : les fragments de bois irréguliers peints en bleu, buissonnants au mur et stabilisés par quatre carrés de plomb, ont l'énergie des papiers découpés de Matisse dont, à travers Elsworth Kelly, Perrot est un des derniers héritiers.

#### HARRY BELLET

► Jean-François Dubreuil, galerie Alessandro Vivas, 12, rue Bouchardon, 75010 Paris. Tél. : 42-38-63-12. Jusqu'au 17 avril.

► Christophe Cuzin, galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-72-39-84. Jusqu'au 25 mars.

► Antoine Perrot, galerie Barbara, 74, rue de Quincampoix, 75003 Paris. Tél. : 42-72-57-36. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

### Enigmes de la vision

Inspirées de la Bible, des gouaches et des gravures de Gérard Garouste

**LE GOMHELET**  
à la galerie Art, Culture et Foi

C'est une exposition intime dans une petite galerie, mais une exposition dense, harmonieuse, heureuse en somme. Sous un titre savant, Le Goheliet, autrement dit L'Eclésiaste, Gérard Garouste a réuni quelques-unes des gravures qui lui ont été suggérées par la lecture biblique.

Images pieuses ? Illustrations ? Rien de tel. Les lignes s'entrelacent, s'accroissent en tourbillons et nuages et, de cette apparence de désordre, des corps et des lieux se distinguent peu à peu. Actions et expressions, demeurent mystérieuses. L'œil reconnaît seulement des gestes amorcés, des fragments de paysages brouillés, des arbres qui semblent des torches, des rochers qui semblent des maisons, des ombres et des anges. Quelquefois un verget de l'Eclésiaste copié d'une large écriture ébrée, à peine déchiffable, se superpose à l'image ou fait office de légende. Il ne l'élusire guère pour autant. L'énigme n'en finit pas.

Et c'est d'elle que ces eaux-fortes tiennent l'essentiel de leur grâce. L'élégance des esquisses, l'étrangeté d'un dessin qui se défait et se reforme sans cesse, la bizarrerie des

compositions attirent l'œil. Il pénètre dans ces buissons ténébreux et s'y perd. Reconnaître des figures le rassure, les voir se dissoudre le déconcerte — long exercice de repérage et égarerments aliénés. A qui songer ? A de lointaines références, primitifs rhénans et dacubiens, graveurs vénitiens experts en mythologies indécises, maniéristes pragois, apparitions goyquesques — mais sans effort, — symbolisme de Bredin et de Moreau.

Serait-ce là la généalogie imaginaire de Garouste ? Il se peut. Ayant rompu les attaches qui le liaient aux engouements et aux modes contemporains, il suit, à sa guise, selon son rythme et ses rêveries, un cheminement de plus en plus singulier. Il lit tantôt la Bible et tantôt la Divine Comédie. Il se laisse porter par leurs poésies pour inventer la sienne. Il dessine, il grave, il peint des gouaches, sans guère se soucier de plaire ni d'être compris. Il est dans son œuvre, dans sa profondeur, libre de divaguer, libre d'inventer de beaux songes inexplicables.

#### PHILIPPE DAGEN

► Galerie Art, Culture et Foi, 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris. Tél. : 43-54-72-08. Jusqu'au 3 avril.

### PHOTOGRAPHIE

#### Les couleurs de la nuit

Disparu en 1990, Daniel Boudinet est l'auteur de subtiles vues nocturnes

**DANIEL BOUDINET**  
au Palais de Tokyo

Jusqu'ici, la Mission du patrimoine photographique a présenté dans ses deux grandes salles du Palais de Tokyo des rétrospectives de photographes — Lartigue, Kertész, Kollar, René-Jacques, Bovis, Colomh — dont les œuvres, données à l'Etat, étaient accomplies et couraient sur un demi-siècle. D'où les expositions-fléuves (250 photos) et les livres denses et soignés qui les accompagnaient (1).

Pour la première fois, la Mission présente un photographe arrêté net en pleine maturité : Daniel Boudinet, mort du sida en 1990, à l'âge de quarante-cinq ans. Dans le beau texte d'introduction intitulé « La symphonie inachevée », Christian Cayrolle nous avertit : « Il nous reste à examiner les images qu'il nous laisse comme un corpus, le seul que nous aurons de lui, plutôt que comme une œuvre. C'est enfin d'écrire à la fois des points de vue non pertinents (« la vie et l'œuvre ») et de survaluer, sous l'emprise du deuil, l'importance du parcours accompli ».

Hélas, cet avertissement incide n'a pas été entendu. La présentation des images est un modèle de confusion : photos miniatures et perles, commandes alimentaires et travaux personnels, tout est mis au même niveau, le bon, le moins bon et le médiocre. Dans le livre qui accompagne la rétrospective, un méticuleux récit biographique suit le parcours du photographe, pointe ses rencontres, dénombre ses amis, ses voyages. Comme si nous avions affaire à un Man Ray fréquentant le Tout-Paris mondain et artistique de l'entre-deux-guerres. Ce n'est pas le cas.

Ainsi, les portraits de cinéma (la moitié de l'exposition) sont de peu d'intérêt — même si on y trouve

des fulgurances, comme Isabelle Weingarten, Bulle Ogier — tant on a du mal à y déceler la touche de l'auteur. Réalisés pour le Cinéma, les visages serrés, sobres, frontaux, ont au moins le mérite de trancher avec la vogue insupportable du portrait « scénariste » qui a envahi les magazines dans les années 80. Les photos de voyages (Bomazzo, Asie, Petra), trop disparates, ainsi que quelques commandes ponctuelles (intérieurs de casinos), ne sont pas convaincantes.

#### La perfection en sept images

Nous savions, en revanche, que Daniel Boudinet avait réalisé les plus justes portraits de Roland Barthes, que ce dernier avait écrit, dans la production de son ami-photographe, un polaroid couleur (d'étranges matières bleu-vert) pour ouvrir son livre *La Chambre claire*. Tous deux s'étaient retrouvés dans le numéro 4 de la revue *Créatis*, en 1977 : Roland Barthes y expose ses réflexions et ses émotions, à partir de paysages si anciens (champs, feuillages, ferme, village) que son imagination peut courir. « Tout ce que D. B. photographie, je le désire », explique le philosophe.

On retrouve dans le travail de Boudinet les mêmes préoccupations que Roland Barthes a énoncées dans ses livres : le refus de la sentimentalité, l'absence d'informations, le dépouillement des lignes et des formes, une obsession du jeu matière-lumière, l'indifférence à l'anecdote et à l'esthétisme, la recherche de l'intemporalité.

C'est ainsi que Boudinet a trouvé dans ses compositions nocturnes en couleurs — pans de murs, routes périphériques et pylônes — un terrain idéal. La couleur est minoritaire dans le fonds Boudinet,

donné à l'Etat en 1991. Mais on y trouve le meilleur. Nous sommes en 1975-1977 et, là, le photographe est un précurseur. Certes, on a vu Paris, Londres, Rome, ou Chamonix, la ville qui l'a vu naître, sous de meilleurs jours. Mais, ici, nous sommes ailleurs, dans la matière photographique étalée sur des petits formats subtils aux dominantes bleues, ocre ou rouges.

Si Daniel Boudinet a été catalogué coloriste et photographe de la nuit, ses formes colorées ne sont pas celles qu'on voit dans les magazines. Les scènes ne cessent de jouer avec la matière, le sujet et la lumière. A ce jeu-là, Daniel Boudinet a atteint la perfection dans un porte-folio de sept images, rassemblées sous le titre *Fragments d'un labyrinthe* : porte, couloir, détour, mur, décrochement, coin, passage. Peu importe le jeu de piste étrange dans lequel Boudinet nous entraîne. Gardons seulement le souvenir d'une fragile et parfaite harmonie bleu-vert-noir. Sa couleur.

MICHEL GUERRIN

(1) Les livres publiés dans le cadre des expositions organisées par la Mission du patrimoine photographique étaient cotés par le ministère de la culture et les éditions La Manufacture. Cette dernière, installée à Besançon, a déposé son bilan en janvier dernier au moment où le livre de Daniel Boudinet était en fabrication. Aussi la sortie et la mise en place de ce livre ont-elles été assurées par la Mission : 19, rue Réaumur, 75003 Paris. Tél. : 42-74-30-60.

► Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Tél. : 47-20-32-34. Jusqu'au 18 avril. Catalogue sous la direction de Christian Cayrolle, 224 pages, 395 francs.

### VOYAGE D'ÉTUDE AU JAPON

Une occasion de connaître le Japon tel qu'il est

#### CONCOURS

Le Ministère des Affaires Étrangères du Japon annonce l'organisation de son quinzième concours destiné aux jeunes des pays de la Communauté européenne et leur offre, à nouveau cette année, l'occasion de participer à un voyage d'étude au Japon.

Une présélection sera effectuée parmi les candidats âgés de 18 à 22 ans n'ayant jamais participé à ce programme, qui auront remis avant le 20 avril 1993 un essai dactylographié (en 3 exemplaires) de 2 000 à 3 000 mots sur le thème : « Actions à entreprendre et perspective de développement dans le cadre des relations nippo-européennes ».

Ils auront ensuite un entretien en anglais. Les lauréats seront invités à effectuer un voyage d'étude de deux semaines au mois de septembre 1993.

Pour tous renseignements concernant les modalités du concours et le programme de voyage, écrire avec enveloppe timbrée pour la réponse (aucun renseignement ne sera donné par téléphone) à :

#### AMBASSADE DU JAPON

Service culturel et d'information, 7, rue de Tilsit 75017 Paris

CONSULAT GÉNÉRAL DU JAPON  
70, avenue de Hambourg, 13008 Marseille

#### CONSULAT GÉNÉRAL DU JAPON

« Tour Europe », 28, place des Halles, 67000 Strasbourg.

### 13<sup>e</sup> SALON DU LIVRE

17-21 MARS 93



#### PARIS - GRAND PALAIS

700 AUTEURS • 1000 TITRES • 10000 COPIES

### 22 jours "Best of the West" 10.690 Frs. \*

avec Kuoni et Delta Air Lines

\*Avion + voiture + réservations d'hôtels, prix selon dates de départ, de Paris, par personne, base chambre quadruple, voiture cat. E.

- Vols secs
- Voyages à la carte
- Circuits accompagnés

Un large éventail de voyages sur l'Amérique du Nord.

Pour recevoir gratuitement la nouvelle brochure "Etats-Unis/Canada" de Kuoni et Delta Air Lines, retournez ce bon à : Voyages Kuoni, BP 666-08, 75367 Paris Cedex 08.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_



et DELTA AIR LINES, à deux c'est tellement mieux



## ÉCONOMIE

## BILLET

## L'emploi des jeunes se dérobe

Depuis 1985, le chômage des jeunes recule. Il augmente à nouveau. Entre mars 1991 et mars 1992, il a progressé de 0,4 point, passant de 7,8 % à 8,2 % de la population des moins de vingt-cinq ans, qu'ils soient actifs, inactifs ou scolarisés. L'INSEE, qui fait ce constat dans un document rendu public lundi 15 mars (INSEE Première, n° 248), observe que l'évolution du marché du travail est « peu favorable ».

Jusqu'à présent, la baisse du chômage chez les jeunes était essentiellement obtenue par l'augmentation du nombre de ceux qui prolongent leurs études. Or, si cette tendance se poursuit - 43 % des seize à vingt-cinq ans étant scolarisés en mars 1992 contre 41,9 % en mars 1991 - ce mouvement ne suffit plus désormais. L'allongement de la scolarité, surtout sensible chez les jeunes âgés de dix-huit à vingt-trois ans, ne parvient pas à contenir la diminution globale des emplois. Pourtant, et du fait de l'arrivée des classes creuses des seize à dix-sept ans, qui ont diminué de 6 %, l'effectif des moins de vingt-cinq ans s'est réduit de 100 000 en un an.

Tout compris, la proportion de jeunes ayant un emploi faiblit, qui, de 39,1 % en 1991, revient à 37,7 % en 1992. La chute est particulièrement sensible pour ceux des emplois qui ne sont pas « aidés » (1,7 point en moins), mais ne concerne pas, parmi eux, les emplois temporaires ou précaires, qui représentent 13,1 % du total, contre 12,3 % en 1991. Les missions d'intérêt et les contrats de travail à durée déterminée continuent à se développer, au détriment des contrats à durée indéterminée. Cette aggravation n'est pas compensée, en outre, par la croissance relative des emplois aidés par l'Etat, dont ont bénéficié 7,2 % des jeunes en 1992, après 6,9 % en 1991. Si le nombre des stagiaires et des apprentis baisse, pratiquement toutes les autres formules augmentent leurs effectifs. C'est vrai pour les contrats emploi solidarité (CES, successeurs des TUC), l'exonération-jeune et, dans une moindre mesure, les contrats de qualification et d'adaptation. Telle qu'elle se présente, la situation montre à l'évidence les limites des actions gouvernementales dès lors que la conjoncture économique est mauvaise pour l'emploi.

M. Marine Aubry, à son arrivée à la tête du ministère du travail, avait renoncé à certains dispositifs en faveur des jeunes et avait préféré les inciter activement à chercher un emploi. Cette réorientation n'a pas été couronnée de succès. Dans le même temps, l'accent a été mis sur le chômage de longue durée et les CES, largement ouverts aux adultes. Les résultats obtenus sur ce deuxième front l'ont été au détriment du premier, prouvant ainsi qu'on ne peut pas courir deux lièvres à la fois.

ALAIN LEBEAUCHE

## JOURNAL OFFICIEL

## DES DÉCRETS

N° 93-319 du 8 mars 1993 modifiant le décret n° 85-1243 du 26 novembre 1985 portant création d'instituts et d'écoles internes dans les universités et les instituts nationaux polytechniques.

N° 93-77 du 20 janvier 1993 portant création et organisation provisoire de l'université de La Rochelle (rectificatif).

N° 93-324 du 11 mars 1993 modifiant le décret n° 69-904 du 29 septembre 1969 relatif au statut des agents du service des transmissions du ministère de l'Intérieur.

Et au Journal officiel du dimanche 14 mars 1993 :

## L'accord sur le « pacte de solidarité » en Allemagne ne prévoit pas d'augmentation des impôts avant 1995

Après deux jours et demi de négociations marathon, les responsables du gouvernement fédéral, de l'opposition social-démocrate et les chefs des seize Länder allemands, réunis autour du chancelier Helmut Kohl à la chancellerie de Bonn, ont bouclé dans la soirée du samedi 13 mars le « pacte de solidarité » qui doit permettre de

sortir l'est de l'Allemagne de son sous-développement économique. Le coup de semonce des élections communales de Hesse, où l'extrême droite avait profité d'une nouvelle fois de la faiblesse des grands partis traditionnels, a été entendu.

La volonté de compromis s'est emparée de la guerre de tranchées que se livraient

depuis des mois majorité et opposition, gouvernement fédéral et Länder de l'Est, sur la meilleure façon de répartir les charges de la réunification.

Cet accord relance l'espoir d'une baisse des taux directeurs de la Bundesbank, dont le conseil se réunit jeudi 18 mars.

## BERLIN

de notre correspondant

Le compromis prévoit qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts directs d'ici à 1995, mais que la réunification ne sera pas payée non plus au détriment de la solidarité sociale. L'impôt de solidarité réclamé par les sociaux-démocrates pour tout de suite sera instauré à partir de 1995 seulement. Le prélèvement atteindra 7,5 %. Son produit et l'augmentation de l'impôt sur le capital rapporteraient 28 milliards de deutschemarks (11). Ils seraient entièrement dans les caisses du gouvernement fédéral. Ce dernier a accepté, en contrepartie, que la part de la TVA redistribuée aux Länder soit portée à partir de 1995 de 37 à 44 %. Cet accroissement de ressources permettra aux régions de l'Ouest de financer l'énorme surcoût de charges que va leur valoir l'extension aux Länder de l'Est du système de péquignation destiné à équilibrer les revenus entre régions pauvres et régions riches. Ce système, qui fonctionnait jusqu'ici uniquement entre les Länder de l'Ouest, remplacera le Fonds de l'unité allemande mis en place à titre transitoire après la réunification pour drainer vers l'Est les financements publics.

Les sociaux-démocrates, majoritaires à la Chambre des Länder, ont obtenu dans la négociation que le financement de la péquignation ne porte pas préjudice aux plus défavorisés par des réductions des prestations sociales. En raison du déficit prévu de l'Office du travail

de près de 5 milliards de deutschemarks, le gouvernement avait inscrit dans son collectif budgétaire du 4 mars une diminution des allocations de chômage. Il n'est plus question que de réprimer la fraude.

De même, l'Office du travail, qui avait menacé de ne plus reconduire les emplois à revenu minimum dans les nouveaux Länder de l'Est, recevra 2 milliards de deutschemarks supplémentaires pour en financer 400 000, contre 314 000 aujourd'hui.

## Pas de réductions de prestations sociales

La menace de l'office avait déclenché une levée de boucliers à l'Est, où ces emplois ont été très importants pour diminuer l'impact du chômage. Leur suppression ferait passer le taux de chômage à l'Est de 14,5 % à près de 20 %. Les Länder de l'Est ont reçu pour les deux années 1993 et 1994 l'engagement d'une augmentation du Fonds de l'unité allemande de 3,7 et 8,8 milliards de deutschemarks, financés respectivement par le gouvernement fédéral et les Länder de l'Ouest. Ils se répartiront à partir de 1995 près de 60 milliards de deutschemarks d'aide budgétaire directe de l'Ouest. Près de 55,8 milliards, selon le ministre des finances, M. Theo Waigel, proviendront du système de péquignation des Länder.

Le reste viendra de l'augmentation des programmes d'aide à la construction, de l'assainissement de l'environnement, de la création

d'un fonds pour le maintien d'un noyau industriel qui prendra la relève de la Treuhänder, l'office qui gère jusqu'en 1995 la liquidation du patrimoine de l'ex-RDA. A ces sommes s'ajouteront les charges financières prévues pour rembourser la réabsorption des dettes de l'ex-RDA, qui s'élèveront à partir de 1995 à 40 milliards de deutschemarks annuels; à celles aussi prévues pour la reconstruction des infrastructures. L'Est devrait coûter au total près de 110 milliards de deutschemarks par an.

D'ici à 1995, les charges supplémentaires seront financées par des économies et par un accroissement de l'endettement public. Le projet de collectif budgétaire pour 1993 prévoyait début mars un endettement de 51 milliards, en augmentation de 8 milliards. Le principal succès de la majorité gouvernementale dans la négociation a été de tenir bon sur son refus d'augmenter d'ici à 1995 la pression fiscale pour ne pas renforcer la récession actuelle et donner toutes ses chances à une reprise espérée vers la fin de l'année. M. Theo Waigel, ministre fédéral des finances et président de la CSU bavaroise, a estimé que l'accord devrait avoir un effet positif sur la conjoncture, parce qu'il introduit de la clarté pour les acteurs économiques. Il a souligné que les marchés financiers et la Bundesbank se tiraient les conséquences.

Sur le plan politique, la majorité et l'opposition vont pouvoir profiter d'un répit avant d'affronter les prochaines échéances électorales. La montée du chômage, la crise de la sidérurgie à l'Ouest, les négociations

sur le rattrapage des salaires à l'Est, promettent encore de mettre les nerfs à rude épreuve ces prochaines semaines. Le compromis de samedi a été commenté avec soulagement par les chefs des partis. Le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, a estimé qu'il s'agissait d'un pas important pour la réalisation de l'unité et souligné que, s'il ne répondait pas à tout, il montrait néanmoins que les grands partis étaient capables de serrer les cordes devant l'ampleur de la tâche à accomplir. Le chancelier Kohl a affirmé que tous avaient été conduits par l'idée, « dans un moment difficile de l'histoire de notre pays, de devoir aboutir à un résultat ».

L'enlèvement des discussions sur le « pacte de solidarité » avait exaspéré une opinion publique insécurisée par les difficultés de la réunification et le passage à vide de l'économie allemande. Le Parti social-démocrate, auquel sa majorité au Bundestag donne un pouvoir de contrôle sur le gouvernement, doit sérieusement repenser aujourd'hui sa stratégie pour redresser son image de parti aspirant l'année prochaine à la relève du pouvoir. Le chancelier Kohl est au plus bas de sa popularité. Il a perdu beaucoup de crédit et ne prévoyait pas le coût de l'unité. Mais il a maintenant un accord soutenu par tous, et il dispose d'une anote pour montrer qu'il sait en tirer parti.

HENRI DE BRESSON

1) Le deutschemark vaut 3,39 francs.

## SOCIAL

## Les difficultés du secteur automobile

## Huit journées de chômage partiel chez Michelin

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Michelin a décidé de suspendre l'activité de ses services centraux à Clermont-Ferrand durant une période de huit jours qui s'échelonne du 19 au 22 mars, du 2 au 5 avril, et les 26 et 27 avril.

Cette mesure, annoncée vendredi 12 mars par la direction aux délégués du comité d'établissement, place en situation de chômage partiel 90 % du personnel des services qui relèvent des activités du siège social. Près de 5 000 employés administratifs ou techniciens sont concernés alors que les cadres, s'ils ne sont pas touchés pour l'instant, devront « contribuer à l'effort d'une façon à définir ultérieurement ».

Michelin évoque « la situation difficile dans laquelle se trouve le secteur automobile en Europe ». Celle-ci « a déjà conduit l'entreprise à revoir, en baisse, les volumes de fabrication des différents produits, entraînant par voie de conséquence la mise en chômage partiel du personnel de fabrication sur la plupart des sites de France et d'Europe ».

J.-P. R.

## Un accord sur le partage du travail

## Cent vingt emplois pourraient être sauvés chez Thomson-tubes électroniques

LES SYNDICATS CFTD, FO ET CFE-CGC

de notre correspondant

Les syndicats CFTD, FO et CFE-CGC et la direction de Thomson-tubes électroniques (2 200 salariés) ont élaboré un accord qui devrait permettre d'éviter le licenciement de 120 personnes. Alors que l'entreprise envisageait de supprimer 412 postes en trois ans, les propositions soumises au personnel - qui se prononcera le 16 mars lors d'une consultation à bulletin secret - consistent à diminuer de cinq jours la durée annuelle de travail et à réduire, dans des proportions qui devront être négociées, les augmentations de salaire (limitées à 1 % en 1993). En outre, le recours à la sous-traitance sera atténué et la société récupérera, après le rachat d'autres activités, certaines fabrications.

Ce dispositif permettra de maintenir 120 emplois, le reste du sur-effectif étant absorbé par des préretraites, des départs naturels ainsi que par le retrait des salariés ayant atteint soixante ans et justifiant de cent cinquante trimestres de cotisations. Thomson-tubes électroniques, dont le siège est à Vélizy (Yvelines), compte des unités de production à Saint-Egrève et à Moirans (Isère) ainsi qu'à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

Ensis-Unit et 60 milliards de dollars d'actifs gérés) fusionnera avec la maison de courtage Smith, Barney, Harris, Upham and Co, filiale de Primmica, qui emploie 7 200 personnes. « Cette transaction fait faire à Smith Barney, qui a déposé un bénéfice net de 170,1 millions de dollars en 1992, un prodigieux bond en avant dans une transformation qui aurait autrement pris des années », a déclaré M. Sanford Weill, président de Primmica. Ce dernier avait fondé puis vendu Shearson à Amex en 1981.

Quelques jours avant un conseil européen

## Le mécontentement persiste chez les pêcheurs

Le mécontentement des marins-pêcheurs continue de se manifester, quelques jours avant un conseil des ministres européens à Bruxelles, jeudi 18 mars. En France, dans la nuit du dimanche 14 mars au lundi 15 mars, une centaine de pêcheurs, masqués et armés de barres de fer, ont bloqué quatre camions frigorifiques danois et britanniques, et détruit leur cargaison dans la zone portuaire de Capécure à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Au Pays de Galles, des bateaux britanniques ont bloqué plusieurs heures au début du week-end l'entrée du port de Milford-Haven afin d'empêcher le débarquement de poisson provenant de France. Le mercredi 10 mars déjà, sur le même port, des pêcheurs s'en étaient pris à la cargaison de morue d'un chalutier breton. « Nous demandons des quotas d'importation réalistes, mais malheureusement, le seul moyen de nous faire entendre est d'agir de la sorte », a notamment déclaré, samedi 13 mars, le capitaine d'un chalutier gallois.

La veille, un incident avait opposé un patrouilleur espagnol et des pêcheurs français d'anciens dans les eaux du golfe de Gascogne. Selon les pêcheurs, un deuxième incident s'était produit, quelques heures plus tôt, entre un patrouilleur et un chalutier d'Hendaye. En application d'un accord bilatéral entre la France et l'Espagne, la campagne de pêche à l'anchois se termine le 20 mars. (AFP)

## TRANSPORTS

A une vitesse de 160 km/h

## Mise en service progressive des rames du TGV Nord

Quatre rames du TGV Nord relient quotidiennement Paris, Amiens, Lille et Dunkerque, depuis le lundi 15 mars, pour familiariser les voyageurs et les personnels de la SNCF avec ce nouveau matériel, avant sa mise en service définitive, le 23 mai, annonce la SNCF. Mais ces rames flambant neuves, sorties il y a quelques mois seulement des ateliers de GEC-Alsthom et baptisées « Réseau », ne rouleront qu'à 160 km/h, est-il à dire à la même vitesse que les trains Corail actuels. Pendant cette période, certaines d'entre elles seront affectées à la desserte internationale Paris-Bruxelles en remplacement du Trans-Europe-Express (TEE).

## CONJONCTURE

## La hausse des prix a atteint 0,4 % en février

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en février, selon l'indice provisoire publié, lundi 15 mars, par l'INSEE. Le mois précédent, la hausse avait également été de 0,4 % alors que les prix étaient restés stables en décembre. Calculés sur les douze derniers mois et à partir du nouvel indice mis au point par l'INSEE, l'inflation atteint 2,1 %, alors que pour l'ensemble de l'année 1992, toujours à partir du nouvel indice, elle n'avait pas dépassé 1,9 %. Pour autant, l'indice de février est jugé « satisfaisant » par le ministère des finances qui note que, s'agissant de l'inflation dans l'Hexagone, « la tendance de fond » reste une hausse de 2 % par an.

## M. Chirac préconise un allègement des prélèvements obligatoires

Il est « impératif et urgent d'alléger les prélèvements obligatoires », a indiqué M. Jacques Chirac dans une interview publiée lundi 15 mars par le quotidien Les Echos. Pour l'ancien premier ministre, une telle mesure permettrait de « réamorcer le cycle de la croissance, relancer l'investissement, favoriser l'esprit d'initiative et donc lutter plus efficacement contre le chômage ». M. Chirac reconnaît toutefois que « tout ne sera pas possible tout de suite », notamment à cause du déficit budgétaire et du déséquilibre des comptes de la protection sociale pour 1993, dont seul « un audit approfondi et objectif » permettra de mesurer l'ampleur.

Bols Ne  
Par Sen  
lers Les

هكذمان النجيا



## ÉCONOMIE

Après l'annulation  
d'un préavis de grève en référé

**Le trafic était  
quasiment normal  
lundi matin  
dans le métro parisien**

Le trafic a été quasiment normal, lundi 15 mars au matin, dans le métro parisien, après l'annulation par le tribunal de grande instance de Paris du préavis de grève déposé par les conducteurs (le Monde daté 14-15 mars). Selon des informations données par la direction et confirmées de source syndicale, les rames ont roulé normalement sur toutes les lignes. Seules de légères perturbations ont été notées sur les lignes 6 et 7 (Nation-Etoile et Villejuif-La Courneuve), où trois trains sur quatre seulement circulaient. Reste à savoir si cette reprise du travail s'explique par les risques de sanctions encourues par les grévistes ou par un essoufflement du mouvement.

L'incertitude demeure donc sur la suite des événements : lundi matin, des préavis de grève pour les prochains jours couraient toujours. Celui de mardi, déposé par la CGT, s'inscrit dans le cadre d'une journée nationale d'action dans les transports. A la CGT et au Syndicat autonome des conducteurs, on affirmait n'avoir connaissance lundi matin d'aucune réunion entre les syndicats impliqués dans le conflit pour déterminer la suite à donner au mouvement.

► Renseignements : numéro vert 05-15-11-11.

Dans un rapport confidentiel portant sur la période 1988-1991

## L'inspection générale des finances critique les coûts de la RATP

Un rapport de l'inspection générale des finances (IGF), remis au gouvernement en octobre 1992 et resté jusqu'à présent confidentiel, souligne la « dérive » des coûts de fonctionnement de la RATP entre 1988 et 1991.

Ce rapport de l'inspection générale des finances a été réalisé à la suite d'une demande de M. Christian Blanc, qui a dirigé la RATP du 22 février 1989 au 27 novembre 1992. Sa première partie fait apparaître une hausse de 41,4 % en francs courants et de 30 % en francs constants entre 1988 et 1991 (2,083 milliards de francs contre 1,473 milliard des matières et autres charges externes (MACE), c'est-à-dire des coûts de fonctionnement, hors frais de personnel et investissements. De 1985 à 1988, ils n'avaient progressé que de 10 % en francs courants.

Après avoir noté que la période analysée correspond à une « mutation profonde du fait des options engagées par son PDG, M. Christian Blanc, pour transformer la RATP en une entreprise publique moderne », M. Alexandre Jevakhoff, inspecteur des finances, et M. René Waldmann, ingénieur général des ponts et chaussées, rap-

pellent que « cet objectif de « modernité publique » a paru suffisamment innovant à l'Etat pour que le directeur du budget accepte en 1990 la création d'une dotation de modernisation de 30 millions de francs (renouvelée en 1991 et 1992), sans définir aucun critère d'éligibilité ».

D'après l'IGF, « la dérive des MACE constatée depuis 1988 a été favorisée par l'absence d'un véritable contrôle de gestion. (Elle) traduit des choix industriels contestables ou erronés. (Elle) correspond à une modernisation financièrement coûteuse ». Le rapport estime que la RATP ne dispose pas, en 1992, d'un contrôle de gestion à la hauteur de ses enjeux économiques et financiers, en raison de « l'absence, totale ou partielle, de suivi des activités, en particulier dans les départements de maintenance, l'absence de rigueur dans le suivi des stocks ».

Les coûts de fonctionnement liés à l'activité ont augmenté d'environ 8 % par an en francs constants, alors que l'activité globale est restée quasiment stagnante, souligne-t-il. A propos de la politique de propriété et de sécurité, engagée au printemps 1989, l'IGF considère que le contrat signé en 1985 entre la RATP et le groupement COMATEC conduit par la Générale des eaux, a transformé « ce qui aurait dû rester un simple contrat de pres-

tation de services (...) en une construction juridique bâtarde, une aventure industrielle douteuse et une opération financière plus avantageuse pour la Générale des eaux que pour la RATP ». Le rapport souligne en particulier que « les conditions dans lesquelles la RATP conduit ses opérations antigravités s'ouvrent particulièrement critiques ».

L'IGF s'interroge également sur « la dotation de modernisation », qui s'est « largement confondue avec un mode alternatif de financement » et a été utilisée pour des « opérations sans lien avec la réforme engagée en 1989 ». Enfin, elle dénonce la conclusion de contrats de gré à gré avec des consultants extérieurs, et « l'intérêt douteux des études commandées ».

**La réponse  
de M. Christian Blanc**

Dans une réponse adressée, le 20 novembre 1992, à l'IGF, M. Christian Blanc rappelle d'abord que la dérive des coûts de 1989 a pour cause « l'accord salarial extrêmement coûteux conclu en décembre 1988, à l'issue d'une des grèves les plus dures et les plus longues qu'aient connues les transports publics parisiens ». Il demande ensuite que les fruits de sa politique soient jugés sur les

années 1990-1992 et souligne que les estimations faites (en novembre 1992) du bilan de 1992 laissent apparaître une baisse des coûts de 1,8 % à 2 % (1). « Les charges supplémentaires liées à la modernisation, réelles en 1990 et 1991, auront ainsi été absorbées des 1992, alors même que des moyens très importants continuent d'être affectés, contrairement à ce qui prévalait jusqu'en 1989 inclus, à la lutte contre les graffitis et l'insécurité ».

Sur l'absence de contrôle de gestion, M. Blanc regrette que le rapport de l'IGF ne fasse pas état des décisions prises au cours de l'été 1991, et mises progressivement en application en juillet 1992. Il rappelle également sa décision de changer, avant même la mission d'enquête, l'organisation des services de la comptabilité de la gestion et des services logistiques, dont le mauvais fonctionnement est souligné par le rapport. Enfin, M. Blanc exprime sa déception sur les propositions d'amélioration à court et moyen terme du rapport.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Les dépenses de fonctionnement sont effectivement passées de 2,083 milliards en 1991 à 2,043 milliards en 1992.

### ENTREPRISES

Une perte de près  
de 1 milliard de francs

**Fujitsu déficitaire  
pour la première fois  
de son histoire**

La conjoncture et les effets de la guerre froide que se livrent constructeurs informatiques et groupes électroniques sur tous les marchés n'épargnent personne. Fujitsu, le géant japonais, a annoncé vendredi 12 mars des pertes avant impôt de 20 milliards de yens (950 millions de francs) pour l'année fiscale 1992 (prenant fin le 31 mars).

En octobre 1992, la firme nipponne, deuxième constructeur d'ordinateurs du monde et l'un des principaux fabricants de semi-conducteurs, tablait encore sur un bénéfice avant impôt de 30 milliards de yens (1,5 milliard de francs). Ces prévisions étaient déjà modestes au regard du bénéfice de 51,5 milliards de yens (2,5 milliards de francs) enregistré en 1991.

Fujitsu est dans le rouge, un fait unique dans les annales. Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 3 450 milliards de yens (166 milliards de francs), en infime progression par rapport aux 3 440 milliards de yens réalisés en 1991.




# 18 Vols Non-Stop Par Semaine Vers Les U.S.A.

Villes	Jours Desservis	Départs	Arrivées
Paris - New York (JFK)	Quotidien	12 h 20	14 h 45
Paris - Atlanta	Quotidien	11 h 35	15 h 15
Paris - Cincinnati	Ma, Je, Sa, Di	13 h 05	16 h 45

Delta Air Lines vous propose 18 vols non-stop hebdomadaires, au départ de Paris à destination de 3 aéroports américains. De là, le réseau Delta vous permet de vous rendre dans plus de 250 villes aux Etats-Unis.

Si New York est votre destination, vous y trouverez notre Delta Flight Center, au sein duquel vous pourrez bénéficier de notre propre service de douane et d'immigration, qui facilitera vos formalités d'arrivée.

A Atlanta, siège de Delta, notre terminal international exclusif facilitera de même votre entrée sur le territoire américain.

En voyageant sur Delta, à destination des Etats-Unis, vous apprécierez aussi des prérogatives telles que la réservation du siège et l'obtention de la carte d'embarquement jusqu'à 60 jours à l'avance.

Vous bénéficiez d'un personnel parlant français, tant dans l'avion qu'au terminal d'arrivée à New York, afin de vous assister pour vos correspondances éventuelles.

De plus, un service gratuit d'hélicoptère est à votre disposition, à New York, de ou vers Manhattan, si vous êtes passager de première classe, de classe affaires ou de classe économie (plein tarif).

Et, en tant que membre du programme "Frequent Flyer" de Delta, vous pouvez aussi gagner des voyages gratuits et des surclassements en première classe et en classe affaires.

Pour plus d'information et pour toute réservation, contactez votre agent de voyage ou appelez Delta au (1) 47.68.92.92, ou pour la province au N° vert 05.35.40.80, ou tapez 3615 GO U.S. rubrique Delta.



DELTA AIR LINES  
\*L'Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.

Horaires sujets à changements sans préavis. © 1993 Delta Air Lines, Inc.

### orientations SERVICE

**Filières, débouchés, métiers :  
des écoles vous informent.**

M. Mme Mlle  
Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Niveau d'études 92-93 : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_  
désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

☐ Classes Préparatoires

☐ Grandes Ecoles Scientifiques

☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion

☐ Prépa en USA

☐ 2<sup>e</sup> Cycle de Gestion, Droit

☐ Ecoles à Vocation Internationale

☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion

☐ Architecture Intérieure

☐ Arts Graphiques

☐ Assistance à Direction/Eventuelle

☐ Assurances

☐ Communication et Culture

☐ Communication, Publicité

☐ Communication par le Volume

☐ Comptabilité

☐ Cours par Correspondance Sciences Po

☐ Danse

☐ Délégué Médical

☐ Design

☐ Expertise Comptable

☐ Formation en Alternance

☐ Formation Continue

☐ Gestion Financière

☐ Gestion du Personnel

☐ Hôtellerie, Management, Administration

☐ Hôtellerie, Tourisme, Accueil

☐ Informatique

☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile

☐ Journalisme

☐ Logistique Distribution

☐ Paramédical

☐ Prothèse Dentaire

☐ Relations Internationales

☐ Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille  
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)  
ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

La Société Générale vous informe

PERCEVOIR DES REVENUS RÉGULIERS

**CADENCE 3**

SICAV OBLIGATAIRE À REVENUS TRIMESTRIELS


Composée principalement d'obligations françaises,  
Cadence 3 a pour objectifs :

- la préservation du capital investi à moyen et long terme,
- l'obtention d'un revenu régulier proche de celui du marché obligataire.

La durée minimale de placement conseillée est de deux ans ou plus.

Dividende : 20,00 F versé le 08.03.1993.  
Crédit d'impôt : 0,55 F pour les personnes physiques.  
Prochain versement vers le 10.06.1993.  
Valeur liquidative : au 31.12.1992 : 103,41 F.  
Performance sur 1 an hors frais d'entrée : + 10,40 %.

Si vous souhaitez percevoir des revenus mensuels,  
la Société Générale vous propose de panacher Cadence 3  
avec les Sicav Cadence 1 et 2.



CONJUGUONS NOS TALENTS.



## VIE DES ENTREPRISES

Un chiffre d'affaires en diminution de près d'un quart

## Pertes accrues pour Charbonnages de France en 1992

Les anciens dirigeants du groupe s'en souviennent : il fut un temps où Charbonnages de France (CdF) affichait un résultat positif en fin d'exercice. Certes, le bénéfice était symbolique et il devait beaucoup aux subventions versées par l'Etat, mais il était là, presque palpable. Heureuse époque, bien révolue, tant CdF paraît aujourd'hui abîmé aux déficits aussi chroniques qu'abyssaux.

L'année 1992 n'aura pas dérogé à la règle alors même que, dans le courant de l'été, M. Jacques Bouvet, un polytechnicien venu de la défunte Agence pour les économies d'énergie, a remplacé M. Bernard Pache, appelé au chevet du

constructeur informatique Bull. La situation de CdF s'est globalement dégradée l'an dernier, a résumé M. Bouvet lors de la présentation, samedi 13 mars, des résultats de l'entreprise.

Dégradation « terrible » du chiffre d'affaires d'abord : d'une année sur l'autre, il a dégringolé d'un quart (7,4 milliards de francs en 1991 ; 5,6 milliards en 1992). Les raisons de cette amputation n'ont rien de mystérieux : EDF a moins fait appel à l'électricité produite par CdF dans ses centrales au charbon (ces ventes représentent près de 40 % du chiffre d'affaires de CdF). Douceur de l'hiver oblige, l'électricien a également réduit ses achats d'un charbon fran-

çais dont le prix à la tonne, entraîné par la chute des cours internationaux, a pratiquement diminué de moitié en dix ans (pour une tonne de charbon tricolore consommée, la France en importe deux).

Confronté à cet environnement déprimant (les enlèvements des sidérurgistes sont eux aussi en baisse), CdF, comme les années précédentes, a battu en retraite. Elle l'a fait en bon ordre. Les fermetures de mines ont été rares, l'an dernier, et les suppressions d'emplois inférieures aux exercices antérieurs (1 700 en 1992 contre 2 900 en 1991).

Du coup, vu de l'extérieur, les chiffres sont catastrophiques : le rendement, pour la première fois depuis

des années, a plafonné l'an passé et les comptes tirent vers le rouge vif.

De 2,9 milliards de francs en 1991, le déficit courant de CdF a grimpé à 3,6 milliards de francs l'année dernière. Même si les subventions de l'Etat (2,8 milliards au titre de l'exploitation des mines) et des jeux de provisions ont permis de ramener le déficit final à 1,4 milliard, les Houillères ressemblent à un trou sans fond. Jusqu'ici, tous les gouvernements se sont refusés à brusquer les choses et à accélérer la mort des Charbonnages et de leurs 18 000 salariés. Le prochain suivra-t-il la même voie ?

J.-P. T.

Malgré de graves déconvenues en Italie

## Degrémont épargné par la crise

S'il y avait eu l'Italie, le groupe Degrémont aurait affiché, l'an dernier, des résultats exceptionnels. La filiale du groupe Lyonnaise-Dumez spécialisée dans la construction de stations d'épuration, a, en effet, fort bien achevé 1992. En France, où il n'est que le tiers seulement des eaux usées sont actuellement collectées et épurées, selon M. Yves Moine, directeur administratif et financier de Degrémont, le démarrage du sixième plan quinquennal des agences de l'eau, qui prévoit le doublement des sommes allouées au traitement des eaux résiduaires, a déjà fait sentir ses effets.

En Europe, le groupe s'est contenté d'un « état de veille » dans les ex-pays de l'Est, mais a poursuivi sa croissance en Grande-Bre-

tagne (un marché dopé par les privatisations) et en Allemagne (les nouveaux Länder). Dans le reste du monde, il a poursuivi son développement en Asie et en Amérique latine, où il peut tabler sur « la moisson de contrats récoltés par la Lyonnaise ». En Argentine notamment, où celle-ci a décroché la concession pour la distribution d'eau de Buenos-Aires.

Les chiffres 1992 sont à l'avantage : un bénéfice net (part du groupe) en hausse de 20 %, à 103 millions de francs ; un chiffre d'affaires consolidé en augmentation de 10 %, à 3,64 milliards de francs ; une rentabilité économique en progrès, à 2,8 % ; des prises de commandes qui ont atteint 3,2 milliards de francs contre 2,9 en 1991. Un

caractère de commandes au 31 décembre de 3,6 milliards de francs lui assurant vingt mois d'activités.

Ces bons chiffres, Degrémont les doit, pour une part, à des résultats financiers en forte progression - de 42,3 à 76,5 millions de francs (+81 %) - grâce, notamment, à la trésorerie engrangée lors de l'augmentation de capital réalisée en juin 1992. Le résultat d'exploitation, en revanche, a saigné à 172,4 millions de francs (-1 %), en raison d'une croissance rapide des effectifs du groupe (la masse salariale a augmenté de 20 %). Quant aux résultats exceptionnels, ils se sont à nouveau détériorés (-49,9 millions de francs), après comptabilisation de provisions importantes destinées à couvrir les risques de plusieurs

filiales étrangères, Brésil, Espagne et, surtout, Italie.

Parallèle du système politique et des collectivités territoriales. L'opération « Mains propres » (« *Mani pulite* »), en effet, n'a pas épargné la filiale italienne du groupe, dont certains dirigeants ont même été interrogés par la justice. « Ils ont tous été relâchés », s'empresse de préciser M. Olivier Kreiss, PDG de Degrémont. Mais le groupe craint pour le paiement de ses chantiers - la filiale a perdu 25 millions de francs en 1992 - et déplore le gel des activités dans la Péninsule : « Les élus en fonction n'ont plus pris de décision, les autres sont sous les verrous. » C'est dire.

P.-A.G.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration d'IMMOBANQUE, réuni le 10 mars 1993 sous la présidence de Monsieur Gérard BILLAUD, a analysé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992.

Dans un contexte difficile, et compte tenu d'une sélection des risques renforcée, la production en crédit-bail s'est élevée à F 218 millions.

En revanche, la politique d'arbitrage du patrimoine de location simple a été activement poursuivie. C'est ainsi que cinq immeubles ont été cédés, dégageant une plus-value de F 324 millions, et que quatre immeubles ont été acquis pour F 354 millions. Certaines de ces opérations ayant revêtu le caractère d'échange.

Dans ces conditions, la production de l'exercice s'est élevée à F 579 millions contre F 315 millions en 1991, portant les engagements bruts cumulés à F 5,5 milliards.

Les recettes locatives de l'exercice 1992 totalisent F 657 millions, en augmentation de 7,5 % par rapport à l'exercice 1991.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, le résultat net comptable de l'exercice est en forte progression et s'établit à F 345 688 133,25.

Ce résultat a été obtenu après constitution, à hauteur de F 74,5 millions, d'amortissements complémentaires ; de ce fait, la réserve latente, portée à F 336 millions, représente à elle seule F 212 par action.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se réunira le 27 mai 1993 le paiement d'un dividende de F 60 par action contre F 58,75, la masse distribuée progressant de 4,4 % par rapport à celle de l'exercice précédent.

## ECUREUIL MONÉTAIRE

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION pour la rémunération de vos disponibilités

L'action d'Ecureuil Monétaire, le 26 mars 1993. Simultanément, le nombre de titres détenus par les actionnaires sera multiplié par deux.

Valeur de l'action au 5.03.93 avant décision : 42 426,84 F  
Aucun droit d'entrée ni de sortie  
Performance 1992 : + 9,87 %

DIVISION PAR DEUX DE LA VALEUR DE L'ACTION ET DOUBLEMENT DU NOMBRE D'ACTIONS LE 26 MARS 1993

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 19 janvier 1993, a décidé la division par deux de la valeur de l'action d'Ecureuil Monétaire.

UNE PLUS GRANDE SOUPLESSE POUR UNE GESTION PERFORMANTE DE VOS DISPONIBILITÉS

Ce montant moins élevé de la valeur de l'action vous permettra de mieux encore profiter des performances d'Ecureuil Monétaire :

■ Ajustements plus précis de vos arbitrages en fonction de vos besoins ou de la réglementation fiscale.  
■ Valeur minimale de placement plus accessible.

Nos conseillers financiers sont à votre disposition pour toute information complémentaire.

Sciez gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations



CAISSE D'ÉPARGNE

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CRISES

■ Compagnie du BTP : approbation du plan de restructuration après des pertes de 720 millions de francs en 1992. - Le conseil de surveillance de la Compagnie du BTP a approuvé le plan de restructuration de l'établissement, qui se traduit par deux mesures principales : sortie du bilan de l'ensemble des créances immobilières (pour un montant net de 3,2 milliards de francs) et suppression de 220 emplois. En raison notamment de ces mesures, l'exercice 1992 se traduit par une perte « de l'ordre de 720 millions de francs », selon un communiqué publié lundi 15 mars par la Compagnie du BTP. L'équilibre du compte de résultats devrait être « approché » en 1993 et la Compagnie devrait « retrouver une rentabilité normale en 1994 », précise un communiqué.

■ Nouveau plan de restructuration d'Adidas-France : 130 suppressions d'emplois en Alsace. - Le plan de restructuration d'Adidas-France, présenté vendredi 12 mars à Landersheim lors d'un comité central d'entreprise (CCE), prévoit 130 nouvelles suppressions d'emplois en Alsace, portant à 530 la diminution totale des effectifs sur les sites alsaciens de la firme. Les 130 suppressions d'emplois annoncées vendredi concernent le site de production de La Wack-Plattboffen ainsi que le siège d'Adidas-France à Landersheim, et viennent s'ajouter au plan social déjà en cours. Ce plan prévoyait initialement 500 suppressions,

ramenées ensuite à 400. Ce plan a été qualifié de « bonne nouvelle » par M. Jacques Grasse, délégué CFTC au comité central d'entreprise, qui craignait une dilution de nombreux effectifs beaucoup plus importante.

## CAPITAL

■ Mouilloux : M. Gilbert Torelli se renforce dans la Société des fondateurs avec 44,9 %. - M. Gilbert Torelli, directeur général adjoint du groupe électroménager Mouilloux, a renforcé sa position dans le capital de la Société des fondateurs, pour porter sa part à 44,9 %, contre 35 % auparavant, selon un avis financier publié lundi 15 mars dans la presse. La Société des fondateurs détient 25,69 % de la Financière Mouilloux et la majorité des droits de vote avec 50,9 %. M. Torelli a porté sa part à 44,9 %, après avoir racheté les 5 % qui appartenaient à M. Hans Witzmann et à 4,90 % des 5 % que détenait M. Jean Girard, précise le groupe. La nouvelle répartition du capital de la Société des fondateurs se répartit comme suit : MM. Gilbert Torelli 44,9 %, Roland Darnaud, le PDG de Mouilloux 10 %, Jean Girard 0,10 %, Michel Vannorenbergh 35 % et Jacques Texier 10 %.

## LICENCE

■ Deranlay (reconversion) : proposition de contrat pour la fabrication de vêtements. - Lacoste a proposé à Deranlay le droit exclusif de fabriquer les vêtements Lacoste dans le monde. Le groupe textile a aussi conclu de nouveaux contrats de distribution concernant la France d'une part et l'Allemagne d'autre part, jusqu'au 30 juin 2012. D'autres contrats de distribution sur les États-Unis et le Canada devraient intervenir « dans les prochaines semaines ». Deranlay avait acquis en juillet 1992 les droits de distribution pour ces deux pays.

## GISEMENT

■ Pétrole : découverte en mer du Nord. - British Petroleum (BP) a annoncé récemment la découverte d'un nouveau gisement de pétrole à l'ouest des îles Shetland, en mer du Nord britannique. Avec des réserves évaluées entre 250 et 500 millions de barils, soit le quart environ du gisement de Brent, le plus gros gisement de la mer du Nord, cette découverte est la plus importante des cinq dernières années dans cette zone. BP (80 %) et Shell (20 %) se partagent le « bloc » où a été réalisée la découverte.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 15 mars ↑  
Léger espoir

La conclusion samedi à Bonn du pacte de solidarité entre le chancelier Kohl et les Länder a ravivé les espoirs d'une baisse rapide des taux allemands, et la Bourse de Paris a commencé le semaine dans l'optimisme avec un bond de 1,30 % du CAC 40. Toutefois, au fil des heures, le marché mondial a été circonspéct. L'indice se maintient à + 0,89 %, un niveau sensiblement inférieur à celui de l'ouverture (+ 1,05 %).

De son côté, la Banque de France a resté lundi 1,1 milliard de francs de liquidités du marché monétaire, lors d'un appel d'offres ordinaire, en faisant intervenir ses deux directeurs. L'indicateur d'émission a été fixé à 84,3 milliards de francs pour une durée globale de 65,4 milliards. La franc, dont le recul face au mark avait entraîné la chute du marché obligataire français, opère une remontée lundi matin. En baisse figurent les valeurs en hausse figurant Nordson, U.S. Dressing Aviation. En baisse figurent Mouton, Lebon et SAT.

Dans la matinée au cours de l'assemblée générale de l'UAP, les actionnaires ont approuvé l'apport à l'UAP, par la société suisse Winterthur, de sa participation de 37,35 % dans le capital du groupe d'assurance allemand Nordson. Conformément à l'accord signé le 7 janvier, d'une part, les négociations entre l'UAP et Swiss sur l'opération, interrompues en décembre dernier, reprendront un jour ou l'autre, mais l'UAP peut attendre beaucoup plus longtemps que Swiss dans la situation présente, a déclaré le président du groupe d'assurance, M. Jean Peyravy.

Du côté des valeurs étrangères, les titres du groupe de Carlo de Benedetti (Olivetti), ont été vendus sur le marché de la Bourse de Milan, tandis que les conseils d'administration de chacune de ses sociétés étaient réunis.

TOKYO, 15 mars ↑ Septième séance de hausse

Pour la septième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a continué de progresser lundi 15 mars. Des prises de bénéfices ont été observées dans la matinée, mais l'ensemble des nouvelles mesures gouvernementales pour relancer l'économie ont redonné confiance aux investisseurs. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 48,68 points à 12 086,18 points, soit une avance de 0,27 %. Le volume des échanges était de 1 250 millions de parts contre 800 millions au cours de la séance de vendredi.

« Le marché est ferme (...), les investisseurs souhaitent le maintien des cours jusqu'à la fin de l'année budgétaire du 31 mars », dit un opérateur qui prévoit une consolidation autour de 12 000 points cette semaine.

Le principal indicateur de la place avait ouvert en repli sous l'effet de ventes bénéficiaires, avec un plus bas

## LES INDICES HÉDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100 : 31 décembre 1982

	5348	12340
Valeur bruto à rev. variable	110,5	120
Valeur industrielle	108,2	112,9
Valeur étrangère	107,8	107,1
Valeur énergie	101,2	92,5
Chimie	101,2	92,5
Métallurgie, mécanique	101,2	92,5
Textile, habillement	101,2	92,5
Bois et matériaux	101,2	92,5
Ind. de consommation	101,2	92,5
Transport, télécom, services	101,2	92,5
Assurances	101,2	92,5
Ordonnance	101,2	92,5
Stock	101,2	92,5
Immobilier et financier	101,2	92,5
Investissement et portefeuille	101,2	92,5

Base 100 en 1949

Valeur bruto à rev. variable : 4 371,38 4 351,8  
Valeur étrangère : 3 752,16 3 802,9

Base 100 en 1972

Valeur bruto à rev. variable : 630,84 627,9  
Valeur étrangère : 512,70 522,7

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	5348	12340
Indice global	531,4	528,5
Indice industriel	485,0	489,1
Indice étranger	485,0	489,1
Indice énergie	485,0	489,1
Indice chimie	485,0	489,1
Indice métallurgie, mécanique	485,0	489,1
Indice textile, habillement	485,0	489,1
Indice bois et matériaux	485,0	489,1
Indice ind. de consommation	485,0	489,1
Indice transport, télécom, services	485,0	489,1
Indice assurances	485,0	489,1
Indice ordonnance	485,0	489,1
Indice stock	485,0	489,1
Indice immobilier et financier	485,0	489,1
Indice investissement et portefeuille	485,0	489,1

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6645	5,6645	5,7795	5,7835
Yen (100)	4,7982	4,7948	4,8588	4,8557
Yen	6,2983	6,2983	6,2983	6,2983
Deutsche mark	3,3971	3,3976	3,4252	3,4285
Franc suisse	3,7083	3,7120	3,7647	3,7718
Lira italienne (1000)	3,5265	3,5265	3,5265	3,5265
Lira sterling	8,1144	8,1228	8,2233	8,2380
Peseta (100)	4,7604	4,7642	4,7116	4,7209

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 5/16
Yen (100)	3 3/16	3 5/16	3 1/16	3 1/8	3 1/16	3 1/8
Yen (100)	9 1/4	9 3/8	8 5/16	9 1/16	8 3/16	8 7/16
Yen (100)	1 1/8	1 1/4	7 1/16	7 1/8	7 1/16	7 1/8
Yen (100)	5 1/8	5 1/4	4 5/16	5 1/16	4 5/8	4 3/4
Yen (100)	10 7/8	11 1/8	10 3/16	11 3/16	10 1/16	11 1/16
Yen (100)	1 1/8	1 1/4	5 1/16	5 1/8	5 5/8	5 3/4
Yen (100)	16 1/2	17 1/2	14 3/4	15 3/8	14 3/8	15 1/8
Yen (100)	6 1/8	6 1/4	5 1/16	5 1/8	5 1/16	5 1/8
Yen (100)	16 1/2	17 1/2	14 3/4	15 3/8	14 3/8	15 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

## CHANGES

Dollar : 5,6665 F =  
Le dollar s'est repris lundi à Tokyo, terminant la séance à 118,18 yen, en hausse de 0,33 yen par rapport à la clôture de la séance précédente (117,85 yen). Le dollar bénéficie de la poursuite de l'instabilité politique en Russie et de la perspective d'un abaissement des taux d'intérêt allemands. En Europe, le dollar était stable à 5,6665 francs, contre 5,6635 francs dans les échanges interbancaires de vendredi soir.

FRANCKPORT 12 mars 13 mars  
Dollar (en DM) 1,6647 1,6675  
Tokyo 12 mars 13 mars  
Dollar (en yen) 117,85 118,18

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (15 mars) : 10 718-11 %  
New-York (12 mars) : 2 15/16 %

## BOURSES

11 mars 12 mars  
(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice global CAC 530,99 528,50  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 1 988,94 1 995,18

NEW-YORK (indice Dow-Jones)

11 mars 12 mars  
Industrielles : 3 487 3 421,82

LONDRES (indice Financial Times)

11 mars 12 mars  
100 valeurs : 2 953,40 2 915,90  
250 valeurs : 2 294,29 2 269,20  
Aléman d'or : 95,30 97,60  
Franc d'or : 97,30 97,60

FRANCKPORT

11 mars 12 mars  
Dax : 1 717,40 1 707,14

TOKYO

12 mars 13 mars  
Nikkei Dow Jones : 12 086,18 12 086,18  
Indice global : 1 359,94 1 355,00

La Chine entend protéger ses marchés boursiers. - Pékin va restreindre le nombre de firmes chinoises autorisées à émettre des actions sur le marché international afin de protéger ses propres marchés boursiers créés fin 1990, a rapporté, dimanche 14 mars, le quotidien officiel China Daily. Par ailleurs, la Commission chinoise des opérations de Bourse est en train d'établir de nouveaux règlements destinés à rendre plus

attrayantes les actions « B », vendues exclusivement aux investisseurs étrangers. Parmi les innovations figure l'obligation pour les sociétés chinoises cotées en Bourse de fournir davantage d'informations aux investisseurs étrangers, selon M. Wang Jianxi, membre de la Commission. Dix-neuf actions sont cotées aux marchés boursiers de Shanghai et de Shenzhen, dont le volume des transactions a été peu étoffé ces derniers temps.



## BOURSE DE PARIS DU 15 MARS

### Cours relevés à 13 h 30

Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	
5240	C.I.E. 20.	5380	5370	5380	+0.55	100	CPA (Paris Rte.)	312	315	316	+0.84	100	Legation Group	94.50	94	94	10	-0.42	456	Simon	482	480	482	
5401	B.A.P.	981	980	988	+0.80	101	Cable, Fender	1124	1130	1132	+0.54	101	Legation	294	295	298	-3.06	940	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5402	C.I.P.	982	982	982	-0.21	102	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	102	Legation	467	467	467	0.00	941	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5403	C.I.P.	982	982	982	-0.21	103	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	103	Legation	467	467	467	0.00	942	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5404	C.I.P.	982	982	982	-0.21	104	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	104	Legation	467	467	467	0.00	943	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5405	C.I.P.	982	982	982	-0.21	105	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	105	Legation	467	467	467	0.00	944	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5406	C.I.P.	982	982	982	-0.21	106	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	106	Legation	467	467	467	0.00	945	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5407	C.I.P.	982	982	982	-0.21	107	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	107	Legation	467	467	467	0.00	946	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5408	C.I.P.	982	982	982	-0.21	108	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	108	Legation	467	467	467	0.00	947	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5409	C.I.P.	982	982	982	-0.21	109	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	109	Legation	467	467	467	0.00	948	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5410	C.I.P.	982	982	982	-0.21	110	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	110	Legation	467	467	467	0.00	949	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5411	C.I.P.	982	982	982	-0.21	111	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	111	Legation	467	467	467	0.00	950	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5412	C.I.P.	982	982	982	-0.21	112	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	112	Legation	467	467	467	0.00	951	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5413	C.I.P.	982	982	982	-0.21	113	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	113	Legation	467	467	467	0.00	952	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5414	C.I.P.	982	982	982	-0.21	114	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	114	Legation	467	467	467	0.00	953	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5415	C.I.P.	982	982	982	-0.21	115	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	115	Legation	467	467	467	0.00	954	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5416	C.I.P.	982	982	982	-0.21	116	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	116	Legation	467	467	467	0.00	955	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5417	C.I.P.	982	982	982	-0.21	117	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	117	Legation	467	467	467	0.00	956	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5418	C.I.P.	982	982	982	-0.21	118	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	118	Legation	467	467	467	0.00	957	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5419	C.I.P.	982	982	982	-0.21	119	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	119	Legation	467	467	467	0.00	958	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5420	C.I.P.	982	982	982	-0.21	120	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	120	Legation	467	467	467	0.00	959	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5421	C.I.P.	982	982	982	-0.21	121	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	121	Legation	467	467	467	0.00	960	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5422	C.I.P.	982	982	982	-0.21	122	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	122	Legation	467	467	467	0.00	961	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5423	C.I.P.	982	982	982	-0.21	123	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	123	Legation	467	467	467	0.00	962	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5424	C.I.P.	982	982	982	-0.21	124	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	124	Legation	467	467	467	0.00	963	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5425	C.I.P.	982	982	982	-0.21	125	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	125	Legation	467	467	467	0.00	964	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5426	C.I.P.	982	982	982	-0.21	126	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	126	Legation	467	467	467	0.00	965	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5427	C.I.P.	982	982	982	-0.21	127	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	127	Legation	467	467	467	0.00	966	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5428	C.I.P.	982	982	982	-0.21	128	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	128	Legation	467	467	467	0.00	967	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5429	C.I.P.	982	982	982	-0.21	129	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	129	Legation	467	467	467	0.00	968	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5430	C.I.P.	982	982	982	-0.21	130	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	130	Legation	467	467	467	0.00	969	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5431	C.I.P.	982	982	982	-0.21	131	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	131	Legation	467	467	467	0.00	970	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5432	C.I.P.	982	982	982	-0.21	132	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	132	Legation	467	467	467	0.00	971	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5433	C.I.P.	982	982	982	-0.21	133	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	133	Legation	467	467	467	0.00	972	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5434	C.I.P.	982	982	982	-0.21	134	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	134	Legation	467	467	467	0.00	973	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5435	C.I.P.	982	982	982	-0.21	135	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	135	Legation	467	467	467	0.00	974	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5436	C.I.P.	982	982	982	-0.21	136	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	136	Legation	467	467	467	0.00	975	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5437	C.I.P.	982	982	982	-0.21	137	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	137	Legation	467	467	467	0.00	976	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5438	C.I.P.	982	982	982	-0.21	138	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	138	Legation	467	467	467	0.00	977	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5439	C.I.P.	982	982	982	-0.21	139	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	139	Legation	467	467	467	0.00	978	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5440	C.I.P.	982	982	982	-0.21	140	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	140	Legation	467	467	467	0.00	979	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5441	C.I.P.	982	982	982	-0.21	141	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	141	Legation	467	467	467	0.00	980	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5442	C.I.P.	982	982	982	-0.21	142	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	142	Legation	467	467	467	0.00	981	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5443	C.I.P.	982	982	982	-0.21	143	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	143	Legation	467	467	467	0.00	982	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5444	C.I.P.	982	982	982	-0.21	144	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	144	Legation	467	467	467	0.00	983	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5445	C.I.P.	982	982	982	-0.21	145	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	145	Legation	467	467	467	0.00	984	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5446	C.I.P.	982	982	982	-0.21	146	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	146	Legation	467	467	467	0.00	985	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5447	C.I.P.	982	982	982	-0.21	147	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	147	Legation	467	467	467	0.00	986	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5448	C.I.P.	982	982	982	-0.21	148	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	148	Legation	467	467	467	0.00	987	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5449	C.I.P.	982	982	982	-0.21	149	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	149	Legation	467	467	467	0.00	988	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5450	C.I.P.	982	982	982	-0.21	150	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	150	Legation	467	467	467	0.00	989	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5451	C.I.P.	982	982	982	-0.21	151	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	151	Legation	467	467	467	0.00	990	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5452	C.I.P.	982	982	982	-0.21	152	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	152	Legation	467	467	467	0.00	991	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5453	C.I.P.	982	982	982	-0.21	153	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	153	Legation	467	467	467	0.00	992	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5454	C.I.P.	982	982	982	-0.21	154	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	154	Legation	467	467	467	0.00	993	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5455	C.I.P.	982	982	982	-0.21	155	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	155	Legation	467	467	467	0.00	994	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5456	C.I.P.	982	982	982	-0.21	156	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	156	Legation	467	467	467	0.00	995	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5457	C.I.P.	982	982	982	-0.21	157	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	157	Legation	467	467	467	0.00	996	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5458	C.I.P.	982	982	982	-0.21	158	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	158	Legation	467	467	467	0.00	997	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5459	C.I.P.	982	982	982	-0.21	159	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	159	Legation	467	467	467	0.00	998	S.I. Remington	389	389	389	+0.20	
5460	C.I.P.	982	982	982	-0.21	160	Cable, Lenz	409	410	409	-0.24	160	Legation	467	467	467	0.0							

## Comptant

**(sélection)**

**SICAV**

(sélection)

12/3

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			
	% du nominal	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Emission	Rechart net		Emission	Rechart net		Emission	Rechart net		Emission	Rechart net	
Obligations																											
Emp. État 5 1/2 % 78		5.50	Finsmes	302 10	310 30				Radioeco NV	184 10	154 10		Acción	220 11	214 22		517 64	612 42	Paribas Obligations	134 22	128 75						
10.00% 79/85	100 70	6.50	F.I.P.P.	70					Adreco	311 10	311 40		Accióncomercio C.	307 22	307 22		490 78	475 48	Paribas Participations	62 32	598 35						
Emp. État 13 1/2 % 82	182 80	6.08	F.I.A.C.	2202	2150				Saipem	4 32			Accióncomercio D.	307 22	307 22		112 18	109 38	Paribas Remises	24 27	237 52						
10.25% mens 86	107 50	0.08	Financière Ciel	510	507	A.E.G.	66 1		Sisal Group	24	23 85		Amplifica	655 00	674 84		118 04	115 44	Pavlovsk	215 19	80 13						
DAT 10% 82/200	115 06	6	France S.A.I.R.D.	491		Alcoa NV Soc.	450 20	450	S&P Alendagel	56			Avicore yder	7028 02	7028 42		45 45	46 78	Paribas Oblig.	2120 74	2120 74						
DAT 10% 82/200	110 40	2.49	France SA Ind.	1866	1816	Alcan Aluminium	104	103	TSCC Inc.	248			Avicore yder	3147 39	3147 39		245 21	241 69	Paribas Oblig.	11407 56	11396 15						
DAT 10.25% 82/1986	102 83	1.18	Frant. Fin. Remise	2030		Andover Steels	211		Tony Ind.				Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
PIT 1 1/2 % 86	106 65	3.02	Glaumont	485	490	Ardenne Steels	211		West Rand Cons.	5 45			Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14	Paribas Oblig.	122	120 79						
CH 10.5% 82/86	109 23	1.18	Glaumont	485	490	Austrian Steels	100 50						Avicore yder	1109 79	1109 79		395 42	371 14									

## Second marché (sélection)

**(sélection)**

EXF Industries	2240	343	167	165	Rochester	167	165	CML Mut. Ex. Dstns.	1143	112	1189	New Ex. Capital	1838	17	1859	Seigler	196	391	175
EXF Industries	2241	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2242	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2243	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2244	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2245	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2246	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2247	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2248	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2249	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2250	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2251	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2252	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2253	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2254	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2255	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2256	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2257	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2258	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2259	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2260	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2261	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2262	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2263	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2264	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2265	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2266	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2267	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2268	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2269	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2270	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2271	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2272	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2273	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2274	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2275	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2276	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2277	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2278	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2279	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2280	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2281	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2282	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2283	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2284	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2285	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2286	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2287	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2288	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2289	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2290	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2291	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2292	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2293	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2294	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2295	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2296	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2297	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2298	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2299	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2300	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2301	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2302	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2303	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2304	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2305	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2306	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2307	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2308	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2309	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2310	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2311	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2312	343	167	165	Albany	141	10	1437	210	1437	1437	1437	1783	188	188	188	188	188	188
EXF Industries	2313	343	167	165															

### Marché des Changes

Marché libre de l'or		
MONNAIES	COURS	COL

### Marché à terme international de France

**Cotation du 12 mars 1993**

## MATIF

993

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu



Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

**Véronique Briel : 22 h 30 mer. Chant, piano**  
Elisabeth Briel, Nathalie Stalhamm

## Périphérie

**MARDI 16 MARS**

Différences de tradition et de dogme entre les églises de Rome et de Constantinople. Grammaire et facture des icônes. 15 heures. 12, rue Daru (l. Hauw).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : La galaxie, par M. Dumont (cours d'astronomie pratique).

Salle Notre-Dame-des-Champs, 19 heures : Les montagnes, par J. B. L. Afferdun, du Pays de Galles, résidences lacustres d'Ecosse (Paris et son histoire).

Palais national du Jeu-de-Paume, place de la Concorde, 18 h 30 : « Sociologie de l'art : la querelle de l'œuvre », avec B. Péquignot (l'Art contemporain en question).

École des Hautes Études, 18 heures : Les sciences (grand amphithéâtre), 18 h 30 : La politique économique de la France (avec M. Pébèreux. Entrée libre (Conférences aux Hautes Études).

35 rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe et la crise de l'empire », par R. Riffet (Maison de l'Europe).

20 rue Guy de la Brosse, 20 heures : « Éléments en lames », prises de quelques cas cliniques à la consultation maghrébine du centre Minkowski, avec F. Kaci Doukhan (La Maison de toutes les couleurs).

Argenson, 54 rue Saint-Germain de la Bretonnerie, 19 heures : Le chemin vers la conscience universelle. Entrée libre (Gros-Croix d'or).

**JAZZ, POP, ROCK**

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-86)  
Bobby Borge Trio : 22 h 30 nm., xx  
Romano Trio : 22 h 30 ym., mm.  
Mikrocosmos : 22 h 30 ym., mm.  
Miami Nocturne : 22 h 30 nm., Jm  
Saxophone Quartet : 22 h 30 nm.

AUTOITRIONNEMENT DES HALLES  
AU 28-29 rue d'Alsace  
Mick Linn Daily Quartet : 21 h 30 nm., Jm  
Jazz : 19 h 21 h

BAISER SABLE (42-33-37-71). Jam Session  
jeudi au 21 mars 1993, 22 h 30 nm.  
gig Salopé Trio : 22 h 30 jn., Jm-Horvath  
Sexy, Rhythmic, Rock, Jazz : 22 h 30 nm.  
21 mars 1993, 22 h 30 nm.: Cap'n Jack  
22 h 30 nm.; Black Pyramid : 22 h 30 nm.  
mm.; Chave Sisters Band : 22 h 30 jn.  
SALON LAFITE (47-00-31-42), Mery le Mont  
18 h nm.

BILBOQUET (46-48-81-94), Tarky Music

**AU DUC DES LOMBARDS** (42-33-22-88)  
 Bobby Breggs Trio : 22 h 30 mer, ven., sam.  
 Romano Trio : 22 h 30 ven., sam., dim.  
 Swerin Quartet : 22 h 30 dim., m.  
 Milano Nonet : 22 h 30 lun., j.  
 Jam Session : 22 h 30 mer  
**AUTOHITON DES HALLES**  
 (40-28-28-40, Nuits Les Dotsy Quartet : 21 h  
 15, 22 h 30, 23 h 30, 24 h 30  
 Jaeger : 19 h 21 h m.  
**BARISAL** (42-33-37-71) Jam Session  
 jusqu'au 31 mars 1993, 22 h 30 mer., jeu.  
 Jack bebop Trio : 22 h 30 jeu., Jean-Marie  
 Ezary, Francis Lussiez, Richard Bos : jusqu'au  
 28 mars 1993, 22 h 30 dim., Cap'tain  
 22 h 30 dim., Black Pyramids, 22 h 30  
 22 h 30 dim., Claude Sautou, 22 h 30 jeu.  
**BATACLAN** (45-48-81-84) Micky in Rehearsal  
 18 h ven.  
**LE BILBOQUET** (45-48-81-84) Turk Men

## OPÉRAS

42-49-60-27

## Résumé

## CHANSON

## ՆԱԽԵՆՆԵՐ

## BALLETS

## Périphérie

## QUESTIONS DU MO

1

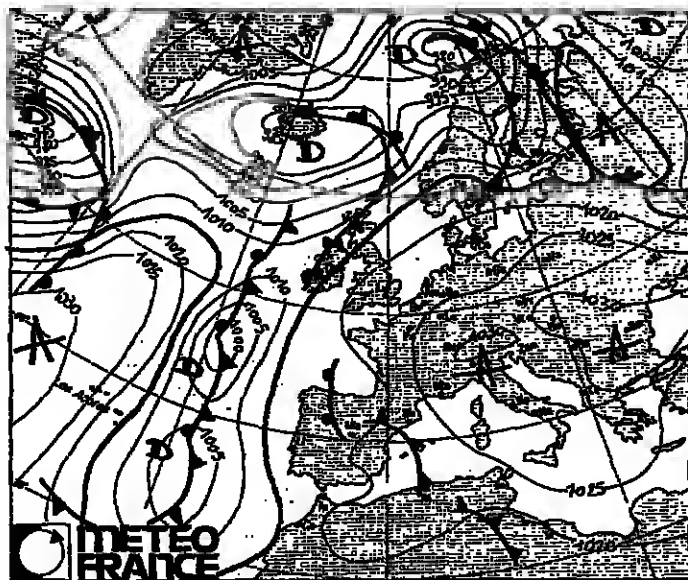
11

100

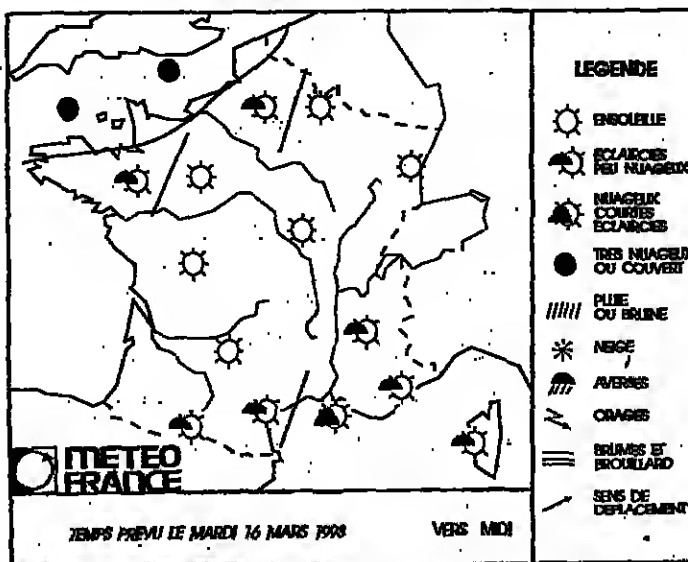


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS 1993



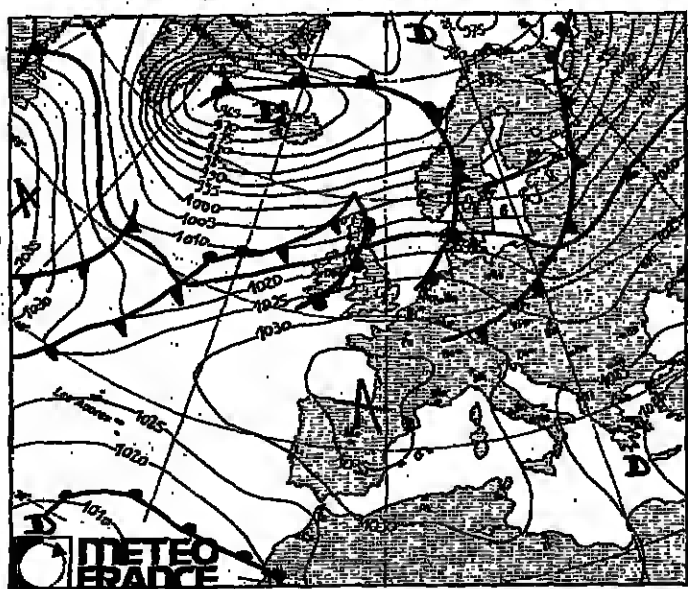
Mardi : persistance du temps printanier. Sur la quasi-totalité du pays, soleil et douceur printanière régneront avec simplement au lever du jour quelques rares brouillards de brouillard vite dissipés.

Seules les régions proches de la Manche subissent un ciel bien nuageux, mais sans pluie.

Les températures resteront au-dessus des normales saisonnières : les minimales seront comprises entre 2 et 6 degrés dans l'intérieur, avec localement encore quelques faibles gelées, et entre 8 et 10 degrés sur les régions côtières ; quant aux maximales, elles seront partout comprises entre 15 et 19 degrés, pouvant même franchir le seuil des 20 degrés, dans le Sud.

Le vent : sera partout faible ou modéré, d'ouest ou nord-ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés									
Valeurs extrêmes relevées entre le 14-3-1993 à 18 heures TUC et le 15-3-1993 à 6 heures TUC									
le 15-3-93									
FRANCE									
ALGER	19	5	N	10	4	N	10	8	C
AMSTERDAM	19	11	N	10	12	C	17	7	D
BARCELONE	20	11	N	10	12	C	22	7	B
BELGRADE	20	9	C	10	12	C	18	7	B
BIRMINGHAM	18	7	D	10	12	C	18	7	B
BRESCIA	18	4	D	10	12	C	18	7	B
BUDAPEST	18	4	D	10	12	C	18	7	B
CHERBOURG	18	2	D	10	12	C	18	7	B
CLERMONT-FERRAND	17	3	D	10	12	C	18	7	B
COLOGNE	16	1	D	10	12	C	18	7	B
COPENHAGUE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
DUBLIN	15	4	N	10	12	C	18	7	B
GENÈVE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
LILLE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
LONDRES	15	2	D	10	12	C	18	7	B
LYON	15	2	D	10	12	C	18	7	B
MARSEILLE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
NANTES	15	2	D	10	12	C	18	7	B
PARIS	15	2	D	10	12	C	18	7	B
PARIS-MONTAIGNE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
PERPIGNAN	15	2	D	10	12	C	18	7	B
POitiers	15	2	D	10	12	C	18	7	B
RENNES	15	2	D	10	12	C	18	7	B
STRASBOURG	15	2	D	10	12	C	18	7	B
ÉTRANGER									
ALGER	19	5	N	10	4	N	10	8	C
AMSTERDAM	19	11	N	10	12	C	17	7	D
BARCELONE	20	11	N	10	12	C	22	7	B
BELGRADE	20	9	C	10	12	C	18	7	B
BIRMINGHAM	18	7	D	10	12	C	18	7	B
BRESCIA	18	4	D	10	12	C	18	7	B
BUDAPEST	18	4	D	10	12	C	18	7	B
CHERBOURG	18	2	D	10	12	C	18	7	B
CLERMONT-FERRAND	17	3	D	10	12	C	18	7	B
COLOGNE	16	1	D	10	12	C	18	7	B
COPENHAGUE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
DUBLIN	15	4	N	10	12	C	18	7	B
GENÈVE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
LILLE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
LONDRES	15	2	D	10	12	C	18	7	B
LYON	15	2	D	10	12	C	18	7	B
MARSEILLE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
NANTES	15	2	D	10	12	C	18	7	B
PARIS	15	2	D	10	12	C	18	7	B
PARIS-MONTAIGNE	15	2	D	10	12	C	18	7	B
PERPIGNAN	15	2	D	10	12	C	18	7	B
POitiers	15	2	D	10	12	C	18	7	B
RENNES	15	2	D	10	12	C	18	7	B
STRASBOURG	15	2	D	10	12	C	18	7	B

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES  
Le Monde ET MÉDECINE

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Moi, général Morillon...

**A**T-IL, avant le départ, sollicité des conseils, pesé les risques ? S'est-il décidé dans l'instant ou a-t-il cédé à la supplication, à la menace des morts-vivants de Srebrenica ? Quelle part ont jouée dans son geste l'orgueil, le simple humanité, le remords des précédentes occasions manquées ou même - pour quoi sourire ? - des voix comme celles de Domrémy, de celles auxquelles on ne réplique pas ? On le saura plus tard, peut-être. Il faut se contenter, samedi soir, des accents lointains, saisissants, sortant d'un poste de radioamatour crachotant, d'un général français prononçant des mots d'un autre âge : « J'ai décidé... » « Je demande... » L'évoquera-t-on ? Un quart de seconde s'impose le souvenir d'une autre voix d'un autre général français bousculant l'histoire par-dessus les mers, au milieu des crachotements de la TSF, un certain 18 juin.

Est-ce intentionnellement que le général Morillon, pour aller faire rempart de son corps à la mort programmée, n'a pas emmené de caméraman avec lui ? Cette absence d'images, semble-t-il, contribue à grandir son geste. D'abord parce qu'elle semblait attester de la pureté des intentions du général, qui n'avait pas même tenté de faire filmer son héroïsme. Et quelle image, en outre, eût été à la hauteur de cette voix surgissant du néant ? Tant d'images nous parviennent chaque soir des plus grandes souffrances, effeuillées par-dessus les mers, et en range si serrées, elles basculent si rapidement dans les mémoires, comme un troupeau de moutons sur une falaise, qu'un trou noir comme Srebrenica ne pouvait qu'être le théâtre d'une souffrance éboulée, inimaginable, d'une cruauté historique d'avant le télévison, quasi moyenâgeuse. Comme si, trop d'images ayant tué les images, seule la non-image pouvait désormais, hors de toute contestation, frapper les consciences.

De ce trou noir, donc, s'exhale une voix. Phénomène inimaginable : cette voix nue, nue comme la poitrine de Napoléon au retour de l'île d'Elbe, offerte au feu des grenadiers, cette voix osa la première personne du singulier. « J'ai décidé... » Moi, général Morillon, sans en référer à la communauté internationale, à MM. Vance et Owen, à l'Europe, aux diplomates. « J'ai décidé » : peut-être cette initiative solitaire, dont on était bien incapable sur le moment d'évaluer les enjeux, se révélerait-elle par la suite inefficace ou dangereuse. On n'en avait retenu, à vrai dire, qu'une merveilleuse illusion : en trois mots, la voix de la radio avait levé l'honneur des « caques bleus », c'est-à-dire la nôtre.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 15 mars

TF 1		FRANCE 2		FRANCE 3	
20.45	Magazine : Perdu de vue. Présenté par Jacques Pradel.	20.00	Journal, Campagne électorale. FN (1 min.), UDF (1 min.), PS (1 min.). Parti des travailleurs (1 min.).	18.15	Campagne électorale. PC (2 min.); PS (1 min.); RPR (1 min); UDF (1 min).
22.35	Magazine : Combien ça coûte ? Présenté par Jean-Pierre Parnet et Isabelle Quentin. Invité : Enrico Macias.	20.40	Journal des courses et Météo.	18.25	Jeu : Questions pour un champion.
23.45	Magazine : Spécial sport. Formule 1 : Grand Prix d'Afrique du Sud : Football : Coupe d'Europe des clubs champions.	20.50	Téléfilm : Sous le signe du poisson.	18.50	Un livre, un jour. Les lieux de mémoire, les France, tome III.
0.55	Journal.	22.25	Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. L'expérience de la mort.		
FRANCE 2		FRANCE 3		TF 1	
20.00	Journal, Campagne électorale. FN (1 min.), UDF (1 min.), PS (1 min.). Parti des travailleurs (1 min.).	18.15	Campagne électorale. PC (2 min.); PS (1 min.); RPR (1 min); UDF (1 min).	17.25	Série : Le miel et les abeilles.
20.40	Journal des courses et Météo.	18.25	Jeu : Questions pour un champion.	17.55	Série : Hélène et les garçons.
20.50	Téléfilm : Sous le signe du poisson.	18.50	Un livre, un jour. Les lieux de mémoire, les France, tome III.	18.25	Jeu : Une famille en or.
22.25	Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. L'expérience de la mort.			18.55	Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Angie Ever Hart.
23.45	Campagne électorale. PC (2 min.); PS (1 min.); RPR (1 min); UDF (1 min).			19.50	Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
23.55	Journal et Météo.			20.00	Journal, Tiercé et Météo.
0.15	Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invité : Tahar Ben Jelloun, pour l'exposition Tanger, regards choisis, à l'Institut du monde arabe; Mick Jagger; Jellal Castel et Marina Vayou, photographes; Noamudine Sali, du Canal Horizon, chaîne de télévision marocaine; Miguel Bosé, qui joue dans le film sacré, de Nicolas Klotz, d'après le roman de Tahar Ben Jelloun; Musique : Michel Peruchini.			20.45	Cinéma : Salle temps pour un fic. ■ Film américain d'Andy Davis (1984).
FRANCE 2		FRANCE 3		22.35	Magazine : Durand la nuit.
20.00	Journal, Campagne électorale. FN (1 min.), UDF (1 min.), PS (1 min.). Parti des travailleurs (1 min.).	18.15	Campagne électorale. PC (2 min.); PS (1 min.); RPR (1 min); UDF (1 min).	0.30	Magazine : Le Club de l'enjeu.
20.40	Journal des courses et Météo.	18.25	Jeu : Questions pour un champion.	1.05	Journal et Météo.
20.50	Téléfilm : Sous le signe du poisson.	18.50	Un livre, un jour. Les lieux de mémoire, les France, tome III.		
22.25	Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. L'expérience de la mort.				
23.45	Campagne électorale. PC (2 min.); PS (1 min.); RPR (1 min); UDF (1 min).				
23.55	Journal et Météo.				
0.15	Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invité : Tahar Ben Jelloun, pour l'exposition Tanger, regards choisis, à l'Institut du monde arabe; Mick Jagger; Jellal Castel et Marina Vayou, photographes; Noamudine Sali, du Canal Horizon, chaîne de télévision marocaine; Miguel Bosé, qui joue dans le film sacré, de Nicolas Klotz, d'après le roman de Tahar Ben Jelloun; Musique : Michel Peruchini.				

## Mardi 16 mars

TF 1		FRANCE 2		FRANCE 3	
17.25	Série : Le miel et les abeilles.	12.59	Journal, Météo et Campagne électorale. CN (4 min. 30), PS (8 min.), RPR (4 min. 30), UDF (4 min.).	14.10	Campagne électorale. RPR (1 min); Nouveaux Ecologistes (1 min); Union des indépendants (1 min); PS (2 min).
17.55	Série : Hélène et les garçons.	13.55	INC.	14.20	Feuilleton : Dona Beija.
18.25	Jeu : Une famille en or.	14.00	Série : Tartort.	14.45	Feuilleton : Dynastie.
18.55	Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Angie Ever Hart.	15.20	Tiercé, en direct de Saint-Cloud.	15.35	Série : La croisière s'amuse.
19.50	Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).	15.35	Émission présentée par Pascal Sevran. Invité : Henri Benoit.		
20.00	Journal, Tiercé et Météo.	16.25	Jeu : Des chiffres et des lettres.		
20.45	Cinéma : Salle temps pour un fic. ■ Film américain d'Andy Davis (1984).	17.15	Magazine : Giga.		
22.35	Magazine : Durand la nuit.	19.15	Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Maguy.		
0.30	Magazine : Le Club de l'enjeu.	20.00	Journal, Campagne électorale. RPR (1 min); Nouveaux Ecologistes (1 min); Union des indépendants (1 min); PS (2 min).		
1.05	Journal et Météo.	20.40	Journal des courses et météo.		
FRANCE 2		FRANCE 3		TF 1	
12.59	Journal, Météo et Campagne électorale. CN (4 min. 30), PS (8 min.), RPR (4 min. 30), UDF (4 min.).	14.10	Campagne électorale. RPR (1 min); Nouveaux Ecologistes (1 min); Union des indépendants (1 min); PS (2 min).	17.25	Série : Le miel et les abeilles.
13.55	INC.	14.20	Feuilleton : Dona Beija.	17.55	Série : Hélène et les garçons.
14.00	Série : Tartort.	14.45	Feuilleton : Dynastie.	18.25	Jeu : Une famille en or.
15.20	Tiercé, en direct de Saint-Cloud.	15.35	Série : La croisière s'amuse.	18.55	Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Angie Ever Hart.
15.35	Émission présentée par Pascal Sevran. Invité : Henri Benoit.			19.50	Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
16.25	Jeu : Des chiffres et des lettres.			20.00	Journal, Tiercé et Météo.
17.15	Magazine : Giga.			20.45	Cinéma : Salle temps pour un fic. ■ Film américain d'Andy Davis (1984).
19.15	Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Maguy.			22.35	Magazine : Durand la nuit.
20.00	Journal, Campagne électorale. RPR (1 min); Nouveaux Ecologistes (1 min); Union des indépendants (1 min); PS (2 min).			0.30	Magazine : Le Club de l'enjeu.
20.40	Journal des courses et météo.			1.05	Journal et Météo.
20.50	Cinéma : Runaway, l'évadé du futur. ■ Film américain de Michael Crichton (1984).				
22.35	Magazine : Bas les masques. J'ai recommandé ma vie à zéro. Reportages : L'agence de l'été : Les déjeûners du grand large : Lame en Bourgogne.				
23.35	Campagne électorale. UDF (1 min); PS (1 min); A gauche vraiment (1 min); RPR (1 min); Alliance populaire (1 min).				
23.50	Journal et météo.				
0.10	Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.				
FRANCE 3		FRANCE 2		TF 1	
14.10	Campagne électorale. RPR (1 min); Nouveaux Ecologistes (1 min); Union des indépendants (1 min); PS (2 min).	12.59	Journal, Météo et Campagne électorale. CN (4 min. 30), PS (8 min.), RPR (4 min. 30), UDF (4 min.).	17.25	Série : Le miel et les abeilles.
14.20	Feuilleton : Dona Beija.	13.55	INC.	17.55	Série : Hélène et les garçons.
14.45	Feuilleton : Dynastie.	14.00	Série : Tartort.	18.25	Jeu : Une famille en or.
15.35	Série : La croisière s'amuse.	15.20	Tiercé, en direct de Saint-Cloud.	18.55	Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Angie Ever Hart.
		15.35	Émission présentée par Pascal Sevran. Invité : Henri Benoit.	19.50	Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
		16.25	Jeu : Des chiffres et des lettres.	20.00	Journal, Tiercé et Météo.
		17.15	Magazine : Giga.	20.45	Cinéma : Salle temps pour un fic. ■ Film américain d'Andy Davis (1984).
		19.15	Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Maguy.	22.35	Magazine : Durand la nuit.
		20.00	Journal, Campagne électorale. RPR (1 min); Nouveaux Ecologistes (1 min); Union des indépendants (1 min); PS (2 min).	0.30	Magazine : Le Club de l'enjeu.
		20.40	Journal des courses et météo.	1.05	Journal et Météo.
		20.50	Cinéma : Runaway, l'évadé du futur. ■ Film américain de Michael Crichton (1984).		
		22.35	Magazine : Bas les masques. J'ai recommandé ma vie à zéro. Reportages : L'agence de l'été : Les déjeûners du grand large : Lame en Bourgogne.		
		23.35	Campagne électorale. UDF (1 min); PS (1 min); A gauche vraiment (1 min); RPR (1 min); Alliance populaire (1 min).		
		23.50	Journal et météo.		
		0.10	Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.		

20.41	Souvenirs de Sénéallac.
20.50	Documentaire : Le Journal.
21.20	Documentaire : Un lait hors de prix. De Waldemar Lenz.
21.25	Documentaire : La Fin des faims ? De Jacques Baynac et Jean-Denis Bonen.
22.10	Cinéma : Biquefarré. ■■■■ Film français de Georges Rouquier (1983).
23.45	Documentaires : Europe, les derniers paysans. De Jacques Baynac et Jean-Yves Laffont.
0.35	Documentaire : Horizon 2010.
<b>M 6</b>	
17.30	Série : L'Étalon noir.
18.00	Série : Booker.
19.00	Série : Les Rues de San-Francisco.
19.54	Six minutes d'informations, Météo.
20.00	Magazine : Mode 6 (et à 0.20).
20.05	Série : Cosby Show.
20.35	Le Mardi, c'est permis.
20.45	Téléfilm : Le Mystère du château de Dracula. De Robert Tottier.
22.25	Série : Armelement votre.
23.20	Série : Soko, brigade des stupés.
<b>FRANCE-CULTURE</b>	
20.30	Archipel médecine. La psychologie des enfants - L'après Dolto.
21.30	Spécial élections.
22.40	Les Nuits magnétiques. Les infirmières (1).
0.05	Du jour au lendemain.
<b>FRANCE-MUSIQUE</b>	
20.30	Concert (donné le 12 avril 1992 à Berlin) : Le Songe d'une nuit d'été, ouverture op. 21, de Mendelssohn; Concertino pour clarinette et petit orchestre op. 48, de Busoni; Concerto pour clarinette et petit orchestre avec harpe et piano en un mouvement, de Copland; Symphonie n° 4 en la mineur op. 63, de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin.
22.00	Les Voix de la nuit.
23.09	Feuilleton : Maldoror.
23.19	Ainsi la nuit.
0.33	L'Heure bleue.



En s'interrogeant sur l'identité des auteurs des attentats qui ont tué plus de 250 personnes en Inde

## Bombay se remet lentement de son « vendredi noir »

Les terroristes avaient soigneusement sélectionné leurs cibles à Bombay, où les attentats du vendredi 12 mars ont fait, selon un nouveau bilan, plus de 250 morts et au moins 1 200 blessés. La métropole indienne, qui s'interroge sur l'identité des auteurs, est encore sous le choc de ce « vendredi noir ».

## BOMBAY

de notre envoyé spécial

Le parking de la Bourse n'est plus qu'un grand cimetière de véhicules calcinés. C'est ici que, vendredi 12 mars à 13 h 28, la première voiture piégée a explosé. Sous la violence de l'impact, une grande partie du premier sous-sol s'est effondrée, écrasant de nombreuses voitures garées à l'étage inférieur. Le souffle a projeté dans la rue les débris du parking, qui ont fauché les passants à ces heures de grande affluence boursière. « La rue était une mare de sang », se souvient un courtier, qui estime « à plus d'une centaine le nombre des victimes ».

Durant les deux heures et demie qui ont suivi, onze explosions ont secoué Bombay : sept voitures piégées, trois bombes placées dans des chambres de trois hôtels de luxe et une attaque à la grenade.

Les cibles avaient été soigneusement sélectionnées par des terroristes inconnus. Le rez-de-chaussée du building d'Air India, sur le front de mer, a été dévasté. Le service des passeports du quartier de Worli a connu le même sort peu après. A Bandra, un peu plus loin, une autre voiture piégée a explosé dans une pompe à essence. Tout près du siège du parti hindou extrémiste Shiv Sena. Partout, ce

n'est que paysage d'immeubles aux façades lézardées, de voitures renversées, d'explosions.

Au même moment, deux hôtels ont été à leur tour ébranlés. Des individus aux noms d'emprunt, qui s'étaient inscrits sur le registre des hôtels, laissaient leurs explosifs dans les chambres. Ils avaient payé d'avance avant de disparaître en emportant les clés. Personne à la réception ne leur avait demandé leur passeport : « Ils étaient physiquement de type indien », expliquent les responsables de ces établissements.

Selon l'Indian Express, citant des sources policières, un dénommé Yakub Memon aurait fui à Dubaï après avoir personnellement tout ces échafaudages ; ce qui fait parler d'une éventuelle piste iranienne. « C'était une opération soigneusement préparée », nous a affirmé le chef de la police de Bombay.

## « Une opération soigneusement préparée »

M. Amrit Singh Samra, grand sikh souriant, un « dur » à la réputation irréprochable, étudie cependant toute question trop précise : « Rien ne permet encore d'affirmer que les attentats sont l'œuvre d'une conspiration internationale ». C'est pourtant ce qu'avait affirmé dès vendredi le ministre de l'Intérieur, M. S. B. Chavan. « La police ne néglige aucune piste », depuis les liens possibles avec les séparatistes tamouls de Sri-Lanka, en passant par les indépendantistes cachemiris et peodjabis et les mafias locales. La découverte, dimanche, d'une bombe placée dans un scooter et que les démineurs ont pu désamuser à temps permettra peut-être de connaître la nature des explosifs utilisés.

L'impression demeure que la police évite soigneusement de mettre en cause qui que ce soit, proba-

blement dans le but de ne pas provoquer de troubles dans une ville encore sous le choc des sanglantes émeutes entre hindous et musulmans de décembre et janvier. Accuser les musulmans pourrait en effet avoir des conséquences dramatiques dans la mégapole de douze millions d'habitants.

On sait pourtant que plusieurs suspects sont interrogés. Il s'agit de personnes ayant changé récemment de fortes sommes au marché noir. Des fonds qui, pense la police, pourraient avoir servi à financer l'opération. Qui ? Pourquoi ?

## Le centre nerveux de l'économie

Tout le monde se demande à Bombay quelle est la mystérieuse organisation qui a voulu ainsi ébranler la capitale économique de l'Inde, en préparant « la pire de toutes les attaques terroristes jamais organisées en milieu urbain », comme la décrit déjà la presse locale.

« On a voulu attaquer le centre nerveux de l'économie indienne », a remarqué samedi le premier ministre, M. Narasimha Rao. Mais beaucoup pointent aussi déjà un doigt accusateur vers le Pakistan et ses services de renseignements. En effet, pense-t-on, auraient eu les moyens et les motivations pour frapper le cœur des affaires indiennes à un moment, comme le remarque un homme d'affaires, « où le pays libéralise son économie et pourrait devenir, à terme, un redoutable concurrent sur le marché régional ».

Les experts remarquent par ailleurs que les groupes terroristes du Pendjab ou du Cachemire n'auraient pas eu la possibilité à eux seuls de préparer cette série d'attentats, d'une telle envergure. Même la thèse d'une implication des Tigres tamouls, réputés pour

leurs connaissances en explosifs, paraît peu probable. « Le cerveau de l'opération est à l'extérieur (à Islamabad), mais la main est ici, et c'est celle d'un traître », a martelé dimanche le chef du parti hindou BJP, M. Advani.

Les mafias musulmanes de Bombay auraient en effet pu servir de relais : syndicats du crime dont les parrains dirigent depuis Dubaï leur trafic, ces mafias ont la haute main sur les importations illégales d'or, de drogue et d'argent. Un journaliste de l'Indian Express, Drabai Saran, affirme que l'une de ses « sources » du département des douanes aurait reçu, le 27 février, des informations laissant entendre que les services pakistanais allaient envoyer bientôt une « énorme cargaison » d'armes automatiques à Bombay.

En attendant, Bombay se remet lentement du choc. La ville était calme et déserte dimanche, comme d'habitude en fin de week-end. Les responsables travaillent jour et nuit pour remettre en état les locaux et penser à ouvrir pour quelques heures le marché des changes, lundi. « Nous gardons le moral », affirme un courtier de cette Bourse qui symbolise la vitalité de la capitale des affaires indiennes.

En ce sens, les émeutes de janvier semblent avoir plus d'impact sur les mentalités que les attentats de vendredi. Le fait que les extrémistes hindous n'aient pas — pour l'instant — voulu tirer avantage de la situation est interprété ici comme un signe rassurant. Comme l'explique cette jeune femme d'affaires musulmane, « cette fois, nous pensons que nous ne paierons pas le prix de cette tragédie qui a meurtri tout le monde, hindous et musulmans ».

BRUNO PHILIP

Dans le document préparatoire du synode

## La population chrétienne du Liban est invitée à ne pas émigrer

## BEYROUTH

de notre correspondant

Le synode sur le Liban, convoqué par le pape en juin 1991, est entré samedi 13 mars, avec la publication du document de préparation, appelé « Itinéraires » (les grandes lignes), dans sa deuxième phase. Ce synode devrait s'achever en 1995. Sa clôture pourrait être l'occasion d'une visite de Jean-Paul II dans ce pays.

Mgr Achille Silvestrini, préfet de la congrégation des Eglises orientales au Vatican, et Mgr Jan Scobotte, secrétaire général du synode à la Curie romaine, ont quitté Beyrouth, dimanche 14, impressionnés par les marques de la convivialité islamochrétienne qu'ils ont constatée, bien que la guerre ne se soit arrêtée ici qu'il y a deux ans et demi. Le délégué du pape a souligné avoir retenu de son séjour « une volonté des chrétiens et des musulmans de co-exister ». Renouveau l'appel aux Libanais, contenu dans les « Itinéraires ».

du synode, de cesser leur émigration, le cardinal Silvestrini a dit : « Je demande à tous les Libanais de demeurer là où ils sont ».

L'appel du document à l'arrêt de l'émigration ne s'adresse pas aux seuls chrétiens du Liban, mais à tous les chrétiens d'Orient. Au nom des « urgences » en Liban, les « Itinéraires » préconisent « une plus juste répartition des biens et des possibilités, le retour de tous les déplacés, sans exception, dans leur terre (...) la recherche de solutions capables de mettre fin à l'émigration ».

Le document souhaite une unité nationale au Liban, dans le respect des particularités spirituelles et culturelles, « sans crainte, ni contrainte ». Insistant sur l'importance du dialogue entre chrétiens et musulmans, il met en évidence plusieurs maux, notamment l'inflation, le chômage, et l'appauvrissement.

LUCIEN GEORGE

Contrôlée par l'UNITA depuis le 20 janvier

## La ville de Soyo reprise par les forces armées angolaises

La ville pétrolière de Soyo, dans l'extrême nord de l'Angola, contrôlée par l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) depuis le 20 janvier, est tombée dimanche 14 mars aux mains des forces armées angolaises, selon des sources militaires à Luanda.

L'UNITA a indiqué que des dépôts de pétrole étaient en flammes à Soyo, à la suite des bombardements de l'armée gouvernementale. Des sources militaires ont cependant

déclaré que les installations pétrolières et les plates-formes n'ont pas été détruites au cours des affrontements.

De leur côté, les rebelles de l'UNITA ont annoncé samedi avoir pris aux forces gouvernementales la ville stratégique de Cubal, dans le sud-ouest de l'Angola, sur la ligne de défense de ces derniers, qui progressent vers Huambo, aux mains du mouvement de M. Jonas Savimbi depuis une semaine. — (AFP, Reuters)

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Un entretien avec Jean-Baptiste du Foucauld..... 2

## ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie : 3  
M. Clinton réaffirme son soutien à M. Eltsine..... 4  
Israël : le gouvernement appelle la population à garder son sang-froid 5  
Egypte : cinquante-deux blessés lors d'affrontements..... 5  
Sénégal : le Conseil constitutionnel a confirmé la réélection du président Diouf..... 6  
Chine : M. Li Peng et la politique britannique à Hongkong..... 6

## POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars : la gauche à bout de souffle en Ile-de-France : M. Gaston Flosse (RPR) élu député de la Polynésie : les programmes des principales forces politiques en présence..... 8 à 10

## SOCIÉTÉ

Catastrophes : la tempête de neige dans l'est des Etats-Unis..... 12  
Religions : les traditionalistes accusent l'épiscopat et l'Eglise de vouloir leur asphyxier financièrement..... 12  
Justice : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia se prononce sur la catastrophe de Furiani..... 13  
Le congrès du Syndicat général de la police..... 13

## SPORTS

Automobilisme : Alain Prost remporte la Grand Prix d'Afrique du Sud..... 14  
Patinage artistique : Oksana Baiul championne du monde..... 14  
Football : l'Ajax d'Amsterdam croit en son étoile..... 14

## CULTURE

Théâtre : John Gabriel Borkman, d'Ibsen, à l'Odéon ; l'Enfer du soldat, de Kolbe, à la Mairie d'Or 16

Musiques : « Fillello », à l'Opéra-Comique, à Paris..... 16  
Galerie : la rigueur du hasard ; photographie : les couleurs de la nuit..... 17

## ÉCONOMIE

Allemagne : l'accord sur le pacte de solidarité ne prévoit pas d'augmentation des impôts avant 1996..... 18  
L'emploi des jeunes se dérobe..... 18  
Un rapport de l'inspection générale des finances sur le RATP..... 19  
Le trafic dans le métro parisien..... 19

## L'ÉCONOMIE

« Les grands débats électoraux : la tentation protectionniste » « Métier d'influence : le conseil en lobbying » « La croissance s'arrête » « Distribution pharmaceutique : grossistes de précision » « Luxe : Les rétro, réussites pur sucre » « Dossier : les rétro » « Le consensus allemand est en panne » « Opinions : « Pour un changement radical de politique économique », par Olivier Blanchard » Conjoncture : indicateur, l'emploi ; pays, la France ; secteur, la pharmacie..... 25 à 36

## Services

Abonnements..... 35  
Annonces classées..... 33  
Cartes..... 15  
Loto, Loto sportif..... 33  
Marchés financiers..... 20-21  
Météorologie..... 23  
Mots croisés..... 15  
Radio-télévision..... 23  
Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folio 25 à 36  
Le numéro du « Monde » daté 14-15 mars 1993 a été tiré à 539 961 exemplaires.

A Gardanne (Bouches-du-Rhône)

## Des gardes du corps de M. Le Pen ont été interpellés après s'être affrontés à des contre-manifestants

## MARSEILLE

de notre correspondant régional

En arrivant sur le marché du cours Gambetta, qui traverse le centre de Gardanne, dimanche matin 14 mars, M. Jean-Marie Le Pen paraissait aux anges. Dans cette cité minière des environs d'Aix-en-Provence, tenue de tout temps par le PCF, il venait soutenir M. Damien Bariller, le candidat du Front national dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône.

M. Le Pen ne s'était pas déplacé seul. Une cohorte de jeunes gens à l'allure décidée, en blousons et gants noirs, le serrait de près. Faut-il de M. Bernard Tapie, candidat dans cette circonscription, qui avait pourtant annoncé sa présence, c'est un autre candidat, anti-Tapie autant qu'anti-Le Pen, M. Christian Folivier, adjoint au maire de Marseille, flanqué de son suppléant, l'écrivain Jean Kébéyan, que le président du

Front national a rencontré sur son chemin.

Investives, bousculades, aussitôt, les gardes du corps de M. Le Pen passent à l'action, matraques à la main. Les coups et les horions se mettent à pleuvoir à l'aveuglette, en dépit de la présence d'un escadron de gendarmes mobiles, resté en retrait.

La vitrine d'un grainetier s'effondre, et des œufs volent en direction du cortège du Front national. A l'approche de la mairie, devant laquelle sont massés une centaine de militants communistes, la situation empire. Des jeunes, d'origine maghrébine, se ruent à la rencontre des gardes du corps de M. Le Pen. Les forces de l'ordre se décident, alors, à intervenir, en protégeant la retraite du président du parti d'extrême droite.

M. Le Pen a quitté rapidement la ville, tandis que seize de ses partisans étaient interpellés par les gendarmes mobiles. Tous ont été

relâchés, dans la journée, après avoir fait l'objet de fiches de renseignements judiciaires, qui ont été transmises au parquet d'Aix-en-Provence. Une procédure pour détention d'armes de catégorie 1 a été établie à l'encontre de quatre d'entre eux. Les gendarmes mobiles ont, par ailleurs, saisi dans leurs véhicules tout un lot de matraques, manches de pioche, coateaux, bombes lacrymogènes ainsi qu'un nonchaku, plusieurs casques et outils divers.

« On ne peut pas accepter que des militants d'un parti, quel qu'il soit, disposent d'armes et de moyens de combat », a déclaré le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, qui était interrogé sur ces incidents au journal de 20 heures de France 2. « Que telle ou telle catégorie sociale — aujourd'hui, une formation politique — emploie la violence comme moyen d'expression, a-t-il ajouté, est tout à fait intolérable ».

GUY PORTE

◻ SOMALIE : les principaux chefs de factions participeront à la conférence de réconciliation d'Addis-Abeba. — Les deux principaux chefs de guerre de Mogadiscio, le général Mohamed Farah Aidid et le président par intérim Ali Mahdi, ont quitté, samedi 13 mars, la capitale somalienne pour Addis-Abeba, où une conférence nationale de réconciliation devait s'ouvrir lundi. D'autre part, la conférence humanitaire sur la Somalie s'est clôturée samedi par une promesse d'aide de 142 millions de dollars (795 millions de francs). — (AFP, Reuters)

## DE LA PLUS PETITE A LA PLUS GRANDE TAILLE

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 890 F

PANTALONS 565 F VESTONS 1 925 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SCIENCE & VIE  
HIGH TECH

LE MAGAZINE DE L'IMAGE ET DU SON

LA TV NUMÉRIQUE ARRIVE : ILLUSIONS ET RÉALITÉS

24 FLASHS A L'ESSAI

MINI DISC OU CASSETTE "DCC" QUE CHOISIR ?

HI FI :  
Mini disc contre cassette "DCC"

## TV :

Le numérique arrive : illusions et réalités

## PHOTO :

24 flashes au banc d'essai

SCIENCE & VIE  
HIGH TECH

LE MAGAZINE DE L'IMAGE ET DU SON

QUAND VOUS L'AUREZ LU, VOUS EN SAUREZ AUTANT QUE LE VENDEUR

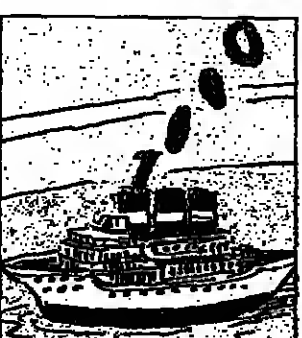
هكمان النفل



# Le Monde

19

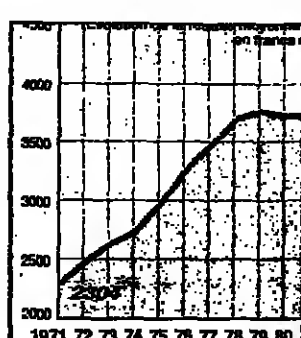
**La croisière s'amuse**



Six millions de passagers, 39 milliards de francs de chiffre d'affaires, un marché en progression en Europe comme du côté américain : les croisières, de manière paradoxale, échappent à la crise et à la morosité.

page 31

**Dossier : les retraites**



Les gouvernements ne se précipitent pas pour régler le problème des retraites. Pourtant les outils de solution sont connus, et les mesures seront d'autant moins douloureuses qu'elles seront vite appliquées.

page 32

**« Le consensus allemand en panne »**



L'Allemagne se mettra-t-elle d'accord pour accélérer l'unification politique européenne et baisser les taux d'intérêt, demande Hans-Helmut Kottz, économiste en chef des caisses d'épargne allemandes.

page 33

**MODE D'EMPLOI** ..... 26  
Logement. Humour, par Josée Doyère. La cote des mots.

**PERSPECTIVES** ..... 27 & 33  
**OPINIONS** ..... 34 et 35  
Livres. Laisssez Rotter le mark, par Philippe Simonnot.

**CONJONCTURE** ..... 36  
L'emploi : modèles non transposables. La France : au creux de la vague. La pharmacie : richesse inquiète.

**A NOS LECTEURS**  
En raison des élections législatives, les deux prochains numéros du « Monde-Economie » paraîtront dans nos éditions du samedi datées dimanche-lundi (21-22 mars et 28-29 mars) au lieu du lundi (numéros datés mardi).

## L'ÉCONOMIE

### À-CÔTÉS

#### Métier d'influence

*La profession de lobbyiste indépendant a pris racine en France. L'après-élections sera une période faste*

**P**EU À PEU, les cartes de visite se font plus explicites. Après des années de flou artistique, les cabinets français de conseil en « relations institutionnelles », en « relations d'influence » ou même en « intermédiation avec les pouvoirs publics » commencent aujourd'hui à afficher la vraie nature de leur activité : le conseil en lobbying.

Sortir de cette discrétion n'est pas une mince affaire. « Le lobbying est encore assimilé chez nous à la corruption et au trafic d'influence, aux call-girls et aux enveloppes », a insinué Dominique-Claire Prévost, qui dirige le cabinet de conseil en lobbying Perséphone. Bref, il sent encore le souffre.

Parce que comme un rouage essentiel de la démocratie aux États-Unis, la défense des intérêts particuliers auprès des pouvoirs publics a longtemps eu très mauvaise presse en France, où la notion d'intérêt général prime. « Moi je dis clairement que je suis lobbyiste, mais certains de mes collègues trichent », déclare sans ambages Thierry Lefebvre, patron du cabinet TL&A. La pratique du lobbying ne date pourtant pas d'hier. Syndicats et ordres professionnels ont toujours fait office de groupes de pression.

Pascal Krémer

Lire la suite en page 30



#### La tentation protectionniste

*La stratégie d'ouverture internationale adoptée par la France depuis dix ans a-t-elle atteint ses limites ? Le débat est posé au sein du patronat, où certaines industries comme le textile, sinistrées par la concurrence étrangère, crient au désastre. Il reste jusqu'ici sous-jacent dans la classe politique. Mais pour combien de temps ? A mesure que s'aggrave la récession, le chômage et le désordre international, les tentations protectionnistes se font de plus en plus sensibles dans l'opinion et dans les discours. Et le nouveau gouvernement devra rapidement définir une ligne de conduite. Premier test : le dossier agricole et le GATT.*

Lire pages 28 et 29 les articles de Pierre-Angel Gay et François Lazare, ainsi que les points de vue de Gérard Lafay, Jean-Yves Le Fèvre et Jean-Louis Levat.

### OPINION

#### Pour un changement radical de politique économique

Vus des États-Unis, la France et ses politiques semblent paralysés. Pourtant le pays dispose de marges de manœuvre pour relancer son économie et réduire enfin le chômage... à condition de rompre radicalement avec la stratégie menée depuis dix ans, explique Olivier Blanchard, professeur au MIT, proche des « nouveaux keynésiens » qui ont inspiré le programme Clinton, mais connu pour l'indépendance de sa pensée, il est notamment l'auteur, avec Stan Fischer, du manuel de macroéconomie qui fait autorité outre-Atlantique.

par OLIVIER BLANCHARD (\*)

**A**UX États-Unis, la nouvelle administration s'est mise au travail. Elle a identifié les priorités économiques et proposé une stratégie à la fois claire et courageuse. Malgré les sacrifices annoncés, le morosité qui dominait les dernières années de l'administration Bush a largement disparu, laissant place à la conviction que l'Amérique peut, si elle le veut, résoudre ses problèmes économiques. En France, les élections approchent et, avec elles, la quasi-certitude d'un changement de gouvernement. Mais elles suscitent bien peu d'espoir. Vu de ce côté-ci de l'Atlantique, la France et ses politiques semblent paralysés. Après

plus d'une décennie de chômage élevé - et maintenant un chômage à nouveau en hausse - l'idée semble prévaloir que la France est un trop petit pays, que sa marge de manœuvre est trop limitée, pour qu'aucune politique fasse la différence. La France, dit-on, peut contrôler son taux d'inflation, pas son taux de chômage.

Cette idée est fautive : une politique active peut changer les choses. Commençons par le diagnostic.

#### L'insuffisance de la demande

Fondamentalement, la France souffre aujourd'hui d'une insuffisance de demande globale. Si, par miracle, la demande augmentait demain, les entreprises françaises s'empresseraient d'augmenter la production et l'emploi. Des millions de gens qualifiés - à tous niveaux de qualification - cherchant du travail. De nombreuses usines fonctionnent en sous-capacité. Et, surtout, les entreprises françaises sont maintenant, pour la plupart, en excellente santé ou, du moins, la seraient si la demande était suffisante. Les années 80 ont vu une amélioration constante de leurs marges de profits et de leur situation financière ; l'érosion de ces dernières années reflète seulement le fléchissement de la demande, non l'évolution des facteurs fondamentaux.

Depuis près d'une décennie, la politique macroéconomique française repose sur l'idée que la seule « bonne demande » est la demande

extérieure, c'est-à-dire la demande de biens français par le reste du monde.

Il est exact que, d'un point de vue purement logique, quelle que soit la dépression de la demande interne, une dépréciation réelle suffisante peut toujours ramener l'économie au plein emploi. Si les travailleurs français acceptaient le niveau de salaire polonais, il ne fait guère de doute que la France connaîtrait un boom économique... Cette méthode d'ajustement est celle qui sous-tend la politique de « désinflation compétitive », une politique qui consiste à maintenir un taux d'inflation inférieur à celui de nos partenaires, de manière à réduire nos prix relatifs jusqu'à ce que le chômage soit résorbé.

La désinflation compétitive comporte cependant de sérieuses limites, et celles-ci sont probablement atteintes. Tout comme les dévaluations compétitives qui l'avaient précédée, cette politique consiste fondamentalement à détourner à notre profit la demande de nos partenaires commerciaux. Aussi son succès même est son talon d'Achille : il arrive un moment où les partenaires perdent patience et dévaluent, soit d'eux-mêmes, soit sous la pression des spéculateurs, annulant ainsi la plupart des gains de la désinflation compétitive.

Lire la suite page 34

(\*) Professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

**IUA**  
SAN FRANCISCO 220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

**Université à San Francisco**, spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

**Ph. D.** Doctorate of Business Administration for International Management

- Filière d'admission : Diplômes de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...
- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans hors résidence.

**MBA** Master of Business Administration for International Management

- Filière d'admission 3<sup>e</sup> Cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
- Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

**Informations et sélections pour l'Europe :**  
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris.  
Tél. : (1) 40 70 11 71

**IUA**  
SAN FRANCISCO

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme associé en Asie - AMA HONG KONG

MI FI:  
Main disc contre cassette "DCC"  
TV:  
La numérique arrive  
Missions et réalité  
PHOTO:  
34 Représ au banc d'essai  
**HIGH TECH**



## MODE D'EMPLOI

## LOGEMENT

## Qui peut acheter un appartement à Paris ?

Chacun investit selon ses moyens : les familles et les jeunes cadres moyens cherchent à l'extérieur de la capitale plus d'espace ou des prix moins élevés

L'ÉTUDE, hieo connue, des notaires parisiens sur le prix des logements vendus en chaque année dans la capitale et en banlieue recèle d'autres informations, moins exploitées, sur le profil des acheteurs et des vendeurs en région parisienne, qui permettent de voir qui se loge et où.

Prix et surfaces sont déjà révélateurs. En 1992 à Paris intra muros, les acheteurs ont mis, en moyenne, plus d'un million de francs (1 067 757 francs) sur la table, en 1992, pour acquérir un appartement de 51,5 mètres carrés en moyenne. Deux ou trois pièces : malgré la crise de l'immobilier et la baisse des prix, un studio frôlait encore les 452 000 francs, un 2 pièces les 700 000 francs, le 3 pièces dépassait le million deux cent mille francs, le 4 pièces les 2 millions et le 5 pièces flirtait avec les 4 millions, une jolie somme, bien qu'en recul de 25 % par rapport à l'année précédente.

Dans les Hauts-de-Seine, pour des prix à peine inférieurs, les surfaces étaient un peu plus importantes : les acquéreurs ont déboursé en moyenne près de 921 000 francs pour un peu moins de 57 mètres carrés (1). En revanche, dans la Seine-Saint-Denis, il n'aurait fallu que la moitié (454 500 francs), pour un peu moins de 53 mètres carrés, et dans le Val-de-Marne, on était à 607 000 francs pour près de 54 mètres carrés.

Les différences cependant sont beaucoup plus fortes entre Paris et la périphérie pour les grands appartements. Ainsi, dans les Hauts-de-Seine, les 3 pièces, à moins de 2,1 millions de francs, étaient deux fois moins chères qu'à Paris, et les 6 pièces se vendaient à 2,6 millions. En Seine-Saint-Denis, les familles nombreuses se logent moins difficilement encore, puisque du studio au 6 pièces, on ne dépasse pas la barre du million de francs (931 000 francs au maximum). Ce n'est pas encore le cas dans le Val-de-Marne : mais les 5 pièces sont quatre fois moins chères qu'à Paris, tandis que le 6 pièces caracole à 1,45 million de francs.

ÉCRÉPAGE • Bien évidemment, ces disparités dans les prix traduisent des différences dans le profil des acheteurs et des vendeurs, qui, dans leur grande majorité ne sont pas des « professionnels », surtout pour les achats. Ainsi, à Paris même, les marchands de biens n'ont représenté que 5,7 % des acheteurs contre

12,7 % des vendeurs. Même évolution, à un moindre degré, pour les entreprises.

Ainsi voit-on se dessiner une carte sociale du logement à Paris et dans la banlieue. On ne s'en étonnera pas, les prix d'achat entraînent un écrépage. Dans Paris intra muros, les cadres et les membres de « professions supérieures » (libérales, dirigeants...) forment le plus gros paquet de vendeurs avec un gros tiers (34,8 %), et constituent la majorité des acquéreurs (30,8 %). De même les « professions intermédiaires » (cadres moyens, enseignants, professions

denrées, les commerçants et artisans ont dépensé nettement plus que les autres (près de 1,3 million de francs) : deux fois plus que les ouvriers (634 362 francs en moyenne), là aussi pour une surface inférieure de 15 % en moyenne.

RÉVER • Dans les Hauts-de-Seine, l'origine sociale des vendeurs et des acheteurs d'est guère différente. Cadres et professions « supérieures » sont un peu moins nombreux (42,7 %) parmi les acheteurs qu'à Paris, les professions intermédiaires un peu plus (20,6 %); mais dans toutes les catégories socio-professionnelles, les acquéreurs sont plus jeunes, de deux à trois ans en moyenne. Sans doute, cadres et « professions supérieures » vont-ils chercher un peu plus d'espace à la périphérie pour loger leur petite famille : pour une mise de fonds comparable (à 70 000 francs près) ils gagnent 10 mètres carrés.

En Seine-Saint-Denis, c'est le prix qui fait la différence. La clientèle est encore un peu plus jeune (d'un an environ). Elle ne dispose pas de plus d'espace mais paie infiniment moins cher : une transaction sur deux est comprise dans une fourchette allant de 7 500 francs à 10 000 francs le mètre carré. Pour la même raison, les acquéreurs appartiennent à des catégories sociales nettement moins favorisées : 22,8 % d'ouvriers et 18,6 % d'employés pour à peine 20 % de cadres. Le Val-de-Marne est à mi-chemin entre ces deux départements avec moins d'ouvriers acquéreurs (13,2 %), 16,5 % d'employés, la plus forte proportion de professions intermédiaires (près de 2 %) mais un taux élevé de cadres (27,8 %).

Et pour finir, on peut rêver un peu, en regardant le prix des maisons de banlieue. Une maison ancienne dans les Hauts-de-Seine coûte 1 878 618 francs pour 115 mètres carrés de surface habitable (4-6 pièces) et 250 m<sup>2</sup> de jardin; en Seine-Saint-Denis, pour 87 m<sup>2</sup>, le prix est infiniment plus bas (795 000 francs), enfin, dans le Val-de-Marne, pour un prix flirant avec le million de francs, le jardin est beaucoup plus grand qu'ailleurs.

Françoise Vaysse

## BLOC-NOTES

## D'une semaine... à l'autre

BAISSE DES TAUX ALLEMANDS. La Bundesbank (banque centrale allemande) a abaissé le 5 mars le taux de ses pensions à court terme de 8,49 % à 8,25 %. Le 10 mars, les banques centrales du Danemark, de Belgique et des Pays-Bas ont aussi réduit leurs taux (le Monde daté 7-8, 12 mars).

REGAIN AMÉRICAIN. Le département américain du travail a annoncé, le 5 mars, un taux de chômage de 7 % en février contre 7,1 % en janvier. Cet indice et le mouvement de hausse de Wall Street confirment l'amélioration de l'économie américaine (le Monde daté 7-8 mars).

GROGNE SOCIALE EN FRANCE. Les marins-pêcheurs ont manifesté à Nantes, le 9 mars, contre la chute des cours du poisson. Dans le Finistère, les producteurs de pommes de terre ont protesté contre la perte de marchés ou déversoirs, le 11 mars des tonnes de pommes de terre dans les rues. Les conducteurs du métro parisien, opposés à la réforme de leurs conditions de travail ont entamé des grèves à répétition depuis le 10 mars (le Monde daté 9 au 13 mars).

LA GRANDE-BRETAGNE RETARDE LA RATIFICATION DU TRAITÉ DE MAASTRICHT. En adoptant un amendement présenté par le Labour, le 8 mars, la Chambre des communes a renvoyé à la fin de l'été l'adoption du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne. Les « eurosceptiques » ont mis, pour la première fois, le gouvernement de John Major en minorité (le Monde du 10 mars).

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS : UN MILLIARD DE FRANCS DE PERTES EN 1992. L'établissement financier a annoncé, le 9 mars, une perte consolidée record de 1,046 milliard de francs pour 1992. En 1991, le CDE avait affiché un bénéfice net consolidé de 38,8 millions de francs (le Monde du 11 mars).

RENAULT, CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE LE PLUS RENTABLE. La firme au logo en dérapé en 1992, selon les chiffres rendus publics, le 12 mars, un résultat net de 3,7 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 179,4 milliards de francs, en progression de 8,1 % sur l'exercice précédent (le Monde du 13 mars).

## HUMEUR • par Josée Doyère

## Les retraites... quelles retraites ?

AVEC le chômage, qui nous menace tous, plus ou moins, puisque même les cadres ne sont plus à l'abri, puisque les jeunes diplômés ne sont même pas sûrs de trouver du boulot, le problème des retraites touche chacun d'entre nous. La date fatidique de 2010 conduit tout un chacun à calculer mentalement l'âge qu'il aura à ce moment-là pour imaginer s'il sera apte à faire face à ces ressources en baisse... ou à plus de ressources du tout. Observez votre voisin de table, à la cantine ou au restaurant, quand on aborde la question. Son regard devient vague, intérieur... Il calcule, avant de prendre part à la discussion. Chez les jeunes aussi, le souci existe, à part chez quelques-uns, qui affichent un je-m'en-fichisme plus ou moins sincère : « De toutes façons, j'en ai rien à faire, ils trouveront bien un truc pour nous entuber. »

On n'arrivera pas à les payer, ces retraites, en 2010, sauf à se saigner aux quatre veines. Ça, je crois que tout le monde le comprend. Et de se lancer à la figure des goudres de centaines de milliards.

Moi, qui ai acquis au Monde le goût des chiffres et de la précision statistique, j'aimerais bien savoir de quelle retraite on parle. Celle de la Sécurité, tout le monde connaît, ou croit connaître (vous le savez, vous, qu'il y a 530 régimes obligatoires différents, « spéciaux » ou « particuliers » ?). Et puis chacun de nous cotise à des régimes complémentaires... Mais là, ça devient le flou le moins artistique qui soit. On ne sait même pas combien il y en a...

Alors, innocemment, j'ai demandé combien touche par mois le retraité moyen, l'ancien ouvrier, le « col blanc », le petit cadre, le cadre sup... Révélation : on n'en sait rien. Un de mes copains, très spécialisé, m'a même dit : « C'est le secret le mieux gardé qui soit. Jusqu'à 1988, on n'avait même pas essayé de savoir. Maintenant on commence à s'en préoccuper, mais c'est coton. »

C'est dingue, non ? Enfin, voilà un problème crucial, qui devrait nous mobiliser, faire l'objet d'un grand débat sur les solidarités nouvelles à inventer...

Certes, on glose à perte de vue sur la nécessité de rallonger les années de cotisations, sur les économies que - globalement - on pourrait faire en versant moins aux futurs retraités, etc... on ne sait même pas ce que ça rapporterait pour vivre ceux qui, là, maintenant, sont en retraite. Ça laisse rêver.

On se doute que ce n'est pas simple, de mettre au point un outil statistique fiable pour photographier une réalité aussi diverse et aussi dispersée. Mais enfin ! Moi, je croyais naïvement qu'on savait ça par cœur, et qu'on raisonnait pour l'avenir, non seulement sur de grandes masses, mais aussi sur la porte-monnaie bien réel des futurs ex-salariés, sinon tête de pipe par tête de pipe, mais, au moins, par catégories ! Rien du tout.

Alors si vous vivez encore en 2010, si vous êtes retraité à cette date-là, ou si vous êtes encore en activité, vous verrez bien ! Pour l'instant, contentez-vous de vous inquiéter. ■

## CORRESPONDANCE

## Les ouvrières de France-Ebauches en Chine

A la suite de l'article publié dans le Monde de l'économie du 19 janvier sur la « délocalisation » des entreprises européennes en Chine méridionale, qui évoquait le recrutement des ouvrières de France-Ebauches, nous avons reçu la lettre suivante de M. Francis Perret, président du directoire de cette firme :

1. Les pièces d'horlogerie sont de dimension similaire dans toute l'industrie horlogère mondiale. Les chaînes d'assemblage manuel sont pratiquement identiques, les cadences de production voisines, et le nombre d'heures travaillées équivalent. En Chine, seul le personnel ouvrier réside dans la zone d'activité est logé dans des dortoirs construits selon la réglementation chinoise.

Les propos prêtés à M. Perret, président du directoire de France-Ebauches, au sujet du personnel à 90 % féminin, sont totalement inexacts. En effet, attirées par les conditions de travail exceptionnelles de France-Ebauches, de très nombreuses candidates se présentent. Au cours des tests d'embauche, les plus lentes sont éliminées naturellement, et seules, sont engagées les ouvrières aptes à ce travail. Une telle sélection se fait dans toutes les industries.

D'autre part l'industrie horlogère a toujours impliqué de la part des ouvriers et des ouvrières des qualités de précision. Pour autant et alors que cette industrie existe depuis plusieurs siècles, il n'a jamais été constaté de troubles de la vue en relation avec les activités exercées. Si cela avait été le cas, de tels troubles auraient été retenus en tant que maladie professionnelle, ce qui n'est pas le cas.

Si effectivement en Chine et dans l'industrie en question, des ouvrières peuvent quitter leur emploi vers l'âge de vingt-cinq ans, ces départs ne sont en rien motivés par le fait qu'à cet âge ces ouvrières « n'y verraient pas assez clair », comme l'affirme le rédacteur de l'article. En réalité,

ces départs sont motivés par des raisons personnelles et le plus souvent en vue d'un mariage.

2. Dès 1982, les concurrents de France-Ebauches ont engagé la délocalisation de l'assemblage de leurs mouvements. FE a été conduite à faire de même afin de résister à cette nouvelle concurrence dès 1984 et sous peine de disparaître. L'implantation d'une unité de production en Chine est le conditionnement de l'accès au marché intérieur chinois. La population de la Chine sera en 2025 de 1520 millions d'habitants avec un pouvoir d'achat égal à celui de la Communauté.

C'est la raison pour laquelle FE, en joignant avec la China Light, a créé une entreprise horlogère, FEZ, à Zhuhai, et y a transféré la sous-traitance d'assemblage de mouvements, confiée à des entreprises de Hongkong jusque-là.

Plus de 2000 entreprises horlogères sont installées dans la région de Canton, qui deviendra dans les cinq ans la région horlogère la plus importante du monde. Enfin les licenciements annoncés dans France-Ebauches ne concernent pas l'assemblage, qui s'effectue hors d'Europe depuis 1984, mais sont la conséquence directe de la crise économique que nous vivons.

[La sélection des dortoirs est quasi générale, en raison de l'impossibilité pour les Chinois de l'intérieur d'obtenir la qualité de résident dans les zones économiques spéciales. D'autre part, les perspectives de marché chinois n'empêchent pas qu'aujourd'hui les entreprises installées près de Canton travaillent essentiellement pour l'exportation.]

■ Erratum. - Dans l'étude sur la conjoncture des transports maritimes (« le Monde de l'économie » du 16 février), une erreur typographique nous a fait écrire que le médiane liquide était transporté par navire à 170 degrés. Il fallait lire : à moins 170 degrés.

## LA COTE DES MOTS

## Tontine

Certains organismes proposent, actuellement, parmi différents « produits » financiers, une épargne à long terme (de dix à vingt ans) qu'ils baptisent *tontine*, remettant en vigueur un terme sinon obsolète, du moins délaissé.

Le mot *tontine* vient du patronyme de Lorenzo Tonti, un Napolitain qui, au dix-septième siècle, inventa ce genre d'opérations (ce dernier terme au pluriel, car *tontine* s'applique à différents types de souscriptions et de versements).

Sous son acception « orthodoxe », le mot désigne l'association de personnes qui mettent un capital en commun afin de toucher une rente viagère, réversible, à la mort de chaque souscripteur, sur la tête des survivants. Dans un sens plus moderne, le vocable s'applique à un groupe de personnes qui versent régulièrement à une caisse commune, soit pour assurer un capital-décès à la famille d'un membre décédé; soit pour remettre le montant, à tour de rôle, à chaque membre. *Tontine* a aussi désigné un jeu de cartes où un seul joueur, après avoir éliminé ses concurrents, ramassait tous les enjeux. Ces derniers étaient déposés dans un corbillon (lui aussi appelé *tontine*).

Mais les jardiniers du dimanche, probablement sans le savoir, *tontinent* aussi. Les arboriculteurs, les horticulteurs et les pépiniéristes professionnels savent, eux, que *tontine* (n. fém.) est un synonyme de *paillon*, et désigne donc une couche de paille, de mousse, voire de glaise et de bouse de vache, qui entoure la motte de terre édifiée au pied d'une plante ou d'un arbuste que l'on transplante. Plante et arbuste qui sont, par là, *tontinés* !

Cette *tontine-là*, avec toute sa famille, vient, pense-t-on, du verbe *tondre*, « couper ». Y a-t-il un rapport avec notre première *tontine*, la « financière » ? Tentons une explication : les plantes *tontinées* produisent des fleurs ou des fruits, espèrent sans doute ceux qui les transforment - à l'image de ceux qui, investissant dans une tontine, escomptent en retirer des fruits « étonnants et débouchants ». Mais ce raisonnement est quelque peu tiré par les... racines !

Jean-Pierre Colignon

فكرنا من النحل



# PERSPECTIVES

19

## DISTRIBUTION PHARMACEUTIQUE

# Grossistes de précision

Tenus de livrer les pharmaciens deux fois par jour  
les grossistes répartiteurs s'informatisent, se concentrent et prennent une dimension internationale

**N**on seulement grossistes ni exclusivement détaillants. Les deux à la fois. Hormis leurs camionnettes stationnées, parfois en double file, devant les pharmacies, peu de gens remarquent ces livreurs qui deux, trois ou même quatre fois par jour amènent dans les officines des petites caisses en plastique vertes ou rouges remplies de médicaments. Et pourtant ce sont les seuls maillons visibles du métier de grossiste répartiteur, qui est devenu un point de passage obligé entre le fabricant et le pharmacien à mesure que s'est développée l'industrie pharmaceutique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le problème est simple. Comment 350 laboratoires pharmaceutiques et 250 fournisseurs de produits dits de parapharmacie pourraient-ils répondre le plus rapidement possible aux besoins des 22 000 pharmacies françaises, sachant que chaque jour se vendent 12 millions de produits de santé ? Pour ce faire, des firmes se sont spécialisées dans ce métier et ont maillé le territoire français de magasins, sortes de grands entrepôts permettant de répondre à la demande. Tant et si bien qu'aujourd'hui 81 % des produits de santé fabriqués sont distribués par des répartiteurs. Les 19 % restants sont fournis directement par les laboratoires aux hôpitaux (12 %) ou aux pharmacies (7 %).

Ce secteur, estimé à 65 milliards de francs de chiffre d'affaires, était encore très éclaté voici

quelques années. Il est en voie de concentration. A ce jour quatre groupes y tiennent une position dominante : l'OCF (Office commercial pharmaceutique) avec 43 % du marché, suivi par l'Alliance santé (29,6 %), née du regroupement de l'IFP et d'Erpi, le Cerp (24 %), rassemblant six coopératives dont la plus impor-

**“Le principe de notre métier repose sur un cocktail alliant une informatisation à outrance et de la robotique.”**

tante est celle de Rouen, et enfin Chafer-Pharmia (3,2 %), issu du rapprochement de quatre sociétés et qui a été repris récemment par le répartiteur allemand Schülze.

**STATUTS.** Un arrêté du ministère de la santé d'octobre 1962 fixant les quatre statuts de la pharmacie (fabricant, dépositaire, grossiste répartiteur et pharmacien détaillant) a précisé les contraintes de chaque métier. Ainsi le grossiste répartiteur doit détenir un stock au moins égal à un mois de vente, posséder au moins deux tiers des spécialités pharmaceutiques existantes. Il est obligé de livrer sous vingt-quatre heures

toute officine qui en fait la demande.

A ces charges s'en ajoutent une autre et non des moindres : celle de la marge fixe. Sur chaque médicament, le répartiteur touche 9,70 % du prix pharmaceutique. « Nous sommes sûrs de gagner de l'argent, il n'y a pas d'incertitude, mais notre marge est une des plus faibles d'Europe. Aussi pour s'en sortir faut-il faire le plus de volume », explique Jacques Ambonville, quarante-trois ans, directeur du développement et futur président du directoire de l'OCF. Le principe même de notre métier repose donc sur un cocktail alliant, outre les volumes, une informatisation à outrance et de la robotique.

C'est aussi, le magasin de Melun, cinquième établissement de l'OCF par son importance, en est le plus bel exemple. Deux fois par jour, les pharmaciens passent leurs commandes – à 95 % par télétransmission – pour être livrés en début d'après-midi avant la sortie des classes, ou le lendemain matin avant l'ouverture des boutiques. Les préparateurs disposent alors de moins de deux heures pour traiter les commandes.

Quarante-cinq pour cent des commandes sont exécutées de manière quasi automatique : les produits, désignés par l'ordinateur, glissent automatiquement sur un tapis roulant avant de tomber dans la caisse en plastique verte destinée au pharmacien. Nouveauté depuis l'an dernier, le contrôle de la commande ne se

fait plus par sondage mais par le poids. Chaque caisse, une fois remplie, est pesée automatiquement. Si la mesure ne correspond pas à celle de la commande, elle est retirée automatiquement pour être vérifiée.

**FIDÉLISATION.** Sur les 450 pharmacies de notre secteur, nous avons 350 clients, dont près de la moitié sont exclusifs », reconnaît avec une certaine satisfaction Gilles Fardot, délégué commercial à Melun. La fidélisation, primordiale dans ce métier, passe par le livreur, qui « sont » les besoins de sa vingtaine de clients pluri-quotidiens.

Chaque entreprise propose aussi des services spécifiques, comme, pour l'OCF, la présence

en permanence au téléphone d'un « pharmacien » pour répondre aux problèmes.

Outre la concurrence, les répartiteurs sont confrontés à un autre problème, celui de la baisse des ventes de parapharmacie, où les profits sont plus importants, les marges étant libres. La crise, le développement des rayons dans les hypermarchés et le souci des laboratoires de vendre leurs produits de beauté directement aux pharmacies, pour assurer une meilleure promotion, ont ralenti ces ventes.

« Pas question pour autant de fournir la grande distribution », affirme Jacques Ambonville. Le groupe se diversifie certes vers la distribution de matériel médical (Orkyn) mais reste présent sur son

créneau d'origine en s'internationalisant, car en dehors de France les marges sur les médicaments sont beaucoup plus fortes. Présent en Belgique, au Luxembourg, en Italie, au Portugal et en Pologne, l'OCF s'est également implanté aux États-Unis.

L'entrée dans le giron de l'allemand Gehe (voir encadré) confirme cette stratégie d'internationalisation pour une profession s'apparentant à la vente par correspondance gérée avec la précision horlogère suisse. « Je n'ai pas besoin de montrer, je sais l'heure qu'il est ou moins deux fois par jour avec l'arrivée du répartiteur », raconte-t-on dans certaines pharmacies.

Dominique Gallois

## Partition dans la répartition

Judi 18 février, Jean-Pierre Duché, président de l'OCF, a annoncé le lancement d'une OPA « amicale » par l'allemand Gehe, qui détient 20 % du marché de la répartition dans son pays, au prix de 800 francs par action, ce qui valait l'OCF à 2,1 milliards de francs. Les deux groupes se connaissent bien. Depuis quatre ans, avec le britannique AAH, ils détiennent chacun 33,3 % de Tradimed, une société consacrée à la distribution et au marketing pan-européens de produits ven-

ant sans ordonnance et d'hygiène-beauté. Ce rachat donnerait à l'OCF un actionariat stable et consoliderait sa première place européenne. Gehe, présent dans le vente par correspondance et la fabrication de médicaments, apporterait sa division répartition pharmaceutique (4,5 milliards de DM et ses 17 établissements) à l'OCF (33 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 29 dans la répartition en France, avec 79 établissements).

Si le projet a reçu l'aval de le

COB, la Trésor avait jusqu'au 15 mars pour se prononcer. Mais Pierre Bourelly, premier actionnaire de l'OCF avec 15 % du capital, conteste cette OPA. Avec son soutien, la Cooper, entreprise de Melun spécialisée dans la répartition et la fabrication de médicaments, pourrait lancer une contre-OPA, appuyée par des laboratoires français comme Rhône-Poulenc ou Elf-Sanofi, qui préfèrent éviter qu'un fabricant étranger contrôle un répartiteur.

## LUXE

# Lenôtre, réussite pur sucre

Gaston Lenôtre, à soixante-deux ans, a dû passer la main.

Mais son entreprise, devenue le leader de la gastronomie haut de gamme, continue d'appliquer ses recettes

**L**a seule évocation du nom « Lenôtre » sonne encore comme une promesse de gourmandise... Pourtant, leader de la gastronomie haut de gamme, l'entreprise n'a aujourd'hui plus grand-chose à voir avec la pâtisserie de luxe créée en 1957 par un artisan de génie : Gaston Lenôtre. De 12 employés à l'époque, Lenôtre emploie aujourd'hui 1 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 512 millions de francs en 1992 et compte 14 boutiques en Ile de France et 26 à l'étranger. Une ascension sur fond de diversification. Ainsi, le chiffre d'affaires est réalisé à 45 % par les magasins, à 30 % par l'activité traiteur-réception et à 25 % par les restaurants, les franchises, l'école et l'assistance technique.

A soixante-deux ans, Gaston Lenôtre, même s'il demeure l'âme de l'entreprise, a dû céder les rênes et le capital de son entre-

prise au groupe Accor. Qu'importe : cela n'empêche rien à la réussite de ce fils de cuisiniers normands qui, monté à seize ans à Paris pour apprendre la pâtisserie, devient, à moins de quarante ans, après l'ouverture de sa première boutique dans le seizième arrondissement, le pâtissier des Parisiens avant de conquérir une renommée mondiale. Par étapes : en 1964, il ouvre un service « traiteur » puis, en 1966, une nouvelle boutique à Boulogne-Billancourt. En 1968, Gaston Lenôtre réalise un grand rêve et installe aux environs de Paris, à Plaisir, un laboratoire de production et de recherche sur 2 500 mètres carrés.

L'aventure continue avec, en 1971, l'ouverture de l'école Lenôtre, toujours à Plaisir, puis en 1975, la première boutique à l'étranger – à Berlin – et, en 1976, la prise en concession du restaurant Le Pré Catelan suivi, en 1985,

par l'Elysée-Lenôtre. Cette ascension exemplaire se heurtera à un écueil de taille. En effet, en 1982, Lenôtre se lance dans une folle entreprise : la conquête des États-Unis par l'implantation de boutiques à Houston, au Texas.

Or les cow-boys ne semblent guère sensibles au raffinement des petits pains français, et l'immobilier, acheté pour abriter le laboratoire de production, se révèle vite démesuré. Ce fiasco, l'entreprise le paie très cher. C'est pour assurer sa survie que Lenôtre vendra, en 1985, 33 % du capital au groupe Accor, qui en détient aujourd'hui près de 90 %.

**ARTISANAL.** Malgré le changement d'actionnaire, les règles qui ont fait la réussite de l'entreprise restent jusqu'ici appliquées. Elles tiennent en deux mots : qualité des produits et centralisation des opérations. Ainsi, afin de maîtriser la

qualité, le laboratoire de production est devenu le grand centre nerveux de l'entreprise. C'est là que les matières premières arrivent, que l'ensemble des produits sont fabriqués et qu'ils repartent vers les magasins ou les réceptions.

La mise en pratique est impressionnante. Aujourd'hui, sur ce qui est devenu 8 000 mètres carrés de laboratoire, une véritable petite cité de la gastronomie s'est implantée. 450 personnes y exercent pas moins de quarante métiers de bouche ! Mais on est loin des chaînes industrielles où défilent, sur des tapis roulants, des gâteaux sont préparés un par un. Ils seront envoyés dans les magasins où ils recevront la touche finale.

A la confiserie, un mannequin de vitrine attend sa robe de mariée en sucre filé. Car, avec du sucre,

les employés de Lenôtre savent tout faire. Des pièces décoratives pour orner les réceptions mais aussi voitures de course grandeur nature ou la reproduction fidèle de la villa d'un heureux propriétaire, bref, tout pour satisfaire les caprices d'une clientèle fortunée. Plus loin, les odeurs changent. Il flotte dans l'air des effluves salés. Les marmittes cuisent à petit feu les plats « traiteur », des femmes épluchent à la main les légumes, des charcutiers ont fait un sort aux cochons arrivés le matin même.

Tous modulent leur travail en fonction des commandes. S'il le faut, ils prépareront dans la nuit 500 plateaux-repas à livrer le lendemain matin. En période de fête, le personnel administratif descend de ses bureaux pour les aider à préparer les commandes, à disposer les chocolats.

Le laboratoire de Plaisir abrite aussi l'école Lenôtre. Pour 5 000 à

8 000 francs, 1 500 élèves, dont un tiers d'étrangers, viennent ici perfectionner leurs connaissances. Ils repartiront au Japon, au Liban, au Mexique et ailleurs diffuser la gastronomie française... pour le plus grand bénéfice du groupe et de ses 26 boutiques franchises – dont 18 au Japon, grâce au contrat passé avec le groupe Seibu. Exigence suprême : le goût du croissant doit être, de Berlin à Hongkong, le même qu'à Paris.

« Tous les deux jours, nous recevons une demande de franchise venue du monde entier, explique Thierry Dubois, directeur du développement international. Cependant, nous ne recherchons pas l'ouverture à tout prix. Lenôtre est assez occupé par la période de transition qu'il traverse ». En effet, le groupe Accor doit à présent assurer la pérennité d'un nom.

Anne-Laurence Fitère

21-28 avril

# Ne courez plus tous les salons. Allez droit au but : à Hanovre.

Rassembler un maximum d'informations en un minimum de temps, est-ce possible ? Oui, si vous allez à la HANNOVER MESSE 93. Vous y découvrirez la gamme la plus large du monde des techniques industrielles. Vous y rencontrerez 6 000 exposants originaires de 50 pays qui vous aideront à faire le point sur le marché actuel. Un seul voyage à Hanovre vous évitera bien des déplacements inutiles au cours de l'année !

Automatisation	Technique d'entraînement	Energétique électrique	Energie et environnement	Systèmes d'installation pour les bâtiments
Eclairage	Réalisation d'ensembles industriels et matériaux	Outillage et équipements d'ateliers	Sous-traitance	Recherche et technologie

Le plus grand salon industriel du monde

Contact : Deutsche Mess AG, Succursale en France de la Foire de Hanovre, 5, rue de Stockholm, 75008 Paris - Tél. : (1) 43.67.69.83 - Télécopie : (1) 42.93.43.23



**HANNOVER  
MESSE '93  
21-28 AVRIL**



## PERSPECTIVES

## LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (VIII)



## La tentation protectionniste

Le ralentissement de la croissance et l'instabilité internationale réveillent les vieux penchants français. Passées les élections, le nouveau gouvernement devra choisir

DEPUIS quelques mois, l'Europe sert de punching ball. Une entreprise américaine, Hoover, délocalise ses activités de Bourgogne vers l'Ecosse ? C'est la faute à Maastricht, qui autorise le dumping social, hurle-t-on à Paris. Les prix du poisson chutent ? C'est la faute du SME, et de ceux qui pratiquent des dévaluations compétitives, pleure-t-on en Bretagne. Les Etats-Unis et la CEE s'entendent sur un projet d'accord agricole, susceptible de débloquent l'ensemble de la négociation du GATT ? Les négociateurs européens sont vendus aux intérêts américains, proclame-t-on en France, au moment où les télégrammes de félicitations fusent du monde entier.

La mauvaise conjoncture aidant, les débats français s'imprègnent de nationalisme. Les tentations protectionnistes se font plus perceptibles. Certes, les interrogations sur les conséquences de la mondialisation économique ont été soulevées à la France. Mais dans l'Hexagone, le réflexe protectionniste est prompt à resurgir et, en cette période préélectorale, a tendance à s'exacerber.

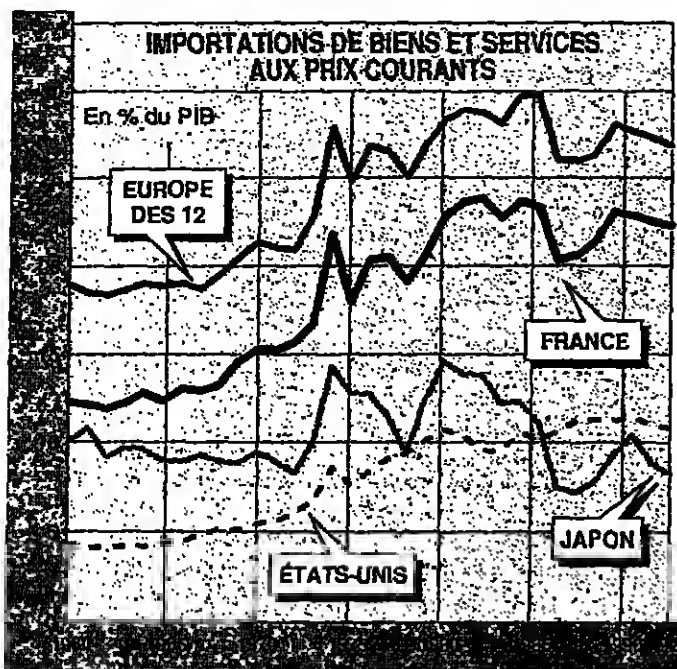
Au cours de la deuxième moitié des années 80, tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes. La croissance du commerce mondial excédait celle des économies et, dans cette conjoncture favorable, personne en France ou presque ne mettait en cause les bienfaits du libre-échange, même si certains secteurs étaient sacrifiés.

La tentation du repli sur soi, forte en 1983, semblait définitivement écartée. A l'est, les Etats communistes s'effondraient, laissant place à des régimes économiques ouverts et libéraux.

A l'ouest, la CEE paraissait destinée à un approfondissement rapide, et l'on jugeait que la coopération économique et monétaire serait un moteur supplémentaire de croissance et d'emplois pour Paris.

**INCERTITUDES** • Depuis, devant l'ampleur du ralentissement économique dans les pays industriels, l'immense difficulté de la reconstruction des anciennes économies socialistes, le climat a radicalement changé. Ces derniers mois, tout semble se conjuguer pour alourdir encore l'atmosphère : la montée du chômage, les difficultés de la ratification du traité de Maastricht, la tourmente monétaire de septembre, la récession allemande, la nouvelle offensive commerciale des Etats-Unis, sans parler des interrogations sur l'avenir politique de l'URSS ou de l'islamisme en Algérie.

« Les gens ont compris que la crise actuelle était d'origine internationale. Ils ont tendance à attribuer à l'internationalisation récente des économies le fait que ça va mal en France », estime Pascal Lamy, auteur d'un rapport du Plan sur l'économie internationale (1). « A 2 ou 3 % de croissance, chacun comprend la spécificité ».



lisation internationale du travail, même si des secteurs souffrent... En revanche, lorsqu'il n'y a plus de croissance, les gens jugent que cela n'est pas tolérable », réchirait Ernest-Antoine Seillière, vice-président du CNPF.

La période actuelle est donc pleine d'incertitudes, et pas seulement pour la France. Va-t-on vers une ouverture plus grande encore des économies et un nouveau développement du commerce international ?

Cela se traduira-t-il par une véritable guerre commerciale entre pays riches, une délocalisation massive des emplois vers le monde en développement ? Toutes ces questions sont encore sans réponse, mais suscitent des réactions agoussées, de la classe politique comme de la population. S'inquiétant de la croissance désordonnée du commerce international, Bernard Eschbayer, PDG de la Compagnie bancaire, s'exprimait récemment : « Toute notre production de biens et de services sera exportée, tandis que nous importerons en sens inverse l'équivalent de la richesse produite par notre pays. Voilà le mur (2). » Mais quel mur ?

Les relations entre les trois grands blocs commerciaux sont en passe de s'exacerber, notamment sous la pression de la nouvelle administration américaine. Certains hésitent pas à parler de « choc frontal » imminent entre la CEE et les Etats-Unis. Depuis plusieurs années déjà, la France dialogue par l'intermédiaire de la Communauté avec les Etats-Unis et le Japon.

Or, toute modification de la position française sur le commerce extérieur risque d'avoir des conséquences sur son insertion dans l'Europe. Un abandon de la stratégie européenne laisserait donc la France seule face aux grandes puissances économiques, à un moment crucial pour le commerce international. Il n'est pas sûr que Paris y ait intérêt.

Dans la campagne pour les

élections législatives, ces questions restent sans réponse. On parle surtout d'emploi, de protection sociale, avec un peu de franc fort en prime. L'économie internationale apparaît en vrac, sous une série de déclarations souvent contradictoires et ambiguës, qui reflètent le malaise de l'électorat et de la classe politique devant les mutations en cours.

Il est d'autant plus difficile de tenir un discours cohérent que tous les problèmes paraissent inextricablement liés : politique monétaire, flux commerciaux, construction européenne, organisation des grands blocs.

Pourtant, l'opposition devient gouvernement devra définir une ligne de conduite sur des terrains laissés en jachère par l'équipe sortante. Car le monde rattrapera la France. Dans peu de temps, il faudra prendre position sur le GATT. Au début de 1994, ce sera la préparation des élections européennes. Autant d'échéances potentiellement très conflictuelles pour une droite qui a une vision multiforme de ce qui se passe au-delà des frontières de l'Hexagone.

**IMPATIENCE** • A moins d'une crise de change violente, le premier test sera celui de l'accord agricole. Pour l'instant, sur ce point, les nombreux courants des principaux partis paraissent converger. A l'automne, tous ont rivalisé de déclarations sur la nécessité de sauver l'agriculture française, mise en danger par le « compromis de Washington » signé le 20 novembre entre la Commission européenne et une administration américaine sur le départ. Mais le problème n'a pratiquement pas évolué depuis, et la gauche a laissé un terrain très soigneusement miné pour l'après-élections.

Le nouveau gouvernement devra choisir : garder une ligne extrêmement dure, au risque de provoquer une rupture avec la CEE ? Ou accepter des sacrifices,

malgré la colère prévisible des agriculteurs ? Certains candidats jurent qu'ils n'accepteront jamais d'accord préjudiciable à l'agriculture française. Mais beaucoup reconnaissent en privé que la marge de manœuvre est réduite : « Quand l'enjeu est stratégique, on ne peut pas trop s'attarder sur les détails ».

D'autant que l'Allemagne ne cache pas son impatience devant la brutalité de l'attitude de la France. Elle surait, selon le ministre des affaires étrangères Klaus Kinkel, « atteint les limites du supportable ». Or, le plupart des responsables de l'opposition mettent en avant, dans leur programme, un renforcement de l'axe franco-allemand. S'il veut obtenir des concessions de Bonn, notamment une meilleure coordination des politiques économiques, le gouvernement pourrait être contraint de céder sur les échanges agricoles.

**CHOIX** • Les entres sujets potentiels de tensions avec la communauté sont nombreux. Si jamais le gouvernement choisissait de faire fléchir le franc en dehors du SME, ses relations avec la CEE s'en trouveraient considérablement et durablement bouleversées. Et, même sur des sujets d'ampleur plus limitée, les choix sont lourds de conséquences. Ainsi, les violences récentes entre pêcheurs français et britanniques illustrent les déséquilibres monétaires à l'intérieur de la CEE, entre les monnaies du « oiseau dur » du SME et celles qui ont dévalué. Mettre ce ordre des mécanismes de compensation des prix, c'est aller à l'encontre de la philosophie du marché intérieur.

Le programme de l'Union pour la France affirme la nécessité de poursuivre la construction de l'Europe et de garantir la stabilité de la monnaie. Mais la campagne sur le référendum de Maastricht et la crise monétaire de l'automne ont prouvé que la droite était loin d'être unie sur le sujet.

Le débat entre protection et libre-échange s'achèvera peut-être de lui-même dans quelques mois. La plupart des spécialistes estiment ce effet que, si l'activité économique redémarrait assez vite, la tentation du « mélinisme » (3) sera écartée. En revanche, si la croissance tarde à repartir, si la droite se déchire sur les questions économiques et européennes, alors la tentation du repli pourrait l'emporter. A l'étranger, il est vrai, la France a toujours eu l'image d'un pays relativement fermé, une image qu'elle s'efforce justement de changer depuis quelques années. Les controverses actuelles ne l'y aident pas.

Françoise Lazare

(1) Rapport Monde-Europe, commissariat général du Plan. La Documentation française.

(2) La Tribune Desjoffes, 1<sup>er</sup> mars 1993.

(3) Ministre de l'Agriculture de 1883 à 1885, Jules Méline fut l'instigateur d'une politique commerciale protectionniste à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième.

## Textile, l'industrie cobaye

« Nous, au moins, nous avons un avantage : nous savons ! » Hier raillés, les professionnels du textile rencontrent aujourd'hui plus de compassion dans leurs récriminations contre les importations sauvages, le contrefaçon ou bien encore les délocalisations. Leurs épreuves prennent valeur d'exemple : leurs difficultés rencontrent un nouvel écho. Quand le chômage s'envole, quand le désindustrialisation menace, leur entente, soudain, se voit reprise par nombre d'industries, de la mécanique de précision à l'électronique grand public ou, encore, l'automobile.

En menaçant de fédérer autour d'eux les secteurs de la chaussure, du jouet ou de l'électronique dans un Club des industries manufacturières, n'ont-ils pas contracté le CNPF à durcir son discours sur les négociations du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce) et même à réécarter certaines de ses propositions pour y inclure leurs exigences ?

Fermer les frontières ? Donner « un coup d'arrêt aux importations », comme le demande, dans un texte volontairement provocateur, Henri Weil, président de l'Union française des industries de l'habillement ? On n'en est pas là. Pas encore. Mais, de toute part, sourd le mécontentement. L'exaspération même, devant ce qu'on estime être la mise en pièces d'une industrie qui, avec ses 100 000 entreprises, ses 3 millions de salariés directs, ses 1 186 milliards de francs de chiffre d'affaires, reste le premier employeur de la Communauté, et se dédouble dans l'industrie ? Ne constitue-t-elle pas l'épine dorsale de sa politique d'aménagement du territoire, dans trente régions européennes où textile et habillement demeurent prépondérants ?

**CONTRAINTES** • Or ce secteur encore vital pour trente régions européennes est soumis, depuis des années, à une contrainte extérieure implacable. Concurrence inévitable du tiers-monde et des ex-pays de l'Est, bien sûr, où l'habillement demeure longtemps l'une des industries les plus aisément accessibles. Concurrence régulée aussi, depuis 1974 et la signature de l'accord multilatéral (AMF) attribuant, pays par pays, produit par produit, des quotas d'exportations (le Monde de l'économie du 21 avril 1992). « A Moscou, le salaire s'élève à 80 francs par mois », remarque Marcel Albert, PDG de la société de confection du même nom. « A Alma-Ata, en Asie centrale, il est de 40 francs ! Des économies aussi différentes ne peuvent coexister avec les nôtres que si les règles du jeu sont définies. »

Ce sont ces règles du jeu, justement qui posent problème aujourd'hui. Ces règles ou, plutôt, les multiples entorses, doubles jeux, contrefaçons et dumping dont elles sont l'objet. Entorses d'abord sur les quantités : « Il faut savoir qu'en 1991 le Malaisie a dépassé ses quotas de lingerie de 1 157 %, le Pakistan ses quotas textile de 537 % et le Bangladesh de 190 % ! », s'insurgeait ainsi Henri Weil en décembre. Double jeu ensuite des grandes centrales d'achat, qui n'hésitent pas, comme le raconte un industriel, à « piller les défilés de leurs fournisseurs européens, à faire fabriquer en Asie et à se retourner vers nous, en fin de saison, pour les réservoirs que Hongkong ne peut pas fournir ».

Contrefaçons encore que certains Etats laissent prospérer : 5 millions de pièces d'habillement seraient introduites en France, clandestinement chaque année, en provenance de Thaïlande ; 1,5 million viendraient de Turquie, pour ne

rien dire de... l'Italie. Dumping, enfin, contre lequel la Commission de Bruxelles a adopté ses premières sanctions en taxant les fils de coton du Brésil et de Turquie, en imposant des droits aux fils polyester venant de Chine, de Taiwan, d'Indonésie, d'Inde et de Turquie... Dumping contre lequel, pourtant, « nous ne pouvons rien » dit John Martin Taylor, le directeur général de Courtauds Textile, un groupe britannique pesant 7,2 milliards de francs : « Me société, explique-t-il en décembre, abandonne tous les secteurs où la concurrence se fait déloyale : il faut deux ou trois ans aux autorités de Bruxelles pour instruire une plainte... » Bien essez de temps pour mourir.

**DUMPING** • Quent aux transferts des usines dans les pays à bas salaires - ces délocalisations qui furent longtemps considérées comme une panacée, - ils ne suscitent plus le même engouement. En amont, l'industrie textile, plus capitaliste, plus technique et donc jusqu'ici nettement plus épergnée, s'inquiète désormais de la disparition de... ses clients. « Devrions-nous installer nos usines dans les pays de délocalisation ? », s'inquiète ainsi François Vrinat, président du groupe Schaeffler.

Une question dont on devine la réponse. Les chemises produites en Chine ou au Pakistan sont faites avec des tissus asiatiques. « La capacité de production de Taiwan en fils et fibres polyester représente aujourd'hui une fois et demie celle de toute l'Europe occidentale ; celle de la Corée, 80 % ! », notent les fédérations professionnelles. « L'emploi dans le textile et l'habillement s'écroule dans tous les pays européens, s'inquiète la député européenne Joao Cravinho. En un an, la balance commerciale de la Communauté s'est dégradée de 40 %.

**Un désastre !** « Le « nouveau protectionnisme » n'est, en effet, pas seulement franchouillard. Les industriels français ne font désormais pas moins bien que leurs voisins. Erba, Mino, Laufennhölle... la liste des défaillances de l'industrie cotonnière allemande devient impressionnante en ce début d'année. Les industriels italiens ne font pas mieux. Quant aux néerlandais ou aux scandinaves, ils ont disparu corps et biens. »

Aussi, à Bruxelles, désormais, les industriels font front commun. Les fédérations professionnelles se sont coalisées. Et leurs revendications se font, le plus souvent, communes. Aux négociateurs du GATT, ils réclament l'ouverture réciproque des marchés, l'insertion d'une « charte sociale » (interdisant le travail des enfants notamment) et d'une charte de protection de l'environnement, un système efficace de protection et une « clause de sauvegarde ». De la Communauté européenne, de plus en plus ouverte à leurs propositions, ils attendent la création d'une « Agence européenne pour le commerce international ». Une agence, à l'image de son homologue américaine, dotée et de moyens, et de pouvoirs.

Ce langage est en passe de devenir celui des responsables politiques, si l'on en croit le très libéral Edouard Balladur, tenant meeting électoral, mercredi 10 mars, à Nogent-sur-Seine (Aube) et parlant d'« ouverture réciproque des marchés ». Il n'est pas, celui du consommateur, plus sensible que jamais, semble-t-il, à l'effet « prix ». Mais il est de plus en plus celui des salariés qui redoutent de perdre leur emploi. Il pourrait devenir celui de la rue. « Vivre ici, acheter ailleurs est suicidaire », sime à dire Julien Cherrier, le PDG de DMC.

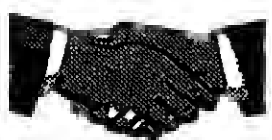
Pierre-Angel Gay

## Journal Spécial des Sociétés

Journal d'Informations Juridiques agréé pour les annonces judiciaires et légales

INSERTIONS  
&  
FORMALITES

EN  
TOUTE  
SECURITE



Publie	Transmet	Effectue
mardi, jeudi, samedi les annonces légales pour les départements : 75 - 78 - 92 - 93 - 94	→ Aux Journaux de province → Au B.A.L.O. → Au B.O.D.A.C.C.	Les formalités sur toute la France auprès des : C.F.E. - R.C.S. - R.M.

16, rue de Naples - 75380 PARIS Cédex 08

☎ 45.22.33.00 ☎ 42.93.62.00

Le Monde  
éditions  
Le bilan économique  
des  
années Mitterrand  
(1981-1993)  
sous la direction  
d'Alain Geledan  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
Renseignements :  
46-62-72-67



# PERSPECTIVES

## La France et la détente mondiale

Dans l'affrontement destructeur des blocs et des économies nationales dominantes, la France a un rôle salutaire à jouer : promouvoir le « désarmement ».

par JEAN-LOUIS LEVET (\*)

L'ECONOMIE mondiale est devenue une poudrière : le monde entre dans une nouvelle phase marquée par la faillite de l'empire soviétique, le réveil des nationalismes, la montée de l'intégrisme musulman. L'émergence, à côté de celui des Etats-Unis, d'un nouveau leadership allemand et japonais, la « décolonisation » sociale liée à la crise économique renforcent ces éléments de déstabilisation.

Le monde industrialisé a les plus grandes difficultés à se concerter pour tenter de fournir une réponse collective à ces défis d'envergure mondiale, étant lui-même au bord de l'affrontement : le conflit euro-américain au sein du GATT en est l'illustration et reflète la recomposition des rapports de forces entre une Amérique confrontée au déclin industriel et une puissance européenne en gestation. Plus globalement, l'Europe à dix-huit pays (CEE+AEE) d'un côté, l'Amérique du Nord et le Mexique de l'autre, accusent ensemble une balance négative de 100 milliards de dollars avec le zone Asie-Pacifique.

La logique des blocs économiques prend le pas sur la libéralisation des échanges mondiaux tant annoncée. Et l'affrontement entre les économies nationales dominantes constitue un facteur beaucoup plus perturbateur que l'inflation hier ou les taux d'intérêt élevés aujourd'hui.

Il révèle une véritable dynamique destructrice en termes d'emplois, de cohésion sociale et d'infrastructures industrielles ; de plus, cette guerre économique remet en cause de fortes certitudes liées au modèle libéral anglo-saxon : ainsi, la compétitivité ne se résume pas à la qualité des produits que l'on fabrique, mais à l'ensemble des moyens mis en œuvre par les entreprises et les Etats pour les écouler sur le marché mondial. La réussite individuelle n'est plus le principal moteur du capitalisme et laisse la place à la réussite collective, fruit de l'alliance entre l'Etat et les acteurs de l'économie nationale.

La France, aujourd'hui encore, répugne à analyser les échanges internationaux sous l'angle des rapports de force et de la dialectique de combat. Cette absence de prise de conscience collective, la grande dispersion des avis et le pauvre débat public peuvent constituer une menace majeure qui pousse lentement mais sûrement l'économie française vers un statut de puissance soumise.

### Un écueil sérieux

Or, paradoxalement, ce contexte mondial nouveau fournit à la France une grande perspective d'action : être l'initiatrice d'une politique de détente économique internationale.

Face au modèle de la guerre économique promu implicitement par certaines grandes puissances industrielles telles que le Japon ou les Etats-Unis et fondé sur le binôme « expansionnisme économique/protection du marché intérieur », deux réponses sont actuellement proposées.

La première consiste à redécouvrir les « vertus » du protectionnisme défensif, la repli sur le marché domestique, la valorisation d'une certaine identité nationale. Elle est prônée par les groupes nationalistes au Japon, aux Etats-Unis, en Europe, et d'une façon moins virulente par les lobbies conservateurs. Cette réponse serait un écueil sérieux à la construction de l'Europe : profitant d'un morcellement d'égoïsmes locaux, les grandes nations industrialisées se partageraient les dépouilles de l'économie européenne.

La seconde réponse prône le pacifisme économique, à travers une conception universaliste de l'économie exclusivement préoccupée de l'avenir et qui a pour but l'association universelle et la liberté absolue des échanges internationaux. On le trouve dans certains courants utopistes de gauche mais surtout dans la pensée ultra-libérale. Or, ce pacifisme économique, s'il prenait le dessus, aboutirait,

pour les pays concernés, à un véritable désarmement unilatéral.

Face aux modèles de l'expansionnisme à tout crin, du protectionnisme défensif ou du pacifisme économique unilatéral qui ne pourraient qu'accentuer les désordres mondiaux, une orientation s'impose : la mise en œuvre concertée d'une politique de détente économique mondiale.

L'équilibre entre l'affrontement et la coopération sera moins tributaire de la main invisible du marché que du dialogue entre puissances industrielles. Ce n'est qu'à cette condition qu'une coopération entre économies nationales et une réduction des inégalités entre le Nord et le Sud entreront enfin dans les faits.

Encore faut-il qu'une nation prenne l'initiative. Seule une démocratie qui, à la fois, est dotée d'une puissance économique et d'une reconnaissance politique suffisamment fortes dans le monde mais qui, dans le même temps, ne fait pas peur, peut prendre une telle initiative. Or la France détient de tels atouts, eu égard des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne.

### Des sensibilités voisines

Par le passé, la France a dénoncé la politique des blocs idéologiques, a œuvré pour une souveraineté nationale non soumise à une des deux puissances dominantes d'alors (URSS, Etats-Unis), a lancé à de nombreuses reprises, depuis la décolonisation, le débat d'une réduction des inégalités entre le Nord et le Sud ; dotée d'une vision et d'une longue tradition humaniste reconnue, elle joue un rôle moteur dans la construction européenne, exemple de coopération unique dans le monde.

La France peut et doit dénoncer la politique des blocs économiques qui accentuent les tensions entre le Nord et le Sud et les disparités entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Elle peut prétendre à un rôle d'arbitre international et lancer un débat opportun sur, par exemple, le problème de la souveraineté économique des pays confrontés au national-expansionnisme de certaines nations, ou encore en proposant une charte des démocraties européennes de l'Ouest et de l'Est qui pourrait jeter les bases d'un dialogue plus large entre le système occidental et le système asiatique.

Cette démarche rencontrerait des sensibilités voisines en Europe du Nord, dans les pays latins, dans certains pays asiatiques et dans la plupart des pays du tiers-monde.

(\*) Délégué général des clubs « Démocraties ».

## Reconstruire la forteresse Europe

Le chômage en Europe est une conséquence du libre-échange, à partir du moment où ce dernier n'a plus concerné seulement des économies comparables. Revenir au protectionnisme au niveau national serait suicidaire, mais au niveau européen c'est nécessaire.

par JEAN-YVES LE FEVRE (\*)

L'EXAMEN critique du libre-échange comme cause possible de notre chômage structurel n'est pas venu des économistes ni des hommes politiques, qui restent globalement hostiles au protectionnisme (1), mais de responsables économiques s'appuyant sur des faits concrets, comme Jacques Calvet ou Alain Gomez (2).

Le libre-échange, comme le langage d'Esopé, est le meilleur et le pire des choses. Celui qui s'est instauré avec le traité de Rome en 1957, ou même avec le Kennedy Round en 1964, a été incontestablement un facteur de croissance et de plein emploi, car il a stimulé les échanges entre des nations comparables ayant les mêmes handicaps.

Il n'en a plus été de même à partir des années 70. Avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, et sous la pression des Etats-Unis, le tarif extérieur commun de la CEE a été progressivement abaissé. Or, cette barrière douanière communautaire à l'égard des pays tiers faisait la spécificité du Marché commun par rapport à une simple zone de libre-échange comme l'AEE. Ce n'est pas un hasard si la montée irrésistible du chômage, qui doit peu au choc pétrolier, date de cette période.

En effet, nous avons abaissé notre garde extérieure tandis que le Japon, qui avait reconstruit son industrie lourde, se lançait dans une stratégie admissible de conquête des marchés extérieurs, appuyée à l'époque par un niveau de salaires incomparablement plus bas. Puis, très rapidement, on assista à l'émergence de nouvelles puissances industrielles en Asie, les fameux « dragons ». Forts de leurs avantages comparatifs en matière de salaires, ils ont rapidement accumulé des excédents commerciaux fabuleux.

On connaît la suite : le démantèlement de pans entiers de notre industrie, à commencer par le textile avec l'accord multifibre de 1973. Alors même qu'il n'avait pas encore digéré, notamment en France, le choc du Marché commun, le tissu industriel a d'abord réagi par une grande vague de faillites. Puis, pour survivre, les entreprises n'ont eu d'autres choix que de s'adapter selon deux approches destructrices d'emplois : la robotisation

et surtout la délocalisation. C'est ainsi que l'industrie de l'habillement a perdu 91 000 emplois entre 1982 et 1992 (40 % de ses effectifs), et que la Chine a exporté en France l'an dernier plus de chaussures que l'Italie. En délocalisant le textile, nous avons mis au chômage des travailleurs immigrés en France pour employer des ouvriers en Turquie ou au Pakistan !

Certes, le Japon s'embourgeoise et s'endormira peut-être sur ses excédents. Mais de combien de centaines de milliers de chômeurs l'Europe et la France vont-elles payer l'arrivée de la Chine sur nos marchés, grâce au GATT (dont la Chine ne fait même pas encore partie) et au laxisme ou à l'inconscience des fonctionnaires de la CEE ?

Limité à l'Europe, le libre-échange a été et reste un facteur de croissance. Généralisé à des pays qui ne donnent aucune réciprocité, il est devenu un facteur de récession par les coûts sociaux insupportables qu'il entraîne.

Car ce que les industriels unanimes reprochent aux fonctionnaires de Bruxelles, ce n'est pas d'avoir bradé la forteresse Europe, mais de n'avoir pas su négocier des contreparties significatives. Le Japon comme les quatre « dragons » sont restés demeurés leurs donjons tarifaires quand les barrières culturelles et les structures commerciales ne suffisaient pas à les protéger.

### Corriger la dérive libérale

Devant cette dérive libérale, cet excès du marché qu'il va falloir corriger, il faut intervenir : comment espérer en effet que l'on va créer des emplois en France alors que tout incite les industriels à fermer leurs usines et à faire fabriquer en Asie ?

A l'évidence, un protectionnisme au niveau national serait suicidaire : la solution est européenne. Ce n'est qu'à l'échelle d'un nouveau tarif extérieur commun que l'on pourra reconstruire le tissu industriel sinistré. Il faut rebâtir la forteresse Europe.

Les mêmes mécanismes qui ont fait la réussite de la politique agricole commune (PAC) joueront aussi pour la politique industrielle. Croulant sous les excédents, le PAC est aujourd'hui la victime de son succès, mais il ne faut pas oublier que c'est le protectionnisme européen qui a permis la modernisation rapide de notre agriculture.

Rebâtir la forteresse Europe n'est pas une voie politiquement facile, mais elle ouvre d'autres perspectives économiques et géopolitiques, en direction notamment des pays de l'Est, qu'il faudra associer à ce protectionnisme. L'Europe devra aussi accepter une certaine augmentation du coût de la vie pour prix de la réduction du chômage. Mieux vaut acheter un peu plus cher des biens que l'on a fabriqués soi-même que de profiter de prix bas compensés, et au-delà, par les coûts collectifs du chômage. Cela suppose enfin des révisions déclinantes au niveau de l'Europe. La forteresse Europe se forgera autour d'un noyau dur : ce sera une Europe dans l'Europe, constituée avec nos amis allemands, espagnols, italiens et belges. Y entraînerons-nous un jour la Grande-Bretagne, pourtant totalement sinistrée par le libre-échange ?

Une telle politique implique une volonté et du courage, parce qu'elle comporte des risques. Mais il est un risque autrement plus grave, c'est la menace que fait peser sur la démocratie la montée de l'extrémisme, qui se nourrit de l'exclusion.

(1) Roger Fauroux : « Vive le GATT », le Monde du 4 décembre 1992.

(2) Alain Gomez : « Le GATT doit mourir », le Monde du 28 novembre 1992.

(\*) Directeur général de la Société parisienne de banque.

## Pour une préférence communautaire

Ni protectionnisme, ni libre-échange à outrance. Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'une véritable « préférence communautaire » : politique de change compétitive, encouragements aux rapprochements d'entreprises de la CEE, réhabilitation du tarif douanier commun.

par GÉRARD LAFAY (\*)

S'il est un domaine où il faut éviter le dogmatisme des théories à la mode, c'est bien celui du commerce international.

Le protectionnisme a fait la preuve de sa nocivité. Sur le plan international, on sait comment il commence, mais on sait également comment il finit : chacun prenant des mesures de rétorsion contre les autres, l'économie mondiale s'engage dans un processus cumulatif de guerre commerciale dont les années 30 ont montré les résultats. Sur le plan national, la France a illustré une politique frileuse et malthusienne de défense des industries incapables de s'adapter.

Le plus souvent, au lieu de concevoir une action globale adéquate au monde d'aujourd'hui, sa politique industrielle a consisté à aider les « cerbères boiteux », aggravant ainsi les difficultés qu'elle prétendait surmonter. Dans ces conditions,

il n'est pas étonnant que la France n'ait eu aucune crédibilité vis-à-vis de ses partenaires, de sorte que la Communauté européenne s'est graduellement transformée en un sous-espace d'une zone occidentale de libre-échange.

Faut-il, pour autant, adopter ce libre-échange intégral que les Américains s'efforcent d'imposer avec le complicité de nos principaux partenaires ? Bien sûr que non. Le secteur agricole est en train de se dissoudre et l'Europe industrielle restera inexistant tant que le marché unique ne reposera pas sur une préférence communautaire. Trois conclusions découlent de ce constat.

1) La stratégie européenne doit incorporer dans les politiques monétaires un impératif global de compétitivité, afin d'éviter la surévaluation des monnaies de la Communauté vis-à-vis de celle de nos concurrents extra-communautaires. Cet impératif, qui dépasse le clivage traditionnel entre la sphère monétaire et la sphère réelle de l'économie, s'oppose à la conception allemande d'une banque centrale indépendante, dont l'objectif doit être d'assurer la stabilité des prix intérieurs sans

qu'elle ait à se préoccuper des conséquences de son action sur le plan de la compétitivité extérieure.

2) La stratégie européenne doit privilégier, par des mesures fiscales ou réglementaires, les relations entre les entreprises de la Communauté (accords, fusions ou acquisitions), en les favorisant par rapport à la coopération avec des partenaires extra-communautaires. Cette politique est aux antipodes de la vision de Sir Leon Brittan, qui tient lieu de politique industrielle communautaire ; elle est aussi en contradiction avec les dispositions du traité de Maastricht stipulant qu'il n'est pas question d'introduire « quelque mesure que ce soit pouvant entraîner des distorsions de concurrence » (titre II, article 6 modifiant l'article 130 du traité de Rome).

### Variations de la dose de libre-échange

3) La stratégie européenne doit réhabiliter le tarif douanier, seul instrument transparent et contrôlable de régulation des échanges, d'une part pour permettre l'émergence d'industries de pointe par des mesures ponctuelles et offensives de préférence communautaire, d'autre part pour soutenir l'agriculture par le maintien d'un prélèvement sur les importations de produits agricoles. Allant à l'encontre de la logique des négociations multilatérales qui sont actuellement menées dans le cadre du GATT, cette réhabilitation est également contraire à la soumission de la réforme de la politique agricole commune aux exigences des Etats-Unis.

Ni « Europe forteresse », ni « Europe passoire ». Le libre-échange intégral reste un objectif vers lequel on se dirige à long terme, mais le monde s'oriente d'abord vers une régionalisation autour de trois pôles. Dans l'immédiat, il s'agit donc de faire varier la dose de libre-échange en fonction de la proximité des économies nationales : dose complète à l'intérieur de la Communauté, forte avec les pays voisins d'Europe ou d'Afrique dont il faut favoriser l'insertion internationale, plus modérée avec les deux autres pôles et les pays situés dans leur mouvance. Quant au GATT, celui-ci doit demeurer l'arbitre nécessaire au niveau mondial, mais en reprenant sa doctrine et en le couplant avec les questions monétaires, qui jouent un rôle crucial dans la concurrence internationale.

(\*) Professeur associé à l'université Paris-I.

Parce qu'une veste vit deux fois plus longtemps qu'un pantalon.

DAVID SHIFF crée le Longlife®

Costume à deux pantalons

à partir de 1990f

en pure laine super 100's

RAYON FEMME

Un superbe choix de tailleurs, chemisiers, vestes, ensembles ville et habillés, de très haut de gamme et toujours à des prix... doux

DAVID SHIFF

club des Dix

13, RUE ROYALE, PARIS 8 (Hôtel particulier dans la cour)  
60 5/6, RUE DE PARIS, 75109 ST-GERMAIN-LA-PLAIE, 5 RUE DES ARCHERS LYON 2

ECE

POUR PLUS D'EUROPE,  
POUR PLUS DE LANGUES,  
POUR PLUS D'EXPERIENCE.

CONCOURS NATIONAL

15 mai 1993

Tél. : 05 02 99 00

(appel gratuit)



## P E R S P E C T I V E S

## Métier d'influence

Suite de la page 26

« Et cela fait bien des années que d'anciens préfets entrent dans les conseils d'administration des grandes entreprises », ajoute Frédéric Broussous, directeur d'Euro-consultants. Mais la profession de lobbyiste est, elle, beaucoup plus récente. Salarié, attaché à une entreprise, on le nomme pudiquement directeur des relations extérieures, attaché parlementaire ou, plus ébrié, « Public Affairs » (voir encadré).

D'autres pratiquent le même métier en indépendants : des cabinets conseil en lobbying vendent aux entreprises, associations ou organisations professionnelles leur savoir-faire. Apparus au début des années 80 en France, ils sont aujourd'hui une petite vingtaine à Paris. « Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, les passerelles entre les grands groupes disposaient avec l'administration se sont brutalement rompues. Il a fallu en créer d'autres », explique Frédéric Broussous.

Les alternances sont d'ailleurs toujours une période faste, observe Olivier Le Picard, PDG de Communication et Institutions : « Après le calme de ces dernières semaines, nous allons avoir du pain sur la planche... »

Cette « professionnalisation » est allée de pair avec une meilleure acceptation du lobbying par l'opinion publique. « Les intérêts particuliers liés par exemple à la protection de l'environnement se sont vus reconnaître une sorte de légitimité nouvelle face aux projets d'intérêt général comme les autoroutes ou les tunnels », note Dorothee Pineau, qui a rédigé pour l'Institut La Boétie (regroupant 70 chefs d'entreprise ou cadres dirigeants) un rapport fluide sur le lobbying en France. Désireux de sortir leur métier de l'ombre, Thierry Lefebvre, Olivier Le Picard et Paul Bourry ont fondé en janvier 1991 une Association française des conseils en lobbying (AFCL), qui regroupe aujourd'hui quatorze cabinets spécialisés.

**EXPLIQUER** • Depuis trois ans, Judith Symonds, qui dirige France Strategy, donne même un cours de lobbying à l'Institut d'études politiques de Paris. Car le lobbying est selon elle un « vrai métier », qui exige une forte technicité, de bonnes connaissances juridiques et fiscales, si possible un passage dans l'administration française, « et qui est aujourd'hui très en vogue chez les étudiants ».

Ces futurs diplômés à la

recherche d'un premier emploi ne s'y trompent pas : le contexte est porteur pour le lobbying. Les lois de décentralisation de 1982-1983, la construction européenne et l'affaiblissement des organisations représentatives ont multiplié les niveaux de prise de décisions. « Les entreprises comprennent toujours très mal le fonctionnement de l'administration », estime Dominique-Claire Prevost, ancienne énarque, aujourd'hui à la tête de la société Perséphone. « Mais maintenant, chaque fois qu'une loi ou un décret passent, les gens se plaignent de ne pas avoir été consultés. » Même les parlementaires « sont très démunis d'informations », constate Dorothee Pineau. Ils ont du mal à se faire une idée sur tous les dossiers, d'autant que ces derniers sont de plus en plus complexes.

**URGENCE** • Par rapport à leurs collègues agissant pour le compte d'une seule entreprise, les lobbyistes indépendants disposent de sérieux atouts : ils ont davantage de recul, savent décrypter le jargon interne à la société, faire valoir les meilleurs arguments en fonction des interlocuteurs, et « habiller » habilement l'intérêt particulier en intérêt général. Thierry Lefebvre, convaincu que « les parlementaires apprécient d'avoir affaire à des intermédiaires », plaide pour sa chapelle : « Ils peuvent nous dire beaucoup plus franchement qu'à un président d'association caritative, par exemple qu'ils ne pourront rien faire pour lui. Tout le monde gagne du temps. De plus, ils savent qu'on ne peut pas leur mentir puisqu'un revendeur nécessairement les voit pour un autre client ». Il reconnaît également « pouvoir avancer un peu masqué, sans qu'apparaisse le nom de l'entreprise ».

Pourtant, ces cabinets, conseil, ne font pas vraiment fortune. Ils attendent encore de voir se produire en France un boom du lobbying similaire à celui qui s'est produit aux Etats-Unis, où les sociétés de lobbying sont innombrables. Elles ont également fleuri en grand nombre en Grande-Bretagne (une quarantaine de sociétés) ainsi qu'aux Pays-Bas, et se développent en Espagne. « Notre profession marche moyennement en France même si tout le monde dit le contraire. Le chiffre d'affaires des cabinets ne progresse guère que de 15 % par an », admet Thierry Lefebvre. Selon le lobbyiste Paul Bourry, « le marché du lobbying indépendant ne dépasse pas les 30



à 40 millions de francs par an. Très peu d'entreprises vivent uniquement du lobbying. Toutes les autres font aussi de la communication ».

Seules les grandes entreprises font, en règle générale, appel aux conseils en lobbying. Encore faut-il que leurs dirigeants ne soient pas convaincus qu'ils peuvent tout régler eux-mêmes, en faisant jouer leurs relations. Selon Frédéric Broussous, « ils considèrent même comme déshonorant de faire appel à un sous-traitant pour

discuter avec les pouvoirs publics ou se tenir au courant des lois ». Les PME, qui n'ont pas encore vraiment le réflexe de s'associer pour défendre leurs intérêts communs, ne connaissent guère ces cabinets ni estiment qu'ils sont chers, parisiens et réservés aux grandes sociétés. « Les entreprises françaises n'ont pas souvent recours à des sociétés de conseil en lobbying, de même que, de façon générale, elles font beaucoup moins appel qu'aux Etats-Unis à des sociétés de conseil » analyse

bying seraient-ils trop chers ? De 10 à 15 000 francs par jour selon Thierry Lefebvre : « La plupart des budgets tournent autour de 400 000 francs ». « Ce n'est rien quand on prend en compte les intérêts énormes qui sont en jeu, le coût pour une société d'un marché qui file ou pour changer tout son équipement après une directive européenne », plaide Judith Symonds.

Pour conquérir une nouvelle clientèle, les lobbyistes indépendants ont désormais deux mois d'ordre : se faire connaître et veiller à la transparence de leur activité.

Dans ce but, une charte de déontologie, plutôt timide il est vrai, a été publiée en février 1992 à l'initiative de l'AFCL. Certains lobbyistes finissent également campagne pour un enregistrement obligatoire auprès du Parlement, tel qu'il se pratique aux Etats-Unis.

« Trop de cabinets disent faire du lobbying alors qu'ils s'occupent vaguement de communication et de relations publiques », explique Judith Symonds. Quelques années de lobbying indépendant sans scandale donneront-elles plus sûrement confiance en ce nouveau métier à hauts risques.

Pascal Krémer

La puissance  
et le couple.

Nouveau  
turbocompresseur à  
échangeur air-air,  
115 ch\* à 4000 tr/min,  
couple de  
240 Nm à 2000 tr/min.  
Performance  
et simplicité.



## Nouvelle Safrane 2,5L Turbo Diesel.

Nous lui avons donné tout ce que vous espériez d'un moteur.



Le silence.  
Suspension pendulaire  
du moteur,  
culasse renforcée.  
Absence  
de vibration.  
Le confort  
d'utilisation.  
Disponibilité du couple  
à bas régime,  
suspension pilotée  
électroniquement,  
direction à  
assistance variable.  
Vous êtes à  
bord de Safrane.

3615 3616  
RENAULT

Modèle présenté : Safrane 2,5 L dT RXE. Egalement disponible en versions RN et RT. Consommation aux 100 km.

Lobbyistes  
d'entreprise ? Où ça ?

Surtout, ne pas faire de vagues. Ne faire perler ni de soi ni de son entreprise. « Vous avez contacté le lobbyiste de la société XYZ ? Lui vous parlera certainement. Moi, me direction s'y oppose... » Unaniment, les lobbyistes d'entreprise admettent que leur profession mérite en France d'être reconnue et démythifiée... mais chacun d'entre eux considère qu'il revient plutôt à l'autre de parler le premier.

Personne ne défend les intérêts des entreprises du bâtiment et des travaux publics auprès du Parlement, des ministères, des conseils généraux et régionaux. On se le dit : la fonction de lobbyiste n'existe pas dans le BTP. A l'Association des relations avec les pouvoirs publics (ARPP), on n'a guère le temps de parler à la presse. « Actuellement, à la traditionnelle suspicion française vis-à-vis du lobbying s'ajoute un climat malsain lié aux affaires, à la loi sur la transparence de Michel Sapin et à l'attente des élections », concède l'un d'eux. Bref, repassez l'an prochain.

Pleinement reconnu à Bruxelles, le lobbying redevient soudainement d'un « exercice à Paris. Le responsable des relations institutionnelles d'EDF, Eric Eugène, que sa direction a au mérite de laisser s'exprimer, ne fait pas de lobbying,

mais du « relationnel ». Lobbyiste d'une grande entreprise privée, celui que nous appelons Pierre (puisqu'il n'a pas obtenu de son entreprise l'autorisation d'être cité dans la presse), avoue qu'il emploie parfois le « langage de bois » : « aux Etats-Unis, je serais sans doute fier de dire que je suis lobbyiste. Mais en France, un voile pudique recouvre cette profession. Il faudra encore quelques années pour qu'elle soit pleinement reconnue... »

Pour faire bouger les choses, Pierre donne des cours de lobbying dans une grande école : « Je me suis créé ma propre déontologie. Pas question de faire en quoi que ce soit du tréfilé d'influence. Ce n'est pas parce qu'on rencontre un fonctionnaire qu'on a nécessairement une enveloppe à la main. D'ailleurs, je n'en ai jamais rencontré de corrompu. » Le métier n'a rien de sulfureux, selon Pierre : « Ce n'est qu'une autre expression des relations publiques. Je présente mon entreprise et ses produits. Le seul plus, c'est une bonne connaissance des rouages de l'administration. Tout comme les attachés de presse sont devenus directeurs de la communication, les chargés de relations publiques deviendront tous à terme lobbyistes. »

P. K.

هكمان الفصل



# PERSPECTIVES

## TOURISME

# La croisière s'amuse

Peu touché par la crise, le secteur des croisières se développe rapidement et se restructure, devenant une vraie industrie de taille internationale

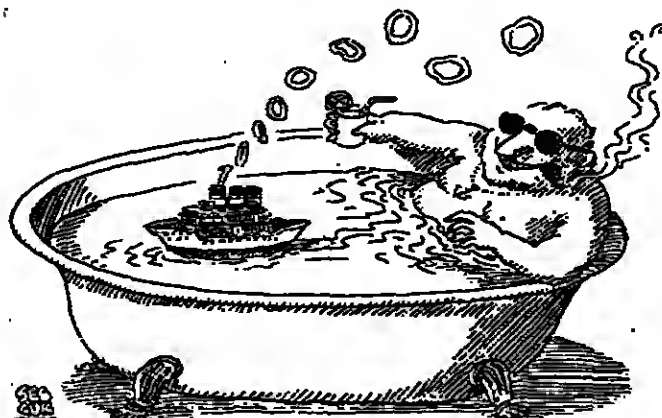
**S**i l'économie en général et le tourisme en particulier ressemblent actuellement à des voiliers immobiles attendant désespérément que la brise reprenne, le secteur des croisières, lui, continue à avoir le vent en poupe, en Europe et dans le monde. Ainsi, entre 1991 et 1992, le marché américain a enregistré une augmentation de 11 %, le marché européen de 2,5 % et le marché français de 7 % avec un nombre de passagers passant de 112 000 à 120 000.

Véritable industrie, la croisière pèse aujourd'hui à l'échelle mondiale 39 milliards de francs, pour près de 6 millions de passagers. Au niveau européen, le chiffre d'affaires atteint 5,6 milliards (665 000 passagers) et en France près de 1 milliard. En Amérique du Nord, qui représente 80 % du marché mondial, la progression est impressionnante : une augmentation annuelle de 10 % depuis 1970 et un marché qui a triplé à chaque décennie.

L'Europe d'est pas en reste avec, en moyenne, une augmentation annuelle de 9 % et un marché qui a plus que doublé à chaque

décennie. Ce bilan positif se double de perspectives de développement résolument optimistes, confortées par de récentes études indiquant que sur 250 millions d'Américains, 80 millions, soit un tiers, disposent des moyens financiers de s'offrir une croisière et qu'il en va de même de 120 des 350 millions d'habitants de la CEE (34 %). De quoi justifier les objectifs ambitieux des armateurs d'ici à l'an 2000 : 10 millions de passagers aux Etats-Unis, 2 millions en Europe et un million dans le reste du monde (Australie, Amérique du Sud et Japon).

**DYNAMISME** • Dans ce secteur prospère et dynamique, la France gagne ses lettres de noblesse et joue un rôle de plus en plus prépondérant, avec un nombre de passagers qui a presque doublé en 5 ans, passant de 61 000 passagers en 1987 à 120 000 en 1992. Elle occupe la troisième place sur l'échiquier européen, derrière la Grande-Bretagne (200 000 passagers) et l'Allemagne, dont les 180 000 passagers incluent un fort contingent d'adeptes des croisières fluviales. A noter toutefois, en



1992, et en dépit d'une hausse de 7 % du nombre de clients, une baisse de 2,5 % du chiffre d'affaires. Deux explications. La croisière, comme le tourisme, a subi l'impact négatif du contexte économique et de l'attitude frileuse de la clientèle. D'autre part, les croisières courtes se multipliant, le prix moyen global a diminué.

Reste que, dans un climat général morose, le secteur bénéficie d'un engouement croissant, engouement qui fait de la France un marché très prometteur. A condition, toutefois, que le réseau de distribution joue le jeu et prenne enfin conscience de l'importance de l'enjeu. Actuellement, on ne compte qu'une poignée d'agences vraiment spécialisées

dans ce secteur, contre environ 1 500 aux Etats-Unis. Le message est simple : la croisière se développera avec ou sans les agences de voyages. D'où les appels (voire les mises en garde) des armateurs en direction de partenaires jugés souvent trop passifs, et dont ils attendent, avec une impatience non dissimulée, une commercialisation plus efficace et plus agressive, à l'image du premier réseau de distribution français, Havas Voyages (1).

**PARTENAIRES** • Bien décidés à aider le mouvement en tissant notamment un réseau de partenaires privilégiés - Paquet, par exemple, réalise 80 % de son chiffre d'affaires via 150 agences - les armateurs entendent également, à leur niveau, se donner les moyens d'exploiter le filon annoncé. L'heure est ainsi aux grandes manœuvres à l'image de l'accord conclu récemment entre d'une part Costa Crociere, leader du marché avec 205 000 passagers, dont 33 200 en France, et un chiffre d'affaires global de 1,7 milliard de francs (dont 168 millions dans l'Hexagone), et d'autre part Croisières Paquet (43 000 passagers dont 21 000 en France et 800 millions de chiffre d'affaire dont 330 en France).

Sur le plan financier, l'accord se traduira par une prise de participation dans le capital de Costa par les actionnaires de Paquet - les groupes Chargeurs et Accor. Au terme d'une augmentation de capital de 320 millions de francs de la société mère, Costa Crociere, prévue courant 1993, la famille Costa ne détendra plus que 31 % du total, Chargeurs et Accor ayant 24 %, et le reste des actions étant coté à la Bourse de Milan.

Unissent ainsi leurs forces deux compagnies non directement concurrentes mais très complémentaires avec d'un côté Paquet, spécialiste du haut de gamme, de l'autre Costa, armateur européen prépondérant dans la gamme moyenne mais également bien implanté sur le marché américain. Ce dernier étant soumis à une concurrence effrénée, qui se traduit par une baisse des prix, Costa a choisi d'y privilégier les croisières familiales bon marché et, par ailleurs d'accélérer son développement en Europe, marché sous-développé par rapport à son potentiel. Avec, pour conséquence, la décision de positionner quatre paquebots flambant neufs (4 200 lits) en Méditerranée et d'exploiter l'axe Europe du Nord, alors que jusqu'à présent les nouvelles unités étaient réservées à la zone Amérique.

**FORMER** • Disposant désormais de onze bateaux (2) représentant une capacité de 8 800 lits, le nouveau groupe accède au 4<sup>e</sup> rang mondial, avec 2,5 milliards de chiffre d'affaires et 250 000 passagers, et devient le leader incontesté du marché européen de la croisière, devant Cunard (qui vient d'obtenir la commercialisation de trois paquebots de Crown Cruise Line), Princess Cruises et Chandris.

Objectifs prioritaires : les marchés italiens et français sur lesquels les deux compagnies, déjà en position dominante, entendent, sous leur enseigne respective, mettre leur complémentarité à profit pour « ratisser large » : la clientèle individuelle haut de gamme pour Paquet, Costa accentuant son avance dans le milieu de gamme et les groupes : congrès, séminaires et « voyages de motivation », créneau en progression avec, en 1992 sur le marché français, 26 400 passagers et un chiffre d'affaires de 120 millions de francs.

L'alliance, insiste toutefois Claude Dexidour (délégué général de Costa) et Thierry de la Tour d'Artaise (directeur général de Paquet), est plus offensive que défensive. L'objectif était non de prendre des parts de marché aux autres mais d'attirer de nouvelles clientèles. Une stratégie qui, dans un premier temps, passera par la fusion des équipes commerciales, une concertation sur la programmation et le positionnement des bateaux, un effort accru pour mieux former les vendeurs d'un réseau de partenaires privilégiés,

le souci (chez Costa notamment) de proposer davantage de croisières « françaises », au niveau de l'atmosphère à bord, et de multiplier les départs de ports français.

Sans oublier une politique de communication plus ambitieuse en direction du grand public. Un volet essentiel pour deux raisons. D'abord parce que la croisière reste, en France, un produit méconnu, souffrant de préjugés tenaces, notamment quant à son prix (3).

Ensuite parce que ce secteur a enregistré des évolutions qui en modifient profondément l'image : l'apparition d'une nouvelle génération de bateaux (homogénéité des cabines, équipements sophistiqués, espace et confort accrus) et de paquebots à voile, grands voiliers et catamarans, associée au lancement de destinations et de « produits » nouveaux - croisières plus courtes, prise en compte des enfants qui bénéficient souvent de gratuité, croisières à thèmes culturels et sportifs - attirent une clientèle de plus en plus diversifiée, de plus en plus jeune (quarante/quarante-cinq ans en moyenne) et de plus en plus fidèle.

**« TOUT COMPRIS »** • Cela d'autant que les croisières, offrant un produit complet (un voyage itinérant avec des escales à bord d'un hôtel flottant privilégiant la table et les animations) et un prix « tout compris », concurrencent sérieusement les circuits terrestres haut de gamme.

Dernière conséquence du rapprochement, la dénonciation probable du contrat liant Costa au voyageur Cborus, actuel agent général de la compagnie. Avec, à terme, un éventuel accord avec le nouveau groupe constitué par la fusion de la Sotair, filiale tourisme d'Air France, et de Chorus, filiale d'Havas et de l'allemand TUI. Un groupe qui accède au 3<sup>e</sup> rang des voyageurs français et dont le duo Costa/Paquet pourrait devenir le partenaire maritime privilégié.

Patrick Francès

- (1) Outre la publication d'une brochure thématique sur les croisières, Havas Voyages envisage la création de « coins croisières » dans certaines de ses agences, voire l'ouverture de points de vente spécialisés.
- (2) Le Daphné, le Costa-Riviera, l'Eugénio-Costa, l'Enrico-Costa, le Costa-Marina, le Costa-Classica, le Costa-Allegro et le Costa-Romantica chez Costa, dont l'offre est passée en cinq ans de 4 300 à 7 300 places ; Mermoz, l'Ocean-Pearl et l'Ocean-Princess chez Paquet.
- (3) On estime qu'une croisière revient entre 800 et 1 200 F par jour, tout compris, pour le milieu de gamme et entre 1 200 et 1 800 F pour le haut de gamme. Une semaine de croisière aux Antilles tourne autour de 10 000 F, avion inclus.

## Le Monde

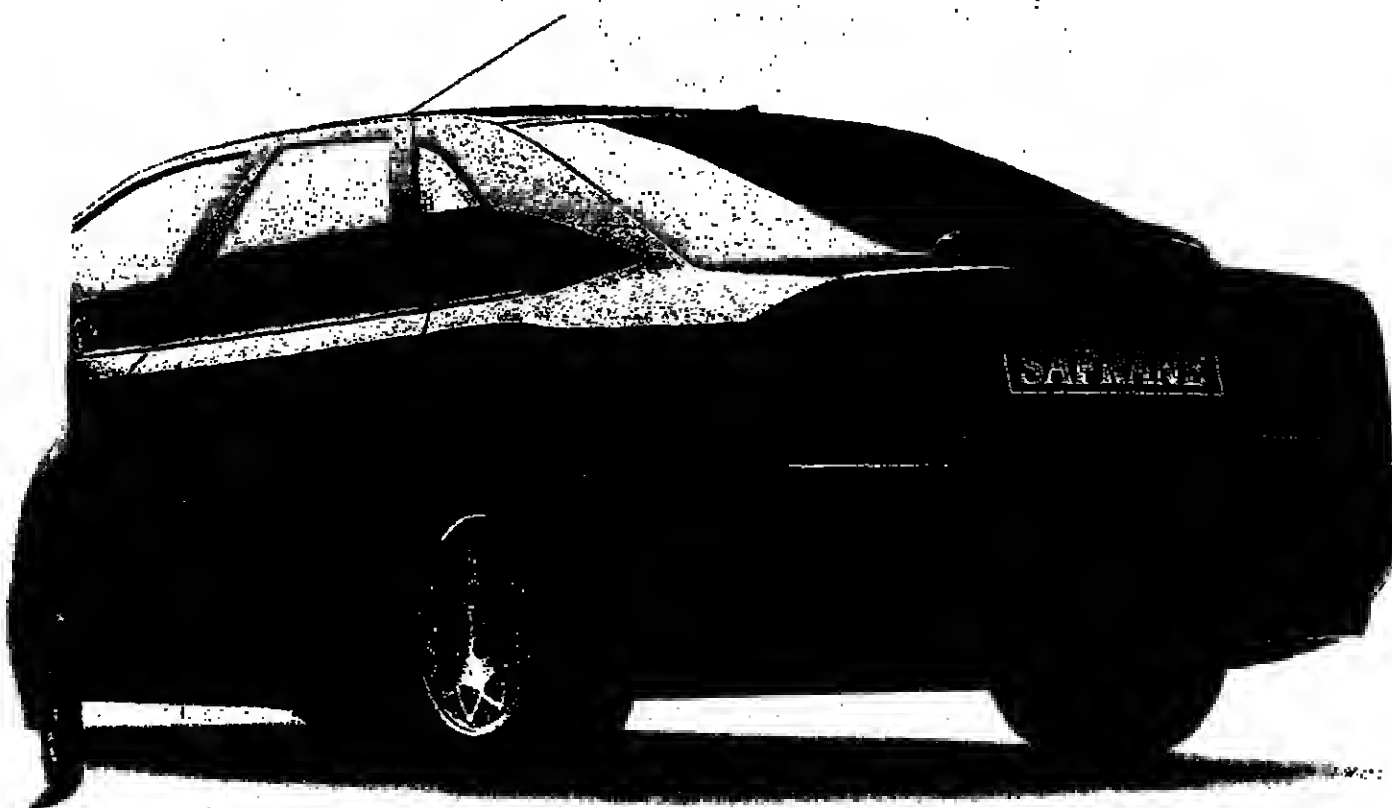
Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lecoq, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Pasquet  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès  
Thomas Fereczi  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Bourne-Méry (1944-1988)  
Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1992-1993)  
André Fontaine (1993-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-05-25-26  
Télécopieur : 40-05-25-98  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BOURNE-MÉRY  
94052 RIVY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-05-25-25  
Télécopieur : 40-05-30-10

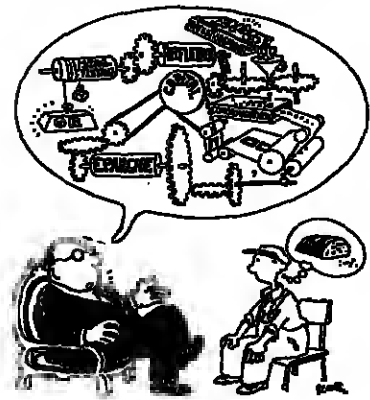


Laissez le plaisir conduire.

100 km/h, 7,4 L à 120 km/h, 9,9 L en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. RENAULT présente G1F

RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE





Avec une régularité d'horloges, le débat sur le financement des retraites surgit sur la scène politique... pour être aussitôt enterré. Dernier exemple : la campagne pour les élections législatives de mars 1993. En janvier, le gouvernement de Pierre Bérégovoy a proposé de constituer un fonds de garantie permettant de préparer les années difficiles du début du vingt et unième siècle. Présenté hors délais parlementaires et deux mois avant le scrutin, ce projet est virtuellement mort-né. La gauche, empêtrée dans ses contradictions, n'ose pas assumer les décisions qui s'imposent : chacun sait que, dix ans après sa création, la retraite à soixante ans devra être vidée d'une partie de sa substance pour alléger le fardeau des actifs. La droite préfère s'en remettre à des slogans qui sonnent creux et elle n'a pas davantage l'intention de mettre en œuvre des réformes - allongement de la durée d'activité, modifications du calcul des retraites -, dont une multitude d'études officielles et parfois gouvernementales ont pourtant souligné la nécessité. Pendant ce temps, les Français s'inquiètent et les produits d'assurance-vie prospèrent. Entretien par l'immobilisme des politiques, la défiance des futurs et actuels retraités est sans doute excessive. Pour au moins trois raisons. En premier lieu, il ne s'agit pas de « sauver les retraites », mais de garantir un « acquis social » (c'est-à-dire en l'occurrence, de ne pas aller au-dela) dont la France peut être fière : actuellement, le revenu moyen des ménages des retraités est égal, voire légèrement supérieur, à celui des actifs. Ensuite, le débat concerne essentiellement les régimes de base : les régimes complémentaires, qui ont préparé l'avenir, sont en bien meilleure posture. Enfin, les leviers qui permettraient de garantir les retraites sont, contrairement au problème du chômage, parfaitement identifiés et leurs effets garantis, car mécaniques. Les mesures à prendre seront d'autant moins douloureuses et inégalitaires qu'elles seront introduites à brève échéance. D'ailleurs, la crise n'est pas pour 2010. Elle est patente depuis quinze ans et ira en s'amplifiant au début du siècle prochain. Pour la surmonter, il faudra du courage politique. Il faudra aussi qu'on pose les problèmes non pas seulement en termes de démographie mais également en termes d'emploi et de partage des revenus entre générations et catégories sociales.

### Pourra-t-on payer les retraites en 2010 ?

■ Au-delà de l'évolution économique des prochaines années, cette interrogation revient en fait à se demander si les actifs, qui versent des cotisations, acceptent d'augmenter leurs prélèvements afin de financer les retraites de leurs aînés.

Le Livre blanc publié en avril 1991 par le gouvernement de Michel Rocard évalue le besoin de financement tendanciel des retraites à 300 milliards de francs d'ici à 2010 dont 190 milliards de francs pour le seul régime général de la Sécurité sociale, soit l'équivalent de 7,8 points de cotisation. Cette prévision, réalisée à l'assommoir, repose sur un scénario assez optimiste : hausse annuelle de 1 % des effectifs employés et de 2 % du pouvoir d'achat. De son côté, l'INSEE estime que si rien n'est fait, le taux de cotisation global (employeurs + salariés) atteindra en 2040 un niveau se situant entre 25 % et 40 %, contre 16,5 % actuellement.

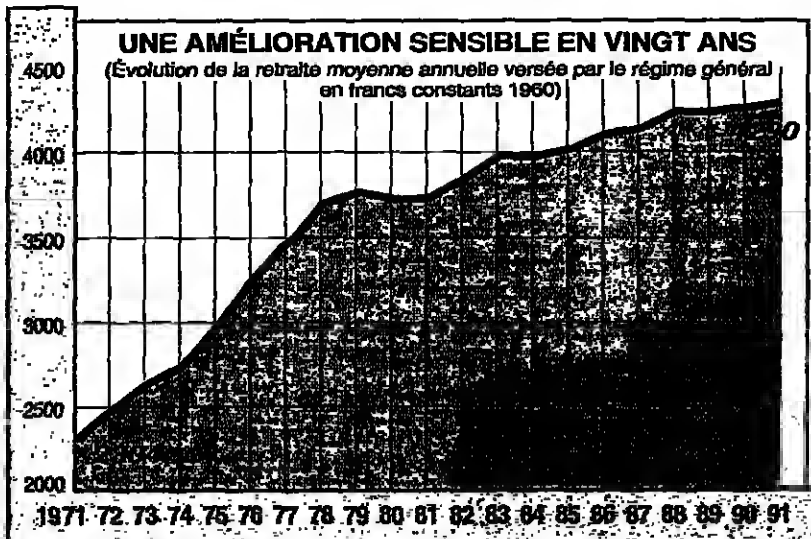
Jusqu'à quand les actifs - et, le cas échéant, leurs entreprises - admettront-ils que leur revenu soit amputé de façon conséquente par les prélèvements obligatoires ? Partagera-t-on les efforts entre générations en calculant à l'avenir les pensions de façon moins favorable, sachant qu'il n'est pas question de revenir sur les droits acquis des retraités en place ? Telle est la problématique centrale du débat sur la retraite.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que la « crise » n'est pas pour demain ni pour après-demain. Elle a déjà com-

« Dans vingt ans, le système (des retraites) va exploser et il y a de quoi faire sauter les cinq ou six gouvernements qui seront amenés à s'en occuper. »

Michel Rocard  
janvier 1990.

meu ! Les dépenses de retraite sont passées de 5,1 % en 1960 à 12 % aujourd'hui et, pour le régime général, le déficit est permanent depuis près de quinze ans. L'an passé, il s'est établi à 17 milliards de francs et, sur la période 1989-1992, le besoin de financement s'est élevé à 47 milliards de francs, malgré des transferts budgétaires, la création de la CSG, la hausse des cotisations et l'indexation des pensions sur les prix et non sur les salaires.



La courbe montre la progression du pouvoir d'achat de la retraite moyenne du régime général (y compris minimum vieillesse). Celle-ci s'élevait en 1971 à 31 278 francs par an (2 606 francs par mois), ce qui correspond à 4 290 francs de 1960 et est supérieur de 86 % au montant de 1972 (Source CNAVTS).

### BIBLIOGRAPHIE

■ *Quelles retraites en l'an 2000*, par Jacques Bichot, Armand Colin, 167 pages, 1993.  
■ *La retraite en questions*, par Rebecca Aspis, Hatier, collection « Enjeux », 73 pages, 1991.  
■ *Livre blanc sur les retraites*, La Documentation française, coll. « Rapports officiels », Paris 1991.

On peut également recommander la lecture de la revue *Retraite et société*, éditée par la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (75951, Paris Cedex 19) et la dernière livraison (n° 23, hiver 1992) de la *Revue d'économie financière* (« Le Monde Éditions », 364 pages).

### Comment est organisé le système ?

■ En 1945, la grande ambition des fondateurs de la Sécurité sociale était de créer un système unique, fondé sur la solidarité entre toutes les catégories professionnelles. Ce beau rêve a fait long feu. Sous la pression des corporations intéressées, les caisses préexistantes ont survécu et sont devenues des régimes dits « spéciaux » (SNCF, RATP, Mines, Banque de France...) ou « particuliers » (fonctionnaires, EDF-GDF). Les non-salariés, exploitants agricoles ou autres indépendants, ont refusé de se fondre dans le régime dit « général » (300 milliards de francs par an), qui regroupe les salariés du privé, et ont plus tard créé leurs propres régimes.

Au total, cohabitent en tout quelque cinq cent trente régimes obligatoires différents, sans oublier une myriade de caisses de retraites complémentaires qui fédèrent pour l'essentiel l'ARRCO (tous salariés du privé) et l'AGIRC (cadres). Ces deux dernières « pesent » respectivement 120 milliards et 60 milliards de francs.

Dans le régime général, la retraite à taux plein est fixée depuis 1983 à soixante ans à condition de justifier de 37,5 années de cotisation (des avantages sont accordés selon le nombre d'enfants et les périodes de service militaire, notamment). La pension est calculée en prenant en compte les salaires des dix meilleures années et la cotisation étant prélevée en dessous d'un « plafond » (12 000 francs par mois actuellement), la rente maximale atteint la moitié de cette somme, soit 6 000 francs... théoriquement. En effet, depuis 1986, les rémunérations passées sont « reconstituées » en francs constants (selon les prix) alors que le plafond de la « Sécurité » évolue selon les salaires. Résultat : aujourd'hui, personne ne peut prétendre toucher plus que 46 % du plafond.

Dans les régimes spéciaux et particuliers, la pension est calculée ou fonction de la rémunération de fin de carrière (80 % du salaire moyen des six derniers mois, le plus souvent). Mais la cotisation est plus élevée et il n'existe pas de régime complémentaire obligatoire. Pour certaines catégories de personnel de ces établissements publics (mineurs de fond, conducteurs de trains ou de métros, éboueurs...) l'âge de la retraite peut être fixé à cinquante ou cinquante-cinq ans.

En situation démographique défavorable, plusieurs régimes (agriculture, mines, marins-pêcheurs...) bénéficient de la solidarité financière d'autres régimes moins handicapés. Quant aux régimes complémentaires du privé (ARRCO pour tous les salariés du privé, AGIRC pour les cadres), leurs pensions sont calculées selon un système par points. Le point est régulièrement revalorisé et les cotisations permettent d'en acquérir tout au long de la carrière tandis qu'une partie des versements des adhérents assurent les équilibres et constituent des réserves.

### Quel est l'impact de la démographie ?

■ La France ayant choisi de faire reposer tout son système de retraite sur le principe de la répartition, les évolutions démographiques sont déterminantes. En 2005-2010, lorsque les premières générations du *baby-boom* partiront en retraite, les équilibres se détérioreront fortement car le taux d'activité, c'est-à-dire le rapport entre ceux qui financent les retraites et ceux auxquels elles sont versées, deviendra très défavorable.

Entre 1990 et 2010, le rapport entre le nombre des cotisants et celui des retraités tombera de 2,03 à 1,41 pour le régime général de la « Sécurité » et de 2,91 à 2,37 pour les régimes complémentaires. Ces prévisions ne reposent pas sur du sable : ceux qui travailleront en 2010 sont tous nés et l'allongement de la durée de vie continuera d'accroître celle de versement des pensions.

Toutefois, il serait dangereux de s'en remettre à la seule dimension démographique. En effet, un nombre conséquent d'actifs ne paient pas de cotisations, notamment s'ils sont chômeurs.

Dans ces conditions, une amélioration de la situation de l'emploi et une reprise durable de la croissance économique permettraient de dégager des ressources pour répondre aux besoins financiers de la protection sociale et, donc, des retraites. Dès lors, assurent les optimistes, pourquoi dramatiser le débat alors que personne n'est à même de prévoir ce que seront l'emploi et l'état de

« La sagesse populaire veut qu'on ne mette jamais tous ses œufs dans le même panier. Faisons donc reposer la retraite à la fois sur les transferts et sur l'épargne. »

Denis Kessler  
25 octobre 1990.

l'économie dans les prochaines années ? Si l'on considère l'histoire économique de ces vingt dernières années, il semble que miser sur un retour des « trente glorieuses » (1945-1975) constitue au mieux une fuite en avant, au pire la politique de l'autruche. Entre 1986 et 1990, période de forte croissance et de (léger) repli du chômage, les traces de la « Sécurité » n'ont pas cessé...

### LES RÉFORMES ENVISAGÉES

La réforme la plus souvent évoquée consiste à porter de trente-sept ans et demi à quarante ans la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une pension à taux plein. Cet allongement interviendrait progressivement : chaque année, on ajouterait un trimestre supplémentaire.

Cette mesure réduirait certes de 26 milliards de francs les dépenses du régime général d'ici à 2005, mais son rendement ne serait pas immédiat puisque, aujourd'hui, 61 % des nouveaux retraités ont cotisé pendant plus de trente-sept ans et demi. Sa mise en œuvre aboutirait de facto à exclure du droit à la retraite à soixante ans les assurés ayant commencé à travailler plus tard. Une telle mesure implique que l'on augmente le nombre d'emplois disponibles.

On peut aussi calculer les retraites à partir, non plus des dix meilleures années mais des vingt-cinq meilleures années. Cela économiserait 14 milliards d'ici à 2005, mais pénaliserait les personnes à revenus modestes ayant connu des aléas de carrière. Enfin maintenir l'indexation des pensions sur les prix éviterait 72 mil-

### Que fait-on à l'étranger ?

■ La différence entre la France et la plupart de nos voisins ou des autres pays développés provient d'abord du fait que si les régimes de base sont généralement fondés sur la répartition, les complémentaires recourent, eux, à la capitalisation. La Grande-Bretagne, où les deux systèmes coexistaient, a encouragé l'essor des retraites par capitalisation, au détriment des régimes complémentaires par répartition.

La plupart des pays industriels n'ont pas hésité à appliquer ou à programmer des dispositions visant à équilibrer leurs régimes de retraite. Le plus souvent, on a retardé l'âge de cessation d'activité. L'Allemagne a prévu de le porter à soixante-cinq ans de 2000 et 2012, l'Italie vient également de le porter à soixante-cinq ans. Aux États-Unis, le départ en retraite va être retardé en fonction de l'année de naissance : les Américains nés en 1938 devront patienter jusqu'à soixante-sept ans. En Suède, il a été fixé à soixante-six ans contre soixante-cinq précédemment et les pensions ont été provisoirement « gelées ».

### LEXIQUE

**RÉPARTITION** : c'est la technique des régimes obligatoires français. Les cotisations des actifs paient les pensions des retraités. On ne cotise donc pas pour soi mais pour les retraités du moment. Ce système est tributaire du rapport entre actifs et inactifs.

**CAPITALISATION** : financement des retraites par l'épargne individualisée - et souvent facultative - de chaque cotisant. La pension future dépendra des performances de son entreprise ou de la profitabilité des placements.

**MINIMUM VIEILLESSE** : revenu minimum garanti aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans (2 900 francs par mois pour une personne seule).

**COMPENSATION** : système complexe de péréquation entre caisses de retraites permettant de compenser les inégalités démographiques. L'an passé 29 milliards de francs ont ainsi été transférés des unes aux autres. Souvent critiqué, ce mécanisme n'aboutit cependant pas à verser une subvention d'équilibre car il s'effectue « à prestations égales » (mais le mode de calcul n'est pas toujours limpide).

**PRESTATIONS NON CONTRIBUTIVES** : prestations qui ne sont pas liées au versement d'une cotisation (le minimum vieillesse est dans ce cas).

### liars de dépenses.

La constitution de réserves a également été évoquée. Les socialistes proposent de constituer une caisse de garantie alimentée par les actifs des entreprises publiques. En y injectant 100 milliards de francs dans les prochaines années, on pourrait disposer d'un capital de près de 300 milliards de francs. Celui-ci serait utilisé pour libérer des fonds à partir de 2005-2010 afin d'amortir les effets de la « bosse démographique » du début du vingt et unième siècle. Une cotisation supplémentaire de 0,2 point mise en réserve chaque année à partir d'aujourd'hui permettrait d'aboutir au même résultat.

Pour l'heure, le débat porte moins sur la méthode que sur ceux qui acceptent d'en assumer la responsabilité. Les syndicats et le patronat sont divisés (alors que, dans les régimes complémentaires, sous d'autres formes, ils ont accepté de répartir les efforts entre cotisants et retraités). Quant aux gouvernements, ils craignent d'abord l'impopularité de telles mesures.

### L'AVÈNEMENT DES FONDS DE PENSION

700 milliards de dollars au Japon et à 2 500 milliards de dollars aux États-Unis (soit respectivement 3 850 et 13 750 milliards de francs).

Le « modèle » anglais exige que les cotisations soient placées sous forme d'actions, d'obligations ou d'investissements immobiliers dans de grands fonds, alors que le modèle allemand préfère intégrer l'épargne des salariés dans le capital de l'entreprise.

Par ailleurs, deux techniques cohabitent : celle de la prestation définie (la plus favorable aux salariés) et celle de la cotisation définie qui n'implique pas d'obligation de résultat.

En France, la plate-forme de l'Union pour la France envisage d'exonérer d'impôt (comme c'est le cas à l'étranger) les cotisations affectées à des fonds de pension.

Plusieurs sénateurs de l'actuelle opposition viennent d'ailleurs de déposer une proposition de loi permettant de constituer des régimes d'entreprise par capitalisation « à l'anglaise », gérés par les compagnies d'assurance ou les régimes de retraite complémentaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

هنا نحن النحل



**La Bundesbank devrait abaisser plus fortement ses taux d'intérêt, estime Hans-Helmut Kotz, économiste en chef de la Deutsche Girozentrale, organisme fédérateur des caisses d'épargne. Pour ce faire, il faut que le consensus se recrée entre partis et partenaires sociaux**

•



## Pour un changement radical de politique économique

Suite de la page 25

C'est précisément ce qui s'est produit lors de la crise monétaire de l'automne 1992. Présenté comme une réduction du taux de chômage de 5 % exigeant une dépréciation du taux de change réel d'environ 50 %, chose que ni les travailleurs français ni les partenaires de la France n'ont eu de chances d'accepter.

La France est loin d'être la seule pays dans cette situation. Le chômage augmente partout en Europe, et tous les pays guettent désespérément un sursaut de la demande extérieure. La France attend que l'Espagne accroisse sa demande de biens français, et l'Espagne que la France accroisse sa demande de biens espagnols, et ainsi de suite.

Aux yeux des profanes, il paraît y avoir une solution simple : pourquoi les Français n'augmenteraient-ils pas eux-mêmes leur demande de biens français et les Espagnols leur demande de biens espagnols ? On nous répond que c'est impossible, que les problèmes de coordination sont insurmontables. Ceci, encore une fois, est faux.

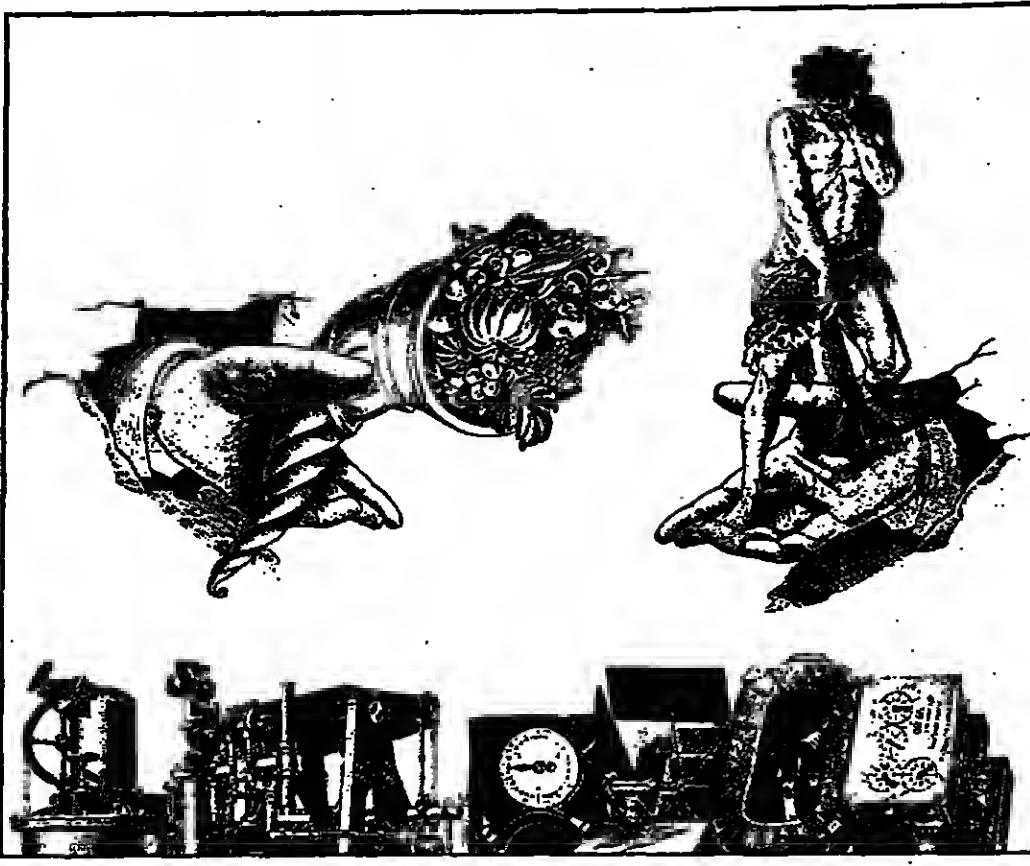
### Relance coordonnée

Une forte diminution des taux d'intérêt européens est possible. Il y a aujourd'hui plus d'espace pour une politique coordonnée de baisse des taux que depuis bien longtemps. La montée du chômage est générale. Dans presque tous les pays, l'inflation est faible et souvent même en diminution. Les taux d'intérêt réels, autrement dit les taux nominaux corrigés de l'inflation, sont à des maximums historiques.

Dans certains pays (France, Espagne), les taux réels avoisinent les 10 %. Les taux à court terme devraient être diminués en moyenne d'au moins 4 %. Les taux longs sont moins sensibles à la politique monétaire mais on peut anticiper qu'ils connaîtront une baisse égale à environ la moitié de celle des taux courts.

Mis à part ces effets sur la demande, une telle réduction des taux d'intérêt aurait pour avantage immédiat d'améliorer la situation budgétaire en allégeant la charge d'intérêt de la dette publique. Pour un pays tel que l'Italie, où la dette dépasse la taille du PIB, et est essentiellement une dette à très court terme, l'allègement se monterait à plusieurs points de pourcentage du PIB.

Pour la France, qui est moins endettée, l'allègement serait plus faible mais il dépasserait tout de même 1 % du PIB. Cette marge ne devrait pas être utilisée pour réduire les déficits mais, soit



pour augmenter les dépenses, soit pour diminuer les impôts. La priorité économique, à ce stade, n'est pas de réduire le déficit, mais d'éviter la dépression. Les critères budgétaires de Maastricht ne sont pas seulement irrealistes ; ils sont aussi, à ce stade, contre-productifs. Il faut accroître les déficits budgétaires, non les réduire.

Voilà encore une idée qui s'inscrit en faux contre le consensus actuel. Mais considérons les choses de la manière suivante. Si les Français décidaient de dépenser plus, donc d'épargner moins, qui s'en plaindrait ? Ceux qui font la politique économique devraient qu'une épargne moindre aujourd'hui aura bien un coût demain ; mais ils accepteraient avec joie l'augmentation de

la demande qui éviterait une nouvelle montée du chômage.

Les déficits budgétaires peuvent remplir exactement la même fonction. Un accroissement du déficit conduit à une augmentation de la dette, donc à une augmentation de la charge d'intérêt et à une hausse des impôts dans le futur ; cependant, tout comme une reprise de la demande privée, il permet d'éviter l'aggravation de la situation actuelle. Quand les choses vont mal comme aujourd'hui, les bénéfices courants dominent les coûts futurs. Quelles sont les augmentations de dépenses et les diminutions d'impôt à privilégier ? Stimuler l'investissement, sous la forme soit d'infrastructures publiques, soit de déductions fiscales

en faveur de l'investissement privé, doit avoir la priorité. Mais il ne faut pas, là aussi, penser que les seules bonnes dépenses sont des dépenses d'investissement. Toute mesure qui augmente la demande réduit le chômage. Et donner aux jeunes une première chance d'emploi, donner aux chômeurs qui ont perdu espoir une chance de réemploi, sont aussi des investissements pour l'avenir.

### Faire cavalier seul

Si la coordination se révèle à nouveau impossible, si l'Allemagne refuse de se joindre à ses partenaires, la France doit-elle se résigner, conserver un franc fort, et attendre un salut toujours repoussé ? La réponse est encore non.

Si la coordination se révélait impossible, la France devrait baisser ses taux d'intérêt et sortir du SME. Intégrée à une politique cohérente, la sortie du SME n'implique pas de perte de crédibilité. Bien que cela soit souvent considéré en France aujourd'hui comme une évidence, la crédibilité n'est pas synonyme de change fixe ; il suffit de regarder l'exemple d'Alan Greenspan, à la tête de la Banque centrale des Etats-Unis.

Car ce ne sont pas des objectifs rigides et l'obstination qui rendent une politique crédible, c'est le jugement par les marchés que le gouvernement poursuit une politique cohérente et sera capable de s'y tenir. C'est pourquoi la politique actuelle n'est en fait pas crédible : les marchés estiment que son coût politique va devenir trop élevé et anticipent un changement à venir.

Pour les mêmes raisons, une sortie du SME n'implique pas et ne doit pas amener à un ralentissement de la marche vers l'union européenne. Le projet européen, qui est essentiel à l'avenir de la France, souffre de l'association qui a été faite entre les questions essentielles et les aspects techniques tels que le régime de change. La séparation des deux conférerait au projet dans son ensemble une plus grande, non une moindre crédibilité.

Le coût du chômage prolongé est immense, et continuer à accepter l'immobilisme actuel ne serait rien de moins que criminel. Mais après avoir pendant tant d'années identifié crédibilité et inaction macroéconomique, convaincre les acteurs et les marchés qu'il existe une alternative est difficile. C'est le travail des hommes politiques, et c'est ce que le président Clinton a si bien compris aujourd'hui aux Etats-Unis.

Olivier Blanchard

## Conférences HEC

du lundi 29 mars au jeudi 1<sup>er</sup> avril 1993

## la semaine des économistes

En huit Tables Rondes, chercheurs et décideurs font le point sur une science en pleine ébullition.

Invité d'honneur **M. Maurice ALLAIS,**  
Prix Nobel d'Economie

Interventions de **M. Jacques ATTALI**  
**M. Jacques LESOURNE**  
**M. Edmond MALINVAUD**

Avec la participation de  
MM. Louis GALLOIS ; Francis MIER ; Didier PINEAU-VALENTIENNE ;  
Mlle. Philippe AGHION ; Patrick ARTUS ; Marc-Antoine AUTHEMAN ; Christian de BOISSIEU ;  
Robert BOYER ; Daniel COHEN ; Michel CROUHY ; Marc Lillians CROUHY-VEYRAC ;  
Mlle. Bernard DUMAS ; Christian GOLLIER ; André KARD ; Omer ISSING ;  
Bibi TER ABLEWICZ ; Alexis JACQUENIN ; Jean KLEIN ; Jean-Jacques LAFFONT ;  
Didier MAILLARD ; Jacques MELTZ ; Marc Antoine OBOLINSKY ;  
Mlle. Michel ROCKINGER ; Jean-Jacques ROSA ; Mlle. Michèle SAINT-MARC ;  
Mlle. Bruno SOLNIK ; Christian STOFFAES ; Reinhold ZIEGLER.

Le Monde

HEC  
HEC MANAGEMENT  
PROGRAMMES POUR DIRIGEANTS

Pour tous renseignements appeler : Christian MORIN au 39 67 70 10.  
Groupe HEC - 78351 JOUY-EN-JOSAS, direction Charente-Orléans, route de Versailles.

CHAMPAGNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

P. Aubert

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

### LA FAILLITE DE L'ÉDUCATION CIVIQUE

Les témoignages de l'écrivain Cavanna, du cinéaste Jean-Claude Brisseau, du professeur Patrick Eveno, l'analyse de la sociologue Anne Muxel, les points de vue de Jean-Pierre Chevènement, des porte-parole religieux Paul Valadier, Mohammed Arkoun et du philosophe Patrice Canivez.

### LES LEÇONS DE L'APRÈS-COMMUNISME GEREMIEK-SEMPRUN

Quelles leçons peut-on tirer des années qui ont suivi la fin des dictatures communistes en Europe de l'Est et franquiste en Espagne ? Le compte rendu de la rencontre organisée entre l'historien polonais et l'écrivain espagnol.

### LES ANIMAUX VICTIMES DE LA SCIENCE

Peut-on et doit-on éviter d'utiliser les animaux pour la recherche médicale et scientifique ? Les points de vue des chercheurs, d'un avocat et d'un théologien. Les leçons de l'expérience britannique.

### L'INDE EN PÉRIL

L'Union indienne est gravement menacée par la montée du fondamentalisme hindou et le ressentiment de la communauté musulmane. L'analyse de notre correspondant Bruno Philip, les prises de position opposées de Vinod Mehta et de Girilal Jain.

Numéro de mars 1993 - 30 F.

مكتبة الأكل



Politique monétaire

# Laissons flotter le mark

par PHILIPPE SIMONNOT (\*)

SANS doute est-il difficile aux dirigeants de l'opposition de dévoiler toutes leurs arrière-pensées en ce qui concerne la parité franc-mark. Sans doute peuvent-ils se retrancher derrière la vertueuse nécessité dans laquelle ils sont de ne pas dire ce qu'ils croient être la vérité, sauf à être accusés par l'actuel gouvernement de saboter la politique dite du « franc fort ».

Mais il n'est hélas pas tout à fait impossible que, derrière cette pieuse façade, il y ait en fait de la pitié véritable envers le fétiche monétaire, et que le futur gouvernement continue à cheminer sur la voie suicidaire empruntée par l'équipe Bérégovoy.

Ainsi la trinité monétaire typique de la gauche n'osant pas dévaluer parce que cela ne fait pas sérieux (se rappeler la désastreuse expérience de 1981) serait maintenant partagée par la droite. Bref, il n'est pas exclu que l'on continue comme avant. Dans six mois, dans un an, on se retrouvera donc dans la même nécessité de défendre le franc avec en prime quelques centaines de milliers de chômeurs supplémentaires.

Pourquoi? Tout simplement parce que, dans six mois, dans un an, l'Allemagne n'aura toujours pas réglé son problème et que par conséquent l'impérative de ses finances continuera à peser sur les marchés, des changes et les taux d'intérêt. Quel est ce problème? Il est que d'une manière ou d'une autre les transferts de fonds publics allemands d'Ouest en Est devront être maintenus à hauteur de 160 à 170 milliards de deutschemarks par an, et cela pendant le reste de la décennie.

Ces sommes gigantesques (540 à 580 milliards de francs) devront être financées en partie par le prêt, ce qui viendra évidemment peser sur les marchés de capitaux. À noter d'ailleurs qu'un appel supplémentaire à l'impôt - comme le réclame régulièrement Paris - ne résoudrait pas forcément le problème. Ces impôts supplémentaires seraient compensés par des augmentations de prix et de salaires qui obligeraient parallèlement la Bundesbank à maintenir des taux élevés, voire à les relever pour lutter contre l'inflation. Pour ne rien dire de l'influence négative de nouveaux prélèvements fiscaux sur une économie déjà en danger d'anémie.

En un mot comme en cent, l'économie allemande se trouve durablement dans une impasse - impasse qu'il n'est pas difficile d'expliquer : dans l'ex-Allemagne de l'Est, les salaires sont tellement supérieurs à la productivité qu'un nombre croissant d'entreprises doivent être soutenues à coup de subventions, tandis que les chômeurs engendrent par ce même écart entre salaires et productivité réclament eux aussi des fonds publics pour survivre. Quant aux fonds privés, ils sont rebutés de s'investir dans ces conditions, malgré tous les dégrèvements fiscaux qu'on leur offre. À terme, c'est la réputation de l'ensemble de l'économie allemande qui pourrait être mise en cause.

## Un « savoir » historique

On se gardera bien de porter ici un jugement sur la politique qui a été menée depuis la chute du mur de Berlin. La hantise des responsables ouest-allemands était, et est encore, de maintenir les Allemands de l'Est sur place. Mais si l'on respecte leurs choix, on n'en devrait avoir que plus de liberté pour leur faire comprendre que la France, n'étant pas partie prenante aux décisions de Bonn, n'a aucune raison d'en subir les conséquences. La même raisonnablement peut être évidemment avancée par les autres pays de la Communauté européenne.

Les Allemands, qui ont un « savoir » historique de l'inflation, devraient être, du reste, les premiers à reconnaître qu'il n'y a pas de politique monétaire européenne possible si une telle autonomie en matière salariale est pratiquée par l'un des pays membres - autonomie par rapport aux règles les plus élémentaires de l'économie qui exigent que les salaires aient un certain rapport avec la productivité.

Il ne s'agit donc pas de remettre en cause l'autonomie manifestée par les Allemands dans la gestion d'une réunification imposée par l'Histoire ; nous disons simplement qu'à celle-ci doit correspondre une autonomie monétaire, à savoir la flottaison du mark, alors que, jusqu'à maintenant, la politique monétaire européenne est allée exactement dans l'autre sens : pour animer le système monétaire européen (SME) au mark, il a fallu dévaluer ou laisser flotter les autres devises.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir ce qu'une autonomie monétaire allemande

entraînerait : le décrochage du mark par rapport aux autres devises du SME et par conséquent la possibilité de décrocher les taux d'intérêt français, entra autres, par rapport aux taux allemands, et de mettre un terme à une usure véritablement meurtrière pour nos entreprises. Tel est bien l'objectif recherché par tout le monde, au gouvernement comme dans l'opposition : baisser les taux pour desserrer le nœud coulant qui étouffe l'économie. La solution est à portée de main. Mais, pour des raisons de « doctrine », de « principe » ou tout simplement par manque d'imagination, on ne veut pas le saisir.

## Désolidarisation

Il est compréhensible qu'à deux mois de l'échéance des législatives le gouvernement Bérégovoy ne veuille pas céder sur la parité de notre devise. Après avoir tant sacrifié sur l'autel du « franc fort », il paraîtrait vraiment trop bête de céder à la dernière minute. Plus fondamentalement ou moins politiquement, on peut arguer qu'après huit ans d'efforts la politique dite de rigueur porte enfin ses fruits : la modification dans un sens positif des anticipations

sur le franc, la prime de risque sur le franc tendant à se réduire, et la Banque de France étant en mesure, avec l'aide il est vrai inconditionnelle de la Bundesbank, de combattre victorieusement la spéculation. Lâcher prise aujourd'hui, ce serait ruiner d'un seul coup tout ce patient et douloureux labeur. Mais laisser le mark flotter, ce n'est pas dévaluer le franc ; c'est tout simplement accorder la politique monétaire à la réalité économique.

Assurément, il se peut que, dans un premier temps, la spéculation pousse le mark à la hausse, et donc que le flottement de la devise allemande se traduise sur les marchés par une dévaluation de facto du franc. Remarquons d'abord qu'après un accroissement comme il l'est au mark le franc a été, ces derniers mois, réévalué par rapport à plusieurs devises européennes sans que le gouvernement ait pris le soin de justifier une telle réévaluation. Remarquons ensuite qu'avec un mark flottant le franc serait dévalué par rapport à la seule devise allemande, mais qu'il garderait sa parité par rapport aux autres devises du SME. Remarquons enfin que la hausse du mark ne pourrait aller très loin, étant donné les performances actuelles de l'économie allemande : inflation, perte de marchés à l'exportation, déficit dans les finances publiques.

Il n'est donc pas impossible, il est même probable qu'après une hausse de quelques mois le mark redescende. Qu'aura-t-on gagné? demandera-t-on. Eh bien on aura gagné de ne plus avoir à défendre le franc, et donc de décrocher les taux d'intérêt français des taux allemands. À terme, on pourrait même gagner sur les deux tableaux : au bout du compte, la parité du franc aura été maintenue non seulement par rapport aux autres devises du SME, mais aussi par rapport au mark, et on aura pu baisser les taux d'intérêt et permettre à l'économie de respirer, de profiter de la reprise qui s'annonce aux États-Unis.

Ce qui excite les marchés, ce qui exaspère leurs tendances spéculatives, c'est la certitude qu'à terme l'actuelle parité franc-mark, par ce qu'elle implique en matière de taux d'intérêt, ne pourra être maintenue. On a beau invoquer tous les raisonnements économiques, toute la rationalité de la « science économique », les données fondamentales, on ne les convaincra pas. Si la France est si forte qu'on le dit, que peut-il craindre d'un flottement du mark? Repousser cette solution, n'est-ce pas mettre en cause son propre discours sur le franc fort? N'est-ce pas aussi risquer de dégrader par le chômage et la désindustrialisation ce que l'on a cru construire sur des finances assainies et une monnaie forte.

Inversement, ce qui seul pourra calmer les marchés, c'est la désolidarisation des taux d'intérêt français par rapport aux allemands. Plus généralement, c'est le système monétaire européen qu'il faut déifier du mark, osons le dire, qu'il faut sauver du mark, le temps que s'achève la réunification allemande en soutenant que l'on puisse anticiper la réussite de cette œuvre gigantesque le plus tôt possible.

On ne peut certes attendre d'un gouvernement qui gère seulement les affaires courantes qu'il ait l'énergie de proposer une telle solution à nos partenaires allemands, alors qu'il ne l'a pas fait en des temps propices. Mais il serait vraiment bien étrange que les candidats à la relève ne l'aient pas déjà envisagée ; s'ils la gardent secrète pour des raisons tactiques.

(\*) Journaliste.

LIVRES

# Conversions économiques

Quelles sont les marges de manœuvre pour sortir la France de la crise et le tiers-monde du sous-développement?

**CHANGER L'ÉCONOMIE**  
d'André Gauron, Philippe Herzog, Alain Lipietz, Jacques Mistral  
Syros, 146 pages, 89 F.  
**LE NOUVEAU DÉSORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL**  
de Georges Corm  
La Découverte, 168 pages, 98 F.

UNE fugue à quatre voix ne manque pas de piquant. Il fallait oser. Deux économistes socialistes - André Gauron, proche de Pierre Bérégovoy ; Jacques Herzog, communiste, et Alain Lipietz, du courant « vert », ont fourni chacun à son tour un texte sur le thème : y a-t-il pour la France une autre politique « de progrès » que celle qui est pratiquée aujourd'hui par la majorité? Les trois autres répondent ensuite. Pour rester dans la métaphore musicale, le contrepoint est plus riche qu'on pouvait l'imaginer.

Sans doute, peu de surprises sur le fait que les socialistes proches du pouvoir estiment essentiel que la gauche ait pu durer en tant que force gouvernementale, alors que leurs contradicteurs insistent sur le coût social de la politique menée. Plus de convergence sur la notion de productivité, beaucoup trop axée sur la réduction de travail par quota, beaucoup plus de gains de rendement peuvent être obtenus par une meilleure utilisation des machines, une organisation du travail plus rationnelle et une amélioration des qualifications.

**PARADOXE** • Deux logiques apparaissent pour réduire le chômage : baisse du coût du travail, croissance du temps libre. Désaccord total sur la politique du « franc fort » et sur la manière de construire une Union économique européenne, bico que le but rallie les quatre interlocuteurs. Plus ou moins d'Est? Le débat se structure plutôt sur l'utilisation des fonds publics et leur efficacité.

Le programme de la « deuxième gauche » (multiplication des terrains d'action proches du public et fumets autogestionnaires) devrait être réalisé avec les

moyens de la « première » (volonté politique centrale forte), estime le présentateur. De quoi méditer avant les élections législatives... et même après.

« Changer d'économie », c'est aussi le propos du livre de Georges Corm sur « le nouveau désordre économique mondial ». Cet économiste d'origine libanaise, consultant d'organismes internationaux et de banques centrales, a mis en exergue de son ouvrage une phrase de Karl Polanyi : « Rien n'obscurcit aussi efficacement notre vision de la société que le préjugé économique. » Pour notre auteur, nous avons perdu le sens de l'économie politique. Le paradoxe est que, au moment où le modèle de développement impulsé par l'Occident triomphe, le libéralisme est aussi sur le point d'échouer partant. Le chômage et les inégalités s'accroissent, l'argent de la drogue pervertit les rapports Nord-Sud, la corruption s'étend, le tiers-monde s'élargit aux pays de l'Europe de l'Est et aux Républiques issues de l'URSS, la pollution gagne du terrain.

Cette situation devrait stimuler la réflexion. Ce n'est pas le cas. Le corpus économique se scinde en disciplines différentes, elles-mêmes isolées des autres sciences sociales telles que l'histoire, la sociologie, la démographie, la science politique. L'économiste fuit dans les modèles abstraits, à caractère philosophique et mécaniste et il est détrempé par l'ingénieur (1) et le statisticien.

Or « l'ingénieur travaille dans la logique des systèmes techniques dont la société perd le contrôle », et il développe tout naturellement le goût de la puissance, bloquant des solutions alternatives qu'il pourrait aussi bien mettre en œuvre. Quant au statisticien, il dispose d'indicateurs globaux, sectoriels, régionaux, etc. qui, malgré leur nombre, ne rendent pas compte de la complexité de la réalité. Les classements de pays grâce au revenu par tête ne rendent jamais compte des disparités entre pauvres et riches. Et que dire de l'économie « souterraine »?

L'étude des phénomènes de migration est également en jachère. L'Europe, qui a connu la première

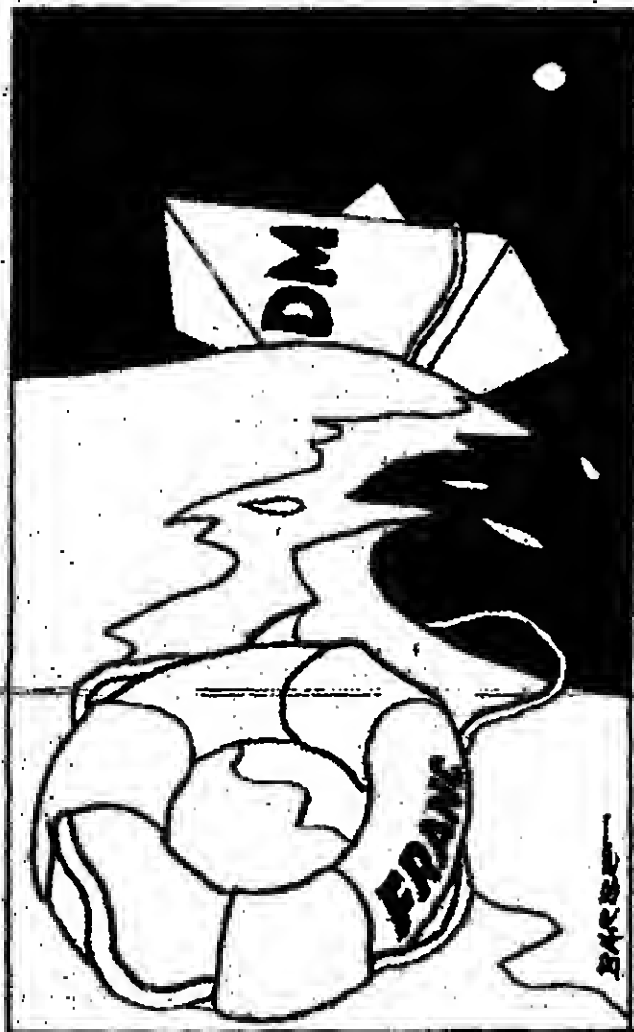
explosion démographique, s'est débarrassée de ses « surplus » par l'émigration. Celle-ci n'a pas les mêmes caractéristiques dans les pays du tiers-monde : ce sont d'abord les « cerveaux » qui partent, puis les hommes d'affaires et enfin les pauvres. Curieuse façon de guérir le malade! Autre fausse recette de la modernité : l'indigestion de crédits pour le développement, qui a conduit à la crise de la dette et à des phénomènes de rejet des « ajustements structurels » ou du développement lui-même (fondamentalisme islamique ou Sentier lumineux au Pérou).

**BUREAUCRATIE** • Dans un chapitre bienvenu sur « les fondements d'une économie politique de la corruption », Georges Corm montre qu'elle n'est pas une aberration dans les pays du tiers-monde mais « une réponse économique rationnelle à un environnement socio-économique dénué de logique et de règles... claires ». Dans les pays développés, c'est l'intégration du big business et du haut personnel politique et administratif qui pervertit les rapports économiques-politiques. La corruption au Japon ne doit pas occulter toutefois son excellent processus d'industrialisation : alphabétisation des campagnes, puis division du travail chez les artisans, décollage des machines de l'Occident, enfin innovation.

Des pages sévères suivent sur le bureaucratisme bancaire, le « big bang » financier, le système de changes flottants, les systèmes fiscaux (Georges Corm est partisan d'un impôt sur la dépense, mais d'aurait-il pas un effet récessionniste?). Il faut chasser l'économisme et revenir à l'état de droit économique. Qui ne souscritait à cette ambition, issue de l'époque des Lumières? La crise pourrait-elle finalement aider à cette conversion?

Pierre Drouin

(1) Sur la « dictature des ingénieurs », un bon exemple est donné à propos de l'audiovisuel dans le livre d'Alain Minic, *Le Média-choix*, Grasset.



## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

des Mondes-Europe-Asie

M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-98-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Mondes et Mondes Europe SA

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cros

Membre du comité de direction :

Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tassin

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-98-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Mondes et Mondes Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Comptez 30-15 - Tapez LEMONDE

ou 38-15 - Tapez LEM

Imprimerie

du « Monde »

12, r. M. Guizot

94522 IVRY CEDEX

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Tél. : 281.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vole normale y compris CER avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) - pending is published daily for \$ 5.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. 105, and additional mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes to LMS and NY Box 1316, Champlain, N.Y. 12919 - 1316.

For the subscription service in the USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 3841 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## CONJONCTURE

La solution au chômage dans la CEE peut-elle se trouver dans l'importation d'un modèle extra-européen de fonctionnement du marché du travail ? A l'heure où le gonflement du nombre de chômeurs impose une réflexion approfondie sur les mécanismes de l'emploi, la tentation est grande, et justifiée, de s'inspirer de ce qui s'est fait ailleurs, là où ce mal préoccupe moins. L'expérience américaine pourrait à nouveau susciter l'intérêt tandis que les réticences culturelles à l'adoption d'un modèle « à la japonaise » pourraient s'estomper.

Vue d'Europe, la dynamique du marché du travail dans l'une ou l'autre de ces puissances paraît assez remarquable en effet. Entre 1982 et 1989, les effectifs employés se sont accrues de 18 millions aux Etats-Unis,

## INDICATEUR • L'emploi

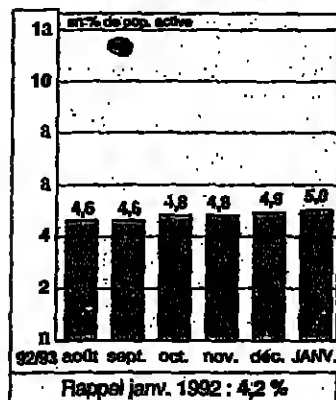
## Modèles non transposables

au lieu de 5 millions dans l'ensemble des cinq grands pays européens (France, ex-RFA, Royaume-Uni, Italie et Espagne), dont la population active était légèrement supérieure à celle des Etats-Unis en 1982. Sortie de récession en avril 1991 et malgré la lenteur de la reprise jusqu'à récemment, l'économie américaine compte à son actif près d'un million

d'emplois supplémentaires depuis cette date, alors qu'au Japon le taux de chômage est encore inférieur à 2,5 % de la population active, en dépit d'une conjoncture très défavorable depuis plusieurs mois.

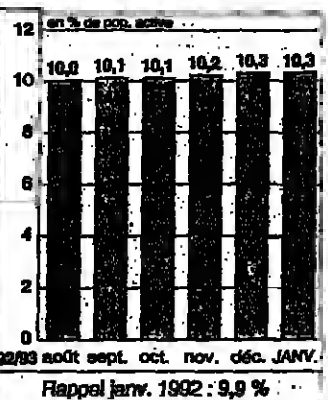
La baisse des salaires réels américains et le foisonnement des petits boulots de rue au Japon sont souvent évoqués pour justifier la dynamique de l'emploi dans ces pays. En sont-ils vraiment à l'origine ? Nul n'est en mesure de l'affirmer tant les écarts de comportement sont significatifs d'une économie à l'autre. Pour autant, en l'absence de modèle probant, ces constats risquent bien de guider les propositions qui forcément viendront à être préconisées en Europe... au détriment peut-être d'une politique réellement adaptée aux marchés du travail européens.

## ALLEMAGNE



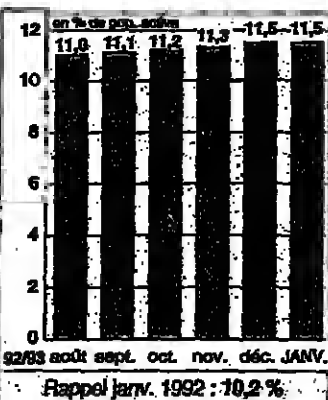
Rappel janv. 1992 : 4,2 %

## FRANCE



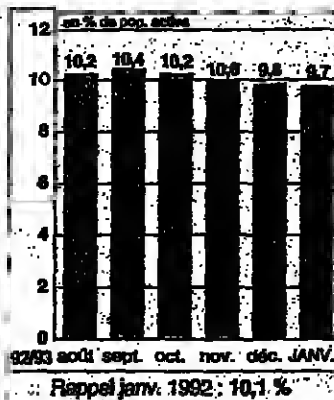
Rappel janv. 1992 : 9,9 %

## GRANDE-BRETAGNE



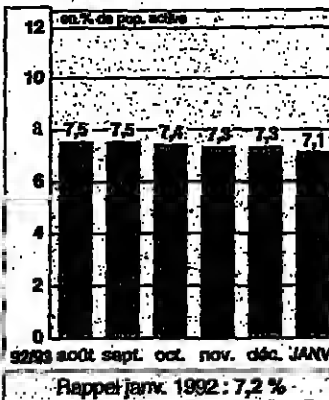
Rappel janv. 1992 : 10,2 %

## ITALIE



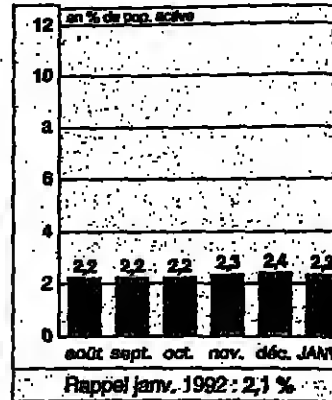
Rappel janv. 1992 : 10,1 %

## ÉTATS-UNIS



Rappel janv. 1992 : 7,2 %

## JAPON



Rappel janv. 1992 : 2,1 %

Taux de chômage en pourcentage de la population active. Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales)

## PAYS • La France

## Au creux de la vague

L'économie française subit de plein fouet la double crise qui affecte l'Europe : insuffisance de croissance avec l'entrée en récession de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne ; crise monétaire avec les glissements de la livre et de la peseta et l'obligation de maintenir nos taux d'intérêt à court terme à des niveaux excessivement élevés pour défendre la parité franc/deutschmark.

Aussi le PIB marchand en volume a-t-il fléchi de 0,5 % au quatrième trimestre 1992 ; il ne devrait, au mieux, que se stabiliser en ce début d'année.

Les indicateurs conjoncturels restent mal orientés. Les enquêtes de l'industrie mettent en évidence un « décrochage » des jugements sur les perspectives de production à partir de l'été dernier. En décembre, la production industrielle s'est à nouveau repliée de 1 %, portant son recul au quatrième trimestre à 2,6 %. Parallèlement, les appréciations sur les perspectives générales d'activité, qui reflètent le facteur « confiance », décident dans les décisions d'embauche et d'investissement, sont retombées à un niveau très bas, celui de 1983 après le programme de redressement de mars, ou de fin 1990 en pleine crise du Golfe.

L'investissement en volume des entreprises continue de se contracter : -4,4 % en 1992 en moyenne annuelle. Le taux d'investissement rapporté à l'investissement fixe à la valeur ajoutée - revenu à 16,4 % fin 1992, retrouve son point bas de 1984-1985. L'effort de la deuxième partie des années 80, qui a permis la modernisation accélérée et le développement de notre appareil productif, est effacé. Ce retour à la « case départ » s'explique principalement par la faiblesse des perspectives de débouchés telles qu'elles sont appréciées par les chefs d'entreprise, alors que le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie continue de fléchir pour s'établir à 82,5 % début 1993. De même, les entreprises ont, à la fin de l'année dernière, fortement réduit leurs stocks, ce qui a notablement pesé sur la demande. Pour 1993, l'enquête d'investissement de l'INSEE de janvier, inévitablement fragile à ce stade, laisse attendre une baisse de 3 % en valeur des projets dans l'industrie concurrentielle après celle de 11 % enregistrée en 1992.

Les exportations, pour leur part, se sont inscrites au quatrième trimestre en retrait de 1,4 % en volume par rapport au trimestre précédent ; cette évolution défavorable contraste fortement avec les croissances marquées observées au second semestre de 1991 et au début de 1992. Les exportations françaises sont affectées par le recul de la demande allemande. Vis-à-vis de l'Italie et de l'Espagne jouent le ralentissement de la demande intérieure et, comme c'est le cas également vis-à-vis du Royaume-Uni, l'effet de la dépréciation de leurs devises.

Les parts de nos exportations vers ces trois pays ont ainsi octennement fléchi fin 1992 à partir des niveaux élevés du début d'année. Selon l'enquête trimestrielle de l'INSEE de janvier, les industriels restent pessimistes quant à la demande étrangère.

En revanche, la consommation en volume des ménages continue d'augmenter en tendance à un rythme approchant 2 % l'an. Cette progression se fait toutefois avec des fluctuations importantes d'un trimestre à l'autre, reflétant notamment les soldes ou les opérations promotionnelles. Au dernier trimestre de 1992, la hausse assez forte qui a été observée (+2,8 % en rythme annuel) s'explique ainsi pour partie par des achats importants d'automobiles liés à l'aide fiscale accordée jusqu'au 31 décembre à l'achat de véhicules équipés de pot catalytique. Toutefois, dès janvier, une correction à la baisse a été observée, celle-ci devant se traduire par un ralentissement sensible de la consommation au premier trimestre. Malgré les pertes d'emploi qui le freine, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages progresse à un rythme modéré grâce à la déflation - les prix à la consumma-

tion n'ont augmenté que de 2 % au cours de 1992, - à la baisse rapide des prestations sociales et, à l'inverse, à la faiblesse des impôts sur le revenu acquittés.

Le coût de ce creux conjoncturel en termes de chômage et de déséquilibre des comptes publics s'accroît. En janvier dernier, le nombre des demandeurs d'emploi en fin de mois frôlait les 3 millions (2 992 600), le chômage touchant alors 10,5 % de la population active. Au cours de 1992, le nombre de salariés dans les secteurs marchands non agricoles aurait diminué, selon les premiers résultats, de 0,9 %, soit 133 000 personnes, la tendance à la baisse s'accroissant en fin de période. Bien que la réduction des effectifs dans le secteur privé ait été plus élevée qu'en 1991, la baisse du chômage a été moindre grâce à une politique de l'emploi particulièrement active : excoercations diverses de charges sociales ; stages de formation ; enfin et surtout, contrats emploi-solidarité (CES) par lesquels sont fortement aidés des emplois à durée déterminée (3 à 12 mois) dans les collectivités ou entreprises publiques. Fin 1992, le nombre de CES s'élevait à

348 000, en hausse de plus de 100 000 unités par rapport à fin 1991. Dans ces conditions, la baisse de 5,1 % des demandeurs d'emploi observée dans le courant de 1992 ne donne qu'une image incomplète de la dégradation de la situation de l'emploi que reflète également la hausse de 12,5 % du nombre de demandeurs d'emploi masculins de 25 à 49 ans (+100 000 en un an) ou celle de près de 25 % des demandeurs agents de maîtrise, techniciens ou cadres.

Le déficit budgétaire pour 1992 est maintenant évalué à 230 milliards de francs, soit 3,3 % du PIB, au lieu des 90 milliards prévus fin 1991. Pour l'essentiel, cet écart s'explique par deux éléments : des moindres-values fiscales de 120 milliards résultant principalement de la faiblesse de la croissance, des revenus, et des bénéfices ; un accroissement des charges d'intérêts sur la dette de 15 milliards. En 1993, un dérapage du même ordre de grandeur paraît aujourd'hui possible à partir du découvert de 165 milliards de la loi de finances initiale : le déficit budgétaire avoisinerait alors 4 % du PIB. Une grande prudence s'impose toutefois dans les évaluations du fait notamment des incertitudes affaissant le second semestre (évolutions conjoncturelles, décisions prises par le gouvernement après les élections). Les comptes sociaux, Sécurité sociale et UNEDIC, pénalisés par la baisse de l'emploi qui réduit les ressources et accroît les charges, se sont également dégradés en 1992, avec un déficit pour l'année d'environ 28 milliards de francs.

La contrainte de change continue de peser sur notre pays, la Banque de France devant maintenir les taux à court terme à plus de 11 % depuis la mi-décembre. Cependant, les conditions d'une baisse sensible des taux d'intérêt directs sont en train de se mettre en place en Allemagne ; le mouvement significatif de réduction des taux, passé de 9,75 % début septembre à 8,25 %, devrait s'accroître dans les prochains mois. D'ores et déjà le marché obligataire a anticipé ce mouvement avec une baisse spectaculaire des taux longs allemands qui a été suivie par les taux français revus pour les OAT à dix ans à 7,25 %. Qu'après les élections soit réaffirmé le maintien de la politique de stabilité de la franc et renforcé l'axe franco-allemand sur lequel repose la construction européenne, et l'écart entre les taux courts français et allemands devrait se réduire fortement. La baisse marquée des taux à court terme qui en résulterait permettrait notamment un allègement sensible des charges financières des entreprises. A côté d'une reprise américaine qui se confirme et de mesures ciblées de soutien de l'activité, c'est bien d'une telle détente dont a besoin l'économie française pour sortir de la mauvaise passe actuelle.

Hervé Monet  
Economiste d'entreprise

## SECTEUR • La pharmacie

## Richesse inquiète

DANS la chimie, qui traverse une crise sans précédent due au ralentissement économique mondial et à une guerre des prix, seuls les groupes ayant un pied dans la pharmacie tirent leur épingle du jeu. Comme si le secteur de la santé était insensible à la conjoncture. Toutes les sociétés en question affichent des résultats encourageants. Le britannique Glaxo, qui dispute à l'américain Merck la première place mondiale de l'industrie du médicament, a annoncé à la mi-février un bénéfice de 819 millions de livres (6,6 milliards de francs) sur le second semestre 1992, en progression de 16,8 % et dépassant de 20 millions de livres les prévisions du marché. Ses ventes ont atteint 2,3 milliards de livres (+13 %) grâce notamment au Zantac (45 % des ventes), un antacide.

Merck, pour sa part, a vendu pour 9,66 milliards de dollars (54 milliards de francs) de médicaments en 1992, soit une progression de 12 %, soutenue notamment par le Vasotec et le Vasercite, produits destinés à contrôler la tension artérielle. Ses bénéfices ont baissé de 6 %, redescendant à 1,98 milliard de dollars, à la suite d'une modification des règles comptables en matière de retraite qui a contraint l'ensemble des sociétés américaines à constituer d'importantes provisions, mais sans cela, ils auraient atteint 2,49 milliards de dollars, soit une hausse de 17 %.

La plupart des groupes pharmaceutiques ont enregistré une progression à deux chiffres de leur bénéfice : celle-ci a même atteint les 31 % pour Rhône-Poulenc Rorer (428 millions de dollars), filiale du chimiste français et troisième firme pharmaceutique mondiale. De tels succès choquent au moment où l'on cherche partout à freiner la progression des dépenses de santé. A peine investi comme président des Etats-Unis, Bill Clinton se disant « chagriné » de voir les industriels « faire des profits sur la santé de nos enfants » grâce aux prix élevés de leurs produits, a confié à sa femme Hillary le soin d'élaborer rapidement un plan de

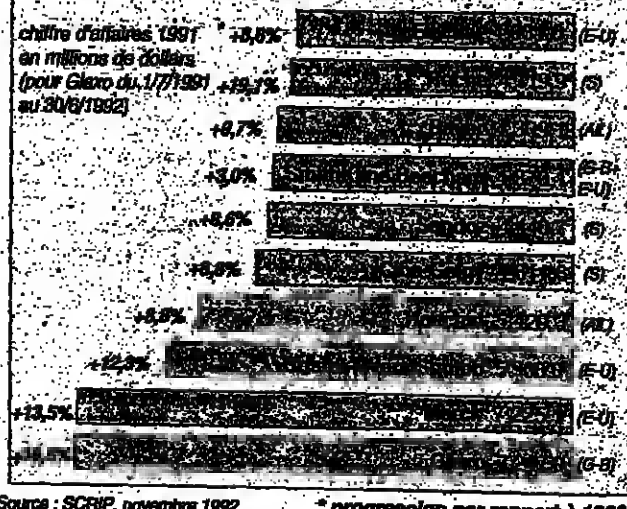
limitation des dépenses de santé. A Wall Street, la réaction a été immédiate. Toutes les valeurs liées à la pharmacie, comme aux hôpitaux, aux soins à domicile et aux maisons de retraite médicalisées, ont été délaissées. Mais les industriels de la pharmacie ont entrepris de réagir pour montrer que leurs prix sont justifiés. Dernier exemple en date, Henry Wendt, président du groupe anglo-américain SmithKline Beecham (dont les bénéfices ont atteint 1,1 milliard de livres soit 8,8 milliards de francs, en hausse de 11 % en 1992), a plaidé pour de nouvelles relations entre la pharmacie et la société. Aux industriels d'expliquer à leurs clients que le prix payé est juste.

Deux intérêts divergents s'affrontent en effet. D'un côté, des gouvernements soucieux de limiter les dépenses des systèmes d'assurance-maladie, publics ou privés. De l'autre, des industriels contraints à de lourds investissements pour trouver des molécules pouvant donner naissance à des nouveaux médicaments : selon eux, le coût d'un produit pharmaceutique varie de 200 à 250 millions de dollars, pour passer de sa découverte à sa mise sur le marché, avec seulement trois chances sur dix de récupérer ces dépenses.

Les perspectives de l'année 1993 sont donc incertaines pour la pharmacie. Autres incertitudes : les effets des changements de stratégie mis en œuvre par certains groupes (un sujet qui a provoqué la démission d'Ernst Mario, vice-président de Glaxo, en désaccord avec son président). Le britannique ICI a décidé de rendre son activité pharmaceutique indépendante : la nouvelle entité, Zeneca, quinzième pharmacie mondiale, devrait ainsi disposer de plus de liberté pour sa recherche et pour d'éventuels partenariats. L'américain American Cyanamid a fait de même. Ce regroupement des activités les plus rentables ne pourra être jugé que dans plusieurs années, mais apparaît aujourd'hui comme un pari risqué.

Dominique Gallois

## LES DIX PREMIERS GROUPES MONDIAUX



Source : SCRIIP, novembre 1992

\* progression par rapport à 1990

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.